

Conseil Communautaire du	6 décembre 2019
--------------------------	-----------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	72
N° identifiant	2019-0627

Titre	Règlement local de publicité intercommunal de Grand Poitiers Communauté urbaine - Arrêt du projet de Règlement local de publicité intercommunal
-------	---

Rapporteur(s)	M. Dominique CLÉMENT
Date de la convocation	08/11/2019

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	Madame Coralie BREUILLÉ et Monsieur François BLANCHARD.

PJ.	<p>Liste des pièces</p> <ol style="list-style-type: none"> 1 - Pièces administratives 2 - Rapport de présentation 3 - Règlement et glossaire 4 - Zonage publicité 5 - Zonage enseignes 6 - Annexes
-----	--

Membres en exercice	91	
Quorum	46	

Présents	66	<p>M. Alain CLAEYS - Président</p> <p>M. Guy ANDRAULT - M. El Mustapha BELGSIR - M. Michel BERTHIER - M. François BLANCHARD - M. Jean-Claude BOUTET - Mme Christine BURGÈRES - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORONAS - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - Mme Pascale GUITTET - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Gilles MORISSEAU - M. Jérôme NEVEUX - M. Fredy POIRIER - Mme Eliane ROUSSEAU - M. Gérard SOL - M. Alain TANGUY - Membres du bureau</p> <p>M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Martine BATAILLE - M. Gérald BLANCHARD - Mme Nicole BORDES - Mme Coralie BREUILLÉ - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Michel CHOISY - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Gérard DELIS - M. Dominique ÉLOY - M. Claude FOUCHER - Mme Christiane FRAYSSE - M. Hervé GARCIA - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Serge LEBOND - Mme Véronique LEY - M. Claude LITT - M. Maguy LUMINEAU - Mme Francette MORCEAU - M. Bernard PERRIN - Mme Patricia PERSICO - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - Mme Marie-Dolorès PROST - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINÉE - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Daniel SIRAUT - Mme Peggy TOMASINI les conseillers communautaires</p> <p>M. Christian GIRARD - M. Jean BRILLAUD - M. Louis-Marie CHALLET les conseillers communautaires suppléants</p>
----------	----	--

Absents	16	<p>M. Philippe BROTTIER - M. René GIBAUT Membres du bureau</p> <p>M. Joël BIZARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - M. Patrick BOUFFARD - M. Olivier BROSSARD - Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT - Mme Catherine FORESTIER - M. Yves JEAN - M. Jean-Luc MAERTEN - M. Philippe PALISSE - M. Nicolas REVEILLAUD - M. Christian RICHARD - M. Michel SAUMONNEAU - M. Alain VERDIN - M. Aurélien TRICOT les conseillers communautaires</p>
---------	----	---

Mandats	9	Mandants	Mandataires
		M. Jean-Marie COMPTE	M. Bernard CORNU
		Mme Michèle FAURY-CHARTIER	Mme Peggy TOMASINI
		Mme Anne GÉRARD	M. François BLANCHARD
		Mme Diane GUÉRINEAU	Mme Francette MORCEAU
		M. Gérard HERBERT	Mme Nelly GARDA-FLIP
		Mme Marie-Christine MARCINIAK	M. Jean-Louis CHARDONNEAU
		M. Sylvain POTHIER-LEROUX	M. Gérald BLANCHARD
		M. Édouard ROBLOT	Mme Jacqueline DAIGRE
		Mme Laurence VALLOIS-ROUET	Mme Christine BURGÈRES

Observations	<p>L'ordre de passage des délibérations : 153 à 161, 1 à 23, 25 à 44, 170, 173 à 175, 72 à 107, 171, 150 à 152, 172, 162 à 169, 127 à 137, 141, 138 à 140, 142 à 148, 176, 108 à 111, 113 à 126, 45 à 71. Les 24, 112 et 149 sont retirées.</p> <p>Arrivées de Mmes Véronique ROCHAIS-CHEMINÉE et Cécile RUY-CARPENTIER.</p>
--------------	--

Projet de délibération étudié par:	03-Commission aménagement de l'espace communautaire et équilibre social de l'habitat
------------------------------------	--

Service référent	Direction Générale Développement urbain - Construction Direction Urbanisme - Habitat - Projets urbains
------------------	---

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu le Code de l'Environnement, notamment l'article L.581-14 et suivants

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.153-8 et suivants, L.103-3 et R.153-1 et suivants

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-D2-B1-036 du 6 décembre 2016 portant création au 1^{er} janvier 2017 de la Communauté d'agglomération Grand Poitiers, Etablissement Public à fiscalité propre issu de la fusion de la Communauté d'Agglomération Grand Poitiers avec les communautés de communes du Pays Mélusin, du Val Vert du Clain, de Vienne et Moulière et de l'extension aux communes de Chauvigny, Jardres, la Puye et Sainte-Radegonde

Vu le procès-verbal d'installation de Grand Poitiers Communauté d'agglomération du 16 février 2017

Vu l'arrêté préfectoral n°2017-D2/B1-010 en date du 30 juin 2017 portant transformation de Grand Poitiers Communauté d'agglomération en communauté urbaine, à compter du 1^{er} juillet 2017.

Vu l'arrêté préfectoral n°2018-D2/B1-027 du 21 décembre 2018 portant modification des statuts de Grand Poitiers Communauté urbaine

Vu le Code des Relations entre le Public et l'Administration

Vu la conférence intercommunale du 30 novembre 2017 définissant les modalités de collaboration avec les communes membres.

Vu la délibération du 8 décembre 2017 du Conseil de Grand Poitiers Communauté urbaine prescrivant l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal et définissant les modalités de collaboration avec les communes et les modalités de concertation mises en œuvre tout au long de la procédure.

Considérant les rencontres organisées avec chacune des communes à l'automne 2018 et la réunion intercommunale du 11 septembre 2019 qui a été l'occasion de partager le diagnostic et d'échanger sur les orientations générales du RLPi et leurs traductions réglementaires.

Vu la délibération du 27 septembre 2019 du Conseil de Grand Poitiers Communauté urbaine relative au débat sur les orientations générales du Règlement local de publicité intercommunale

Vu les débats sur les orientations générales du RLPi conduits dans certains conseils municipaux.

Le Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) offre la possibilité de réguler et d'harmoniser l'ensemble des dispositifs de publicité extérieure en adoptant des règles plus restrictives que celles fixées par le Code de l'Environnement afin de préserver le cadre de vie, les paysages et l'environnement dans le respect de la liberté d'expression et du développement économique.

Le RLPi est mis en place conformément à la procédure d'élaboration des documents d'urbanisme. Une fois approuvé, il deviendra une annexe du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de Grand Poitiers et des Plans locaux d'urbanisme communaux. C'est dans ce cadre que la concertation sur l'élaboration du RLPi de Grand Poitiers Communauté urbaine a été mise en œuvre.

Bilan de la concertation

Par délibération du 8 décembre 2017, le Conseil de Grand Poitiers Communauté urbaine a décidé de prescrire l'élaboration de son Règlement local de publicité intercommunal. Cette délibération détaille les modalités de concertation mises en œuvre tout au long de l'élaboration du projet de RLPi. La délibération d'engagement de la procédure d'élaboration du projet de RLPi a été affichée pendant un mois au siège de Grand Poitiers Communauté urbaine.

Un registre a été mis à la disposition du public au siège de la Communauté urbaine de Grand Poitiers. Une adresse mail dédiée a également été créée (concertation.rlp@grandpoitiers.fr) afin que chacun puisse déposer des observations ou des questions. Le processus d'élaboration du RLPi a fait l'objet d'une information régulière sur le site Internet de Grand Poitiers Communauté urbaine tout au long du déroulé de la procédure. Une réunion publique de présentation du projet a été organisée le 30 septembre 2019 pour présenter le diagnostic, les orientations générales du RLPi et les premiers principes règlementaires.

Le registre mis à disposition du public pendant toute la phase de concertation n'a reçu aucune observation. Des observations ou demandes concernant l'association aux réflexions, la prise d'information sur le calendrier de la procédure ou les modalités de la concertation ont été formulées par mail ou courrier. Les contributions du grand public ont été minimales tout au long de cette période.

À leurs demandes, les associations Paysage de France et Vienne nature environnement ont été intégrées à la procédure en tant que personnes consultées. Après rencontre et échanges officiels en date du 13 mai 2019 et du 2 juillet 2019, ces deux associations ont transmis des contributions écrites à Grand Poitiers Communauté urbaine sur le projet de RLPi.

En parallèle, en 2019, un processus de concertation spécifique a été mis en place afin d'associer à la démarche les représentants des organismes compétents en matière de paysage, de publicité, d'enseignes et de pré-enseignes, d'environnement, d'architecture, d'urbanisme et d'aménagement du territoire, d'habitat et de déplacement. Il a pris la forme de plusieurs réunions organisées dans l'objectif d'échanger et de recueillir les observations et remarques des partenaires suivants sur les deux principales phases :

- Le diagnostic :
 - le 13 mai : association Paysage de France
 - le 17 mai : représentants des professionnels de la publicité
 - le 27 mai : Architectes des bâtiments de France (ABF - DRAC Vienne)
 - le 19 juin : représentants des associations de zones d'activités et de commerçants
 - le 2 juillet : association Vienne nature environnement.
- Les orientations et les principes règlementaires :
 - le 1er octobre : représentants des professionnels de la publicité et des associations de zones d'activités et de commerçants
 - le 1er octobre : Associations Paysage de France, Vienne nature environnement et Architectes des bâtiments de France

Les 8 orientations générales du RLPi ont fait l'objet d'un débat au sein du Conseil communautaire du 27 septembre 2019 :

- accompagner les spécificités du territoire en définissant un zonage et des règles adaptées aux enjeux et aux lieux
- s'inscrire dans la mise en valeur et la protection du patrimoine naturel et paysager garant de l'identité du territoire
- participer à la mise en valeur des sites historiques emblématiques, du patrimoine bâti remarquable et des centres bourgs des communes représentant un caractère patrimonial
- maintenir des moyens nécessaires de communication pour assurer la visibilité commerciale et en particulier celle du petit commerce
- améliorer la qualité des paysages d'entrées de ville tout en assurant la lisibilité des activités économiques

- le long des grands axes et dans les zones d'activités commerciales
- favoriser un cadre de vie de qualité en étant attentif aux questions de format et de densité afin que la publicité extérieure ne prenne pas une place dominante dans la perception des lieux et des paysages
- tendre vers une esthétique des dispositifs visant une insertion au contexte de qualité et évitant le sentiment d'espaces de vie du quotidien dévalorisés au profit de lieux de passage
- encadrer rigoureusement l'implantation des dispositifs numériques (enseignes et publicité).

Les différentes observations, demandes et contributions ont été analysées et ont alimentées les réflexions sur les orientations et les outils réglementaires du RLPi.

Arrêt du projet de Règlement local de publicité intercommunal

Conformément au Code de l'Environnement, le projet arrêté comprend un rapport de présentation s'appuyant sur un diagnostic, définissant des orientations et expliquant les choix retenus, une partie réglementaire et des annexes (les documents graphiques faisant apparaître les différentes zones du RLPi, les arrêtés municipaux fixant les limites d'agglomération et les plans les matérialisant).

L'objectif recherché dans le cadre de l'élaboration du RLPi est à la fois de proposer un projet plus ambitieux que le Règlement national de publicité (limitation des formats, de la densité des dispositifs, protection des sites) et de mettre en œuvre une démarche globale, cohérente, conciliant les différents enjeux du territoire (protection du paysage, du patrimoine bâti, de l'environnement, intégration des questions de transition écologique, respect de la liberté d'expression et du développement économique, prise en compte des pressions spatiales réelles constatées).

Sur la base du diagnostic réalisé en 2018 et dont les principaux éléments sont présentés dans le rapport de présentation, des secteurs à enjeux spécifiques ont été identifiés :

- les vallées, porteuses d'identité où se mêlent à la fois patrimoine naturel, paysager et urbanisation
- les espaces urbanisés présentant des liens étroits entre espaces patrimoniaux et cœurs de vallées
- le Site patrimonial remarquable de Poitiers et les territoires offrant une densité conséquente de Monuments Historiques (Chauvigny, Lusignan)
- les zones d'activités économiques et commerciales et les axes structurants.

Le projet arrêté s'articule autour des 8 orientations générales qui ont guidé l'élaboration des propositions réglementaires et de zonage et de leur croisement avec les secteurs à enjeux repérés. Il s'adapte à la typologie des lieux dans une cohérence d'ensemble à l'échelle du territoire.

Le zonage a été défini de manière à adapter la réglementation le plus finement possible au regard des enjeux soulevés par les différents secteurs et au regard du cadre légal fixé par le Code de l'Environnement. Afin de faciliter l'appréhension et l'application du règlement par une cartographie claire et sans ambiguïté, le règlement est articulé en deux parties : l'une consacrée au régime de la publicité et des pré-enseignes, l'autre à celui des enseignes. Chacun est assorti d'un plan de zonage distinct. Chacune de ces parties du règlement s'organise de la façon suivante :

- une première sous-partie relative aux règles communes applicables aux dispositifs visés sur l'ensemble du territoire, quel que soit la zone. Ces dispositions générales visent à répondre à certains objectifs du RLPi, notamment ceux de la protection du patrimoine naturel et paysager et du patrimoine bâti remarquable
- une seconde sous-partie traite des règles spécifiques applicables aux dispositifs visés à chaque zone.

Le règlement délimite 7 zones en matière de publicité et 4 zones en matière d'enseignes.

Pour la publicité, la définition des zones tient compte des différences de régime applicable selon le nombre d'habitants de l'agglomération et son appartenance ou non à l'unité urbaine. Le zonage de la publicité couvre uniquement la partie agglomérée du territoire, la publicité étant interdite par le Code de l'Environnement hors agglomération. Les règles édictées dans les différentes zones obéissent à un principe de gradation depuis la

zone 1 (espaces de nature en milieu aggloméré) qui couvre les secteurs devant bénéficier d'une protection renforcée et où les règles sont les plus strictes (toute forme de publicité y est proscrite) jusqu'à la zone 7 (zones d'activités économiques et commerciales) dans lesquelles les règles sont moins strictes en étant toutefois plus contraignantes que la réglementation nationale.

Le projet de RLPi prévoit deux zones dédiées aux bâtiments et espaces urbains patrimoniaux (abords des Monuments Historiques, SPR de Poitiers), à certaines voies proposant un caractère arboré ou végétalisé significatif et de qualité, aux secteurs urbanisés offrant des points de vues pittoresques ou remarquables. Deux autres zones correspondent aux espaces résidentiels ou mixtes. Une zone identifie les abords de certaines voies structurantes.

Pour les enseignes aucune distinction n'est faite dans le Code de l'Environnement en matière de règles entre les territoires situés dans ou en dehors de l'agglomération. Le RLPi régleme donc l'ensemble du territoire. Pour les enseignes, le même principe de gradation s'applique : la zone 1 correspond aux secteurs protégés (naturels et bâtis) et aux centres des communes rurales, la zone 2 correspond au Site patrimonial de Poitiers. Les règles de ces deux zones y sont plus strictes. La zone 3 correspond aux secteurs d'activités économiques ou commerciales et aux voies structurantes (les règles sont plus souples que dans les 3 autres zones). La zone 4 englobe le reste du territoire.

Après examen de ce dossier, il vous est proposé

- **de tirer le bilan de la concertation et d'arrêter le projet de Règlement local de publicité intercommunal**
- **d'afficher la présente délibération, conformément à l'article R.153-3 du Code de l'Urbanisme, pendant un mois au siège de Grand Poitiers Communauté urbaine**
- **d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document à intervenir dans cette affaire**
- **d'imputer les dépenses correspondantes à l'opération 1706, « Plan Local d'Urbanisme », article 202 du budget Principal.**

POUR	62	
CONTRE	2	M. Jacques ARFEUILLÈRE, Mme Christiane FRAYSSE.
Abstention	11	Mme Coralie BREUILLÉ, M. Jacky CHAUVIN, M. Patrick CORONAS, Mme Jacqueline DAIGRE, M. Olivier KIRCH, M. Laurent LUCAUD, M. Sylvain POTHIER-LEROUX, Mme Marie-Dolorès PROST, Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT, M. Édouard ROBLOT, M. Gérard SOL
Ne prend pas part au vote	0	

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE

Adopté

Affichée le	13 décembre 2019
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	
Identifiant de télétransmission	

Nomenclature Préfecture	2.1
Nomenclature Préfecture	Documents d urbanisme

Règlement Local de Publicité intercommunal

Elaboration prescrite le 7 décembre 2017

Projet arrêté le 6 décembre 2019



GRAND POITIERS
Communauté urbaine

GRAND POITIERS

Communauté urbaine

Règlement Local de Publicité intercommunal

1- Pièces administratives

- 1.1 délibération de prescription
- 1.2 délibération sur les orientations générales du projet

2- Rapport de présentation

- Chapitre 1 : Données générales
- Chapitre 2 : Caractéristiques paysagères
- Chapitre 3 : Analyse des dispositions applicables sur le territoire
- Chapitre 4 : Synthèse des constats
- Chapitre 5 : Orientations générales
- Chapitre 6 : Explication des choix du projet

3- Règlement et glossaire

- Préambule
- Tableaux synthétiques de la trame réglementaire
- Règlement de la publicité
- Règlement des enseignes
- Glossaire

4- Plans de zonage pour la publicité

5- Plans de zonage pour les enseignes

6- Annexes : arrêtés d'agglomération

Règlement Local de Publicité intercommunal

Elaboration prescrite le 8 décembre 2017

Projet arrêté le 6 décembre 2019

1 – Pièces administratives

Conseil Communautaire du	8 décembre 2017
--------------------------	-----------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	71
N° identifiant	2017-0624

Titre	011 - Charges à caractère général - Prescription de l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) de Grand Poitiers Communauté urbaine - Objectifs et modalités de la concertation
-------	---

Rapporteur(s)	Dominique CLEMENT
Date de la convocation	10/11/2017

Président de séance	Monsieur Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	Mme GUERINEAU et M. BLANCHARD

PJ.	
-----	--

Membres en exercice	91	
Quorum		

Présents	73	<p>M. Alain CLAEYS - Président</p> <p>M. Claude EIDELSTEIN - M. Francis CHALARD - M. Guy ANDRAULT - M. Jean-Claude BOUTET - M. Philippe BROTTIER - Mme Christine BURGERES - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLEMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORONAS - Mme Anne GERARD - Mme Pascale GUITTET - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Laurent LUCAUD - M. Gilles MORISSEAU - M. Jérôme NEVEUX - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER - Mme Eliane ROUSSEAU - Mme Corine SAUVAGE - M. Gérard SOL - M. Aurélien TRICOT Membres du bureau</p> <p>M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLERE - Mme Martine BATAILLE - M. François BLANCHARD - M. Gérald BLANCHARD - M. Jean-Daniel BLUSSEAU - Mme Nicole BORDES - Mme Coralie BREUILLE - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Michel CHOISY - M. Jean-Marie COMPTE - M. Gérard DELIS - M. Hervé GARCIA - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - Mme Diane GUERINEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Yves JEAN - M. Jean-François JOLIVET - M. Olivier KIRCH - M. Serge LEBOND - Mme Véronique LEY - M. Claude LITT - M. Maguy LUMINEAU - M. Jean-Luc MAERTEN - Mme Francette MORCEAU - M. Bernard PERRIN - Mme Patricia PERSICO - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - Mme Marie-Dolorès PROST - Mme Nathalie RIMBAULT-HERIGAULT - M. Edouard ROBLOT - Mme Véronique ROCHAIS-CHEMINEE - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - M. Daniel SIRAUT - M. Alain VERDIN - M. Olivier BROSSARD - M. Dominique ELOY - Mme Christiane FRAYSSE - M. Nicolas REVEILLAUT - Mme Peggy TOMASINI les conseillers communautaires</p> <p>M. Christian GIRARD le conseiller communautaire suppléant</p>
----------	----	---

Absents	10	<p>M. Alain TANGUY - M. Michel BERTHIER Membres du bureau</p> <p>M. Patrick BOUFFARD - Mme Jacqueline DAIGRE - Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT - Mme Catherine FORESTIER - M. Claude FOUCHER - M. Philippe PALISSE - M. Christian RICHARD - M. Michel SAUMONNEAU les conseillers communautaires</p>
---------	----	---

Mandats	8	Mandants	Mandataires
		Monsieur BELGSIR El Mustapha	Monsieur ANDRAULT Guy
		Monsieur FRANCOIS Michel	Monsieur BROTTIER Philippe
		Monsieur GIBault René	Monsieur HERBERT Gérard
		Monsieur BIZARD Joël	Monsieur NEVEUX Jérôme
		Madame MARCINIAK Marie-Christine	Monsieur CHARDONNEAU Jean-Louis
		Monsieur POTHIER-LEROUX Sylvain	Monsieur ROBLOT Edouard
		Madame VALLOIS-ROUET Laurence	Madame GUERINEAU Diane
		Madame FAURY-CHARTIER Michèle	Monsieur JEAN Yves

Observations	<p>L'ordre de passage des délibérations est le suivant : de 78 à 82, 31, 52, puis retour à l'ordre initial</p> <p>Départ de M. TANGUY et M. HERBERT sort de la salle.</p>
--------------	---

Projet de délibération étudié par:	03-Commission aménagement de l'espace communautaire et équilibre social de l'habitat 01- Commission Générale et des Finances
------------------------------------	---

Service référent	Direction Générale Développement urbain - Construction Direction Urbanisme - Mixité sociale
------------------	--

Ce sujet fait plus particulièrement l'objet de l'engagement « développer les solidarités » de l'Agenda 21 en définissant les relations entre Intercommunalité et Communes de manière plus large que les attendus législatifs. En effet, ce document fait l'objet d'une élaboration et d'une concertation tout au long de la procédure. Il fait également l'objet de l'engagement « lutter contre le changement climatique » en particulier au travers d'une approche paysagère et une esthétique urbaine de qualité.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

VU le Code de l'Environnement, notamment l'article L.581-14 et suivants

VU le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.153-8 et suivants, L.103-3 et R.153-1 et suivants

VU l'arrêté préfectoral n° 2016-D2-B1-036 du 6 décembre 2016 portant création au 1^{er} janvier 2017 de la Communauté d'agglomération Grand Poitiers, Etablissement Public à fiscalité propre issu de la fusion de la Communauté d'Agglomération Grand Poitiers avec les communautés de communes du Pays Mélusin, du Val Vert du Clain, de Vienne et Moulière et de l'extension aux communes de Chauvigny, Jardres, la Puye et Sainte-Radegonde

VU l'arrêté préfectoral n° 2017-D2/B1-010 en date du 30 juin 2017 portant transformation de Grand Poitiers Communauté d'agglomération en communauté urbaine, à compter du 1^{er} juillet 2017.

Le Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) permet, sur le territoire de la collectivité qui l'élabore, de restreindre, en fonction des spécificités locales, les conditions d'installation des publicités, enseignes et pré-enseignes (format, densité, installation...), telles qu'elles résultent de la réglementation nationale fixée par le Code de l'Environnement. La finalité de cette réglementation spéciale est environnementale : il s'agit de protéger les paysages et améliorer le cadre de vie, sans porter atteinte à la liberté du commerce et de l'industrie et à la liberté d'expression.

Le Règlement Local de Publicité peut aussi, le cas échéant, lever certaines interdictions légales de publicité et admettre, selon des conditions qu'il définit la présence de certaines formes de publicité dans des secteurs où elles sont en principe interdites.

La loi du 12 juillet 2010 dite "Grenelle II" a opéré une réforme profonde du droit de l'affichage en transférant la compétence pour élaborer un RLP à l'autorité compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU), et en calquant de manière générale la procédure d'élaboration du RLP sur celle du PLU selon les principales étapes suivantes :

- prescription de l'élaboration du RLPi : définition des objectifs poursuivis, des modalités de la concertation avec les habitants et l'ensemble des personnes concernées et des modalités de collaboration avec les communes membres ;
- débat sur les orientations générales du RLPi ;
- bilan de la concertation et arrêt du projet du règlement ;
- consultation des personnes publiques associées et de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;
- enquête publique ;
- approbation du RLPi.

Un état des lieux a été réalisé fin 2016 sur les 13 communes alors membres de Grand Poitiers Communauté d'agglomération, qui a été complété en juillet 2017 par un pré-diagnostic sur les 27 autres communes qui ont intégré Grand Poitiers Communauté urbaine.

Ces premiers éléments d'étude ont permis d'identifier les spécificités du territoire communautaire, s'agissant notamment de :

- la diversité des régimes juridiques applicables : 14 communes appartenant à l'unité urbaine de Poitiers, 26 communes de moins de 10 000 habitants hors unité urbaine de Poitiers et 5 RLP communaux qui seront caducs le 13 juillet 2020 en l'absence d'un RLPi opposable à cette date (Poitiers, Migné-Auxances, Saint-Benoît, Chasseneuil-du-Poitou et Jaunay-Marigny)
- l'existence de communes à fort enjeu patrimonial (Poitiers, Lusignan, Chauvigny...) comportant de nombreux lieux protégés (abords de monuments historiques, site patrimonial remarquable de Poitiers, sites classés ou inscrits...) où toute publicité est interdite en l'absence de RLPi
- la présence de très nombreux dispositifs publicitaires le long des axes structurants traversant plusieurs communes (notamment la RD 910)
- la concentration des dispositifs publicitaires sur les secteurs en agglomération de Poitiers, Chasseneuil-du-Poitou, Buxerolles, Saint-Benoît et Biard, tant sur les propriétés privées que sur le domaine public
- des enseignes plus ou moins bien intégrées, selon leur lieu d'implantation : des grands formats et une forte densité d'enseignes scellées au sol dans les zones commerciales (Poitiers, Chasseneuil-du-Poitou, Jaunay-Marigny), des enseignes traditionnelles dans les centralités et notamment en abords de monuments historiques.

Au vu de ces éléments, les grands axes portés par l'élaboration d'un RLP sur l'ensemble du territoire intercommunal, sont les suivants.

1. Les objectifs poursuivis :

En matière de publicité :

- Donner une cohérence d'ensemble au traitement de la publicité sur le territoire communautaire (problématique d'entrée de ville, des axes structurants, des lieux patrimoniaux...) et adapter les règles nationales aux caractéristiques du territoire intercommunal.

Par exemple, en dehors des lieux « protégés », dans les communes appartenant à l'« unité urbaine » de Poitiers, dans la mesure où le Règlement Local de Publicité ne peut que « restreindre » les possibilités résultant des règles nationales, le RLPi pourra, en fonction des zones, renforcer les règles nationales en les adaptant au contexte local, en interdisant certains types de publicité, en limitant la règle de densité par unité foncière...

- Assurer la qualité visuelle et paysagère des principaux axes structurants de la Communauté urbaine.

Des règles adaptées seront proposées notamment le long des axes structurants (RD 910 et RD162 principalement) après examen de celles déjà mises en place dans le cadre des RLP communaux existants.

Dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants hors unité urbaine de Poitiers, seule la publicité murale de 4 m² est admise (sur clôture ou façade aveugle). Dans cette situation, qui est la plus fréquente sur le territoire communautaire, le RLPi peut renforcer la règle de densité nationale qui encadre le nombre de dispositifs admis en fonction de la longueur de « façade » sur rue du terrain d'assiette des dispositifs publicitaires.

Dans les zones commerciales situées en agglomération, il faut examiner l'opportunité du maintien des règles nationales, sans restriction apportée par le RLP, ou bien leur renforcement.

- Valoriser les principaux sites patrimoniaux notamment dans les lieux sensibles (sites inscrits, site patrimonial remarquable de Poitiers, abords de monuments historiques), où sera examinée la possibilité de déroger à l'interdiction totale de publicité en introduisant, certaines possibilités, limitées et encadrées, d'affichage publicitaire.

- Prendre en compte l'arrivée de nouvelles technologies en matière d'affichage, en encadrant les nouvelles formes de publicité admises par la loi dite Grenelle II (la publicité numérique, les bâches publicitaires et dispositifs de dimensions exceptionnelles).

En matière d'enseignes :

- Contribuer à la mise en valeur des centralités et sites protégés : il sera examiné l'opportunité d'un renforcement des règles nationales dans ces secteurs (règles de positionnement des enseignes en façade, restrictions des enseignes scellées au sol et en toiture, limitation des enseignes numériques...).

Par ailleurs, une réflexion sera portée sur la nécessité de limiter les règles nationales relatives aux enseignes dans les zones commerciales et d'activités.

2. Les modalités de concertation mises en œuvre tout au long de l'élaboration du projet de RLPi

Les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées seront informées et pourront s'exprimer sur le projet de RLPi, tout au long de la procédure, jusqu'au bilan de la concertation. Cette concertation comprendra :

- une information sur le site Internet de Grand Poitiers Communauté urbaine ;
- la mise à disposition du public d'un registre au siège de Grand Poitiers Communauté urbaine et d'un registre dématérialisé sur le site Internet de Grand Poitiers Communauté urbaine permettant l'expression d'observations ou de propositions relatives au projet de Règlement Local de Publicité intercommunal
- la possibilité pour les représentants de tout organisme compétent en matière de paysage, de publicité, d'enseignes et de pré-enseignes, d'environnement, d'architecture, d'urbanisme, d'aménagement du territoire, d'habitat et de déplacement, de participer à des réunions qui seront organisées, d'une part pour débattre du diagnostic de la situation puis d'autre part des orientations du projet de Règlement Local de Publicité intercommunal;
- la tenue d'une réunion publique.

3. Les modalités de collaboration avec les communes membres :

Conformément à l'article L.153-8 du Code de l'Urbanisme, le Conseil communautaire doit également arrêter les modalités de collaboration avec les communes membres dans le cadre de l'élaboration du projet de RLPi.

Ces modalités de collaboration ont été débattues en Conférence des Maires qui s'est réunie le 30 novembre 2017. Lors de cette réunion, il a été prévu que la collaboration entre Grand Poitiers Communauté urbaine et les communes membres doit être constante pendant toute la procédure de l'élaboration du RLPi. La Conférence des Maires pourra ainsi émettre un avis sur les orientations du RLPi et sur le projet d'arrêt et le projet d'approbation du RLPi.

Il sera également demandé aux 40 conseils municipaux un avis lors du débat des orientations du RLPi et lors de l'arrêt projet.

Il vous est proposé :

- de prescrire l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal dont les objectifs sont exposés ci-dessus,
- de définir les modalités de concertation qui seront mises en œuvre durant l'élaboration du projet de Règlement Local de Publicité intercommunal, telles que présentées ci-dessus,
- d'arrêter les modalités de collaboration avec les communes membres pour l'élaboration du projet de Règlement Local de Publicité correspondant aux modalités exposées ci-dessus,
- de décider de lancer une consultation pour recruter un bureau d'étude en vue de l'élaboration du RLPI
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document à intervenir.

La présente délibération sera transmise à Mme la Préfète de la Vienne et aux Personnes Publiques Associées mentionnées à l'article L.132-7 et L.132-9 du Code de l'Urbanisme.

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de Grand Poitiers Communauté urbaine et dans chacune des mairies des communes membres durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département ainsi qu'une publication au recueil des actes administratifs de la communauté urbaine.

Les dépenses seront imputées sur les crédits figurant à l'imputation 820/617/3400 du budget principal de Grand Poitiers.

POUR	80	
CONTRE	0	
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	1	M. Gérard HERBERT

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE

Adopte

Affichée le	15 décembre 2017
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	15 décembre 2017
Identifiant de télétransmission	86-200069854-20171208-lmc168724-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	2.1
Nomenclature Préfecture	Documents d'urbanisme

Conseil Communautaire du	27 septembre 2019
--------------------------	-------------------

à	16h00
---	-------

N°ordre	92
N° identifiant	2019-0462

Titre	Débat sur les orientations générales du Règlement local de publicité intercommunal (RLPi) de Grand Poitiers Communauté urbaine
-------	--

Rapporteur(s)	M. Dominique CLÉMENT
Date de la convocation	06/09/2019

Président de séance	M. Alain CLAEYS
Secrétaire(s) de séance	Mme Coralie BREUILLÉ et M. Gérald BLANCHARD

PJ.	Orientations générales du Règlement local de publicité intercommunal (RLPi)
-----	---

Membres en exercice	91	
Quorum		

Présents	54	<p>M. Alain CLAEYS - Président</p> <p>M. Guy ANDRAULT - M. El Mustapha BELGSIR - M. Jean-Claude BOUTET - M. Francis CHALARD - M. Jean-Louis CHARDONNEAU - M. Dominique CLÉMENT - M. Bernard CORNU - M. Patrick CORONAS - M. Claude EIDELSTEIN - M. Michel FRANÇOIS - Mme Anne GÉRARD - M. Gérard HERBERT - M. Daniel HOFNUNG - Mme Florence JARDIN - M. Jérôme NEVEUX - Mme Eliane ROUSSEAU - M. Gérard SOL - Membres du bureau</p> <p>M. Daniel AMILIEN - M. Jacques ARFEUILLÈRE - Mme Martine BATAILLE - M. Gérald BLANCHARD - Mme Nicole BORDES - M. Patrick BOUFFARD - Mme Coralie BREUILLÉ - Mme Ghislaine BRINGER - M. Dominique BROCAS - M. Olivier BROSSARD - M. Christophe CHAPPET - M. Jacky CHAUVIN - M. Jean-Marie COMPTE - Mme Jacqueline DAIGRE - M. Gérard DELIS - M. Dominique ÉLOY - Mme Christiane FRAYSSE - Mme Nelly GARDA-FLIP - Mme Jacqueline GAUBERT - Mme Diane GUÉRINEAU - M. Abderrazak HALLOUMI - M. Olivier KIRCH - M. Claude LITT - M. Maguy LUMINEAU - M. Bernard PERRIN - M. Bernard PETERLONGO - M. Christian PETIT - Mme Marie-Thérèse PINTUREAU - M. Nicolas REVEILLAUT - Mme Nathalie RIMBAULT-HÉRIGAULT - Mme Christine SARRAZIN-BAUDOUX - Mme Peggy TOMASINI - Mme Laurence VALLOIS-ROUET les conseillers communautaires</p> <p>M. Christian GIRARD - M. Jean-Marie MAGNAN - M. Louis-Marie CHALLET les conseillers communautaires suppléants</p>
----------	----	---

Absents	24	<p>M. François BLANCHARD - M. Philippe BROTTIER - Mme Pascale GUITTET - M. Gilles MORISSEAU - Mme Joëlle PELTIER - M. Fredy POIRIER Membres du bureau</p> <p>M. Joël BIZARD - M. Jean-Michel CHOISY - Mme Stéphanie DELHUMEAU-DIDELOT - Mme Catherine FORESTIER - M. Claude FOUCHER - M. Hervé GARCIA - M. Yves JEAN - M. Jean-François JOLIVET - M. Serge LEBOND - Mme Véronique LEY - M. Philippe PALISSE - M. Sylvain POTHIER-LEROUX - M. Christian RICHARD - Mme Cécile RUY-CARPENTIER - M. Michel SAUMONNEAU - M. Daniel SIRAUT - M. Aurélien TRICOT - M. Alain VERDIN les conseillers communautaires</p>
---------	----	--

Mandats	13	<div>Mandants</div> <div>M. Michel BERTHIER</div> <div>M. Jean-Daniel BLUSSEAU</div> <div>Mme Christine BURGÈRES</div> <div>Mme Michèle FAURY-CHARTIER</div> <div>M. René GIBAULT</div> <div>M. Laurent LUCAUD</div> <div>M. Jean-Luc MAERTEN</div> <div>Mme Marie-Christine MARCINIAK</div> <div>Mme Francette MORCEAU</div> <div>Mme Patricia PERSICO</div> <div>Mme Marie-Dolorès PROST</div> <div>M. Édouard ROBLOT</div> <div>M. Alain TANGUY</div>	<div>Mandataires</div> <div>M. Francis CHALARD</div> <div>Mme Nicole BORDES</div> <div>Mme Coralie BREUILLÉ</div> <div>Mme Jacqueline GAUBERT</div> <div>M. Gérard HERBERT</div> <div>M. Patrick CORONAS</div> <div>M. Olivier BROSSARD</div> <div>M. Bernard PERRIN</div> <div>Mme Peggy TOMASINI</div> <div>M. Christian PETIT</div> <div>M. Gérald BLANCHARD</div> <div>Mme Jacqueline DAIGRE</div> <div>Mme Anne GÉRARD</div>
Observations	<div>L'ordre de passage des délibérations : 1 à 20, 22 à 27, 29 à 31, 33, 32, 34, 119, 101 à 103, 35, 37 à 40, 116 à 117, 41 à 51, 60 à 80, 104 à 106, 81 à 100, 107 à 115, 53 à 59 et 28. Les 21, 36, 52 et 118 sont retirées.</div> <div>Départ de M. François BLANCHARD.</div>		

Projet de délibération étudié par:	03-Commission aménagement de l'espace communautaire et équilibre social de l'habitat
------------------------------------	--

Service référent	Direction Générale Développement urbain - Construction Direction Urbanisme - Habitat - Projets urbains
------------------	---

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

VU le Code de l'Environnement, notamment l'article L.581-14 et suivants

VU le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.153-8 et suivants, L.103-3 et R.153-1 et suivants

VU l'arrêté préfectoral n°2016-D2-B1-036 portant création au 1^{er} janvier 2017 de Grand Poitiers Communauté d'agglomération, Etablissement Public à fiscalité propre issu de la fusion de la Communauté d'Agglomération Grand Poitiers avec les communautés de communes du Pays Mélusin, du Val Vert du Clain, de Vienne et Moulière et de l'extension aux communes de Chauvigny, Jardres, la Puye et Sainte-Radegonde

VU l'arrêté préfectoral n° 2017-D2/B1-010 en date du 30 juin 2017 portant transformation de Grand Poitiers Communauté d'agglomération en communauté urbaine, à compter du 1^{er} juillet 2017

VU la délibération du 8 décembre 2017 du Conseil de Grand Poitiers Communauté urbaine prescrivant l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal et définissant les modalités de collaboration avec les communes et les modalités de concertation mises en œuvre tout au long de la procédure.

UN OUTIL AU SERVICE DU PROJET DE TERRITOIRE DE GRAND POITIERS COMMUNAUTE URBAINE

Le Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) s'inscrit dans une vision stratégique du territoire en matière de réglementation de la publicité, des enseignes et des pré-enseignes et contribue à valoriser la qualité paysagère du territoire. Il précise et décline les défis du projet de territoire en étant soucieux du cadre de vie, du quotidien des habitants de Grand Poitiers Communauté urbaine et des personnes souhaitant le fréquenter. En particulier, le RLPi participe à la construction d'un territoire audacieux et bienveillant en s'inscrivant parfaitement dans les défis suivants :

- le défi de l'image et de la notoriété
- le défi de l'écosystème de Grands Poitiers : la dynamique rural-urbain sur les questions de patrimoine, de paysage, de valorisation des centres bourgs et des espaces économiques
- le défi de l'urgence climatique et de la transition énergétique par l'encadrement des pollutions publicitaires.

CONTEXTE DU TERRITOIRE

• Un riche patrimoine naturel et paysager

Le territoire de Grand Poitiers Communauté urbaine se situe sur le plateau calcaire du Seuil du Poitou, sur les bassins versants du Clain et de la Vienne. Ses paysages sont composés d'une plaine agricole ouverte au nord, de plateaux bocagers à l'ouest et au sud-est ponctués de boisements (dont les massifs forestiers de Vouillé Saint Hilaire et de Moulière), de vallées humides et sèches (au caractère boisé pour certaines : Boivre, Feuillante, Menuse), d'un continuum urbanisé séquencé d'espaces naturels et agricoles dans l'axe Poitiers-Châtelleraut. La lecture de ces paysages se perd dans la proche périphérie de la ville de Poitiers, marquée par la présence des activités économiques et des axes structurants.

Le réseau hydrographique (plus dense à l'ouest et au sud), constitue un élément prégnant des paysages du territoire : le Clain, la Vienne et leurs affluents (Auxance, Boivre, Feuillante, Menuse, Miosson, Vonne, Palu, Palais...) ont dessiné des vallées plus ou moins encaissées qui ont sculpté les paysages de plaines et de plateaux, générant en certains lieux des reliefs marqués (coteaux abrupts, affleurements rocheux, falaises).

Végétation, voies et éléments bâtis épousent ou croisent ces événements du relief et les mettent quelquefois en scène, offrant alors une lecture de la géographie par leurs implantations ou permettant des échappées visuelles voire des vues panoramiques sur la silhouette urbaine et les éléments de paysage (fond de vallée, coteaux boisés...).

Ces vallées dont le caractère naturel a été globalement bien préservé et dont la perception reste souvent discrète (présence de boisement de rives ou sur les coteaux, berges jardinées privatives...) ont néanmoins un rôle identitaire fort sur le territoire.

Un certain nombre de sites inscrits ou classés au titre du grand paysage sont localisés dans ces vallées (site classé de la Vienne à Bonnes, site classé des Rochers du Porteau et site inscrit rive gauche du Clain à Poitiers, site inscrit du Puy Mire à Buxerolles, site inscrit de la Cassette à Poitiers et de la Boivre à Béruges et Biard, site inscrit du Cirque de la Vonne à Lusignan...).

L'ensemble des espaces naturels protégés et inventoriés illustrent aussi la richesse écologique de Grand Poitiers Communauté urbaine. Certains de leurs périmètres se chevauchent. Ils se concentrent principalement le long des vallées humides et sèches et sont en majorité situés hors zone agglomérée :

- 5 sites appartenant au réseau Natura 2000 (forêt de Moulière, lande du Pinail, bois du Défens, du fou et de la Roche de Bran, plaine du Mirabelais et du Neuvilleois, plaine de la Mothe-saint-Héray-Lezay)
- 2 sites faisant l'objet d'un arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (coteaux et carrières d'Ensoulesse à Montamisé, Les Lourdines et les coteaux de Chaussac à Migné-Auxances)
- 37 Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)
- 28 sites appartenant aux Espaces Naturels Sensibles du département
- 6 sites gérés par le Conservatoire Régional des Espaces Naturels.

• **Un patrimoine bâti abondant et d'une grande diversité**

Le patrimoine architectural présent dans les centres villes et leurs faubourgs, les bourgs, les villages, les hameaux, témoignent de la richesse de l'histoire du territoire et constitue un atout majeur pour celui-ci (châteaux, belles demeures, manoirs, corps de ferme, patrimoine religieux...) : sur l'ensemble du territoire, 172 constructions sont ainsi recensées au titre des Monuments Historiques, une vingtaine de sites sont inscrits ou classés pour leur patrimoine historique et bâti, des ensembles urbains anciens ou des constructions remarquables sont répertoriés dans les PLU.

Certaines communes (Chauvigny, Lusignan, Poitiers) revêtent un fort enjeu patrimonial du fait de la concentration des constructions et sites protégés (abords de monuments historiques, site patrimonial remarquable de Poitiers, sites classés ou inscrits...).

• **Une concentration des dispositifs publicitaires et des pré-enseignes le long des axes structurants et des zones commerciales**

Le territoire de Grand Poitiers est contrasté : les problématiques en matière de publicité extérieure, d'enseignes et de pré-enseignes sont différentes et plus ou moins prégnantes selon la nature des espaces (urbains, péri-urbains ou ruraux) et la présence ou non d'axes structurants. Elles se focalisent dans les communes rurales ou les espaces péri-urbains de l'aire urbaine (Biard, Buxerolles, Chasseneuil-du-Poitou, Jaunay-Marigny, Migné-Auxances, Saint-Benoît, Poitiers) traversés par des axes à fort trafic (RN147, RN10, RD910, RD951, RD741, RD3, RD4) et dans lesquels se concentrent les activités économiques et commerciales.

Le reste du territoire est moins impacté par la présence de publicité et de pré-enseignes, les dispositifs dans les centres villes notamment sont moins nombreux.

• **Synthèse de l'état des lieux des dispositifs publicitaires, des pré-enseignes et des enseignes et conclusion du diagnostic**

Le recensement des publicités et pré-enseignes dans le cadre du diagnostic a permis d'identifier à l'échelle de la Communauté urbaine 450 dispositifs. La majorité de ceux-ci (387) se situent sur l'aire urbaine de Poitiers (communes de Biard, Buxerolles, Chasseneuil-du-Poitou, Jaunay-Marigny, Migné-Auxances, Poitiers, Saint-

Benoît).

Sur l'ensemble des dispositifs recensés sur le territoire, 72 dispositifs (soit 16 %) ne sont pas conformes aux dispositions du Grenelle II et doivent évoluer. Le long des rocade notamment, on note des implantations irrégulières dans des secteurs non bâti.

Cette situation est globalement encourageante et résulte de l'application des cinq Règlement Locaux de Publicité en vigueur et aux actions menées qui ont produit leurs effets de protection et qu'il convient de poursuivre et renforcer à travers l'élaboration du RLPi.

L'état des lieux relève aussi un phénomène de concentration sur les grands axes et à proximité des zones commerciales, l'apparition marquée des dispositifs numériques (publicité ou enseignes), des matériels de qualité parfois médiocre pour la publicité, une maîtrise globale des enseignes dans les centralités, quelques irrégularités pour les enseignes liées aux nouvelles dispositions du Code de l'environnement (surface, hauteur, nombre) et un positionnement des enseignes perpendiculaires ne respectant pas toujours l'architecture.

Au regard de ces éléments, il s'avère que les enjeux varient fortement selon la situation géographique. Certains territoires sont peu sujets aux pressions en matière de publicité et de pré-enseigne : l'application du Règlement National de Publicité peut alors suffire dans la majorité des cas sur le territoire. Toutefois, pour l'ensemble du territoire, les questions d'insertion et de qualité des dispositifs au regard de leur environnement doivent être prises en compte. L'apparition des nouvelles technologies doit également être anticipée et être rigoureusement encadrée en proposant un cadre cohérent à leur évolution.

Quelques secteurs géographiques présentant des enjeux spécifiques méritent une attention particulière :

- les vallées, porteuses d'identité où se mêlent à la fois patrimoine naturel, paysager et urbanisation
- les espaces urbanisés présentant des liens étroits entre espaces patrimoniaux et cœur de vallées (Béruges, Biard, Chasseneuil-du-Poitou, Dissay, Jaunay-Marigny, Migné-Auxances, Ligugé, Poitiers, Saint-Benoît, Vouneuil-sous-Biard)
- le Site Patrimonial Remarquable de Poitiers et les territoires offrant une densité conséquente de Monuments Historiques (Lusignan, Chauvigny)
- les zones d'activités économiques et commerciales et les axes structurants.

PRESENTATION DES ORIENTATIONS GENERALES DU RLPi

L'élaboration d'un RLPi a été engagée pour prendre en compte les nouvelles évolutions législatives et réglementaires en matière de publicité extérieure, adapter la réglementation nationale et la renforcer. Grand Poitiers Communauté urbaine est compétente pour son élaboration. Il se substituera aux règlements communaux en vigueur une fois approuvé.

Le RLPi est élaboré conformément à la procédure d'élaboration d'un PLU(i) et suit les grandes étapes suivantes :

- prescription de l'élaboration
- débat sur les orientations du RLPi
- bilan de la concertation et arrêt du projet de règlement
- consultation des Personnes Publiques Associées et de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites
- enquête publique
- approbation du RLPi.

Les orientations générales du RLPi constituent l'assise du règlement. Elles ont été élaborées à partir du diagnostic établi sur l'ensemble du territoire, partagé avec le grand public via le site Internet de Grand Poitiers Communauté urbaine, des acteurs ciblés (professionnels de l'affichage, associations d'entrepreneurs et de commerçants, associations Paysage de France et Vienne Nature Environnement), et les Personnes Publiques Associées le 24 octobre 2018.

Les orientations générales du RLPi sont les suivantes :

- accompagner les spécificités du territoire en définissant un zonage et des règles adaptées aux enjeux et aux lieux
- s'inscrire dans la mise en valeur et la protection du patrimoine naturel et paysager garant de l'identité du territoire
- participer à la mise en valeur des sites historiques emblématiques, du patrimoine bâti remarquable et des centres bourgs des communes présentant un caractère patrimonial
- maintenir des moyens nécessaires de communication pour assurer la visibilité commerciale et en particulier celle du petit commerce
- améliorer la qualité des paysages d'entrées de ville tout en assurant la lisibilité des activités économiques le long des grands axes et dans les zones d'activités commerciales et
- favoriser un cadre de vie de qualité en étant attentif aux questions de format et de densité afin que la publicité extérieure ne prenne pas une place dominante dans la perception des lieux et des paysages
- tendre vers une esthétique des dispositifs visant une insertion au contexte de qualité, évitant le sentiment d'espaces de vie du quotidien dévalorisés au profit de lieux de passage
- encadrer rigoureusement l'implantation des dispositifs numériques (enseignes et publicité).

Après examen de ce dossier, il vous est proposé de débattre des orientations générales du projet de Règlement local de publicité intercommunal (RLPi) de Grand Poitiers Communauté urbaine telles que présentées ci-dessus et détaillées dans le document joint en annexe.

POUR	65	
CONTRE	2	M. Jacques ARFEUILLÈRE, Mme Christiane FRAYSSE.
Abstention	0	
Ne prend pas part au vote	0	

Pour le Président,



RESULTAT DU VOTE

Adopté

Affichée le	4 octobre 2019
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	4 octobre 2019
Identifiant de télétransmission	086-200069854-20190927-114924-DE-1-1

Nomenclature Préfecture	2.1
Nomenclature Préfecture	Documents d urbanisme

Règlement Local de Publicité intercommunal

Orientations Générales



GRAND POITIERS

Communauté urbaine

L'élaboration du RLPi relève d'une diversité de thématiques (esthétique et lisibilité de l'espace public, sécurité, attractivité commerciale, etc...), de la prise en compte des particularités et de la variété des situations territoriales, de visions singulières qu'il faut savoir concilier dans un juste équilibre pour répondre aux besoins spécifiques du territoire en visant l'intérêt commun et une cohérence d'ensemble.

Les 8 orientations suivantes concernent la publicité, les pré-enseignes et les enseignes.

1- Accompagner les spécificités du territoire en définissant un zonage et des règles adaptées aux enjeux et aux lieux

En matière de publicité, de pré-enseignes et d'enseignes, le diagnostic fait ressortir que le territoire n'est pas uniformément soumis aux mêmes pressions : les problématiques sont différentes et plus ou moins prégnantes selon la nature des espaces (urbains, péri-urbains ou ruraux). La définition des règles du RLPi doit tenir compte de ces réalités. Sur l'ensemble du territoire il s'avère nécessaire d'adapter les règles nationales et de les nuancer au regard des enjeux en conciliant préservation du patrimoine et du cadre de vie et besoin de communication des acteurs économiques locaux sur les secteurs fortement fréquentés.

La publicité est interdite hors agglomération alors que les enseignes y trouvent leur place, les règles diffèrent selon la population et/ ou l'appartenance à l'unité urbaine. L'organisation du territoire et les règles fondamentales s'appliquant à la publicité ou aux enseignes qui en découlent conduisent à prévoir deux zonages distincts : l'un pour la publicité et l'autre pour les enseignes.

Ces 2 zonages distincts permettent une prise en compte facilitée du document pour tout public et une mise en œuvre plus aisée pour les services en charge de l'application.

2- S'inscrire dans la mise en valeur et la protection du patrimoine naturel et paysager garant de l'identité du territoire.

La définition des espaces paysagers d'intérêt ne se limite pas aux seuls espaces périphériques de l'agglomération ou du tissu urbain. Ils sont étroitement imbriqués dans la tache urbaine et participent aux paysages du quotidien. La publicité et les enseignes doivent y trouver leur juste place et leurs conditions d'insertion se doivent d'être soignées.

Cette orientation se traduit de la façon suivante :

- Proscrire la publicité dans les sites dotés d'un paysage ou d'une valeur écologique d'intérêt et/ou reconnu : sites Natura 2000, zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique, espaces naturels sensibles, espaces gérés par le conservatoire d'espaces naturels ;
- Proscrire la publicité dans les espaces paysagers d'intérêt situés dans les parties agglomérées du tissu urbain en étant soucieux des points de vue et des perspectives : dans les parties non urbanisées des vallées dotées d'un caractère naturel dominant en ville, dans les unités foncières présentant un caractère boisé, dans les sites inscrits au titre du paysage, en limite des grands parcs urbains et espaces verts publics, le long des axes et leurs proches abords dès lors qu'ils offrent des perspectives paysagères de qualité ;

- Limiter la publicité au domaine public sur mobilier urbain le long des axes et leurs proches abords dès lors qu'ils proposent un caractère arboré régulier ou des espaces verts structurés et de qualité ;
- Garantir une insertion paysagère de qualité pour les dispositifs publicitaires autorisés (normes en matière de format et de densité, intégration des dispositifs au regard des supports l'accueillant...) ;
- Limiter la pollution lumineuse en étendant la plage horaire d'extinction nocturne des dispositifs lumineux et en encadrant l'affichage numérique ;
- Étendre la politique de qualité d'intégration des enseignes dans leur environnement ;
- Proscrire les enseignes sur les arbres et les haies.

3- Participer à la mise en valeur des sites historiques emblématiques, du patrimoine bâti remarquable et des centres bourgs des communes présentant un caractère patrimonial :

Grand Poitiers Communauté urbaine présente un patrimoine bâti riche et diversifié. Dans les lieux présentant une qualité architecturale remarquable (site patrimonial remarquable, abords des monuments historiques) la publicité sera autorisée sous conditions et ses possibilités d'implantation seront limitées. Des mesures visant à préserver les ensembles urbains et/ou constructions remarquables seront proposées.

- Limiter la présence de la publicité extérieure en la circonscrivant au domaine public et en prenant appui uniquement sur le mobilier urbain et dans un format approprié : dans le site patrimonial remarquable, aux abords des MH, dans les sites inscrits ou bien dans les secteurs urbanisés offrant des vues, une lecture de la silhouette urbaine ou de la géomorphologie particulière du territoire ;
- Maintenir la qualité architecturale et les abords immédiats du patrimoine bâti considéré comme remarquable et recensé dans les PLU : afin de préserver ce patrimoine, les éléments publicitaires ne doivent pas être implantés sur ce dernier ;
- Poursuivre la politique de qualité d'intégration des enseignes dans l'architecture de la construction et l'environnement urbain : l'enjeu relève plus de la définition d'une règle d'harmonie d'ensemble et d'une adaptation à la façade du bâtiment et à l'environnement urbain immédiat que de critères techniques particuliers qui pourrait conduire à l'uniformisation et qui n'est pas toujours gage de qualité.

4- Maintenir des moyens nécessaires de communication pour assurer la visibilité commerciale et en particulier celle du petit commerce

L'objectif est de trouver un cortège de règles adapté aux pressions réelles constatées sur le territoire et de concilier protection du patrimoine et dynamique économique. Cette dernière question est notamment prégnante dans les centres bourgs.

L'attractivité des petits commerces et le développement touristique sont essentiels pour assurer la vitalité des centre-bourgs considérés comme des espaces privilégiés du développement culturel et commercial. Concernant les enseignes, le RLPi doit à cette fin proposer des dispositions adaptées permettant de contrôler la bonne insertion aux façades et à l'environnement immédiat en laissant une certaine souplesse dans l'expression.

5- Améliorer la qualité des paysages d'entrées de ville tout en assurant la lisibilité des activités économiques le long des grands axes et dans les zones d'activités commerciales et :

La visibilité des activités économiques est sous tendue par un encadrement du nombre des dispositifs présents. Cela se matérialise par les principes suivants :

- Encadrer l'implantation des publicités, des pré-enseignes et des enseignes, le long des grands axes et des zones commerciales en définissant des règles de surfaces et de densité pour éviter la prolifération des dispositifs ;
- Définir une règle de densité sur la publicité pour le domaine ferroviaire ;
- Favoriser la mutualisation des enseignes sur une même unité foncière.

6- Favoriser un cadre de vie de qualité en étant attentif aux questions de format et de densité afin que la publicité extérieure ne prenne pas une place dominante dans la perception des lieux et des paysages.

7- Tendre vers une esthétique des dispositifs visant une insertion au contexte de qualité et évitant le sentiment d'espaces de vie du quotidien dévalorisés au profit de lieux de passage.

Les orientations 6 et 7 se traduisent de la façon suivante :

- Adapter les formats à la typologie des quartiers pour une meilleure insertion au contexte ;
- Limiter le nombre de dispositifs pour réduire leur emprise visuelle en interdisant certains dispositifs selon la typologie des quartiers, en réglementant les inter-distances entre dispositifs ou leur nombre par unité foncière ou établissement. Les règles pourront s'appliquer de façon différenciée selon les zones ou les objets réglementés ;
- Exiger la qualité esthétique des matériels employés ;
- Respecter l'architecture de la construction ;
- Interdire les dispositifs publicitaires sur les murs de clôtures et les voies arborées ;
- Limiter les possibilités d'implantation des enseignes en toiture.

8- Encadrer rigoureusement l'implantation des dispositifs numériques (enseignes et publicité)

La Communauté urbaine de Grand Poitiers doit s'adapter et anticiper ces nouvelles technologies en développement et souhaite encadrer très rigoureusement les dispositifs numériques en mettant en œuvre les principes suivants :

- Fixer des règles de format et de support autorisé ;
- Définir les lieux d'implantation autorisés ou interdits pour les enseignes et les publicités ;
- Etendre les plages horaires d'extinction nocturne.

Règlement Local de Publicité intercommunal

Elaboration prescrite le 8 décembre 2017

Projet arrêté le 6 décembre 2019

2- Rapport de présentation

Table des matières

PREAMBULE	5
Chapitre 1 DONNEES GENERALES.....	7
1.1. Présentation de Grand Poitiers Communauté urbaine.....	7
1.2. Données démographique	10
1.3 Réseau viaire et ferré	12
1.4 La situation économique	15
2.1 Occupation du sol.....	17
2.2 Le patrimoine naturel.....	18
2.2.1 Géographie et entités paysagères.....	18
2.2.2 Le patrimoine naturel protégé	22
2.2.3 Le patrimoine bâti	23
Chapitre 3 : ANALYSE DES DISPOSITIONS APPLICABLES SUR LE TERRITOIRE DE GRAND POITIERS COMMUNAUTE URBAINE	27
3.1. Le champ d'application matériel.....	27
3.1.1 La publicité	27
3.1.2 Les enseignes.....	29
3.1.3 Les préenseignes	32
3.1.4 Les préenseignes dérogatoires.....	33
3.1.5 L'affichage d'opinion	35
3.1.6 Les bâches	37
3.1.7 La publicité de petit format.....	38
3.1.8 La publicité sur les véhicules terrestres	38
3.1.9 Les dispositifs exclus du champ d'application du code de l'environnement	39
3.2. Le champ d'application géographique	43

3.3. La nécessité de fixer les limites d'agglomération.....	46
3.4. Les dispositions du Règlement National Publicité (RNP) applicables sur le territoire du Grand Poitiers.....	50
3.4.1 Publicité (densité, formats, extinction nocturne)	50
3.4.2 Les principales règles de format et de hauteur applicables à la publicité murale.....	50
3.4.3 Les règles de format et de hauteur applicables à la publicité scellée au sol	51
3.4.4 Le régime applicable à la publicité lumineuse numérique.....	53
3.4.5 Conditions d'utilisation du mobilier urbain comme support publicitaire	55
3.4.6 La règle nationale de densité	58
3.4.7 L'obligation d'extinction nocturne	60
3.4.8 Les règles applicables à l'enseigne murale.....	60
3.4.9 Les règles applicables à l'enseigne scellée au sol.....	61
3.4.10 Les règles applicables à l'enseigne en toiture	63
3.4.11 Les règles d'extinction nocturne	64
3.5 L'exercice du pouvoir de police.....	65
3.6. Analyse des Règlements Locaux de Publicité communaux en vigueur	67
3.6.1. Typologies présentes dans les Règlements Locaux de Publicité (RLP) communaux en vigueur.....	68
3.6.2 L'analyse des Règlements Locaux de Publicité en vigueur.....	68
3.6.3 Conclusions.....	69
3.7. Situation de la publicité extérieure sur le territoire du Grand Poitiers.....	70
3.7.1. La situation de la publicité et des préenseignes	70
3.7.2 La situation des enseignes.....	101
Chapitre 4 : SYNTHESE DES CONSTATS	116
Chapitre 5 : ORIENTATIONS GENERALES.....	119
5.1 Accompagner les spécificités du territoire en définissant un zonage et des règles adaptées aux enjeux et aux lieux.....	119

5.2 S’inscrire dans la mise en valeur et la protection du patrimoine naturel et paysager garant de l’identité du territoire	119
5.3 Participer à la mise en valeur des sites historiques emblématiques, du patrimoine bâti remarquable et des centres bourgs des communes présentant un caractère patrimonial	120
5.4 Maintenir les moyens nécessaires de communication pour assurer la dynamique commerciale et en particulier celle du petit commerce	120
5.5 Assurer la lisibilité des activités économiques le long des grands axes et dans les zones d’activités commerciales et améliorer la qualité des paysages d’entrées de ville.	120
5.6 Favoriser un cadre de vie de qualité en étant attentif aux questions de format et de densité afin que la publicité extérieure ne prenne pas une place dominante dans la perception des lieux et des paysages.	121
5.7 Tendre vers une esthétique des dispositifs visant une insertion au contexte de qualité et évitant le sentiment d’espaces de vie du quotidien dévalorisés au profit de lieux de passage.....	121
5.8 Encadrer l’implantation des dispositifs numériques (enseignes et publicité)	121
Chapitre 6 : EXPLICATION DES CHOIX DU PROJET	122

PREAMBULE

Depuis la réforme de la loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (dite Loi ENE), les règlements locaux de publicité (RLP) sont devenus de véritables instruments de planification locale. Ils offrent aux collectivités locales la possibilité de contrôler et d'harmoniser l'ensemble des dispositifs qui constituent la publicité extérieure : publicités, enseignes et préenseignes.

Les RLP s'inscrivent dans une vision stratégique du territoire. Élaborés sur une procédure identique à celle des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), adoptant des règles plus restrictives que celles fixées par le régime général, ils visent à préserver les paysages et à améliorer le cadre de vie ; ils renforcent l'identité du territoire.

Les pièces constitutives du dossier de RLP :

Conformément à l'article R.581-72 du code de l'environnement, un RLP(i) comprend au moins un rapport de présentation, une partie réglementaire et des annexes. Il peut en outre comporter d'autres éléments permettant la compréhension du règlement tels que schémas explicatifs, glossaire, etc.

Le rapport de présentation

Le rapport de présentation s'appuie sur un diagnostic présentant l'état de l'affichage publicitaire sur le territoire du RLPi. Il procède à un recensement des dispositifs en mesurant leur impact sur le cadre de vie, analyse leur conformité aux dispositions du Règlement National de Publicité (RNP) et, le cas échéant, des RLP en vigueur. Il identifie également les enjeux architecturaux et paysagers, les lieux sous forte pression publicitaire et les espaces à enjeux, c'est-à-dire les secteurs nécessitant, du point de vue de la publicité et/ou des enseignes, un traitement spécifique.

Le rapport précise les objectifs et définit les orientations en matière de publicité et d'enseignes liés aux spécificités du territoire et des espaces identifiés. Il explique enfin les choix des règles instituées dans le règlement.

Le règlement

Le règlement comprend les prescriptions réglementaires applicables sur le territoire couvert par le RLP(i) à la publicité, aux enseignes et préenseignes. En principe, qu'elles soient générales ou spécifiques aux zones identifiées par le RLP(i), comme il a été indiqué plus haut, ces prescriptions sont plus restrictives que les dispositions du RNP applicables aux territoires concernés.

Les annexes

Les annexes sont constituées des documents graphiques matérialisant les différentes zones ou, le cas échéant, les périmètres¹ identifiés dans le rapport de présentation et le règlement, ainsi que des arrêtés municipaux fixant les limites du territoire aggloméré des différentes communes et du document graphique les matérialisant.

En application de l'article L581-14 du code de l'environnement, l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU ou, à défaut, la commune peut élaborer sur l'ensemble du territoire de l'établissement public ou de la commune un RLP.

Grand Poitiers Communauté urbaine disposant de la compétence PLU, l'élaboration ou la révision des règlements locaux de publicité lui revient. Le règlement local de publicité est donc intercommunal (RLPi).

Les objectifs du règlement local de publicité intercommunal de Grand Poitiers Communauté urbaine

Méthodologie

Afin de définir des stratégies visant à rendre les dispositifs d'information commerciale harmonieux et intégrés, il convient de définir des espaces en fonction de leurs caractéristiques urbaines et au regard des enjeux paysagers, architecturaux et patrimoniaux. Pour ce faire la méthodologie mise en oeuvre s'est appuyée sur:

- la définition d'enjeux théoriques sur l'impact visuel et fonctionnel des panneaux publicitaires et des enseignes sur le cadre urbain et les ambiances paysagères, ainsi que sur leur stratégie de localisation ;
- la lecture analytique des documents mis à disposition (PLUi approuvé en juin 2013 et PLU communaux), volet paysager des PLU, état initial de l'environnement, chiffres clés du territoire) ;
- le repérage sur le terrain des entités territoriales et urbaines ayant des enjeux singuliers ;
- l'analyse et un reportage photographique de l'impact de l'implantation de la publicité et des enseignes dans ces entités territoriales et urbaines ;
- la cartographie et le traitement géomatique des enjeux par entités ;
- la mise en oeuvre d'un travail collaboratif avec les communes sous formes de réunions de travail ;
- la fixation de la zone agglomérée sur la base de la zone urbaine des PLU et Cartes Communales en vigueur.

¹ Les périmètres sont des secteurs identifiés hors agglomération situés à proximité immédiate de centres commerciaux exclusifs de toute habitation (art. L581-7 du code de l'environnement).

Chapitre 1 DONNEES GENERALES

1.1. Présentation de Grand Poitiers Communauté urbaine

Localisé dans la région Nouvelle Aquitaine et dans le département de la Vienne, le territoire du Grand Poitiers se situe sur les bassins versants du Clain et de la Vienne. Le réseau hydrographique constitue un élément qui caractérise le territoire.

L'unité territoriale de mesure qu'est l'aire urbaine est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.

La Vienne compte actuellement deux aires urbaines, celle de Poitiers et celle de Châtelleraut et 7 Etablissements Publics de Coopération Intercommunal (EPCI) dont Grand Poitiers Communauté urbaine.

Grand Poitiers Communauté urbaine, autrefois District puis CAP, s'est constituée en 1965 à la demande de 6 communes que sont Biard, Buxerolles, Chasseneuil-du-Poitou, Poitiers et Saint-Benoit. Le 1^{er} juillet 2017, la nouvelle communauté d'agglomération devenue communauté urbaine résulte de la fusion de :

- la Communauté d'Agglomération du Grand Poitiers (13 communes) ;
- la Communauté de Communes de Vienne et Moulière (10 communes) ;
- la Communauté de Communes du Val Vert du Clain (6 communes) ;
- la Communauté de Communes du Pays Mélusin (9 communes) ;
- les communes de Chauvigny, Jardres, La Puye et Sainte-Radegonde

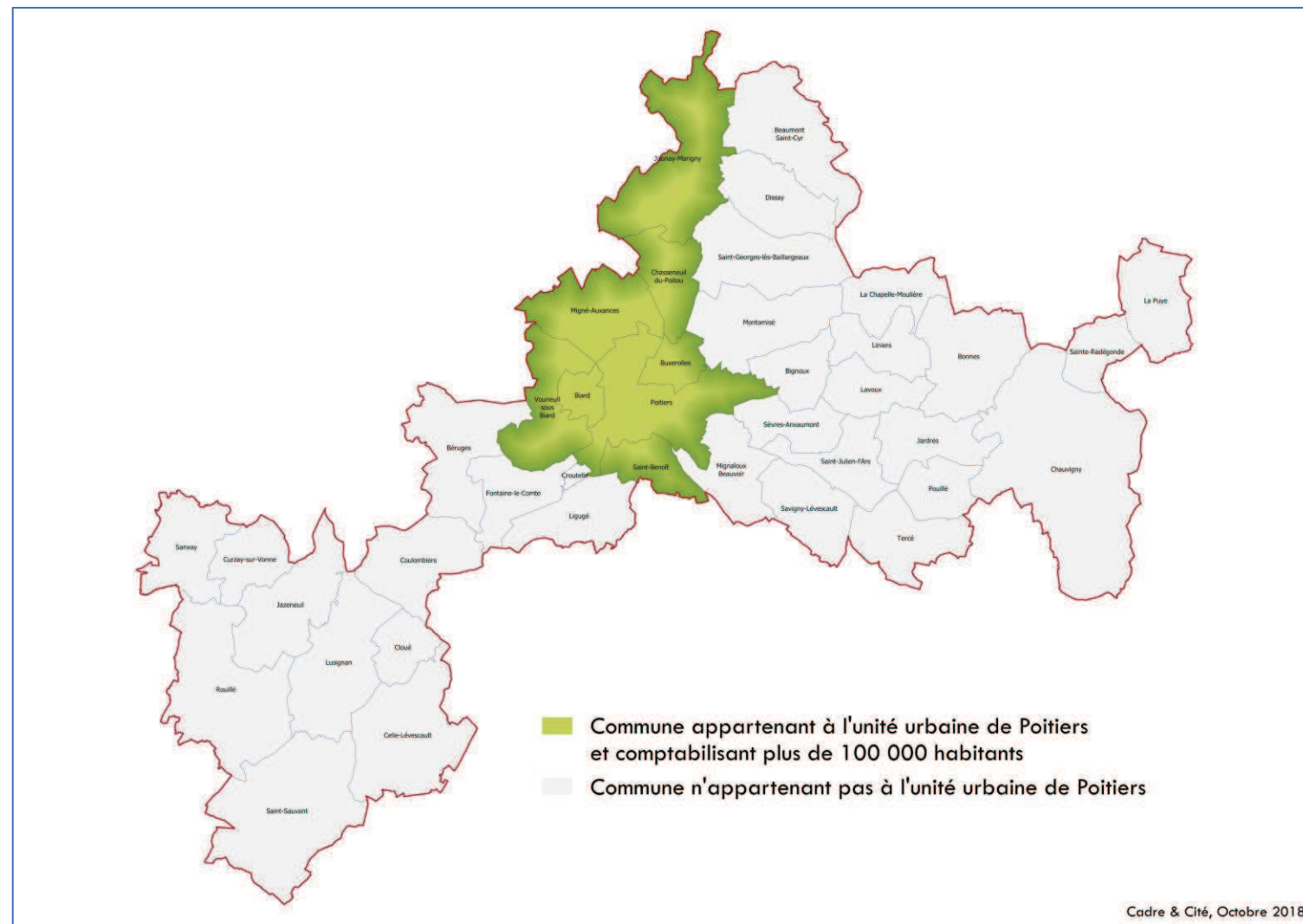
Aujourd'hui, Grand Poitiers Communauté urbaine se compose de 40 communes au lieu de 42 communes initiales suite à la fusion de Jaunay-Clan et de Marigny-Brizay (Jaunay-Marigny) ainsi que de Beaumont et Saint-Cyr (Beaumont Saint-Cyr).

L'intercommunalité couvre une superficie de 1071 km² et constitue l'un des pôles les plus compétitifs à l'échelle de la région.



Les 8 communes appartenant à l'unité urbaine de Poitiers sont comprises dans la communauté urbaine :

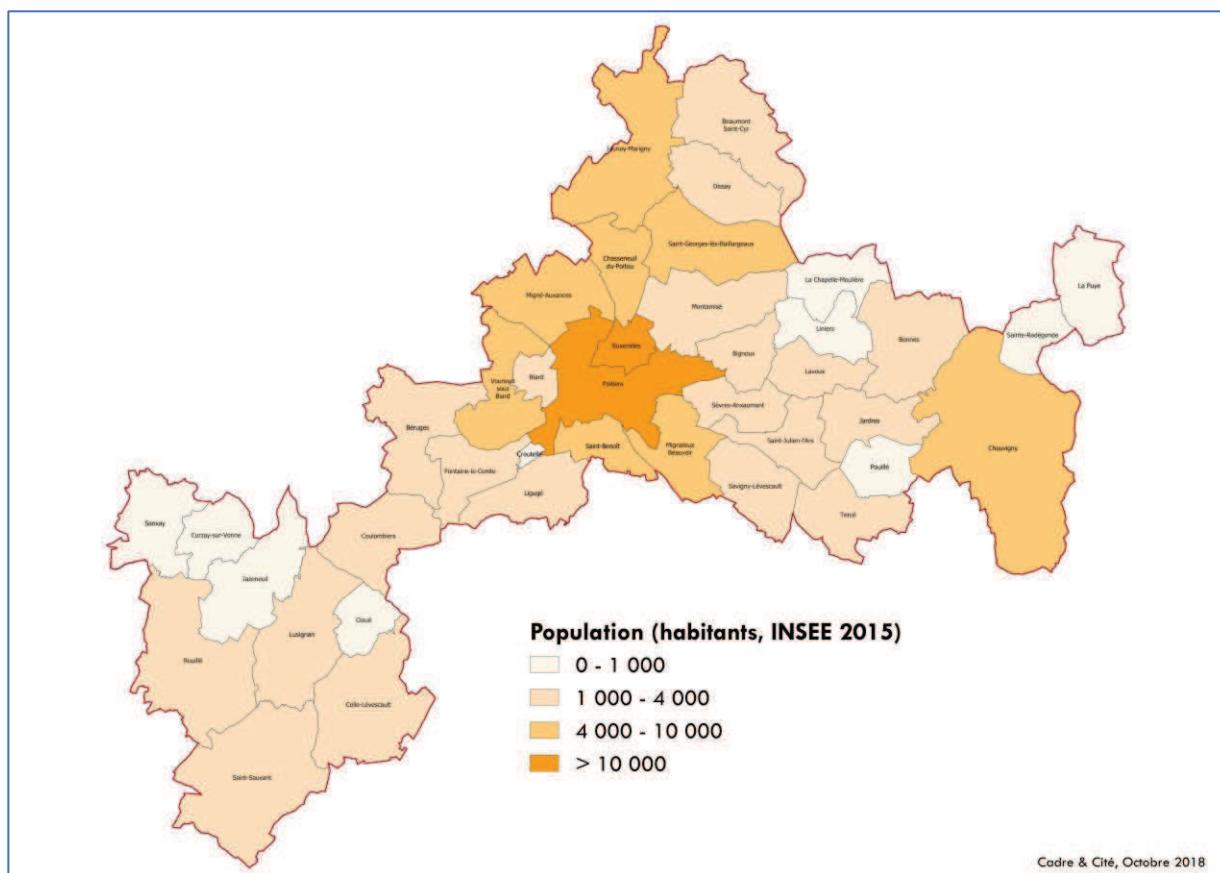
- Poitiers ;
- Buxerolles ;
- Chasseneuil-du-Poitou ;
- Jaunay-Marigny ;
- Migné-Auxances ;
- Biard ;
- Vouneuil-sous-Biard ;
- Saint-Benoit.



1.2. Données démographique

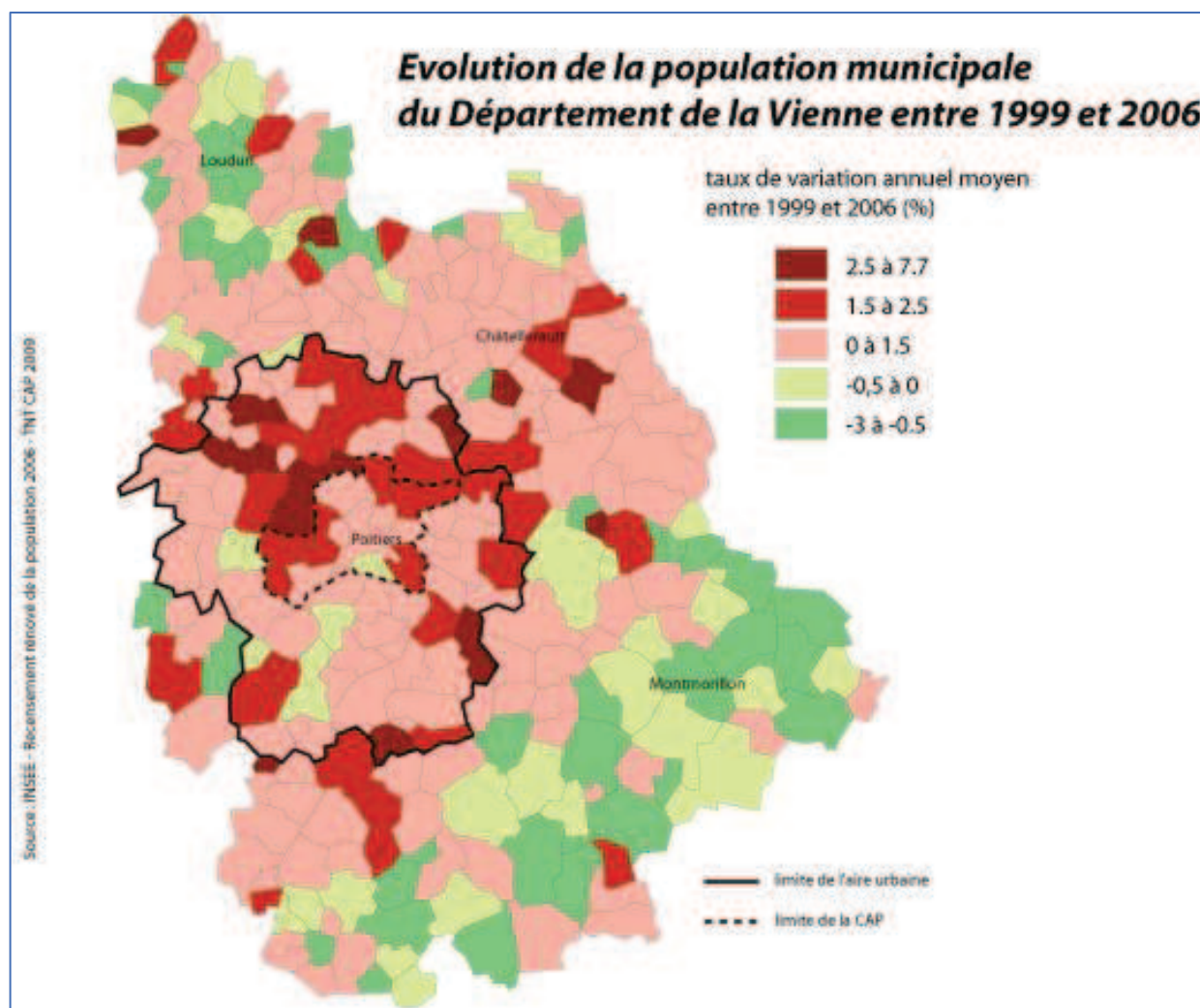
La population totale de la communauté urbaine fait état de 196 155 habitants au 1^{er} janvier 2015 (*source : INSEE, populations légales des communes en vigueur au 1er janvier 2018*). C'est une population en évolution positive : entre 2010 et 2015 elle a augmenté de 0,4%.

La répartition des populations à travers les communes est très hétérogène. Seules deux d'entre-elles possèdent plus de 10 000 habitants (90 559 habitants pour Poitiers et 10 206 habitants pour Buxerolles).



Communes	Population 2015
Beaumont Saint-Cyr	3 079
Béruges	1 406
Biard	1 803
Bignoux	1 071
Bonnes	1 754
Buxerolles	10 206
Celle-l'Evescault	1 367
Chasseneuil-du-Poitou	4 799
Chauvigny	7 223
Cloué	522
Coulombiers	1 163
Croutelle	840
Curzay-sur-Vonne	429
Dissay	3 264
Fontaine-le-Comte	3 934
Jardres	1 304
Jaunay-Marigny	7 611
Jazeneuil	839
La Chapelle-Moulière	696
La Puye	630
Lavoux	1 177
Ligugé	3 365
Liniers	576
Lusignan	2 695
Mignaloux-Beauvoir	4 449
Migné-Auxances	6 087
Montamisé	3 604
Poitiers	90 559
Pouillé	652
Rouillé	2 655
Sainte-Radegonde	170
Saint-Benoît	7 311
Saint-Georges-lès-Baillargeaux	4 110
Saint-Julien-l'Ars	2 623
Saint-Savant	1 309
Sanxay	564
Savigny-l'Evescault	1 184
Sèvres-Anxaumont	2 186
Tercé	1 137
Vouneuil-sous-Biard	5 802

Depuis 1968, la croissance urbaine est toujours positive dans l'aire urbaine de Poitiers. Cependant, la communauté urbaine de Grand Poitiers connaît depuis ce jour une croissance nettement plus mouvementée, alternant entre croissance et stabilisation. De 1999 à 2006, sa croissance démographique subit une légère diminution.



1.3 Réseau viaire et ferré

La position centrale de l'agglomération, en limite des aires d'influence de Paris, de Nantes et de Bordeaux, entraîne de grands flux de déplacement entrant et sortant. L'A10, la LGV et l'aéroport offrent une connexion régionale, nationale et européenne.

Le réseau ferroviaire

La gare SNCF de Poitiers accueille plus de 2 millions de voyageurs à l'année. C'est à la fois une des principales gares intermédiaires de l'axe Paris - Bordeaux, avec celle de Saint-Pierre des Corps. De ce fait, Poitiers accueille une grande majorité des trains en transit et rarement en terminus.

La gare de Poitiers occupe une position de carrefour ferroviaire dont les principales directions sont Paris, Bordeaux, La Rochelle et Limoges.

Le transport aérien

L'aéroport de Poitiers – Biard connaît un développement de trafic soutenu lié à l'augmentation générale du transport aérien mais aussi, plus localement à la présence du Futuroscope pour lequel il assure un point d'échange important. Cependant, les destinations sont relativement peu diversifiées. Seules les villes de Londres, Lyon et Ajaccio sont directement desservies.

Le réseau viaire

Le réseau viaire du Grand Poitiers se caractérise par un système de voirie et de boulevard en « escargot » et un système de grand contournement incomplet au sud. Trois axes majeurs sont d'intérêt interrégional : l'A10, la RN10 et l'axe est-ouest (RN149 et RN 147). La circulation est-ouest est plus importante que la circulation nord-sud.

Les données de comptage obtenues par l'État et le conseil départemental de la Vienne donnent les résultats suivants :

RN147 :

Buxerolles : 34 594 véhicules/jours ;

Migné-Auxances : 22 651 véhicules/jours ;

Mignaloux-Beauvoir : 18 379 véhicules/jours ;

Poitiers, voie André Malraux : 24 549 véhicules/jours.

RN10 :

Croutelle : 33 341 véhicules/jours.

RD910 :

Chasseneuil-du-Poitou : + de 33 000 véhicules/jours à la sortie sud de la ville ;

Au nord de Poitiers : 17 030 véhicules/jours ;

A l'ouest de Poitiers : 21 955 véhicules/jours.

RD951 :

Mignaloux-Beauvoir : 12 770 véhicules/jours.

RD741 :

Saint-Benoit : 7 220 véhicules/jours.

RD3 :

A l'est de Poitiers : 7 820 véhicules/jours ;

Montamisé : 3 820 véhicules/jours.

RD4 :

Porte de Paris : 3 000 véhicules/jours ;

Entre la RN147 et Chasseneuil-du-Poitou : 5 500 véhicules/jours ;

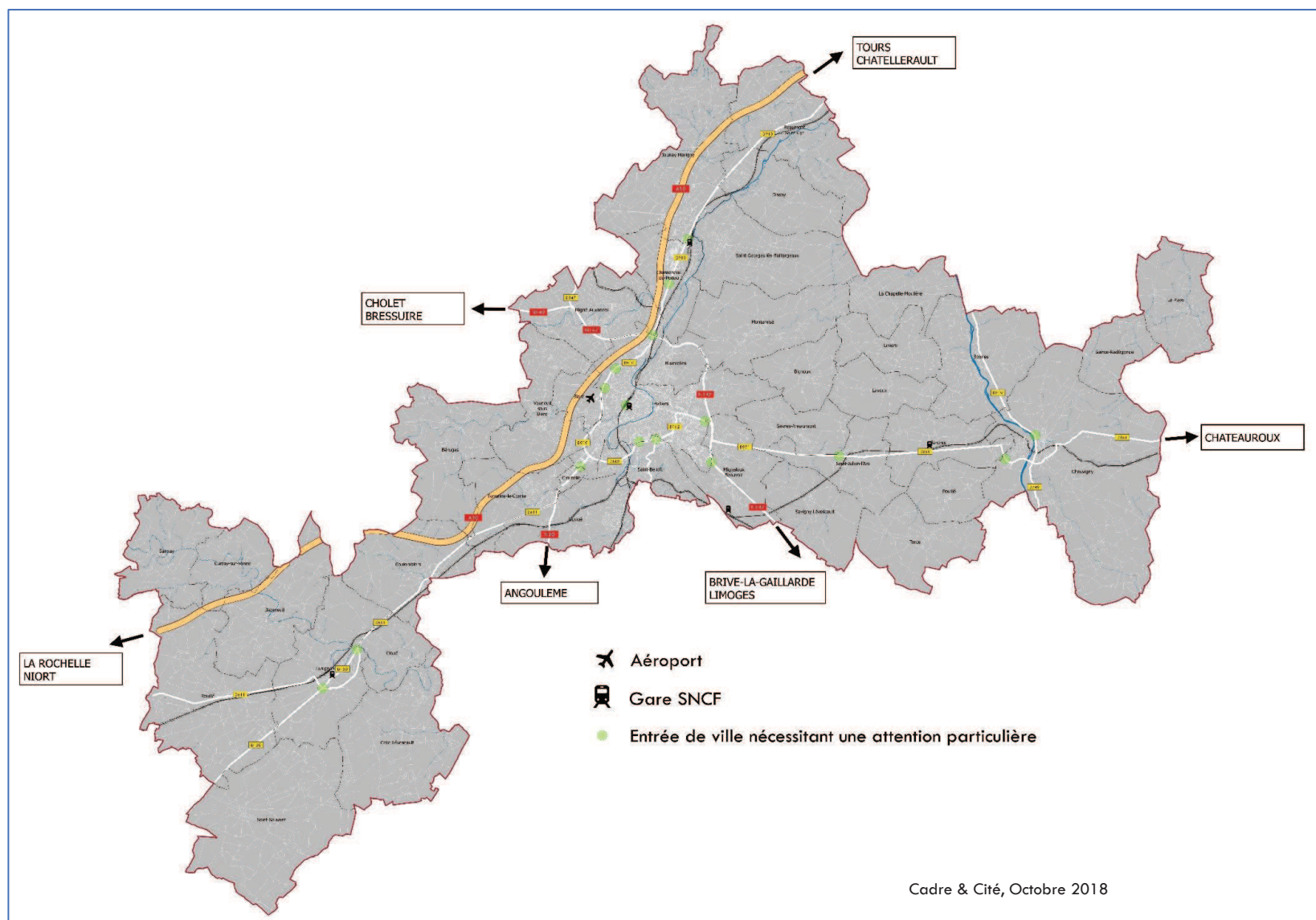
Centre-ville de Poitiers : + de 5 500 mouvements de véhicules par jour ;

Saint-Benoit : + 3 000 véhicules/jours.

Les entrées de villes

Les axes structurants permettant l'entrée dans une agglomération sont marqués par un flux important de circulation automobile. Ils sont devenus une préoccupation majeure des acteurs de l'aménagement du territoire car ils sont souvent très peu gérés et organisés. Les conséquences sont assez similaires d'une ville à une autre. En effet, les paysages très hétérogènes et fermés agressent les automobilistes. La banalisation de ces paysages est aujourd'hui un phénomène à enrayer sur l'ensemble du territoire national.

Un certain nombre de points sensibles ont été repérés sur la carte ci-après. Ils représentent des entrées d'agglomération au paysage dégradé ou susceptible de l'être selon les caractéristiques actuelles (positionnement géographique, flux de véhicules, ...).



1.4 La situation économique

Malgré un dynamisme d'emploi constaté depuis 1999, en 2006, seulement 58,6 % de la population du Grand Poitiers âgée de 15 ans à 64 ans était active et occupée. Ce taux d'emploi était assez faible comparé aux 3 principales communautés d'agglomération de la région et également comparé au niveau national où l'on compte 63,6 % d'actifs.

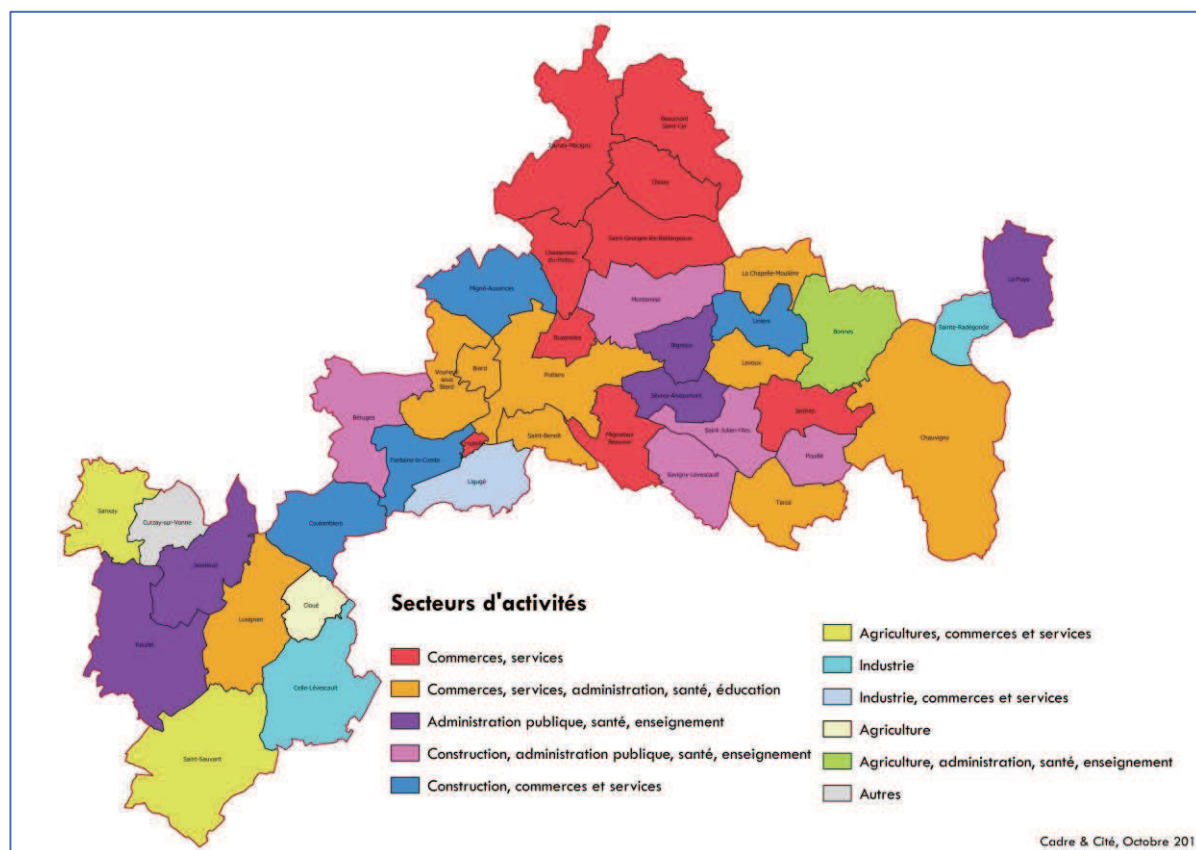
Source : Insee, RP 1999 et RP 2006 exploitations principales

	2006	1999
Ensemble	95 632	90 305
Actifs en %	63,8	60,4
dont :		
actifs ayant un emploi en %	56,8	52,7
chômeurs en %	7,0	7,4
Inactifs en %	36,2	39,6
dont :		
élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	23,6	27,8
retraités ou préretraités en %	6,4	5,6
autres inactifs en %	6,2	6,2

L'intercommunalité voit ensuite sa situation s'améliorer ; en 2015, le taux d'activité des 15 à 64 ans de l'ensemble de l'intercommunalité, passe à 69,8 % contre 73,7 % à l'échelle nationale.

En 2013, Poitiers et le pôle Jaunay-Chasseneuil concentrent près des 3/4 des emplois salariés du Grand Poitiers (54 100 salariés pour la ville de Poitiers).

Cette importante disparité à l'échelle du territoire est aussi marquée par des secteurs d'activités attachés aux zones géographiques. En effet, la zone nord du Grand Poitiers concentre principalement les activités tertiaires (commerces et services, activités financières et immobilières, services aux entreprises, logistique, activités récréatives). Le sud est plus orienté vers une typologie administration publique, santé, éducation ou agriculture

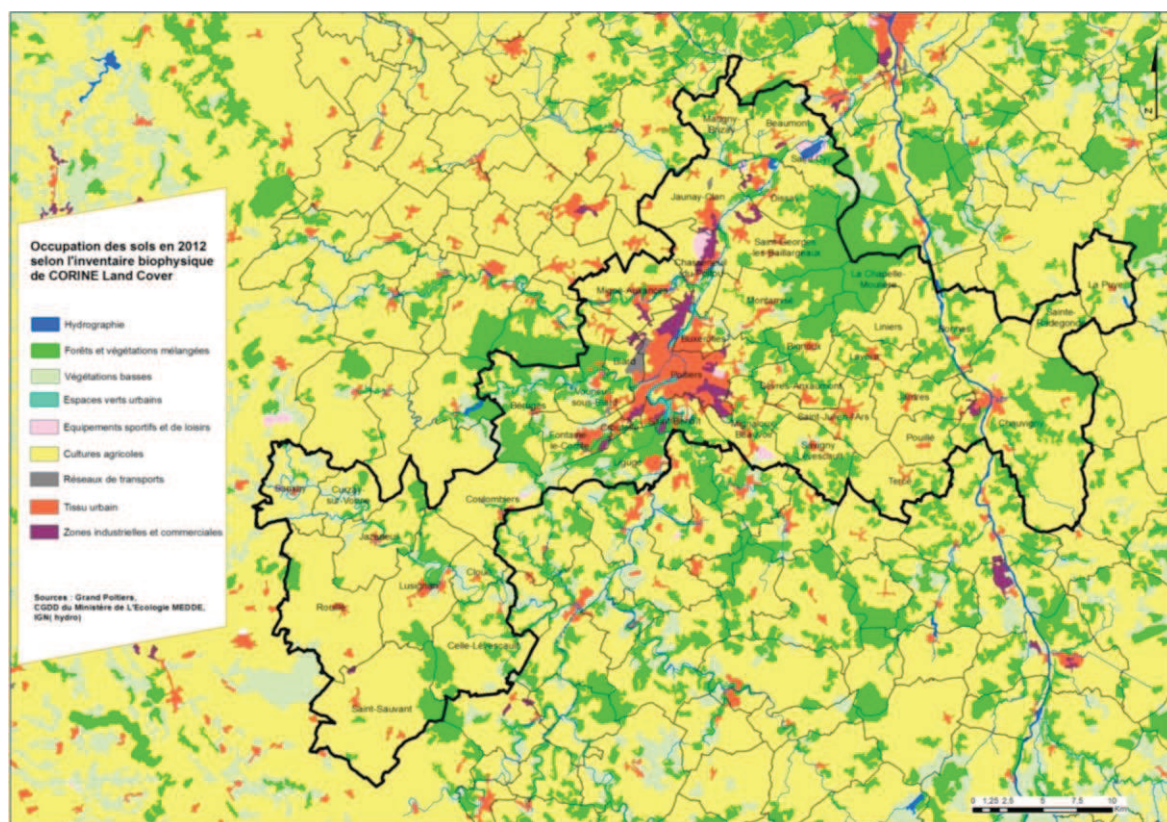


La carte ci-dessus propose une analyse de la surreprésentation de certains secteurs par rapports aux autres pour chaque commune (Source : INSEE-CLAP et Grand Poitiers)

Chapitre 2 CARACTÉRISTIQUES PAYSAGÈRES

2.1 Occupation du sol

Les espaces agricoles sont très présents sur le territoire de GPCu. Ils représentent 71,5 % de la superficie totale. Le territoire reste relativement faiblement artificialisé (7,5 %) par rapport à la moyenne nationale (9,3 %). Ces surfaces artificialisées comprennent les espaces urbanisés, l'emprise des infrastructures de transports, les terrains de sport,... Les espaces semi-naturels (bois, forêts, rivières et zones humides) représentent 21 % du territoire.



Carte Corine Land Cover 2012

2.2 Le patrimoine naturel

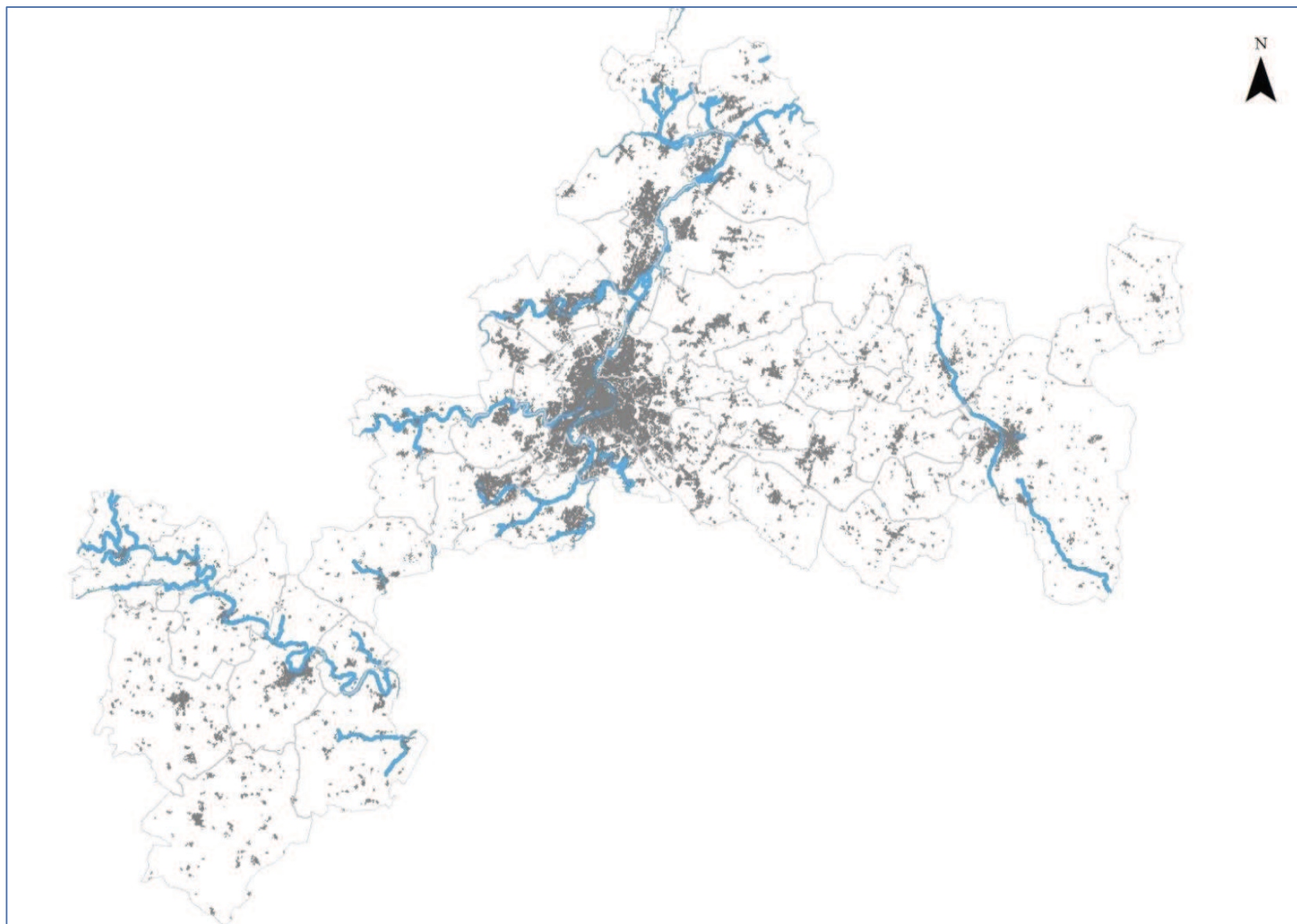
2.2.1 Géographie et entités paysagères

Le territoire de GPCu se situe sur le plateau calcaire du Seuil du Poitou, sur les bassins versants du Clain et de la Vienne. Ses paysages sont composés d'une plaine agricole ouverte au nord, de plateaux bocagers à l'ouest et ponctués de boisements (dont les massifs forestiers de Vouillé Saint Hilaire au sud-est et de Moulière au nord-est), d'un continuum urbanisé séquencé d'espaces naturels et agricoles dans l'axe Poitiers-Châtellerauld. La lecture de ces paysages se perd dans la proche périphérie de la ville de Poitiers, marquée par la présence des activités économiques et des axes structurants.

Le réseau hydrographique constitue un élément prégnant des paysages du territoire : le Clain, la Vienne et leurs affluents (Auxance, Boivre, Feuillante, Menuse, Miosson, Vonne, Palu, Palais...) ont dessiné des vallées plus ou moins encaissées qui ont sculpté les paysages de plaines et de plateaux, générant en certains lieux des reliefs marqués (coteaux abrupts, affleurements rocheux, falaises).



Vallée de la Vonne à Lusignan

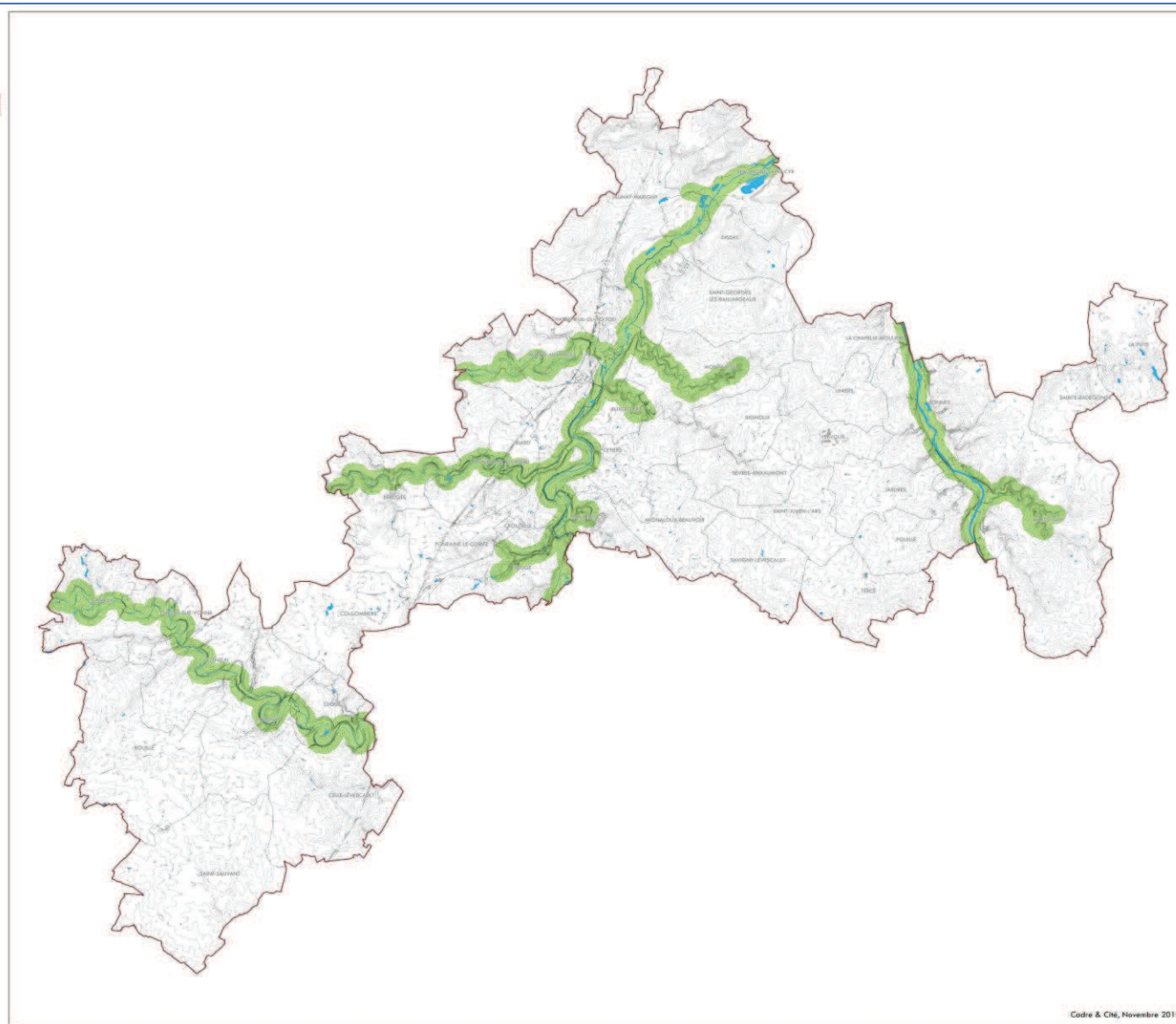


Réseau hydrographique de Grand Poitiers Communauté urbaine

- Vallée offrant une richesse paysagère
 - Hydrographie
- Autres éléments**
- Limite communale
 - Limite du territoire de Grand Poitiers



0 250 500 m



Cadre & CHi, Novembre 2019

Carte des vallées

Végétation, voies et éléments bâtis épousent ou croisent ces événements du relief et les mettent quelquefois en scène, offrant alors une lecture de la géographie par leurs implantations ou permettant des échappées visuelles voire des vues panoramiques sur la silhouette urbaine et les éléments de paysage (fond de vallée, coteaux boisés...).

Ces vallées dont le caractère naturel a été globalement bien préservé et dont la perception reste souvent discrète (présence de boisement de rives ou sur les coteaux, berges jardinées privatives...) ont néanmoins un rôle identitaire fort sur le territoire.



Vallée et coteaux du Clain à Poitiers (google maps)



Vallée et coteaux du Clain à Poitiers (google maps)

Un certain nombre de sites inscrits ou classés au titre du grand paysage est localisé dans ces vallées (site classé de la Vienne à Bonnes, site classé des Rochers du Porteau et site inscrit rive gauche du Clain à Poitiers, site inscrit du Puy Mire à Buxerolles, site inscrit de la Casette à Poitiers et de la Boivre à Béruges et Biard, site inscrit du Cirque de la Vonne à Lusignan...).



Vallée de la Vienne à Bonnes (google maps)

2.2.2 Le patrimoine naturel protégé

L'ensemble des espaces naturels protégés et inventoriés illustrent aussi la richesse écologique de Grand Poitiers Communauté urbaine. Certains de leurs périmètres se chevauchent. Ils se concentrent principalement le long des vallées humides et sèches et sont en majorité situés hors zone agglomérée :

- 5 sites appartenant au réseau Natura 2000 (forêt de Moulière, lande du Pinail, bois du Défens, du fou et de la Roche de Bran, plaine du Mirabelais et du Neuvilleois, plaine de la Mothe-saint-Héray-Lezay et Plateau de Bellefonds à Bonnes) ;
- 2 sites faisant l'objet d'un arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (côteaux et carrières d'Ensoulesse à Montamisé, Les Lourdines et les côteaux de Chaussac à Migné-Auxances) ;
- 37 Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) ;
- 28 sites appartenant aux Espaces Naturels Sensibles du département ;
- 6 sites gérés par le Conservatoire Régional des Espaces Naturels.

Aux abords de Lusignan

Les paysages se répartissent en deux grandes entités : les plaines vallonnées (terres de brandes, terres rouges à taillis) et le bocage (terres froides à l'extrême sud-est et terres rouges au nord-ouest). Pays d'élevage il y a encore quelques décennies, les haies et les bosquets sont progressivement remplacés en terre de cultures et les plaines céréalières.



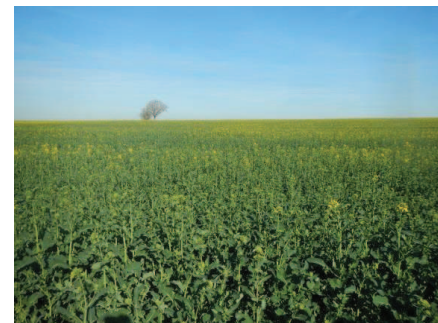
Aux abords de Chauvigny

Principalement constitué de terres de brandes, le paysage chauvinois est façonné en partie par la rivière de la Vienne qui entaille le territoire du sud vers le nord, produisant une belle diversité d'habitats naturels : forêts alluviales et prairies humides sur les bords de la Vienne et de ses affluents, pelouses calcaires sur les flancs des vallées.



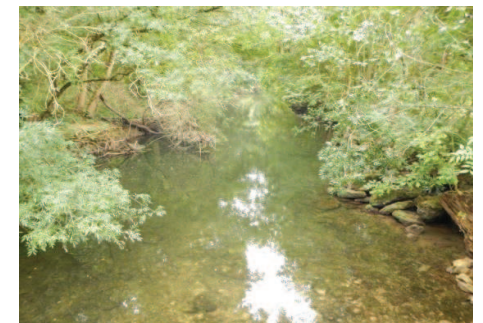
Aux abords de Jaunay-Marigny et Saint-Georges-les-Baillargeaux

Les spécificités paysagères sont : les vastes plaines sans relief, buttes et bosquets de la région du tuffeau, creusés de cavités utilisées comme carrières de pierres de taille puis comme champignonnières.



Autour de Poitiers

Les vallées alluviales et les vallées sèches abritent bon nombre d'espèces patrimoniales. Autour du Clain, un réseau de plus petits cours d'eau s'organise (Boivre, Auxance, Miosson...) et s'étoffe de vallées boisées. Dans plusieurs coteaux s'ouvrent des cavités naturelles ainsi que des carrières.



2.2.3 Le patrimoine bâti

Le patrimoine architectural présent dans les centres villes et leurs faubourgs, les bourgs, les villages, les hameaux, témoignent de la richesse de l'histoire du territoire et constitue un atout majeur pour celui-ci (châteaux, belles demeures, manoirs, corps de ferme, patrimoine religieux...) : sur l'ensemble du territoire, 172 constructions sont ainsi recensées au titre des Monuments Historiques, une vingtaine de sites sont inscrits ou classés pour leur patrimoine historique et bâti, des ensembles urbains anciens ou des constructions remarquables sont répertoriés dans les PLU.

Certaines communes (Chauvigny, Lusignan, Poitiers) revêtent un fort enjeu patrimonial du fait de la concentration des constructions et sites protégés (abords de monuments historiques, site patrimonial remarquable de Poitiers, sites classés ou inscrits...).



Cité médiévale à Chauvigny



Abbaye de Béruges



Château de Blossac à Lusignan



Château de Marconnay à Sanxay

Localisée au cœur de Poitiers, l'église Saint-Hilaire-le-Grand est inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO au titre des chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle en France, au cours de la réunion du comité du patrimoine mondial de Kyoto en 1998.



Vue du chevet, église Saint-Hilaire-le-Grand

Eglise Saint-Hilaire-le-Grand (source poitiers.fr)

Element patrimoniaux

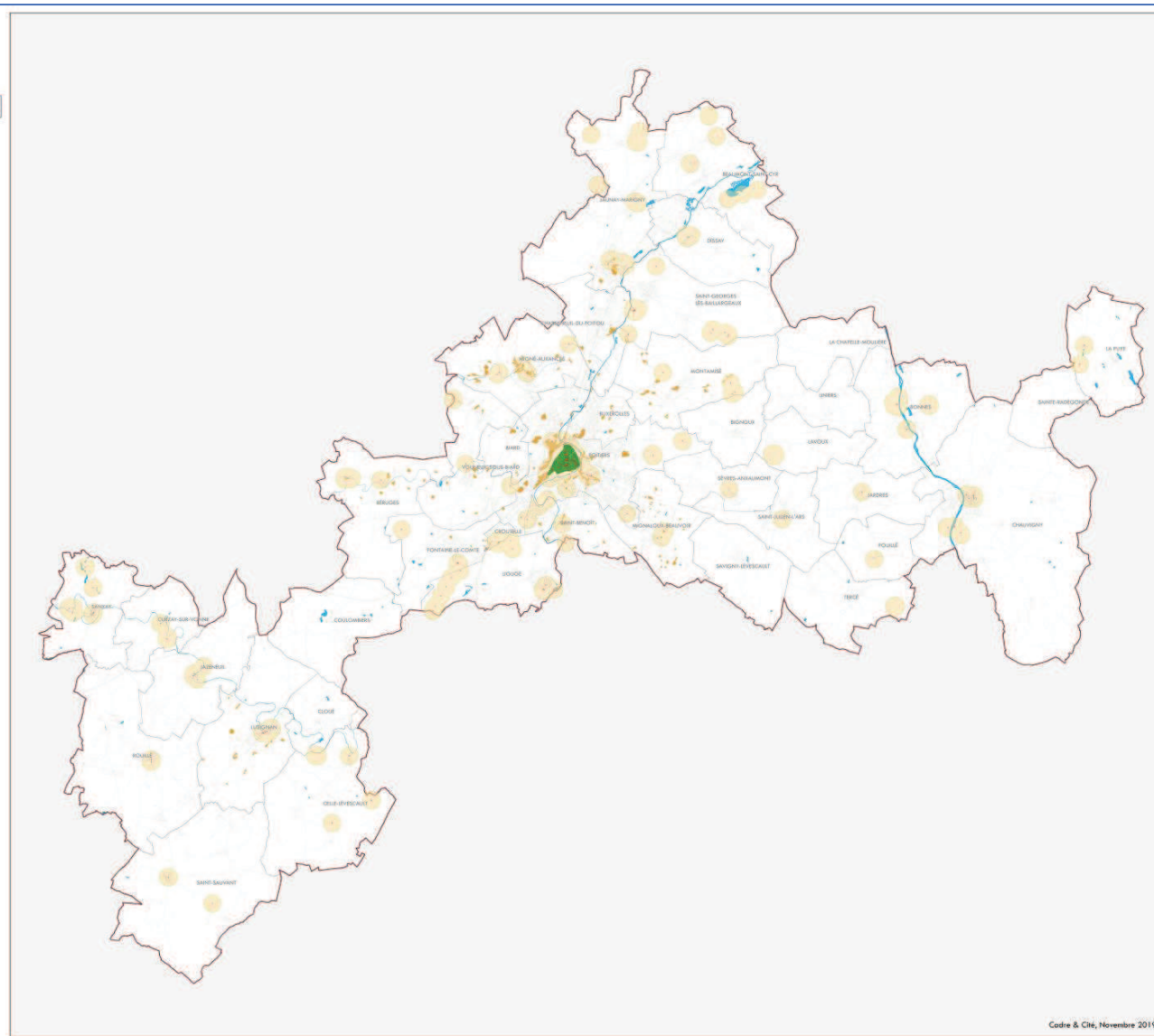
- Monument historique (MH)
- Périmètre de protection des MH
- SPR
- Zone Up du PLU

Autres éléments

- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers



0 5 10 km



Cadre & Cité, Novembre 2019

Carte des éléments patrimoniaux

Chapitre 3 : ANALYSE DES DISPOSITIONS APPLICABLES SUR LE TERRITOIRE DE GRAND POITIERS COMMUNAUTE URBAINE

3.1. Le champ d'application matériel

Les dispositifs soumis à la réglementation appartiennent à trois catégories définies par l'article L.581-3 du code de l'environnement : la publicité, les enseignes et les préenseignes. Les préenseignes dérogatoires, sous-catégorie des préenseignes, font l'objet d'un paragraphe particulier.

3.1.1 La publicité

La publicité se définit comme étant toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention.

Les dispositifs et matériels principalement destinés à recevoir les publicités sont également considérés comme de la publicité. Ils sont donc à considérer comme de la publicité même s'ils ne comportent aucune affiche publicitaire.

Les dispositions réglementaires nationales fixent les règles d'implantation des publicités en fonction des procédés, des dispositifs utilisés, des caractéristiques des supports et de l'importance des agglomérations concernées.

Est ainsi régie :

- la publicité murale
- la publicité scellée au sol ou installée directement sur le sol
- la publicité éclairée par projection ou par transparence
- la publicité numérique
- la publicité sur le mobilier urbain

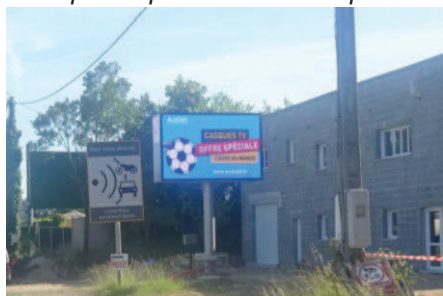
Exemple de matériel à considérer comme de la publicité



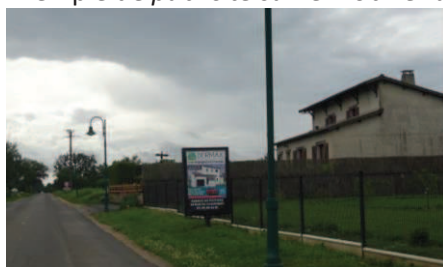
Exemple de publicité murale



Exemple de publicité numérique



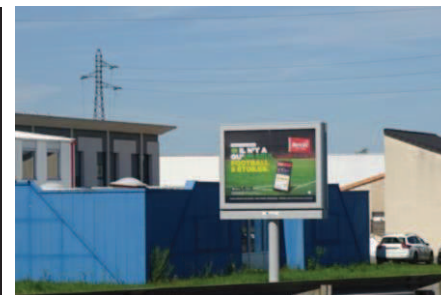
Exemple de publicité sur le mobilier urbain



Exemple de publicité scellée au sol ou installée directement sur le sol



Exemple de publicités éclairées par projection ou par transparence



3.1.2 Les enseignes

L'enseigne se définit comme étant toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce.

Des dispositions réglementaires déterminent les prescriptions applicables à son installation et à son entretien en fonction des procédés utilisés, de la nature des activités, des caractéristiques des immeubles où ces activités s'exercent, du caractère des lieux, ainsi que des conditions d'éclairage lorsqu'elle est lumineuse. Sont ainsi régies :

Les enseignes murales parallèles



Les enseignes murales perpendiculaires



Les enseignes lumineuses, y compris numériques



Les enseignes en toiture



Les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol



Les enseignes temporaires



3.1.3 Les préenseignes

La préenseigne se définit comme étant toute inscription, forme ou image signalant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée.

Hormis les préenseignes dites dérogatoires, les préenseignes sont soumises au même régime que la publicité (Art. L.581-19 du code de l'environnement).

Comme pour les publicités, les préenseignes peuvent être éclairées par projection, par transparence, ou numériques.



Préenseigne murale



Préenseigne scellée au sol



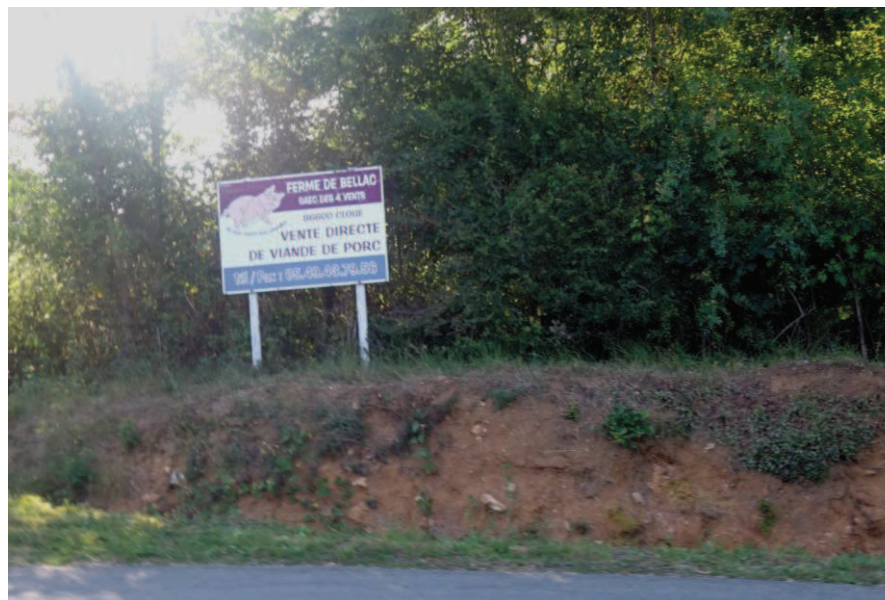
Préenseigne sur mobilier urbain

3.1.4 Les préenseignes dérogatoires

Depuis le 13 juillet 2015, sont qualifiées de préenseigne dérogatoire les préenseignes signalant la fabrication ou la vente de produits du terroir, la proximité d'un monument historique, classé ou inscrit, ouvert à la visite, ainsi que les activités culturelles (spectacles cinématographiques, spectacles vivants, expositions d'arts plastiques, ...).

Catégorie particulière de préenseigne, la préenseigne dérogatoire a son régime propre. Toujours scellée au sol, elle peut être implantée hors agglomération où toute forme de publicité est interdite selon le code de l'environnement. Elle est soumise à des conditions maximales de format (1 m en hauteur et 1,5 m en largeur), de distance par rapport à l'activité signalée (5 km ou 10 km), de nombre (2 ou 4).

Le tableau ci-dessous reprend, selon la nature de l'activité ou de l'objet, les caractéristiques des préenseignes définies par le code de l'environnement (format, nombre et distance par rapport au lieu).



Préenseigne répondant aux critères de format et d'activité signalée

Activité signalée	Format	Nombre	Distance
Produits du terroir	1 m X 1,50 m	2	5 km
Activités culturelles		2	5 km
Monument Historique (MH)		4	10 km

Par exemple, un établissement hors agglomération vendant des produits du terroir peut se signaler au moyen de 2 préenseignes uniquement, implantées à une distance de moins de 5 km de l'établissement. Les 2 préenseignes devront être en format paysage et respecter les dimensions définies dans le tableau précédent.

Compte tenu du nombre et des distances limitées, l'implantation de ces préenseignes est stratégique dans l'espace et le territoire. Au regard de la diversité des monuments historiques présents et des activités culturelles proposées dans le territoire, associée aux ambitions en matière de développement du tourisme portée par Grand Poitiers Communauté urbaine, une réflexion concertée et globale sur la qualité des préenseignes concernant cette nature d'établissement pourrait être conduite dans le RLPi.

A titre d'illustration, les préenseignes ci-contre sont illégales depuis le 13 juillet 2015. Cette disposition entrée en vigueur depuis cette date s'applique sur le territoire national que les communes soient ou non couvertes par un RLP.

Dans les communes ne disposant pas d'un RLP, la mise en conformité de ces préenseignes est de la compétence de l'État.

Dans les communes disposant d'un RLP en vigueur, la mise en conformité de ces préenseignes est de la compétence du Maire.

Une discussion entre Etat, collectivités et établissements concernés afin d'entrer dans un cycle d'évolution cohérent avec la réglementation nationale et le futur règlement local de publicité intercommunal pourrait être initiée.

Pour certaines activités, notamment l'hôtellerie ou la restauration, il est possible de les signaler en utilisant la signalisation d'information locale, sur le domaine public routier avec l'accord préalable du gestionnaire de voirie.

Le parcours du territoire de la communauté urbaine laisse apparaître une application assez satisfaisante de la loi en matière des préenseignes dérogatoires. Un certain nombre de dispositifs signalant la fabrication ou la vente de produits du terroir et respectant les dimensions requises



Activités signalées en dehors des activités pouvant disposer de préenseignes hors milieu aggloméré et dimension non conforme



ont été repérés. Par contre, 16 préenseignes ont été relevées et sont interdites depuis le 13 juillet 2015 de par la nature des activités qu'elles signalent. Au regard de la superficie de la communauté urbaine et du maillage routier qui la jalonne, ce nombre est très faible.

Elles sont localisées dans les communes suivantes :

Béruges	1
Coulombiers	2
Fontaine-le-Comte	1
Jardres	1
Mignaloux-Beauvoir	2
Montamisé	2
Rouillé	5
Saint-Sauvant	1
Tercé	1

3.1.5 L’affichage d’opinion

Conformément à l’article L.581-13 du code de l’environnement, les communes ont l’obligation de réserver des surfaces minimales à l’affichage d’opinion et à la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif, appelé communément « affichage libre ». L’article R.581-2 du code de l’environnement fixe la surface minimum attribuée dans chaque commune :

- 4 mètres carrés pour les communes de moins de 2 000 habitants ;
- 4 mètres carrés plus 2 mètres carrés par tranche de 2 000 habitants au-delà de 2 000 habitants, pour les communes de 2 000 à 10 000 habitants ;
- 12 mètres carrés plus 5 mètres carrés par tranche de 10 000 habitants au-delà de 10 000 habitants, pour les autres communes.

L'application sur le Grand Poitiers correspond pour chacune des communes à la surface reprise dans le tableau ci-dessous :



Commune de moins de 2000 habitants	Surface	Commune entre de 2 000 et 10 000 habitants	Surface	Commune de plus de 10 000 habitants	Surface
Béruges	4 m ²	Beaumont Saint-Cyr	6 m ²	Buxerolles	15 m ²
Biard	4 m ²	Chasseneuil-du-Poitou	8 m ²	Poitiers	62 m ²
Bignoux	4 m ²	Chauvigny	10 m ²		
Bonnes	4 m ²	Dissay	6 m ²		
Celle-l'Evescault	4 m ²	Fontaine-le-Comte	6 m ²		
Cloué	4 m ²	Jaunay-Marigny	10 m ²		
Coulombiers	4 m ²	Ligugé	6 m ²		
Croutelle	4 m ²	Lusignan	6 m ²		
Curzay-sur-Vonne	4 m ²	Mignaloux-Beauvoir	8 m ²		
Jardres	4 m ²	Migné-Auxances	10 m ²		
Jazeneuil	4 m ²	Montamisé	6 m ²		
La Chapelle-Moulière	4 m ²	Rouillé	6 m ²		
La Puye	4 m ²	Saint-Benoit	10 m ²		
Lavoux	4 m ²	Saint-Georges-lès-Baillargeaux	6 m ²		
Liniers	4 m ²	Saint-Julien-l'Ars	6 m ²		
Pouillé	4 m ²	Sèvres-Anxaumont	6 m ²		
Sainte-Radegonde	4 m ²	Vouneuil-sous-Biard	8 m ²		
Saint-Sauvant	4 m ²				
Sanxay	4 m ²				
Savigny- l'Evescault	4 m ²				
Tercé	4 m ²				

3.1.6 Les bâches

Les bâches publicitaires (sur échafaudage ou autres) peuvent également être autorisées par le maire, dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants (Poitiers et Buxerolles), tout comme les dispositifs publicitaires de dimensions exceptionnelles mais après avis, pour ces derniers, de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites. (CDNPS).



Exemples de bâches de chantiers installées dans le centre de Poitiers comprenant de la publicité ou reprenant les enseignes des magasins recouverts pendant le ravalement.

3.1.7 La publicité de petit format

L'article L.581-8 du code de l'environnement permet l'installation de dispositifs de petit format intégrés à la devanture commerciale.

Selon l'article R.581-57 du code de l'environnement, il s'agit de dispositifs dont la surface unitaire est inférieure à 1 m². La surface cumulée des dispositifs de petit format ne peut conduire à recouvrir plus du dixième de la surface d'une devanture commerciale, dans la limite de 2 m².



3.1.8 La publicité sur les véhicules terrestres

Dès lors que les véhicules sont utilisés ou équipés aux fins essentiellement de servir de supports de publicité, ils tombent sous le coup de la réglementation. C'est ainsi qu'ils ne peuvent stationner en des lieux où ils sont visibles d'une voie ouverte à la circulation du public et à proximité des monuments historiques. Ils ne peuvent circuler en convoi, ni rouler à une vitesse anormalement réduite, c'est-à-dire à une vitesse moindre que le trafic. La surface totale des publicités apposées sur chaque véhicule ne peut excéder 12 m² (*article R581-48 du Code de l'Environnement*).



Les deux exemples ci-contre illustrent que ces pratiques existent dans Grand Poitiers Communauté urbaine. Les véhicules répondent aux règles de superficie maximale, mais sont en stationnement et visible depuis une voie publique. Pour cette raison, ils sont en infraction avec la réglementation au titre du code de l'environnement.



3.1.9 Les dispositifs exclus du champ d'application du code de l'environnement

Malgré leur parenté avec les publicités, enseignes et préenseignes, certains dispositifs sont exclus du champ d'application de la réglementation issue du code de l'environnement.

Tel est le cas des dispositifs dont l'unique objet est d'apporter des informations de caractère général ou de service public à la population. Les dispositifs à message défilant de type journal électronique d'information (JEI) ou à message fixe que l'on trouve sur d'autres types de mobilier urbain sont concernés.



Journal électronique d'information - Jazeneuil



Ecran vidéo d'information Chasseneuil-du-Poitou

Sont également exclus de la réglementation les mobiliers urbains ne comportant aucune publicité, ainsi que les œuvres artistiques ou les décorations. Enfin, la signalisation d'information locale est régie par le code de la route.



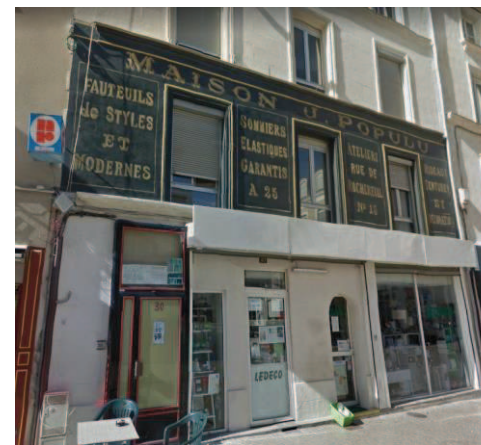
L'article R.581-29 dispose que *"Aucune publicité non lumineuse ne peut être apposée sur un mur sans que les publicités anciennes existant au même endroit aient été supprimées.*

Il est toutefois dérogé à cette disposition lorsqu'il s'agit de publicités peintes d'intérêt artistique, historique ou pittoresque".

L'article R.581-58 dispose que *"Une enseigne doit être constituée par des matériaux durables.*

Elle doit être maintenue en bon état de propreté, d'entretien et, le cas échéant, de fonctionnement, par la personne exerçant l'activité qu'elle signale.

Elle est supprimée par la personne qui exerçait l'activité signalée et les lieux sont remis en état dans les trois mois de la cessation de cette activité, sauf lorsqu'elle présente un intérêt historique, artistique ou pittoresque".



Enseigne et publicité à caractère historique - dans le PSMV - Poitiers



Publicités à caractère historique - Avenue de la Libération (1 et 2) et Avenue de Nantes (3) - hors PSMV - Poitiers



Publicité « historique »- rue de Bellevue - Chauvigny

3.2. Le champ d'application géographique

Population, agglomération et unité urbaine sont trois notions fondamentales pour comprendre, appliquer et adapter le code de l'environnement en matière de publicité, d'enseigne et de préenseigne.

- La publicité est interdite hors agglomération. Il importe donc de connaître précisément les lieux situés en agglomération ou hors agglomération.
- Le code de l'environnement définit un régime pour les agglomérations inférieures à 10 000 habitants et un autre régime pour celles qui sont supérieures à 10 000 habitants.

Toutefois, lorsqu'une agglomération de moins de 10 000 habitants appartient à une unité urbaine de plus de 100 000 habitants, le régime des agglomérations de plus de 10 000 habitants s'applique, à l'exception de quelques règles.

La population de référence pour définir l'unité urbaine

C'est l'INSEE qui définit la population de référence. La population communale est la population sans double compte. Pour les communes comportant des parties agglomérées séparées, c'est la population de chaque partie agglomérée qui fait référence. Les règles applicables à la publicité, aux enseignes et préenseignes dépendent en grande partie du nombre d'habitants de l'agglomération où elles sont installées.

Définition de l'agglomération

L'agglomération selon l'alinéa 1 de l'article R.110-2 du code de la route est « *un espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis rapprochés et dont l'entrée et la sortie sont signalés par des panneaux placés à cet effet le long de la route qui le traverse ou qui le borde* ». Ce même code prévoit que les limites des agglomérations sont fixées par arrêté du maire.

Définition de la communauté urbaine (INSEE)

La communauté urbaine est un Établissement public de coopération intercommunal (EPCI) regroupant plusieurs communes qui s'associent au sein d'un espace de solidarité, pour élaborer et conduire ensemble un projet commun de développement urbain et d'aménagement de leur territoire.

Définition de l'unité urbaine (INSEE)

La notion d'unité urbaine repose sur la continuité du bâti et le nombre d'habitants et ne tient pas compte du périmètre des EPCI. On appelle unité urbaine une commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de zone non bâtie de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2 000 habitants.

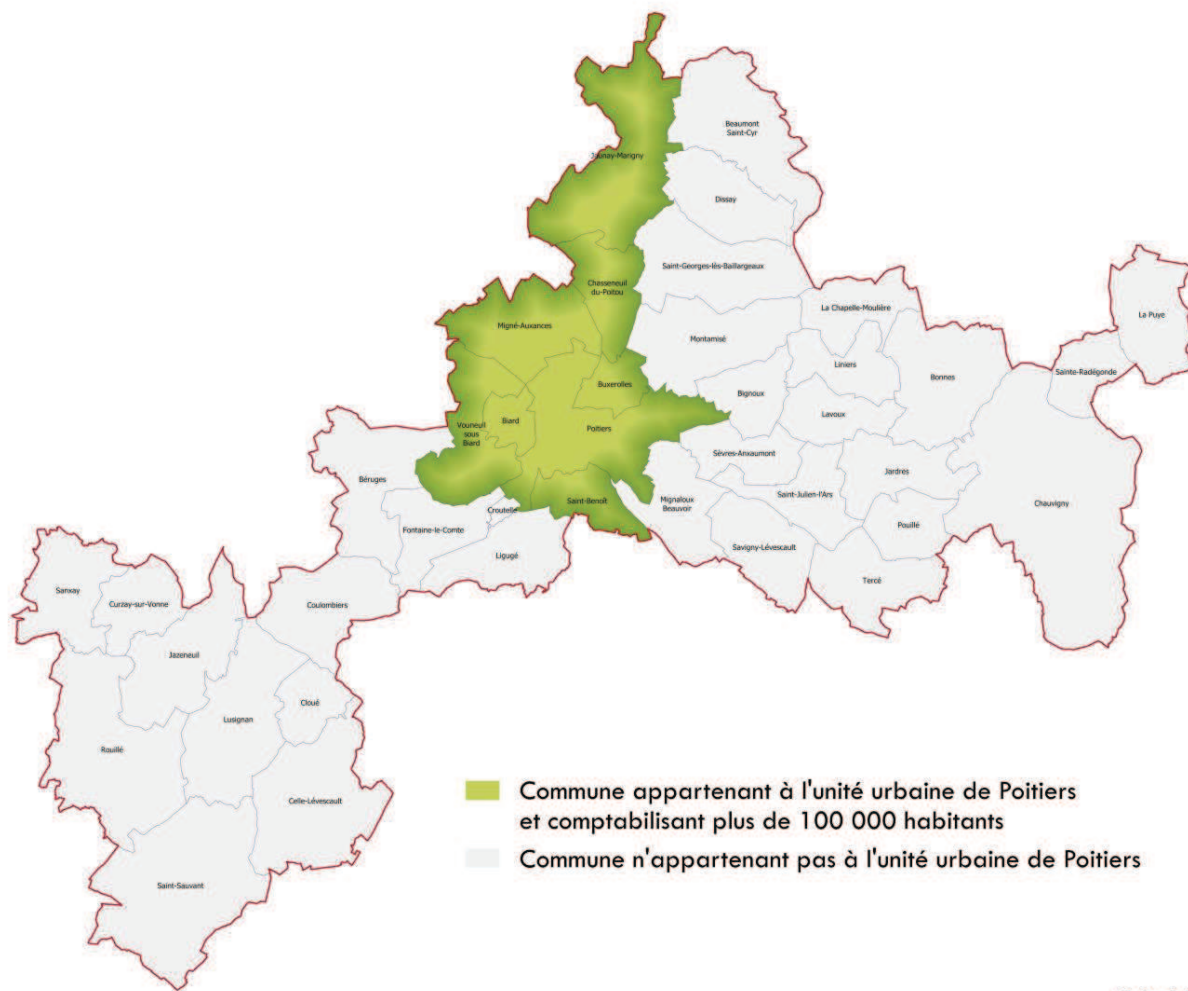
Communes appartenant à l'unité urbaine de Poitiers (population)	Biard	1 803
	Buxerolles	10 206
	Chasseneuil-du-Poitou	4 799
	Jaunay-Marigny	7 611
	Migné-Auxances	6 087
	Poitiers	90 559
	Saint-Benoît	7 311
	Vouneuil-sous-Biard	5 802

Commune appartenant à l'unité urbaine de Chauvigny (population)	Chauvigny	7 223
---	-----------	-------

Communes n'appartenant pas à une unité urbaine au sens de la définition de l'INSEE

Commune	Population	Commune	Population
Beaumont Saint-Cyr	3 079	Lavoux	1 177
Béruges	1 406	Ligugé	3 365
Bignoux	1 071	Liniers	576
Bonnes	1 754	Lusignan	2 695
Celle-l'Evescault	1 367	Mignaloux-Beauvoir	4 449
Cloué	522	Montamisé	3 604
Coulombiers	1 163	Pouillé	652
Croutelle	840	Rouillé	2 655
Curzay-sur-Vonne	429	Sainte-Radegonde	170
Dissay	3 264	Saint-Georges-lès-Baillargeaux	4 110
Fontaine-le-Comte	3 934	Saint-Julien-l'Ars	2 623
Jardres	1 304	Saint-Sauvant	1 309
Jazeneuil	839	Sanxay	564
La Chapelle-Moulière	696	Savigny-l'Evescault	1 184
La Puye	630	Sèvres-Anxaumont	2 186
		Tercé	1 137

La commune de Chauvigny est définie comme une unité urbaine par l'INSEE. Toutefois, sa population étant inférieure à 10 000 habitants, les mêmes règles que dans les communes hors unité urbaine de Poitiers s'y appliquent.



Cadre & Cité, Octobre 2018

Carte illustrant la différence de territoire entre unité urbaine et communauté urbaine

3.3. La nécessité de fixer les limites d'agglomération

Par principe, la publicité est interdite hors agglomération sur le territoire national (Art. L.581-7 du code de l'environnement).

Les panneaux d'entrée et de sortie font l'objet d'une implantation conformément à un arrêté municipal (Art. R.411-2 du code de la route).

Toutefois dans certains cas, ils sont mal implantés :

- soit les panneaux sont trop en amont (ou en aval) des zones bâties, notamment pour signifier aux usagers de la route qu'ils doivent adapter leur vitesse au contexte un peu avant ou un peu après les lieux habités ;
- soit que la zone bâtie a progressivement été étendue sans que les panneaux n'aient été déplacés ;
- soit que la signalisation est absente pour des motifs divers (oubli, accidentel...).



Exemple de rapport adéquat entre signalisation (EB10) et espace bâti



Exemple de rapport non adéquat entre signalisation (EB20) et espace bâti

En cas de contentieux en matière de publicité, s'il n'existe pas une exacte concordance entre l'élément matériel (secteur où sont situés des immeubles bâtis rapprochés) et l'élément fonctionnel (panneaux EB 10 et EB 20), le juge administratif fait prévaloir la matérialité de l'agglomération. Le bâti prime donc sur l'implantation effective des panneaux.

Les communes de Grand Poitiers Communauté urbaine doivent veiller à définir les limites de leur enveloppe urbaine actuelle conformément aux principes exposés ci-dessous.

Les espaces entre les panneaux et les implantations bâtis ne sont pas en parfaite correspondance dans les illustrations ci-contre

Au sens du code de la route, les espaces dessinés imposent une limitation de vitesse des véhicules en concordance avec leur position. Pour la publicité au sens du code de l'environnement :

- *l'espace entre le panneau ville et la première maison dans l'illustration du haut ne peut pas accueillir de publicité parce qu'il est considéré comme en dehors du milieu aggloméré*
- *l'espace de part et d'autre du panneau ville dans l'illustration du bas peut accueillir des dispositifs publicitaires, l'ensemble étant considéré comme un milieu aggloméré, même si les règles en matière de circulation routière sont différentes.*

Selon l'article L.581-2 du code de l'environnement, les publicités, les enseignes et les préenseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique sont soumises à la réglementation, qu'elles soient implantées sur une dépendance du domaine public ou sur une unité foncière privée.



Illustrations ci-contre extraites du guide pratique sur la réglementation de la publicité extérieure publié par le ministère de la Transition écologique et solidaire

Les arrêtés municipaux, accompagnés d'un document graphique où apparaissent les limites d'agglomération, constituent des annexes obligatoires du RLPi (Art. R581-78 du code de l'environnement).

Bien qu'annexe au PLUi ou au PLU de chaque commune en vigueur, le territoire aggloméré du RLPi n'est pas en correspondance avec le classement en zone urbaine ou à urbaniser des documents d'urbanisme. En effet, l'évolution des documents d'urbanisme (PLUi, PLU, Carte communale...) conduit à redéfinir les enveloppes classées en zone urbaine en application des lois ENE et ALUR. Globalement, les zones urbaines diminuent dans leurs emprises. Par conséquent, des villages, hameaux ou écarts bâtis sont reclassés en zone naturelle ou en zone agricole bâties. Au sens du code de la route, ces espaces restent agglomérés avec des limitations de vitesse et une signalisation en entrée ou en sortie adéquate. Le renvoi de règles du RLPi en fonction du classement en zones urbaines, agricoles ou naturelles d'un Plan Local d'Urbanisme sera de moins en moins pertinent, ces dernières n'étant plus représentatives du contexte réel d'occupation du sol en application du code de l'urbanisme.

Pour la publicité au sens du code de l'environnement, ces villages, hameaux et écarts conservent leur statut de milieu urbain aggloméré. C'est pourquoi, le RLPi doit comporter un rapport étroit avec l'occupation bâtie réelle du territoire qui s'exprime dans les arrêtés municipaux qui doivent être les plus à jour possible.

Le territoire aggloméré présenté dans la carte ci-après s'appuie sur le traitement cartographique suivant :

3.4. Les dispositions du Règlement National Publicité (RNP) applicables sur le territoire du Grand Poitiers

Le décret du 30 janvier 2012 est applicable depuis le 1^{er} juillet 2012 aux publicités et aux enseignes nouvellement implantées. Les publicités installées avant cette date ont dû s'y conformer au plus tard le 13 juillet 2015. Les enseignes disposaient d'un délai supplémentaire puisqu'elles doivent s'y conformer depuis le 1^{er} juillet 2018.

Au regard du diagnostic du territoire réalisé, Grand Poitiers Communauté urbaine comporte des publicités, des enseignes et des préenseignes non conformes avec les RNP.

La situation observée ne montre pas de situations très alarmantes comparativement à d'autres agglomérations. Pour bonne partie, cette situation est liée à la présence de RP qui sont globalement bien appliqués et qui ont produit leurs effets de protection. Il est cependant nécessaire de porter une attention particulière sur ce sujet pour garantir une bonne préservation des paysages et des lieux urbanisés.

3.4.1 Publicité (densité, formats, extinction nocturne)

Le RNP a fixé un régime propre à la publicité murale, à la publicité scellée au sol ou directement installée sur le sol, à la publicité numérique et à la publicité sur bâche. Une règle nationale de densité a également été instituée et une obligation d'extinction nocturne pour la publicité lumineuse.

3.4.2 Les principales règles de format et de hauteur applicables à la publicité murale

Dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants, dans celles faisant partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants, ainsi que dans l'emprise des gares ferroviaires et des aéroports situés hors agglomération, elle ne peut avoir une surface unitaire excédant 12 m², ni s'élever à plus de 7,5 m au-dessus du niveau du sol (*Art. R581-26 du code de l'environnement*).

- Les communes de Biard, Buxerolles, Chasseneuil-du-Poitou, Jaunay-Marigny, Migné-Auxances, Poitiers, Saint-Benoît et Vouneuil-sous-Biard entrent dans cette catégorie.

Dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants ne faisant pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants, la publicité murale ne peut avoir une surface unitaire excédant 4 m², ni s'élever à plus de 6 m au-dessus du niveau du sol.

- Les communes de Beaumont Saint-Cyr, Béruges, Bignoux, Bonnes, Celle- l'Evescault-, Chauvigny, Cloué, Coulombiers, Croutelle, Curzay-sur-Vonne, Dissay, Fontaine-le-Comte, Jardres, Jazeneuil, La Chapelle-Moulière, La Puye, Lavoux, Ligugé, Liniers, Lusignan, Mignaloux-Beauvoir, Montamisé, Pouillé, Rouillé, Sainte Radegonde, Saint-Georges-~~lès~~-Baillargeaux, Saint-Julien-l'Ars, Saint-Sauvant, Sanxay, Savigny- l'Evescault, Sèvres-Anxaumont et Tercé appartiennent à cette catégorie . Par conséquent, elles ne peuvent accueillir que de la publicité murale de surface limitée à 4 m² et à moins de 6 m de haut.

Agglomération de - de 10 000 h		Agglomération de + de 10 000 h ou faisant partie d'une UU de + de 100 000 h	
Surface	Hauteur	Surface	Hauteur
4 m ²	6 m	12 m ²	7,5 m

3.4.3 Les règles de format et de hauteur applicables à la publicité scellée au sol

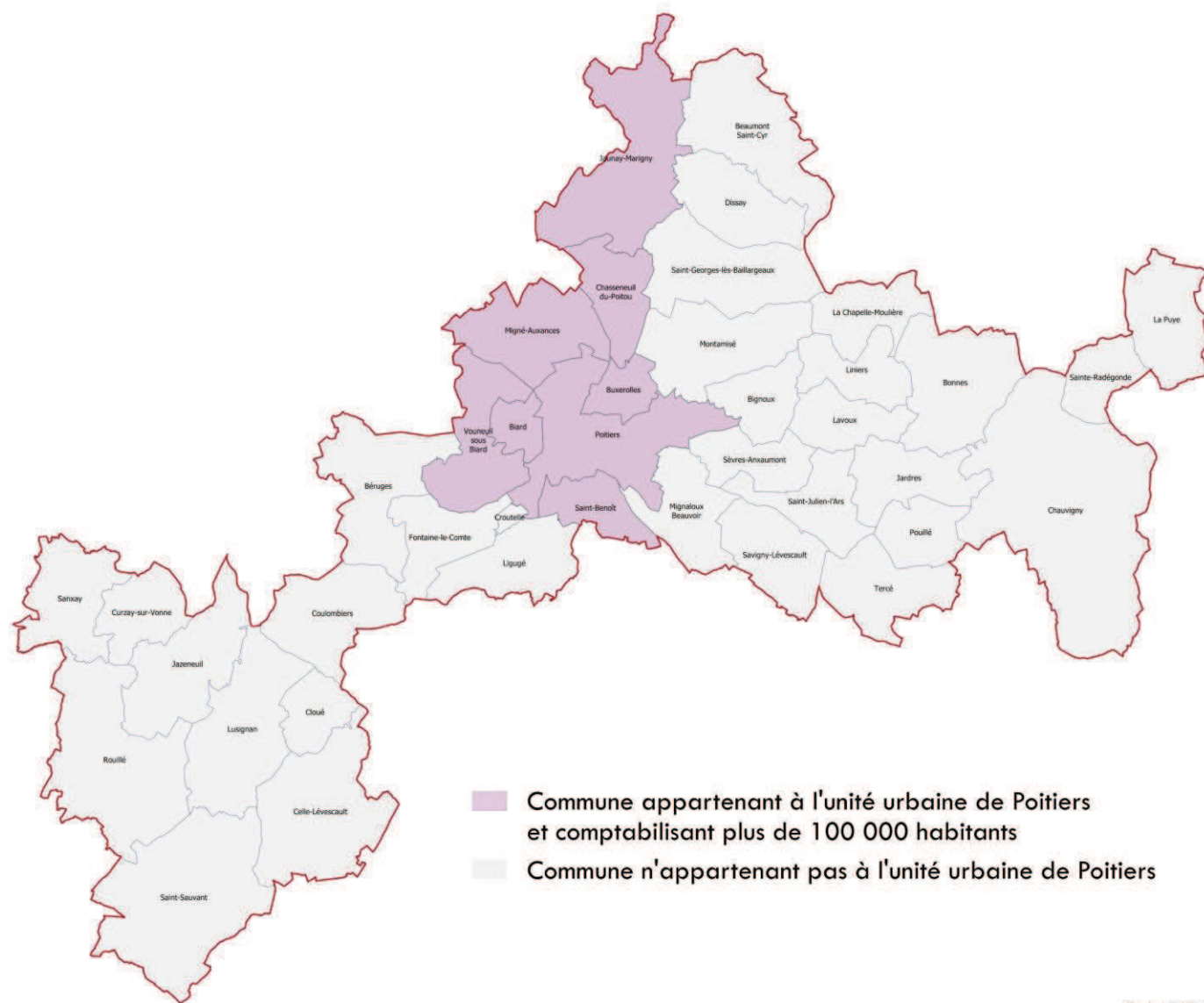
Dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants, dans celles faisant partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants ou dans l'emprise des gares ferroviaires et des aéroports situés hors agglomération, elle ne peut s'élever à plus de 6 m au-dessus du niveau du sol, ni avoir une surface supérieure à 12 m² (*Art. R581-32 du code de l'environnement*).

- Les communes de Biard, Buxerolles, Chasseneuil-du-Poitou, Jaunay-Marigny, Migné-Auxances, Poitiers, Saint-Benoît et Vouneuil-sous-Biard entrent dans cette catégorie.

La publicité scellée au sol ou directement installée sur le sol est interdite dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants qui ne font pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants (*Art. R581-31 du code de l'environnement*).

- Les communes de Beaumont Saint-Cyr, Béruges, Bignoux, Bonnes, Celle-l'Evescault, Chauvigny, Cloué, Coulombiers, Croutelle, Curzay-sur-Vonne, Dissay, Fontaine-le-Comte, Jardres, Jazeneuil, La Chapelle-Moulière, La Puye, Lavoux, Ligugé, Liniers, Lusignan, Mignaloux-Beauvoir, Montamisé, Pouillé, Rouillé, Sainte Radegonde, Saint-Georges-lès-Baillargeaux, Saint-Julien-l'Ars, Saint-Sauvant, Sanxay, Savigny-l'Evescault, Sèvres-Anxaumont et Tercé ne peuvent donc pas accueillir de publicités scellées au sol.

Agglomération de - de 10 000 h		Agglomération de + de 10 000 h ou faisant partie d'une UU de + de 100 000 h	
Surface	Hauteur	Surface	Hauteur
Interdite		12 m ²	6 m



Cadre & Cité, Octobre 2018

3.4.4 Le régime applicable à la publicité lumineuse numérique

La publicité numérique est une forme de publicité lumineuse. La surface unitaire de la publicité numérique ne peut pas dépasser 8 m² et elle ne peut pas s'élever à plus de 6 m au-dessus du niveau du sol (Art. R581-34 du code de l'environnement) et elle est soumise à autorisation.

Elle est autorisée dans les communes de Poitiers et Buxerolles qui ont plus de 10 000 habitants ou les communes situées dans l'unité urbaine de plus de 100 000 habitants.

Elle est interdite sur mobilier urbain dans les communes de moins de 10 000 habitants faisant partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants (Art. R581-42 du code de l'environnement).

- Les communes de Biard, Chasseneuil-du-Poitou, Jaunay-Marigny, Migné-Auxances, Saint-Benoît et Vouneuil-sous-Biard, bien que faisant partie de l'unité urbaine de Grand Poitiers Communauté urbaine ne peuvent donc pas accueillir des publicités numériques sur le mobilier urbain.

Elle est interdite dans les parties agglomérées des communes de moins de 10 000 habitants ne faisant pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants.

- Les communes de Beaumont Saint-Cyr, Béruges, Bignoux, Bonnes, Celle-l'Evescault, Chauvigny, Cloué, Coulombiers, Croutelle, Curzay-sur-Vonne, Dissay, Fontaine-le-Comte, Jardres, Jazeneuil, La Chapelle-Moulière, La Puye, Lavoux, Ligugé, Liniers, Lusignan, Mignaloux-Beauvoir, Montamisé, Pouillé, Rouillé, Sainte Radegonde, Saint-Georges-lès-Baillargeaux, Saint-Julien-l'Ars, Saint-Sauvant, Sanxay, Savigny-l'Evescault, Sèvres-Anxaumont et Tercé ne peuvent pas accueillir des publicités numériques.

Agglomération de - de 10 000 h		Agglomération de + de 10 000 h ou faisant partie d'une UU de + de 100 000 h	
Surface	Hauteur	Surface	Hauteur
Interdite		8 m ²	6 m
		Interdite sur mobilier urbain dans les communes de - de 10 000 h	

3.4.5 Conditions d'utilisation du mobilier urbain comme support publicitaire

Article R.581-42,

Le mobilier urbain peut, à titre accessoire eu égard à sa fonction et dans les conditions définies par la présente sous-section, supporter de la publicité non lumineuse ou de la publicité éclairée par projection ou par transparence.

Il ne peut pas supporter de la publicité numérique dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants et dans les espaces définis aux 3°, 7° et 8° de l'article L.581-8.

Il respecte les conditions applicables aux dispositifs publicitaires prévues par les articles R.581-30, R.581-31, R.581-34, R.581-35 et R.581-41.

Lorsqu'il supporte de la publicité numérique il ne peut être placé à moins de 10 mètres d'une baie d'habitation située sur un fonds voisin lorsque la publicité numérique est visible de la baie et située parallèlement à celle-ci. La distance se mesure de la partie inférieure de la baie jusqu'à la partie supérieure de l'écran numérique.

Dans les autres cas, il est placé conformément aux prescriptions du règlement local de publicité, ou, à défaut, celles de l'autorité compétente en matière de police.

Article R.581-43

Les abris destinés au public peuvent supporter des publicités d'une surface unitaire maximale de 2 mètres carrés, sans que la surface totale de ces publicités puisse excéder 2 mètres carrés, plus 2 mètres carrés par tranche entière de 4,50 mètres carrés de surface abritée au sol. L'installation de dispositifs publicitaires surajoutés sur le toit de ces abris est interdite.



Bonnes

Article R.581-44

Les kiosques à journaux et autres kiosques à usage commercial édifîés sur le domaine public peuvent supporter des publicités d'une surface unitaire maximale de 2 mètres carrés, sans que la surface totale de la publicité puisse excéder 6 mètres carrés. L'installation de dispositifs publicitaires surajoutés sur le toit de ces kiosques est interdite.



Photo prise sur un autre territoire que Poitiers

Article R.581-45

Les colonnes porte-affiches ne peuvent supporter que l'annonce de spectacles ou de manifestations culturelles.



Poitiers

Article R.581-46

Les mâts porte-affiches ne peuvent comporter plus de deux panneaux situés dos à dos et présentant une surface maximale unitaire de 2 mètres carrés utilisable exclusivement pour l'annonce de manifestations économiques, sociales, culturelles ou sportives.



Chauvigny

Article R.581-47

Le mobilier urbain destiné à recevoir des informations non publicitaires à caractère général ou local, ou des œuvres artistiques, ne peut supporter une publicité commerciale excédant la surface totale réservée à ces informations et œuvres. Lorsque ce mobilier urbain supporte une publicité d'une surface unitaire supérieure à 2 mètres carrés et qu'il s'élève à plus de 3 mètres au-dessus du sol, il doit être conforme aux dispositions des articles R.581-31 et R.581-32 et du premier alinéa de l'article R.581-33.



Jaunay-Marigny



Poitiers

3.4.6 La règle nationale de densité

Indistinctement applicable à la publicité murale ou scellée au sol, la règle nationale de densité limite le nombre de dispositifs publicitaires sur un territoire donné. Elle se calcule en fonction de la longueur de la façade d'une unité foncière bordant une voie publique. Lorsque la longueur de la façade est inférieure à 80 m, en l'absence de toute publicité scellée au sol, il ne peut y avoir qu'une publicité murale voire deux si elles sont juxtaposées ou superposées.

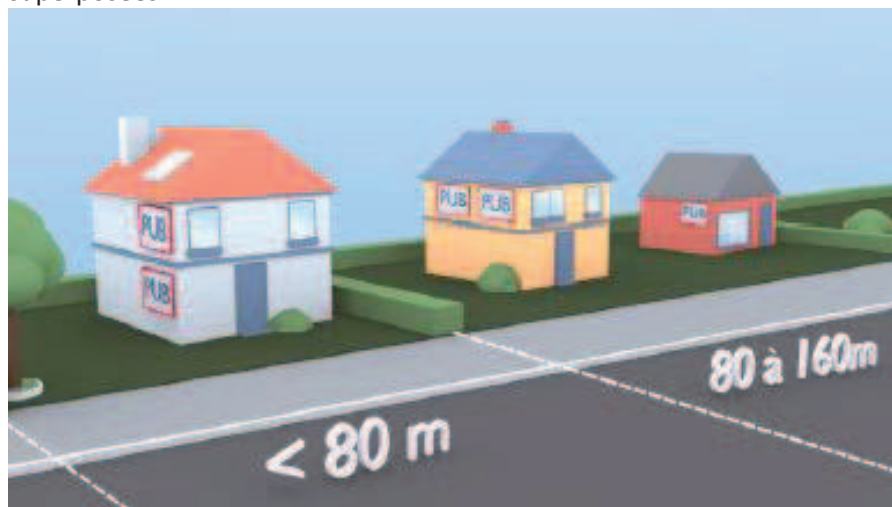


Illustration extraite du guide pratique sur la réglementation de la publicité extérieure publié par le ministère de la Transition écologique et solidaire.



Lusignan



Beaumont-Saint-Cyr

En l'absence de toute publicité murale, il ne peut y avoir qu'une publicité scellée au sol si la longueur de la façade est inférieure à 40 m. Le nombre est porté à deux publicités si la longueur est comprise entre 40 m et 80 m. Au-delà de 80 m, il ne peut y avoir qu'un seul dispositif publicitaire (mural ou scellé au sol) par tranche de 80 m entamée.

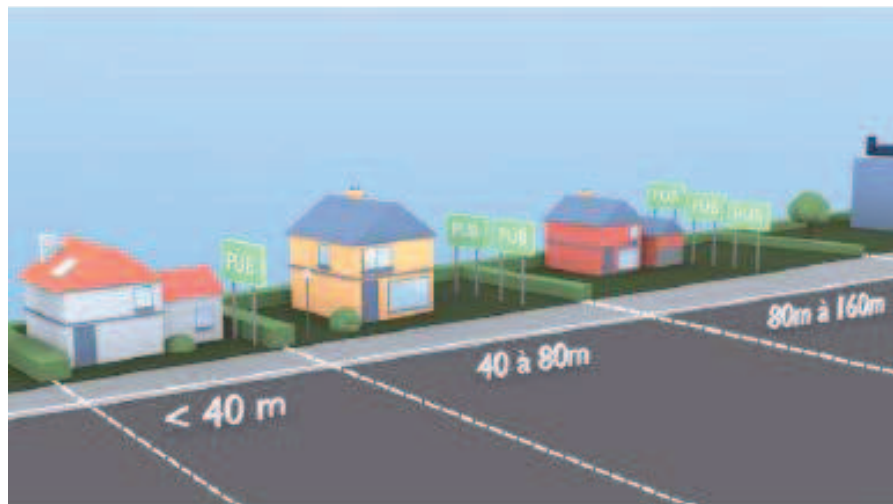
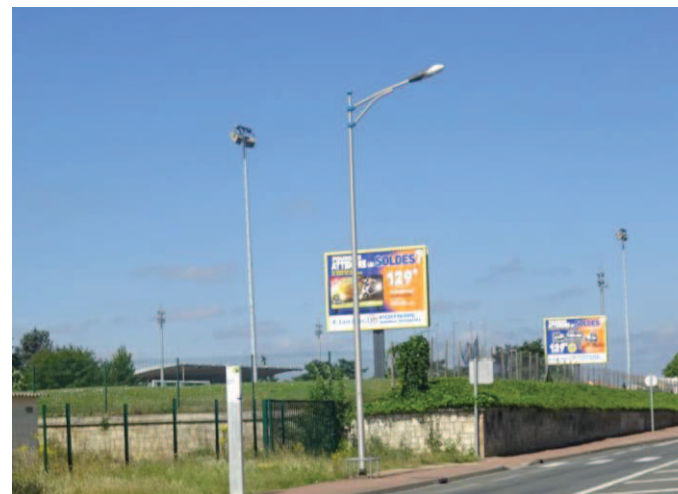


Illustration extraite du guide pratique sur la réglementation de la publicité extérieure publié par le ministère de la Transition écologique et solidaire.



Poitiers



Biard

3.4.7 L'obligation d'extinction nocturne

La publicité lumineuse sous toutes ses formes, y compris la publicité éclairée par projection ou transparence, est soumise à une obligation d'extinction nocturne : la publicité lumineuse doit être éteinte entre 1 h et 6 h du matin. Seule la publicité sur mobilier urbain bénéficie d'une dérogation, ainsi que les publicités situées dans l'emprise des aéroports.

Actuellement, toutes les communes de Grand Poitiers Communauté urbaine sont soumises aux règles d'extinction nocturnes du RNP. Elles peuvent être rendues plus restrictives par le RLPi selon des conditions qu'il détermine.

Pour les enseignes lumineuses, le RNP s'applique également. Lorsqu'elles sont lumineuses, elles doivent respecter une obligation d'extinction nocturne.

3.4.8 Les règles applicables à l'enseigne murale

Les enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur ne doivent pas dépasser ses limites, ni constituer par rapport à lui une saillie de plus de 0,25 m.

Les enseignes installées sur auvent ou marquise ne peuvent dépasser 1 m de haut.

Les enseignes installées devant un balconnet, une baie ou sur un balcon ne doivent pas dépasser les limites du garde-corps ou de la barre d'appui du balconnet, du balcon ou de la baie. Elles ne peuvent constituer une saillie de plus de 0,25 m par rapport au balcon.

Les enseignes perpendiculaires au mur qui les supporte ne doivent pas dépasser la limite supérieure de ce mur et ne peuvent constituer, par rapport au mur, une saillie supérieure au dixième de la distance séparant les deux alignements de la voie publique.

La surface cumulée des enseignes murales ne peut dépasser 15 % de la surface de la façade



*Enseigne murale conforme avec les dispositions nationales
Commune de La Chapelle-Moulière*

commerciale sur laquelle elles sont installées. Lorsque la surface de la façade est inférieure à 50 m², la surface cumulée des enseignes est portée à 25 %.



Enseigne murale illégale (dépasse de la façade) commune de Saint-Benoît

3.4.9 Les règles applicables à l'enseigne scellée au sol

L'enseigne scellée au sol ou installée directement sur le sol ne peut être placée à moins de 10 m d'une baie d'un immeuble situé sur un fonds voisin lorsqu'elle se trouve en avant du plan du mur contenant cette baie, ni à une distance inférieure à la moitié de sa hauteur d'une limite séparative de propriété. Deux enseignes peuvent cependant être accolées dos à dos si elles signalent des activités s'exerçant sur deux fonds voisins et si elles sont de mêmes dimensions.

Lorsqu'elle fait plus de 1 m², l'enseigne scellée au sol est limitée à un dispositif



Enseignes scellées au sol sur les communes de Buxerolles et Fontaine-le-Comte

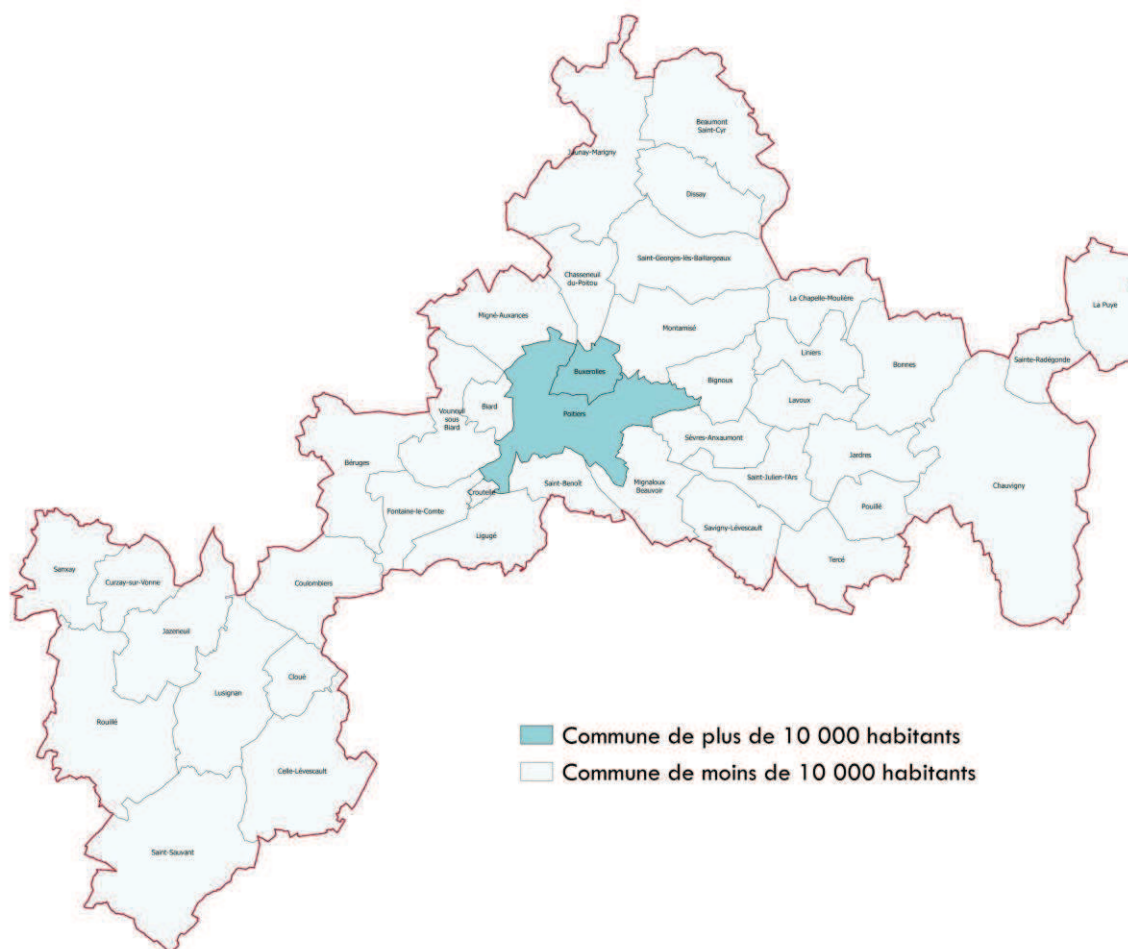
placé le long de chacune des voies publiques bordant l'immeuble où est exercée l'activité signalée.

Lorsqu'elle fait 1 m ou plus de large, l'enseigne scellée au sol ne peut dépasser 6,5 m de haut. Cette hauteur est portée à 8 m lorsqu'elle fait moins de 1 m de large.

Dans les parties agglomérées des communes de plus de 10 000 habitants, la surface unitaire maximale de l'enseigne scellée au sol est de 12 m². Les communes de Buxerolles et Poitiers sont uniquement concernées dans Grand Poitiers Communauté urbaine.

Dans les parties agglomérées des communes de moins de 10 000 habitants, appartenant ou non à l'unité urbaine du Grand Poitiers, la surface unitaire maximale de l'enseigne scellée au sol est de 6 m². Par conséquent, toutes les communes de Grand Poitiers Communauté urbaine sont concernées sauf Buxerolles et Poitiers.

Remarque : Le code de l'environnement ne fait pas ici référence aux unités urbaines de plus de 100 000 habitants.



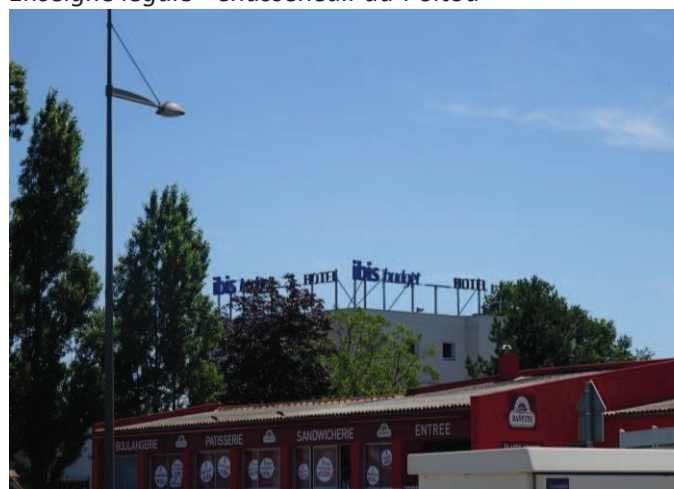
3.4.10 Les règles applicables à l'enseigne en toiture

Les enseignes installées sur une toiture ou une terrasse en tenant lieu doivent être réalisées au moyen de lettres ou de signes découpés dissimulant leur fixation et sans panneaux de fonds autres que ceux nécessaires à la dissimulation des supports de base. Ces panneaux ne peuvent dépasser 0,50 mètre de haut.

La surface cumulée des enseignes en toiture d'un même établissement ne peut excéder 60 m².



Enseigne légale - Chasseneuil-du-Poitou



Enseigne illégale (structures apparentes) - Poitiers

3.4.11 Les règles d'extinction nocturne

Comme pour la publicité lumineuse, l'enseigne lumineuse, c'est-à-dire une enseigne à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse spécialement prévue à cet effet, est soumise à une obligation d'extinction nocturne entre 1 h à 6 h du matin lorsque l'activité signalée a cessé. Lorsqu'une activité cesse ou commence entre minuit et 7 heures du matin, les enseignes sont éteintes au plus tard une heure après la cessation d'activité de l'établissement et peuvent être allumées une heure avant la reprise de cette activité.

3.5 L'exercice du pouvoir de police

Le pouvoir de police appartient par principe au préfet, mais il est transféré au maire s'il existe un règlement local de publicité. Dans ce cas, le maire a compétence sur l'ensemble du territoire communal, même dans les zones qui ne sont pas couvertes par le RLPI, et même si le RLPI ne comporte pas de règles spécifiques pour sa commune.

L'autorité investie du pouvoir de police délivre les autorisations requises avec le cas échéant accord ou avis de l'architecte des Bâtiments de France (ABF) ou du préfet de région. L'accord de l'ABF est nécessaire pour les autorisations d'enseignes inscrits, les Sites Patrimoniaux Remarquables (SPR) et les périmètres délimités des abords de monument historique. L'accord du préfet de région est requis pour les autorisations dans les sites classés.

	Site Classé	Site inscrit	SPR	Périmètres délimités des abords des Monuments Historiques	Zone Natura 2000
	Publicité interdite	Publicité interdite sauf réintroduction par le RLPI	Publicité interdite sauf réintroduction par le RLPI	Publicité interdite sauf réintroduction par le RLPI	Publicité interdite sauf réintroduction par le RLPI
	Accord préfet région	Accord de l'ABF			
Beaumont Saint-Cyr				X	X
Béruges	X	X		X	
Biard	X	X			
Bignoux					X
Bonnes	X	X		X	X
Buxerolles		X		X	
Celle-l'Evescault				X	
Chasseneuil-du-Poitou					X
Chauvigny	X	X		X	
Cloué					
Coulombiers					
Croutelle				X	
Curzay-sur-Vonne				X	

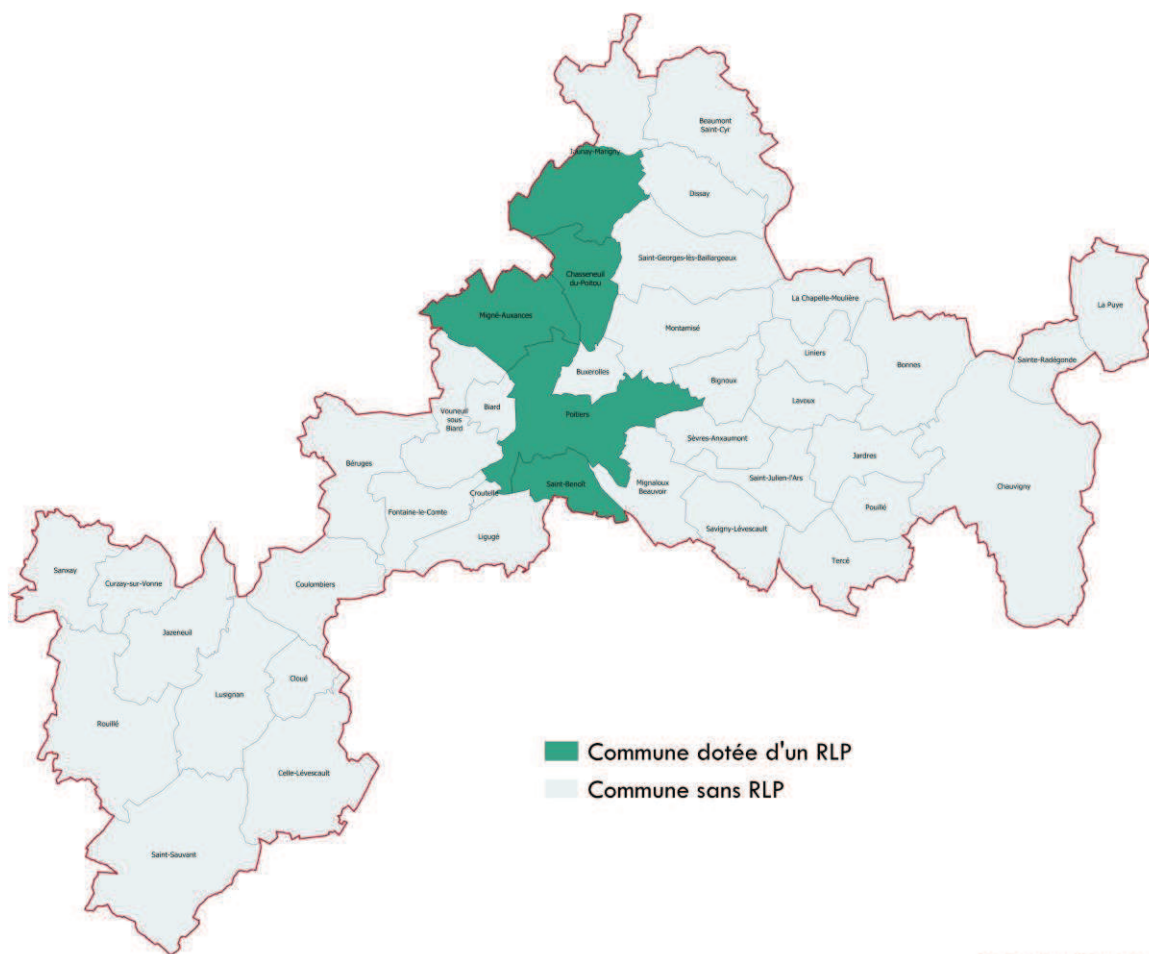
Dissay	X	X		X	X
Fontaine-le-Comte		X		X	
Jardres				X	
Jaunay-Marigny				X	X
Jazeneuil		X		X	
La Chapelle-Moulière	X				X
La Puye				X	
Lavoux				X	
Ligugé		X		X	
Liniers					X
Lusignan	X	X		X	
Mignaloux-Beauvoir				X	
Migné-Auxances				X	X
Montamisé					X
Poitiers	X	X	X	X	
Pouillé				X	
Rouillé				X	
Saint-Benoît		X		X	
Saint-Georges-lès-Baillargeaux				X	X
Saint-Julien-l'Ars				X	
Saint-Sauvant				X	X
Sainte-Radegonde					
Sanxay				X	
Savigny-l'Évescault					
Sèvres-Anxaumont				X	
Tercé				X	
Vouneuil-sous-Biard				X	

3.6. Analyse des Règlements Locaux de Publicité communaux en vigueur

5 communes sur les 40 sont dotées d'un RLP. Il s'agit de Chasseneuil-du-Poitou, Jaunay-Marigny pour le territoire concernant l'ancienne commune de Jaunay-Clan, Migné-Auxances, Poitiers et Saint-Benoît.

Il s'agissait alors des communes les plus exposées à la présence de publicité sur leur territoire. En effet, la RN 10 les traverse toutes et cet axe à très grande circulation est un lieu prisé des annonceurs. Elles ont souhaité adapter la réglementation nationale aux spécificités de leur territoire. Tous les RLP ont été adoptés avant la réforme du code de l'environnement en 2010.

La particularité des règlements locaux de publicité communaux en vigueur est d'être très anciens, comme le montre le tableau ci-dessous. Le premier règlement de Chasseneuil-du-Poitou date de 1985.



Cadre & Cité, Septembre 2018

Trois communes ont jugé nécessaire de faire évoluer leur réglementation au fil du temps.

Commune	Migné-Auxances	Chasseneuil-du-Poitou	Poitiers	Jaunay-clan	Saint-Benoît
Année d'évolution du RLP	1986 1995	1985 1998	1998	2005	1987 2001 2007

3.6.1. Typologies présentes dans les Règlements Locaux de Publicité (RLP) communaux en vigueur

Les RLP communaux ont utilisé les dispositions législatives en vigueur lors de leur période de création ou d'évolution. Cette situation a conduit à introduire différents types zones par communes visant ainsi à mieux maîtriser les implantations publicitaires ou les insertions d'enseignes en fonction du contexte propre à chaque zone.

Pour mémoire, il existait la possibilité de créer trois types de zones : Zone de Publicité Restreinte (ZPR), Zone de Publicité Autorisée (ZPA) Zone de Publicité Élargie (ZPE).

- une ZPR était plus restrictive que le code de l'environnement ;
- une ZPA autorisait la publicité hors agglomération ;
- une ZPE était moins restrictive que le code de l'environnement.

Depuis la réforme législative de 2010, il n'est plus possible de créer des ZPA ou des ZPE.

3.6.2 L'analyse des Règlements Locaux de Publicité en vigueur

Quatre des cinq règlements traitent tous de la publicité et des enseignes, celui de Migné-Auxances n'intervient que sur la publicité.

Publicité

Une logique commune de créer différentes zones dans le territoire :

- Le RLP de la commune de Poitiers a défini plusieurs zones différentes dans son territoire au regard de la typologie et de la morphologie de ses différentes périodes d'urbanisations afin d'adopter des niveaux de protection appropriée au regard de la réglementation applicable à ce domaine à la fin du siècle précédent. Les différents secteurs identifiés correspondent : au Secteur Sauvegardé, au centre-ville élargi incluant notamment les berges du Clain et de la Boivre, aux zones d'habitat développées aux 19^{èmes} et 20^{èmes} siècles et enfin aux zones d'activités économiques.

- Les RLP des communes de Chasseneuil-du-Poitou, de Saint Benoît, de Jaunay-Clan et de Migné-Auxances ont assis leurs zonages respectifs sur la présence des grands axes qui parcourent leur territoire : la RN 10 (devenue depuis RD910), la RN 147 ou encore la RD162 (rocade sud et sud-est).

Des enjeux et objectifs communs retranscrits dans des dispositions particulières propres à chaque document ou partagées par plusieurs :

- Les dispositions générales du RLP de Jaunay-Clan instaurent des règles intéressantes en matière de publicité afin d'en limiter le nombre et la localisation au regard du contexte environnant. Il s'agit notamment d'interdire les dispositifs sur les haies, de protéger les giratoires des grands axes, de limiter le nombre de dispositifs par unité foncière, ou d'interdire l'ajout d'appendices disgracieux (telles que passerelles ou Marie-Louise,...) sur les dispositifs
- Le RLP de Poitiers instaure notamment un coefficient d'occupation de surface du mur pour la pose de panneaux muraux permettant ainsi de limiter les emprises et donc d'être en mesure de qualifier l'insertion du dispositif dans l'espace mural qui l'accueille.
- Les RLP de Poitiers et Saint-Benoît qualifie l'écartement d'implantation du panneau par rapport aux arêtes du mur afin de rechercher une meilleure insertion vis-à-vis du bâti.
- Les RLP de Jaunay-Clan, Chasseneuil-du-Poitou, Saint-Benoît et Poitiers définissent des règles de densité sous diverses formes, mais toutes sont liées à l'unité foncière.
- Le RLP de Chasseneuil-du-Poitou interdit les dispositifs scellés au sol superposés, en V ou multiples.
- Les RLP de 4 communes, sauf celui de Migné-Auxances, caractérisent le mobilier urbain qui est soumis à des règles de surface, voire de densité. Le règlement de Chasseneuil-du-Poitou impose une règle de densité mélangeant enseignes et préenseignes.
- Enfin, les RLP communaux comprennent également des dispositions qui ne sont pas conformes au code de l'environnement aujourd'hui. Par exemple, les préenseignes réservées pour le commerce local dans les 3 zones du RLP de Saint-Benoît ne répondent aux attendus de Code sur les préenseignes en milieu urbain ou les préenseignes dérogatoires en milieu hors agglomération

Enseignes

Les RLP des quatre communes qui traitent les enseignes réduisent tous la surface et le nombre d'enseignes scellées au sol, voire imposent une forme dans laquelle doit s'inscrire le dispositif.

Les enseignes sur bâtiment ne sont réglementées que dans les RLP des communes de Jaunay-Clan et de Saint-Benoît avec certaines dispositions qui, aujourd'hui ne sont plus jugées conformes par le code de l'environnement.

Les enseignes lumineuses ne font pas l'objet de règles spécifiques, ces dernières étant peu répandues lors de l'élaboration des RLP des communes.

3.6.3 Conclusions

Les RLP de chacune des communes présentent une diversité de règles adaptées au contexte et aux enjeux politiques définis lors de leur création ou de leur évolution. Ils présentent l'intérêt de s'inscrire dans une logique territoriale continue organisée autour des axes majeurs de circulation. Ils s'intéressent généralement aux mêmes sujets en explorant des pistes réglementaires intéressantes ou particulières, dont certaines peuvent être reprises et adaptées au nouveau contexte législatif.

3.7. Situation de la publicité extérieure sur le territoire du Grand Poitiers

La présente partie a pour objet d'examiner la situation respective de la publicité, y compris des préenseignes et des enseignes, sur le territoire de Grand Poitiers Communauté urbaine.

Il est nécessaire, en préambule, de rappeler que le champ d'application du RNP s'exerce sur le territoire aggloméré tel que défini au chapitre 5.3 L'analyse développée dans le cadre du présent diagnostic est basée sur la totalité du territoire pour une meilleure évaluation de la situation adaptée à la diversité des contextes que propose le territoire.

3.7.1. La situation de la publicité et des préenseignes

Le diagnostic de 2016, complété par un recensement en 2018, permet de dénombrer environ 450 dispositifs publicitaires (hors mobilier urbain) sur le territoire qui adoptent les formes variées décrites ci-dessus. La majorité des dispositifs sont implantés dans les communes qui composent l'unité urbaine de Poitiers où 387 dispositifs ont été recensés. (450-63)

	12 m ²	8 m ²	4 m ²	< 4 m ²	Total	PE hors agglo
Beaumont Saint-Cyr	0	0	10	1	11	
Béruges	0	0	3	0	3	1
Biard	5	2	5	0	12	
Bignoux	0	0	0	0	0	
Bonnes	0	0	12	1	13	
Buxerolles	25	0	11	0	36	
Celle-l'Evescault	0	0	0	0	0	
Chasseneuil-du-Poitou	0	24	9	0	33	
Chauvigny	0	0	1	0	1	
Cloué	0	0	0	0	0	
Coulombiers	0	0	4	0	4	2
Croutelle	3	1	0	0	4	
Curzay-sur-Vonne	0	0	0	0	0	
Dissay	0	0	0	1	1	
Fontaine-le-Comte	0	0	0	0	0	1
Jardres	0	0	5	0	5	1

	12 m ²	8 m ²	4 m ²	< 4 m ²	Total	PE hors agglo
Lavoux	0	0	3	1	4	
Ligugé	0	0	2	1	3	
Liniers	0	0	0	0	0	
Lusignan	0	0	5	0	5	
Mignaloux-Beauvoir	2	0	1	5	8	2
Migné-Auxances	23	6	4	0	33	
Montamisé	0	0	1	3	4	2
Poitiers	120	32	16	0	168	
Pouillé	0	0	1	0	1	
Rouillé	0	0	1	0	1	5
Saint-Benoît	23	7	0	0	30	
Saint-Georges-lès-Baillargeaux	0	0	5	1	6	
Saint-Julien-l'Ars	0	0	4	0	4	
Saint-Sauvant	0	0	2	0	2	1
Sainte-Radegonde	0	0	0	0	0	
Sanxay	0	0	2	0	2	

Jaunay-Marigny	0	11	4	0	15		Savigny-l'Evescault	0	0	2	0	2	
Jazeneuil	0	0	0	0	0		Sèvres-Anxaumont	0	0	0	3	3	
La Chapelle-Moulière	0	0	2	1	3		Tercé	0	0	5	2	7	1
La Puye	0	0	2	1	3		Vouneuil-sous-Biard	1	0	0	0	1	

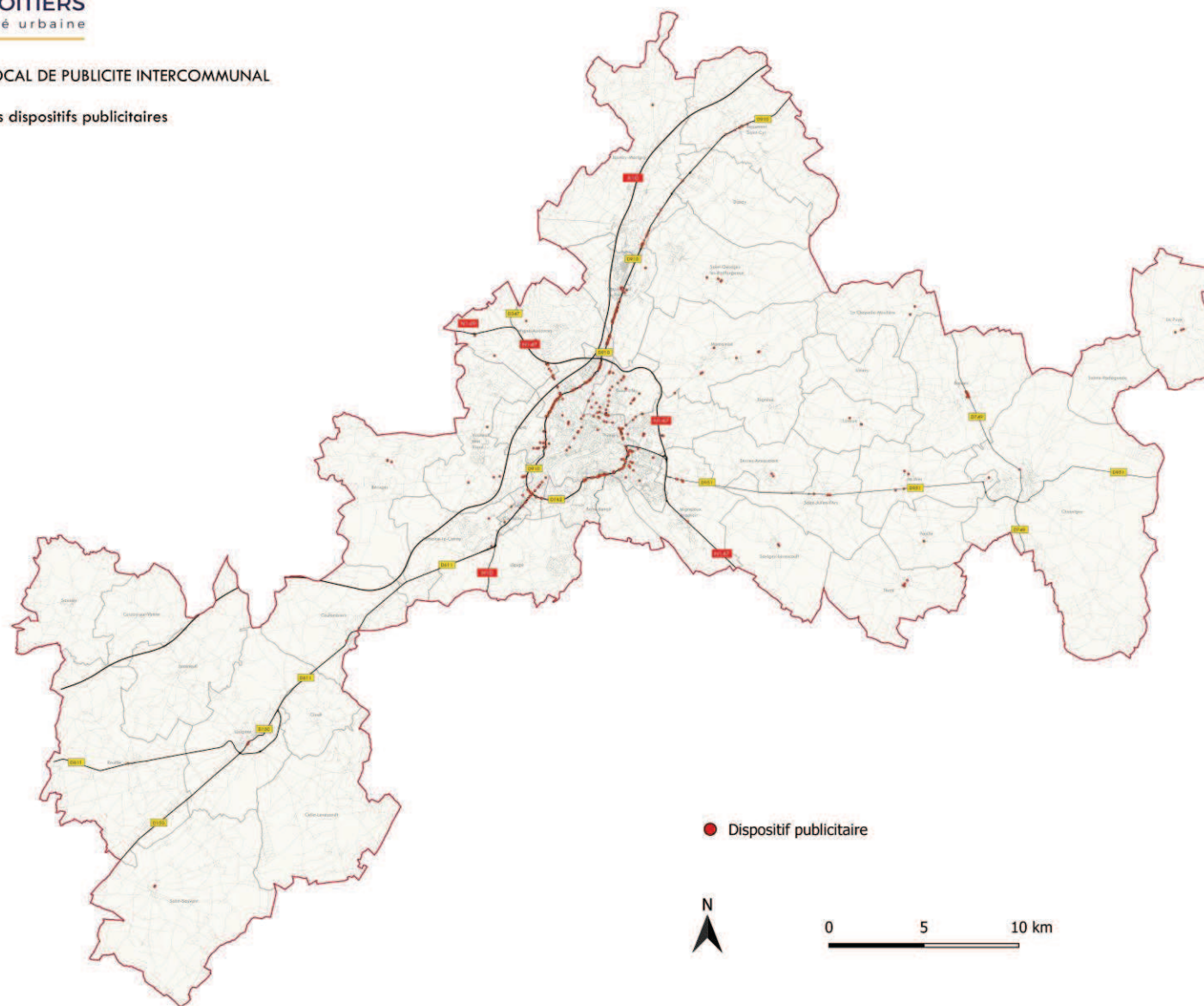
La répartition par commune des publicités et préenseignes présentes sur le territoire de Grand Poitiers montre une concentration plus importante dans les communes composant l'unité urbaine de Poitiers et celles accueillant un ou plusieurs axes majeurs en matière de circulation ou des espaces commerciaux d'envergure.

Les infractions relevées sont d'environ au nombre 72 et se répartissent ainsi :

	Dispositifs en agglomération	PE hors aggro		Dispositifs en agglomération	PE hors aggro
Beaumont Saint-Cyr			Lavoux	1	
Béruges		1	Ligugé	1	
Biard			Liniers		
Bignoux			Lusignan	2	
Bonnes			Mignaloux-Beauvoir	7	2
Buxerolles			Migné-Auxances		
Celle-l'Evescault			Montamisé	3	2
Chasseneuil-du-Poitou			Poitiers	30	
Chauvigny			Pouillé		
Cloué			Rouillé	1	5
Coulombiers		2	Saint-Benoît		
Croutelle			Saint-Georges-lès-Baillargeaux	2	
Curzay-sur-Vonne			Saint-Julien-l'Ars	1	
Dissay	1		Saint-Sauvant		1
Fontaine-le-Comte		1	Sainte-Radegonde		
Jardres	2	1	Sanxay		
Jaunay-Marigny	1		Savigny-l'Evescault		
Jazeneuil			Sèvres-Anxaumont	2	
La Chapelle-Moulière			Tercé	1	1
La Puye	1		Vouneuil-sous-Biard		

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL

Localisation des dispositifs publicitaires



Dès lors que les axes principaux de circulation croisent ou côtoient des espaces urbains agglomérés sur un linéaire plus ou moins conséquent, la publicité ou les préenseignes font leur apparition en plus grand nombre tout en étant peu nombreuses. Ainsi, le nombre de publicités est légèrement plus important sur l'axe RD910 hors unité urbaine (commune de Beaumont Saint-Cyr), le long de la RN147 (commune de Mignaloux-Beauvoir), le long de la RD951 (Sèvres-Anxaumont, Saint-Julien-l'Ars, Jardres) et de la RD611 (Lusignan, Coulombiers).

On recense 14 dispositifs sur la commune de Bonnes. Leur implantation se trouve uniquement sur la portion de la RD 749 située en agglomération. Le trafic généré sur cet axe reliant Chauvigny à Châtellerault suscite l'intérêt des annonceurs et explique cette forte présence de la publicité. Autre commune recevant plus de dispositifs publicitaires que la moyenne, Tercé compte 7 dispositifs publicitaires répartis sur quatre sites, dont trois avec des doublons. Ils sont situés sur les RD 89 devant la mairie, 3 sur la RD 2 et 2 à l'angle de la RD 2 et de la RD 18, axes principaux.

3.7.1 1 La publicité et les pré-enseignes vis-à-vis du patrimoine naturel et hydrographique

Dans les limites de la ville telle que perçue par chaque individu, des secteurs non bâtis subsistent. Ils peuvent correspondre :

- à des espaces naturels ou agricoles liés à une géographie particulière (cours d'eau, vallée, thalweg),
- à des espaces dont les usages sont reconnus (parc, espaces verts de grande ampleur, secteurs de vergers, vignes..., prairie ou parcelles agricoles accolées à une exploitation)
- à des espaces couverts par une ou plusieurs activités génératrices de nuisances imposant leur caractère inconstructible (proximité de grandes voies de circulation, aéroport,...) ou relevant d'un risque naturel ou technologique
- à des espaces où les choix locaux ont conduits à ne pas permettre la constructibilité dans les documents d'urbanisme pour des motifs de paysage, de biodiversité, de respiration entre espaces urbains denses et espaces plus lâches, de constitution de réserve foncière.

Ces espaces à l'origine variée et à vocation diverse sont qualifiés d'espaces de nature dans le cadre de la présente étude. Ils sont situés dans les parties agglomérées de la ville, du village, du hameau ou en limites immédiates de celles-ci.

Aujourd'hui, certains de ces espaces localisés au droit des grands axes de circulation accueillent des dispositifs publicitaires de grands formats comme le montrent les photos ci-contre dont certains ont été implantés en illégalité avec les règles nationales et locales en vigueur à l'époque de leur mise en place.

L'évolution récente de la jurisprudence amène à considérer aujourd'hui que ces dispositifs sont illégaux (cf. article 5.3 du présent diagnostic).

Au titre du paysage et des perspectives paysagères dans le



RD910 – Commune de Poitiers

milieu urbain, l'impact visuel de ces dispositifs n'est pas négligeable avec comme conséquences :

- de masquer des perspectives ouvertes en apportant un premier plan singulier dans un cadre ouvert et à dominante végétale, agricole ou arboré.
- d'interrompre une séquence peu marquée par les aménagements ou le bâti et donc une ambiance clairement affirmée d'éviter une trop grande occupation à des fins humaines.



RD 910 et rocade Sud-Est - Poitiers

Aux abords des voies longeant ou approchant le réseau hydrographique, la publicité est presque inexistante. Étant quasiment exemptés de dispositifs publicitaires, ces lieux bénéficient donc d'une qualité paysagère à souligner et à préserver.

Le maillage des vallées sèches et humides dresse des séquences paysagères d'intérêt dans Grand Poitiers Communauté urbaine.

Certaines portions de ces vallées accueillent un tissu urbain bâti plus ou moins lâche et un axe majeur de circulation. Ces lieux singuliers contribuent fortement à la perception paysagère du territoire (qualité de vie) et dans les perspectives paysagères du quotidien que le relief chahuté offre. A ce titre, ils méritent un cadrage approprié de la publicité et des pré-enseignes qu'elles entrent dans le régime dérogatoire ou non.

A titre d'exemple, les axes suivants peuvent être cités :

- la RD910 et la RD4 longeant la vallée du Clain au Nord de Poitiers,
- la RD757 et la RD87 avec la vallée de l'Auxances
- la RD6, la RD3 et la RD910 avec la vallée de la Boivre
- la RN10 et la RD611 avec la vallée de la Menuse et de la Feuillante
- la RD611 avec la vallée de la Vonne
- la RD162, la RD4, la RD88, la RD741 avec les vallées du



Clain, du Miosson et de la Feueillante

- la RN 147, la RD951, la RD6 et la RD3 avec le réseau de vallées sèches,
- la RD6 et la RD749 et la RD951 avec la vallée de la Vienne

Certaines préenseignes illégales n'ont pas été supprimées depuis l'échéance réglementaire de juillet 2015 et émaillent encore le réseau secondaire des voies qui parcourent Grand Poitiers Communauté urbaine.



Toutefois, au regard du nombre recensé, de l'ordre de 16, le phénomène est limité mais devra trouver une solution pour répondre aux injonctions du code de l'environnement.

3.7.1.2 La publicité et les espaces urbains de centralité des communes hors unité urbaine de Poitiers

Le recensement à l'échelle du territoire montre que peu de dispositifs publicitaires sont présents dans les espaces urbains des secteurs à caractère rural (= communes hors unité urbaine du Grand Poitiers au sens de la réglementation en matière de publicité).

A l'échelle de Grand Poitiers Communauté urbaine, de l'ordre de 100 panneaux ont été recensés. La carte ci-dessous donne le nombre de dispositifs installés par commune en mars 2018.



76

Dans cette configuration, une adaptation locale de la réglementation nationale n'apparaît pas être un enjeu majeur pour le territoire.

Toutefois, à l'échelle de ce territoire local, il convient d'appréhender les reports éventuels qui pourraient résulter d'une action sur la régularisation des préenseignes – logique d'axes fréquentés (cf. chapitre précédent).

Enfin, comme l'atteste un certain nombre de dispositifs observés sur le territoire, la qualité de l'implantation n'est pas toujours en cohérence avec le support et le cadre environnant. Quelques principes généraux pourraient être partagés et retranscrits dans le RLPi pour optimiser l'insertion des dispositifs publicitaires au contexte bâti qui les accueille, notamment dans le cas de bâti présentant une qualité architecturale et patrimoniale d'intérêt.

L'enjeu pourrait être de cadrer la qualité des implantations à hauteur des ambitions portées par les collectivités pour valoriser l'esthétique des espaces publics.

3.7.1.3 La publicité et les espaces inventoriés et reconnus au titre du patrimoine (périmètres délimités des abords des MH)

La carte suivante représente les différents secteurs bénéficiant d'une protection conséquente en matière de patrimoine et/ou de paysage. A de rares exceptions, la majorité des Monuments Historiques classés ou inscrits couvrent une partie des centres urbains des communes.

Les sites classés ou inscrits au titre des paysages, dès lors qu'ils présentent une emprise conséquente couvrent majoritairement des espaces de vallées à l'exception du site classé sur la commune de Chauvigny qui recouvre une grande partie du cœur de ville.

Très peu de dispositifs sont en infraction avec l'interdiction liée à la présence de monuments historiques ou de sites classés ou inscrits.
Les exemples ci-dessous illustrent des situations d'infractions à la réglementation nationale dont les conséquences sont plus ou moins fortes au regard de l'attrait patrimonial ou paysager des lieux considérés

A Chauvigny, du mobilier urbain publicitaire et de la publicité sont installés dans ces lieux de protection (site classé).



Mobilier urbain - Rue de Bellevue et publicité - Boulevard des Châteaux

A Jardres, deux publicités et un mobilier urbain sont en infraction avec les règles édictées sur l'implantation en façade (égout du toit).



A La Puye, ces deux dispositifs sont en infraction avec les règles édictées sur l'implantation en façade (égout du toit).



A Roullié, trois publicités sont dans le périmètre de protection des monuments historiques et ne respectent pas les règles d'implantation (égout du toit et sol).



A Saint-Sauvant, un panneau est présent dans le périmètre de protection des monuments historiques et propose une esthétique et un habillage peu travaillé au regard de la qualité potentielle du mur qui l'accueille.



A Sanxay, deux panneaux sont installés sur le même mur et présente une certaine hétérogénéité dans leur composition ne favorisant pas leur insertion dans le cadre bâti patrimonial.



Les photos ci-dessous illustrent des illégalités, qui peuvent être corrigées pour rendre les dispositifs légaux. En effet, les dispositifs publicitaires implantés ne respectent pas les dimensions minimales exigées par rapport au sol ou l'égout du toit. Il est à noter la faible qualité et la pauvreté esthétique des matériels utilisés au regard des supports, particulièrement sur les murs en pierre ou l'insertion en fonction du second plan

Béruges - Illégalité bas des panneaux < à 0,50 m du sol



Tercé - Illégalité dépasse la ligne d'égout du toit



Les photos suivantes exposent des dispositifs légaux, mais dont le positionnement nécessiterait d'être revu pour une meilleure insertion, notamment afin de ne pas masquer les éléments participant à l'esthétique patrimoniale des pignons ou murs aveugles en ne venant pas se superposer aux chaînages d'angle des murs



Savigny-L'Evescault



Lavoux

Les exemples ci-dessous mettent en évidence de bonnes insertions géométriques dans le mur support. La qualité esthétique des matériels, notamment le choix de la couleur mérite toutefois une attention plus poussée.



Ligugé - Positionnement respectant l'architecture. Il est cependant regrettable d'avoir adjoint à un matériel neuf de qualité des gouttières pour récupérer la colle à l'issue de l'intervention de l'afficheur.



Montamisé - Positionnement centré sur le pignon en cohérence avec le volume du bâti et ne masquant pas ses éléments principaux d'attrait

3.7.1.4 La publicité dans les espaces considérés comme remarquable pour le patrimoine bâti

Pour la commune de Poitiers, la préservation du patrimoine bâti est cadrée par un site patrimonial remarquable prenant la forme d'un secteur sauvegardé. La grande majorité des dispositifs publicitaires situés en agglomération sont localisés sur la ceinture extérieure de la ville de Poitiers. Le centre-ville est, quant à lui, épargné de la publicité, le mobilier urbain servant de support à son insertion dans les rues.



Centre-Ville de Poitiers - Rue Gambetta – Publicité insérée dans le mobilier urbain



Centre-Ville de Poitiers - Rue Victor Hugo - Publicités insérées dans le mobilier urbain (abris voyageurs)

Le soin en matière de positionnement dans le centre-ville de Poitiers n'est pas forcément reproduit à l'échelle de la ville. Tous les mobiliers urbains ne sont pas toujours judicieusement installés au regard de leur environnement patrimonial proche ou des perspectives paysagères offertes depuis le domaine public. Cette approche partielle implique alors que les perspectives sont coupées contribuant à tronquer l'ampleur du second plan direct ou limitant l'ambition des objets patrimoniaux proches.



Petits formats masquant une perspective ou un mur patrimonial (Boulevard sous Blossac) ou grand format positionné dans un lieu paysager masquant la dynamique végétal et la qualité arborée des lieux (Boulevard du Maréchal de Lattre)

Ce cadre entre premier plan et second plan patrimoniaux n'est pas uniquement propre à Poitiers.

Les équilibres entre espaces de premiers plans accueillant des dispositifs publicitaires et arrières plans patrimoniaux ou paysagers sont à appréhender dans toutes les communes présentant cette configuration. La route de Poitiers à Chauvigny illustre ce propos avec un équilibre à trouver entre publicités, enseignes commerciales et vue lointaine sur la cité médiévale.



Route de Poitiers à Chauvigny (google maps)

Pour les espaces comportant du bâti patrimonial qui ne bénéficie pas d'une protection mais qui constitue un ensemble cohérent pouvant être ou non dans un périmètre des abords des monuments historiques, la publicité n'est pas un enjeu majeur quantitativement.

Toutefois, pour certains espaces présentant ce caractère, bordant des axes majeurs de circulation ou conduisant à des secteurs commerciaux, la publicité est plus présente. Les conséquences directes pour les habitants et les usagers de ces espaces sont une certaine forme d'incompréhension entre :

- un degré d'exigences plutôt conséquent en matière architecturale, patrimoniale ou paysagère souhaité dans le document d'urbanisme
- un impact fort des dispositifs publicitaires non soumis à ce type d'exigence.

La cité des Castors à Buxerolles le long de la Voie Romaine illustre cette situation où le travail fin pour conserver le caractère patrimonial de chaque maison et l'attrait de l'ensemble perd une grande part de son efficacité à cause de l'implantation des panneaux 4x3.



3.7.1.5 La publicité le long des voies structurantes et les entrées d'agglomération

Les entrées d'agglomération constituent les liaisons entre un espace globalement naturel au sens de la présente étude et un espace plus urbanisé, c'est-à-dire comportant une proportion bâtie et aménagée conséquente. Elles représentent une réelle lisière entre ces deux environnements au paysage très contrasté.

En termes de quantité et de densité.

Les plus nombreuses implantations se situent aux abords de la RD 910 sur les communes de Poitiers, de Migné-Auxances et de Chasseneuil-du-Poitou et sur la rocade sud à Saint-Benoît. Le tissu urbain étant plus diffus sur la RD910 sur le nord et le sud du territoire, la présence de panneaux diminue progressivement, se concentrant à nouveau sur les espaces urbains agglomérés (Jaunay-Marigny, Dissay et Beaumont-Saint-Cyr).

La RD162 (rocade intérieure sur Saint-Benoît et Poitiers) est le second axe présentant une concentration conséquente en matière de dispositifs publicitaires.

Enfin, les axes historiques d'entrées d'agglomération sur Poitiers concentrent également une forte proportion notamment dès lors que l'on se rapproche des carrefours majeurs avec la RD910, la RN147 ou la RD162.

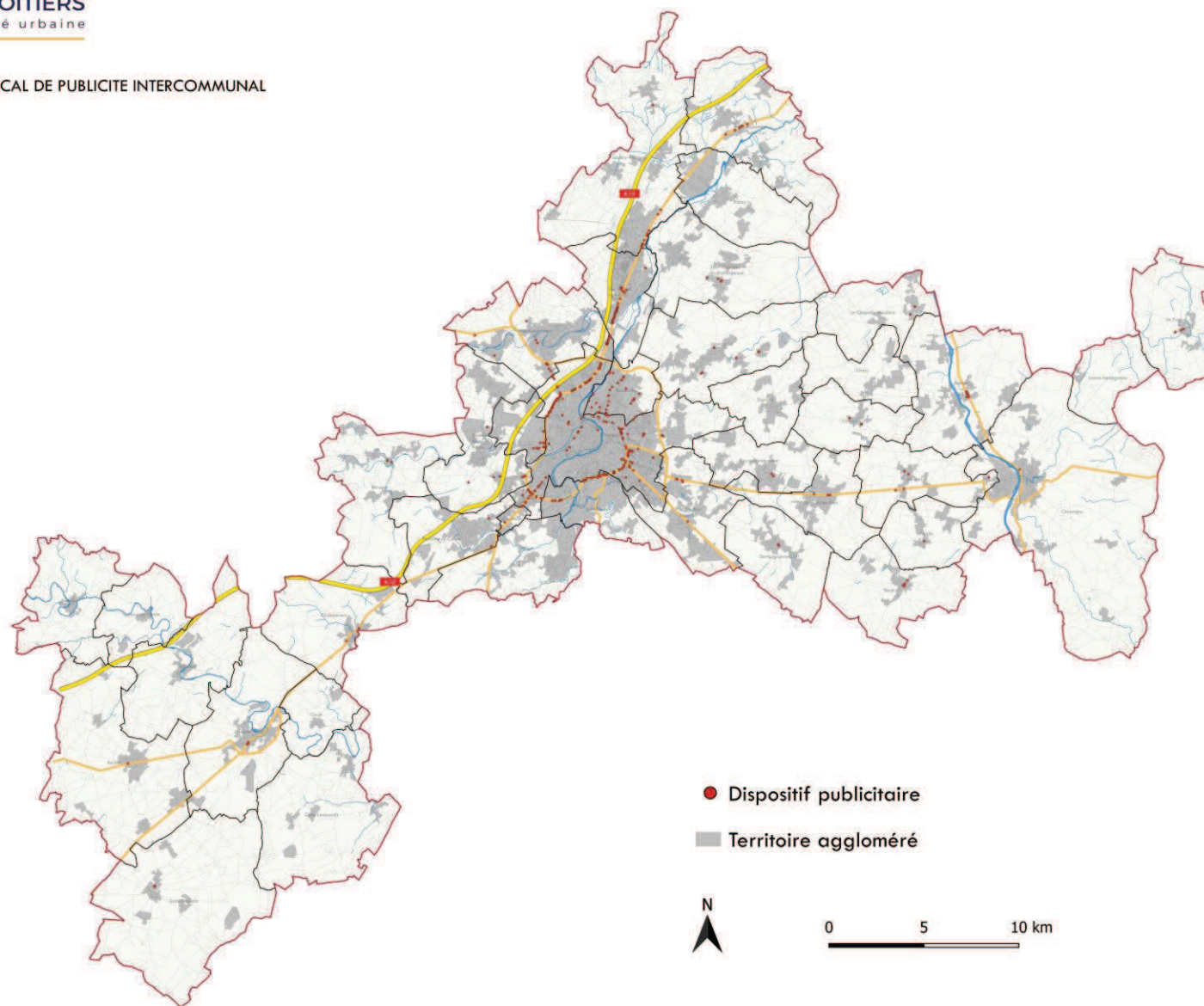
Peuvent être citées, l'avenue Charles de Gaulle (RD6) à Biard, la Rue de Poitiers (RD757) à Migné-Auxances, la rue de la Vincenderie (RD4) à Buxerolles et Poitiers, les RD3 et la RD6 à Buxerolles, Montamisé et Poitiers, la RD951 à Mignaloux-Beauvoir...

Ces secteurs sont privilégiés par les annonceurs car ils permettent d'informer très en amont le chaland de la présence d'établissements commerciaux ou de services dont les implantations répondent à cette logique d'axe ou au contraire pour affirmer leur présence de dehors et ainsi jouer sur les conditions de concurrence entre établissements.

Les autres centralités du territoire qui représentent des polarités d'équilibre telles que Chauvigny ou Lusignan ne sont pas dans une même dynamique, les dispositifs publicitaires étant moins nombreux.

La carte suivante matérialise la superposition des axes majeurs les plus fréquentés sur le territoire, des taches urbaines et des dispositifs publicitaires.

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL



Les points de concentration sont les suivants :



La RD 910 au nord et à l'ouest de Poitiers





Le centre commercial Sud et la rocade sud-est ou la voie romaine à Buxerolles

En termes de qualité d'implantation

Des dispositifs publicitaires sont implantés derrière les rangées d'arbres. Leurs visibilités ne sont que faiblement valorisées en période estivale et viennent perturber la qualité paysagère des alignements en toute saison. De tels dispositifs ont un impact fort dans le paysage et contribuent fortement à minimiser les efforts de valorisation esthétique et paysagère consentis sur le domaine public



Avenue du 11 novembre – commune de Saint-Benoît et RD 910 – Poitiers

Le choix a parfois été de les intégrer sur l'espace public afin notamment d'en limiter le nombre (1 dispositif sur terre-plein central plutôt que un de chaque côté...) Cette démarche a certainement permis de limiter le nombre de dispositif, son effet pervers est que leur présence fait « écran » et implique nécessairement de couper des perspectives paysagères de qualité.



Avenue du 11 Novembre – Poitiers

Plusieurs axes d'entrées de ville sont marqués par une profusion de dispositifs qui influent sur la perception du paysage par leur nombre et leurs dimensions. La quantité importante donne une sensation :

- d'espaces dégradés, peu flatteurs pour les espaces économiques ou urbains directement environnant,
- d'espaces délaissés qui a une action sur l'image de la ville et de l'agglomération, ces axes étant également fortement empruntés en matière de transit
- d'espaces où le message des annonceurs n'a plus aucune lisibilité. Les sollicitations visuelles étant multipliées, les usagers ne prêtent qu'une attention très partielle à chaque message présenté.



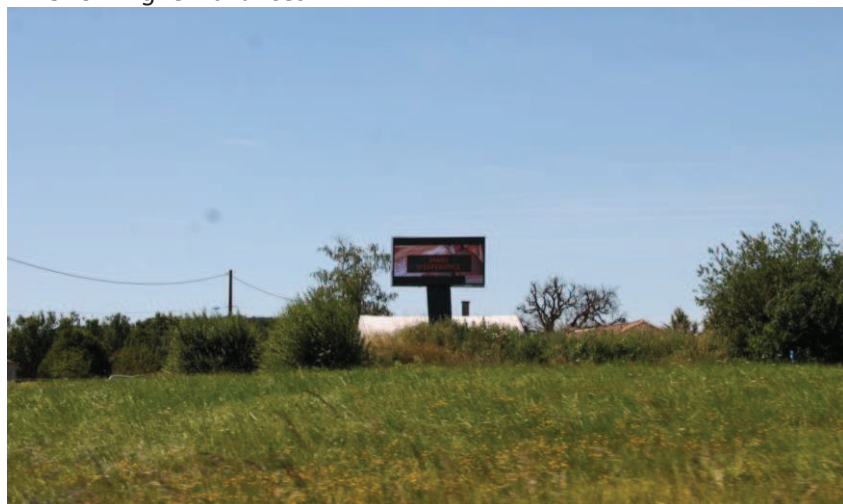
RD 910 - Rue de l'Écorcherie - Croutelle



RD 910 - Migné-Auxances



Avenue de Paris- Poitiers - Bien que l'environnement ne soit pas qualitatif, les panneaux écrasent la lecture de l'axe.



Avenue Jacques Cœur - Poitiers- Présence d'un numérique illégal car situé hors agglomération

La majorité des axes est couverte par des dispositifs supérieurs à 2 m². Peu d'entre eux y échappent, l'avenue Jacques Cœur et la rue de Paris à Poitiers sont deux axes qui illustrent cette absence de dispositifs de grande ampleur tout en proposant de la publicité extérieure recentrée sur le mobilier urbain.



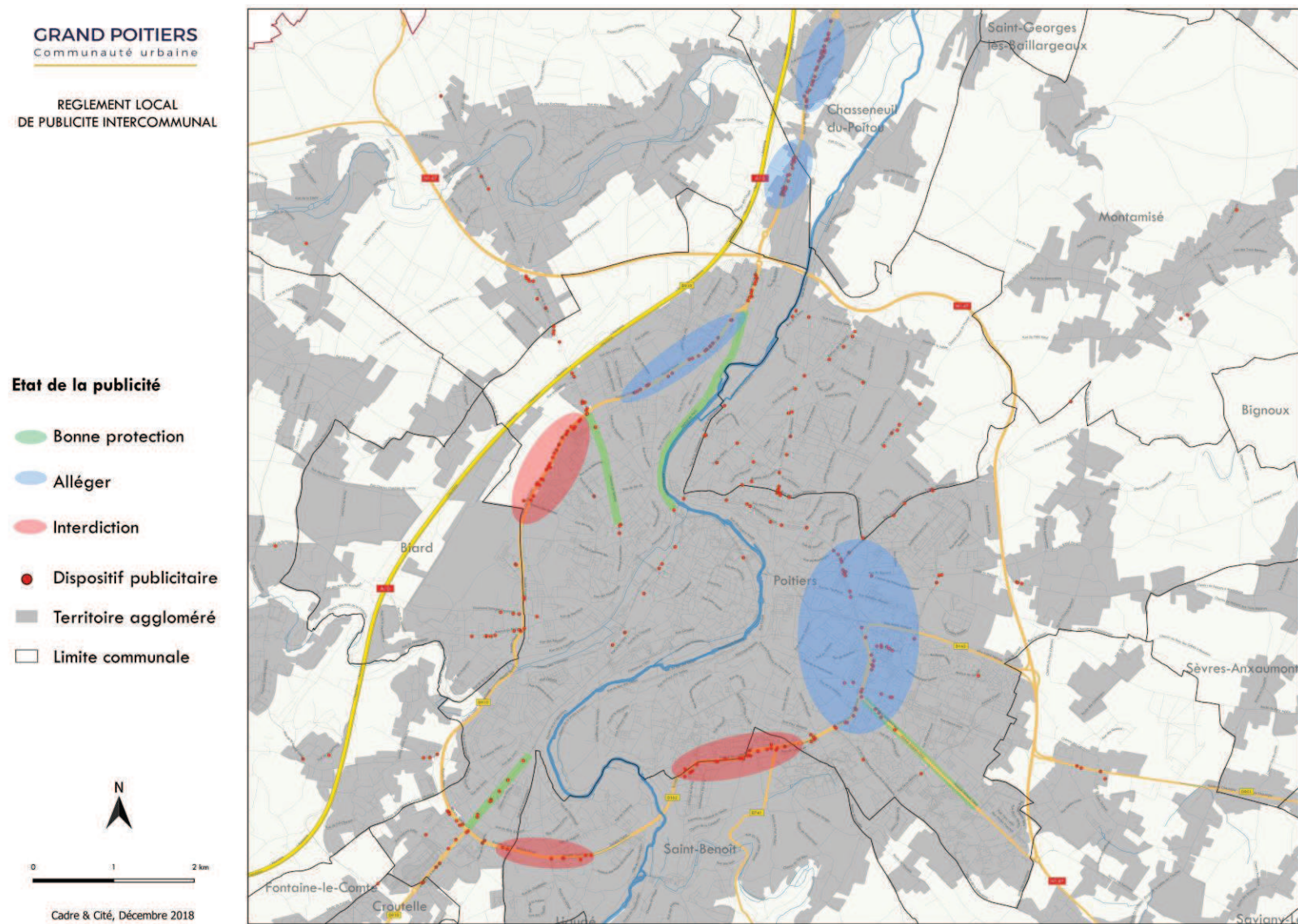
Avenue Jacques Cœur - Poitiers



Rue de Paris - Poitiers

A partir des éléments précédemment évoqués, il s'avère qu'une stratégie pour la publicité par axe et par tronçon est à envisager en adoptant une logique visant à définir des lieux où l'implantation n'est pas souhaitable, des lieux appropriés et des espaces où il conviendrait d'axer la réglementation pour alléger les dispositifs et/ou optimiser leurs conditions d'insertion.

La carte suivante présente un exemple de la logique par tronçons d'intervention et de réglementation.



Carte illustrant les principaux constats et premières préconisations

3.7.1.6 La Publicité et les zones d'activités économiques et commerciales

La publicité trouve sa plus large place dans ces lieux, d'une part du fait de la réglementation qui s'y applique et d'autre part par son attractivité commerciale pour les annonceurs. La position de la plupart des zones commerciales et d'activités d'ampleur le long des axes contribue à donner une sensation de continuum publicitaire plutôt que des tronçons équilibrés où les dispositifs peuvent trouver leur juste place (ce qui ne veut pas dire uniforme).

La profusion des dispositifs en zone d'activités économiques (ZAE), notamment sur les abords des grands axes peut également rendre moins lisibles les dispositifs mis en place par les collectivités (totems) et ainsi minimiser les efforts financiers d'harmonisation consentis pour rendre lisible la structure des ZAE.

Enfin, les dispositifs publicitaires de premier plan viennent en concurrence directe avec les enseignes des établissements et activités localement implantées en coupant ou limitant la durée des vues portées sur ces derniers.

Cette même remarque peut être appliquée avec les panneaux numériques dont la variété des informations a vocation à attirer le regard qui ne porte dès lors plus sur les enseignes en second plan ou le totem de la ZAE.



Pôle logistique Grand Ouest (RD 910) – Poitiers



Centre commercial Sud – Poitiers



Avenue du 11 novembre - Saint-Benoît

On y trouve de la publicité numérique, comme sur les grands axes et les entrées de ville.

Cette dernière est aujourd'hui très faiblement développée et répond uniquement à implantations ponctuelles. Toutefois, il convient de remarquer que ces implantations sont venues sur des programmes relativement récents ou qui ont connu des évolutions très conséquentes en matière d'enseigne.

Ce mouvement récent se doit d'être appréhendé dans le cadre du RLPi à mettre en place.



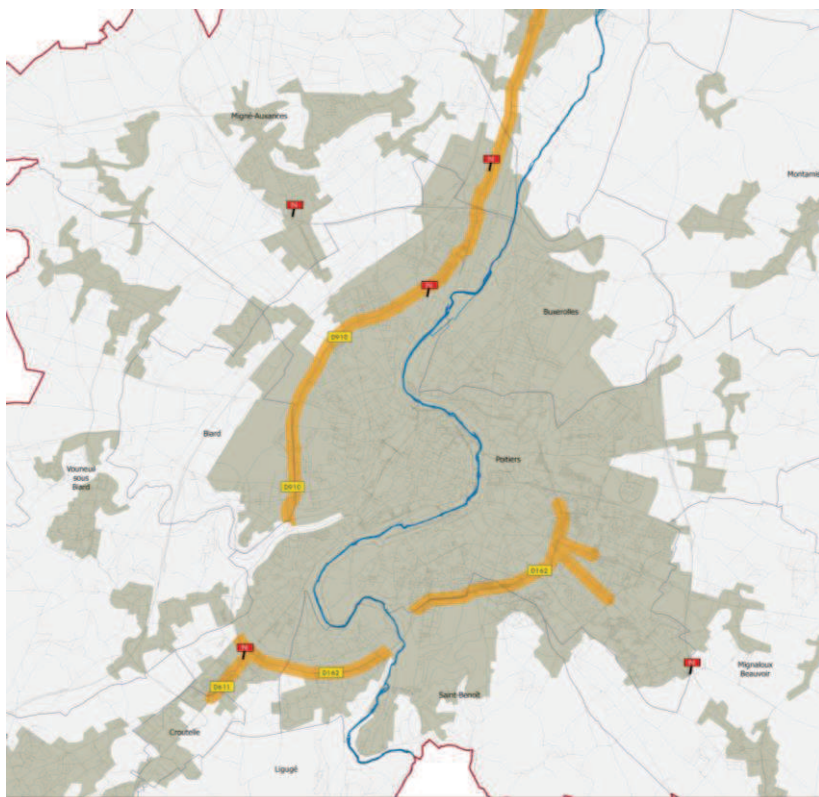
Rue du centre – Migné-Auxances



RD 910 - Poitiers

Tous les dispositifs publicitaires implantés ne sont pas en règle avec les attendus du code de l'environnement, notamment pour des questions de taille.

A titre d'illustration, le dispositif ci-contre ne respecte pas les dimensions requises qui sont limitées à 8m².



Présence des numériques sur l'agglomération



Centre commercial Sud - Poitiers - Illégale la surface du dispositif dépassant 8 m²

Sur la totalité des espaces analysés, les matériels utilisés ont principalement une surface 12, 8 m² ou 4 m².

Les 12 m² sont des mobiliers 4x3 exploités avec des moyens traditionnels (collage d’affiche, adhésif ou peinture pour les préenseignes). L’éclairage est réalisé par projection à l’aide de spots ou de rampes lumineuses.



RD 910 – Commune de Poitiers et Centre Commercial Poitiers Sud – Commune de Poitiers

Les 8 m² sont des mobiliers classiques ou avec affiche sous caisson et éclairage par rétroprojection.



RD 910 - Jaunay-Marigny

Quelques dispositifs 4 m² scellés au sol ou muraux sont installés, ainsi que des dispositifs 12 m² de format 6 x 2.



Commune de Chasseneuil-du-Poitou

Certains dispositifs scellés simple face ont l'arrière habillé, d'autres non. L'absence ou le défaut d'habillage de la face non utilisée présentent un impact fort en matière d'insertion esthétique et paysagère du dispositif.



L'entretien de certains panneaux laisse également à désirer.

Des installations intègrent des éléments rapportés sur la structure de type passerelles pour en permettre l'exploitation. Ces dispositifs contribuent à accroître l'impact visuel du dispositif dans son environnement proche. De même dans de nombreux cas, les intervalles entre les deux faces ne sont pas habillés. Ces dispositions contribuent à la sensation d'espace et d'environnement peu qualifiants, voire négligés.



Conclusion :

L'analyse des publicités et préenseignes, conduite à partir des investigations de terrain, apporte des cas limités de non-conformité avec les attendus du code de l'environnement. Cette situation est loin d'être généralisée à l'échelle du territoire et répond à une démarche :

- Soit ponctuelle en rapport avec un besoin d'annoncer la présence d'une activité ou d'un site à partir des axes principaux de communication par la publicité extérieure
- Soit de pression au droit des axes majeurs d'entrées d'agglomération ou d'entrées de ville dans une logique de concurrence entre activités pour les pré-enseignes ou de bénéficier des trafics quotidiens pour accroître le nombre de vues
- Soit d'opportunités plus ou moins anciennes ayant conduit à faire perdurer des dispositifs alors que le cadre réglementaire à évoluer, induisant leur absence de conformité actuelle

Au-delà du nombre, la question de l'implantation ciblée sur un nombre restreint de lieux induit des notions de concentration qui marquent en amplifiant et démultipliant les impacts visuels. La qualité des dispositifs et les éléments annexes ajoutés ne font pas toujours l'objet d'un soin suffisant, allant parfois jusqu'à dévaloriser l'objet et le message qu'il adresse.

3.7.2 La situation des enseignes

Les investigations de terrain démontrent que l'implantation de certaines enseignes n'est pas conforme avec les règles définies dans le Code de l'Environnement.

Compte tenu de la très grande rapidité en matière d'évolution des enseignes présentes et leur caractère versatile en fonction des changements d'activités, un recensement exhaustif n'est pas pertinent, ce dernier devenant rapidement caduc. Les réflexions portent donc principalement à partir d'exemples afin d'illustrer les constats qu'ils répondent à une logique de non-conformité, d'absence de qualité au regard du contexte environnant et/ou du soin apporté à la mise en place de ces objets.

3.7.2.1 Les enseignes et le patrimoine naturel

A la différence de la publicité, les enseignes sont autorisées pour les établissements situés dans des zones reconnues au titre du patrimoine naturel.

Les dispositifs à réglementer se comptent en petit nombre.

Les sites classés ou inscrits au titre du Paysage (Blossac et Promenade des Cours sur la commune de Poitiers, Site Classé de la vallée de la Vienne sur les communes de Bonnes, Site classé sur la commune de Chauvigny (dont son centre-ville) doivent faire l'objet de protections particulières afin de garantir une bonne insertion des enseignes en rapport avec les attentes de chaque site.

3.7.2.2 Le patrimoine bâti en site patrimonial remarquable (Centre-Ville de Poitiers)

Le centre-ville de Poitiers représente un vaste espace commercial. La présence d'enseignes en façade de tous types est largement répandue. La qualité et l'harmonisation des enseignes dans l'architecture sont globalement de très bonne qualité.



Bonne insertion dans l'architecture et respect des ouvertures - rue Sadi Carnot ou rue de la Marne



L'utilisation de lettres découpées ne perturbe pas la façade - Place du Maréchal Leclerc et rue des grandes écoles



La devanture respecte bien la façade - Rue Alsace Lorraine

Toutefois, certaines enseignes présentes ne respectent pas le code de l'environnement, notamment le respect des surfaces autorisées. La photo ci-dessous illustre cette situation



Les lambrequins en étage sont discrets - Rue Gambetta



Non-respect des 25 % de surface autorisés - Rue de la Marne

Bien que les enseignes perpendiculaires soient de forme disparates et que leur positionnement sur les façades soit asymétrique, l'appréciation des paysages urbains n'est pas dégradée. Les dispositifs sont relativement discrets.



Rue Gambetta



Rue Sadi Carnot



Rue Gambetta



Rue des grandes Écoles

3.7.2.3 Les enseignes dans les centralités urbaines

Le commerce de proximité est un élément d'animation indispensable à la diversité et l'animation des villes et des centres-bourgs qui maillent le territoire. Il doit être signalé correctement au moyen de l'enseigne. L'enseigne situe le commerce et en donne une première image. Elle contribue plus largement à l'image de la ville. Chaque commune ayant sa spécificité urbanistique travaille de manière indépendante pour les enseignes, souvent à l'occasion d'autorisation en matière d'urbanisme mais pas uniquement.

Le centre de plusieurs communes est situé dans un environnement patrimonial protégé. Ces secteurs doivent allier le besoin pour les commerces de s'exposer et la nécessité de raisonner avec la protection et la mise en valeur du patrimoine bâti qui accueille le commerce ou l'ambiance d'une rue, d'une place et plus généralement de l'espace public.



Exemples d'enseignes qualitatives dans les centralités des communes de Béruges, de Ligugé, de Saint-Benoît et de Lusignan
Des efforts à titre individuel, ou s'inscrivant dans une ligne directrice commune, sont à fournir dans certains cas.



Bien que légale en surface, cette suite de pavés mettant en place un dispositif uniforme et sans relief n'est pas valorisante – Commune de Chauvigny



Le respect des lignes du bâtiment offre une belle visibilité à cet ensemble commercial mais s'inscrit dans une ligne clairement et uniquement fonctionnelle - Commune de Bonnes

Les enseignes perpendiculaires dans bien des cas sont en surnombre.



Beaumont Saint-Cyr



Bignoux

Des solutions existent pour améliorer ces situations.



Rouillé



Saint-Julien-l'Ars

Des perspectives paysagères ou patrimoniales en direction des centralités sont ponctuellement dégradées par la multiplicité des enseignes scellées au sol qui accompagnent une activité. La simple application du code de l'environnement suffira dans bien des situations à faire cesser cette gêne.

Exemple : L'application du règlement national amènera la suppression de 4 enseignes sur les 5 présentes. Route de Poitiers -Chauvigny



Les qualités des enseignes dans les centralités est à mettre en rapport avec les ambitions et l'attention portées aux espaces publics, la somme des deux constituant un écrin au bénéfice de la population fréquentant ces espaces, marquant l'identité et l'attrait des lieux considérés.

3.7.2.4 Les voies structurantes et les entrées d'agglomération

Comme cela a été mis en évidence à travers l'analyse de la publicité, les enseignes des établissements bordant les entrées d'agglomération et les axes structurants sont relativement nombreuses.

La surface maximale admise pour les enseignes scellées au sol est directement liée à la population de la commune. Seules les communes de Poitiers et de Buxerolles, comprenant plus de 10 000 habitants, peuvent accueillir des enseignes scellées au sol dont la surface est de 12 m².

De manière ponctuelle, plusieurs cas d'irrégularité ont été constatés avec généralement un dispositif de taille plus importante que les normes réglementaires admises en matière d'enseigne scellée au sol comme l'illustrent les deux photos ci-dessous.



Rocade Sud-Est - Saint-Benoît (illégale car limitée à 6 m² commune de moins de 10 000 habitants)

Globalement, les enseignes scellées au sol respectent la réglementation, à l'exception du nombre d'enseigne par voie bordant l'établissement. En effet, depuis le 1^{er} juillet 2018, un seul dispositif est admis par voie bordant l'établissement.

Or, une très forte proportion d'établissements ne respecte pas cette injonction.

Ce phénomène est principalement lié :

- à la présence de drapeaux scellés au sol par série qui sont, pour chaque dispositif, une enseigne
- à la présence d'un totem associé à un ou plusieurs drapeaux
- à la présence de multiples panneaux implantés régulièrement sur une même voie, notamment pour les entreprises occupant un angle de rue



Avenue des Loges - Migné-Auxances (illégales car limitées à 6 m² commune de moins de 10 000 habitants)

En complément du nombre, il est également aisément perceptible que les dispositifs ne sont pas pérennes. Des mâts vides, des drapeaux déchirés... sont également assez souvent rencontrés.



RD910 - Centre commercial Poitiers Sud - Poitiers



Centre commercial Poitiers Sud - Poitiers



Commune de Jardres

Certaines réalisations sont peu esthétiques et illégales car leur hauteur est supérieure à 6,5 m.



RD 910 – Poitiers



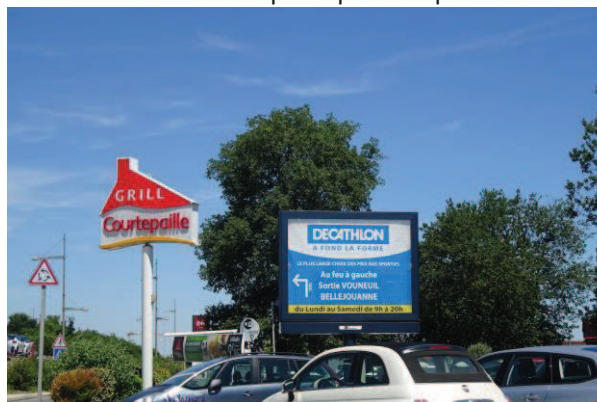
RD 910 - Poitiers

L'image donnée des axes d'entrée d'agglomération, associée aux zones d'activités économiques et commerciales de l'agglomération implantées au droit de ces axes est aujourd'hui tronquée. La profusion d'enseignes scellées au sol, qui devraient être réduite en application des injonctions nationales définies par le code de l'environnement, déforme le standard qui devrait être en vigueur en matière de paysage. Ces espaces sont à enjeux et à cadrer dans le cadre du RLPI.

3.7.2.5 Les zones d'activités économiques et commerciales

Les zones d'activités économiques et commerciales se caractérisent par la multiplicité des enseignes et de leurs lieux d'implantation. Les enseignes en façades, les enseignes scellées au sol, les enseignes en toiture sont les principaux dispositifs installés sur les unités foncières de ces établissements.

Exemples d'enseignes scellées au sol :



Centre commercial Poitiers Sud - Poitiers



Avenue du 8 mai 1945 - Saint-Benoît

Exemples d'enseignes en façade :

Le critère réglementaire à respecter est un pourcentage de surface de la façade commerciale à ne pas dépasser.

Peu de débordements ont été relevés.



Belles réalisations aux abords du Centre commercial Auchan porte sud - Poitiers



Avenue des Grand Philambins – Chasseneuil-du-Poitou

Toutefois, certaines enseignes dépassent de la façade, se retrouvant donc à cheval entre les éléments pleins de la façade et le vide de la toiture.

Cet état, généralement en lien avec la volonté de rendre visible l'enseigne depuis un lieu fréquenté plus éloigné ou en passant au-dessus d'un premier plan constitue une infraction vis-à-vis de la réglementation.

Exemple d'enseignes numériques :

Les enseignes numériques, contrairement à la publicité, ne font pas l'objet de règles spécifiques, mais entrent dans la catégorie des enseignes lumineuses.

Elles sont soumises aux règles générales des enseignes. Leurs dimensions seront à encadrer.

On constate leur présence dans les grands centres commerciaux, mais également dans les zones commerciales de moindre importance.



Exemples d'enseignes numériques intégrées à la façade du bâtiment – Commune de Chasseneuil-du-Poitou ou scellées au sol – Commune de Poitiers



Exemple d'enseigne numérique intégrée à la façade du bâtiment. A noter que l'enseigne sur toiture n'est pas réglementaire – Commune de Jardres

Exemples d'enseignes en toiture

Si de nombreux établissements respectent la règle en la matière, de nombreuses infractions sont également recensées. La règle la moins suivie correspond à l'obligation de mettre en place des lettres découpées et de dissimuler les structures d'accroche.



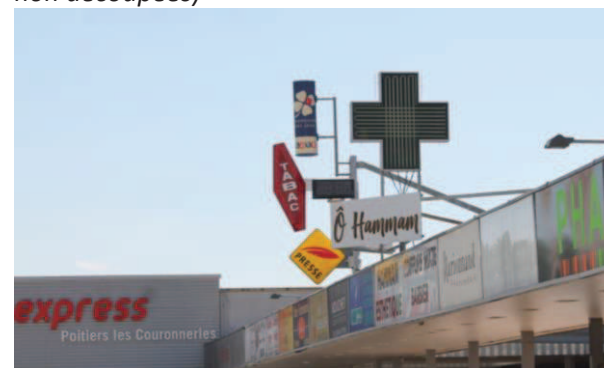
Route de Paris – Chasseneuil-du-Poitou



Centre commercial Sud - Poitiers (illégal car lettres non découpées)



Route de Charbonchamp - Migné-Auxances (illégal car structures visibles et en partie sur la façade et au-dessus du débord de toit)



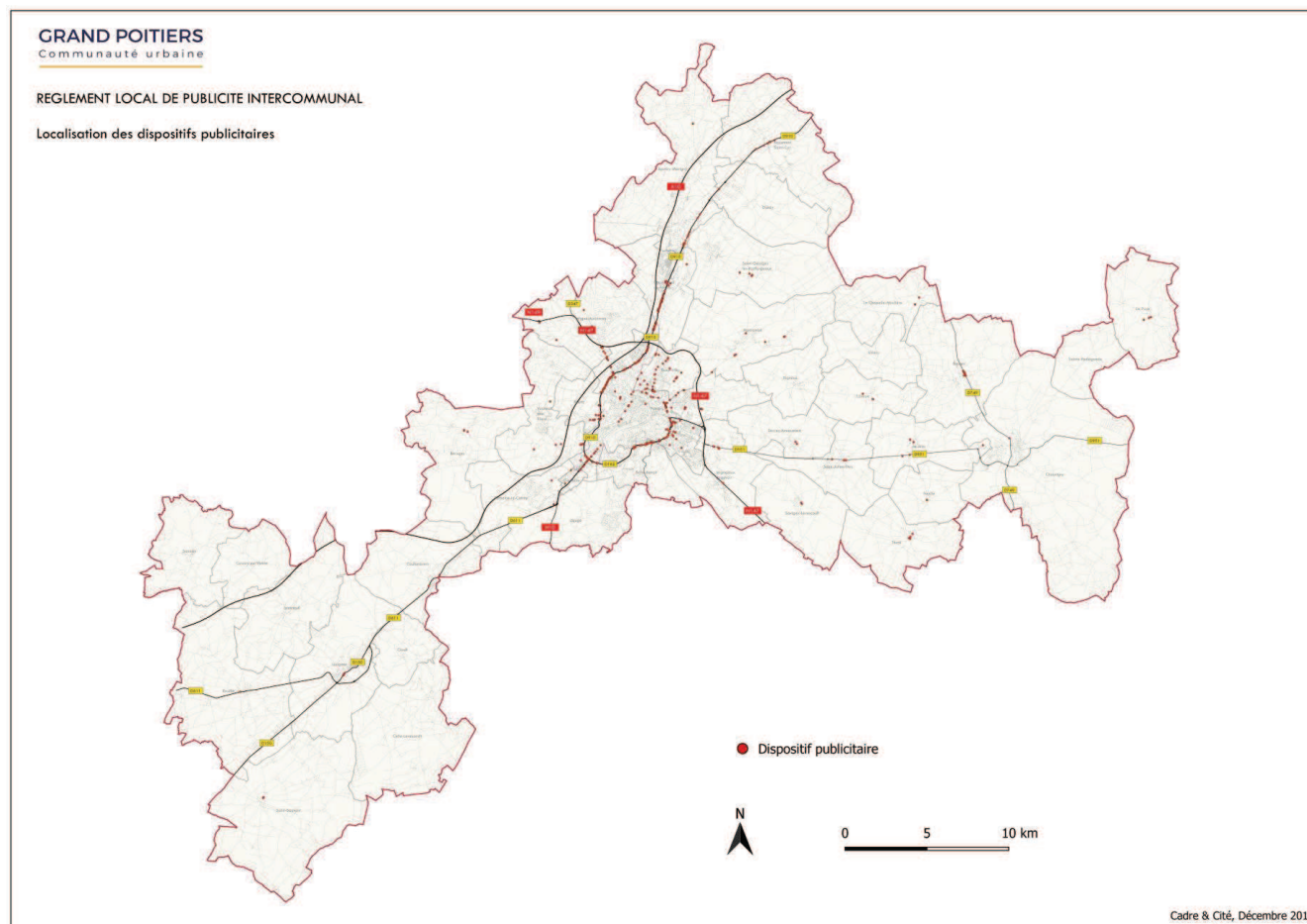
Avenue Robert Schumann - Poitiers (illégal car structures visibles)

L'image donnée des zones d'activités économiques et commerciales est liée à l'architecture des bâtiments, la qualité paysagère des espaces communs (espaces de stationnements notamment), et l'intégration des enseignes. Ces éléments permettent la mise en valeur des espaces avec comme ambition d'être vu, d'apporter une lisibilité pour guider la fréquentation. En ce sens et au-delà des quelques cas de non-conformité à régler, le RLPi peut cadrer l'ensemble afin de faire converger les acteurs concernés vers une ambition commune qui ne signifie pas une uniformité.

Chapitre 4 : SYNTHESE DES CONSTATS

Une concentration des dispositifs publicitaires et des pré-enseignes le long des axes structurants et des zones commerciales. Le territoire de Grand Poitiers est contrasté : les problématiques en matière de publicité extérieure, d'enseignes et de pré-enseignes sont différentes et plus ou moins prégnantes selon la nature des espaces (urbains, péri-urbains ou ruraux) et la présence ou non d'axes structurants. Elles se focalisent dans les communes rurales ou les espaces péri-urbains de l'aire urbaine (Biard, Buxerolles, Chasseneuil-du-Poitou, Jaunay-Marigny, Migné-Auxances, Saint-Benoît, Poitiers) traversés par des axes à fort trafic (RN147, RN10, RD910, RD951, RD741, RD3, RD4) et dans lesquels se concentrent les activités économiques et commerciales. Le recensement des publicités et pré-enseignes dans le cadre du diagnostic a permis d'identifier à l'échelle de la Communauté urbaine 450 dispositifs. La majorité de ceux-ci (387) se situe sur l'aire urbaine de Poitiers (communes de Biard, Buxerolles, Chasseneuil-du-Poitou, Jaunay-Marigny, Migné-Auxances, Poitiers, Saint-Benoît).

Le reste du territoire est moins impacté par la présence de publicité et de pré-enseignes, les dispositifs dans les centres villes notamment sont moins nombreux.



Sur l'ensemble des dispositifs recensés sur le territoire, 72 dispositifs (soit 16 %) ne sont pas conformes aux dispositions du Grenelle II et doivent évoluer. Le long des rocades notamment, on note des implantations irrégulières dans des secteurs non bâtis.

Cette situation est globalement encourageante et résulte de l'application des cinq Règlement Locaux de Publicité en vigueur et aux actions menées qui ont produit leurs effets de protection et qu'il convient de poursuivre et renforcer à travers l'élaboration du RLPi. L'état des lieux relève aussi un phénomène de concentration sur les grands axes et à proximité des zones commerciales, l'apparition marquée des dispositifs numériques (publicité ou enseignes), des matériels de qualité parfois médiocre pour la publicité, une maîtrise globale des enseignes dans les centralités, quelques irrégularités pour les enseignes

liées aux nouvelles dispositions du Code de l'environnement (surface, hauteur, nombre) et un positionnement des enseignes perpendiculaires ne respectant pas toujours l'architecture.

Au regard de ces éléments, il s'avère que les enjeux varient fortement selon la situation géographique. Certains territoires sont peu sujets aux pressions en matière de publicité et de préenseigne : l'application du Règlement National de Publicité peut alors suffire dans la majorité des cas sur le territoire. Toutefois, pour l'ensemble du territoire, les questions d'insertion et de qualité des dispositifs au regard de leur environnement doivent être prises en compte. L'apparition des nouvelles technologies doit également être anticipée et être rigoureusement encadrée en proposant un cadre cohérent à leur évolution.

Quelques secteurs géographiques présentant des enjeux spécifiques méritent une attention particulière :

- les vallées, porteuses d'identité où se mêlent à la fois patrimoine naturel, paysager et urbanisation
- les espaces urbanisés présentant des liens étroits entre espaces patrimoniaux et coeur de vallées (Béruges, Biard, Chasseneuil-du-Poitou, Dissay, Jaunay-Marigny, Migné-Auxances, Ligugé, Poitiers, Saint-Benoît, Vouneuil-sous-Biard)
- le Site Patrimonial Remarquable de Poitiers et les territoires offrant une densité conséquente de Monuments Historiques (Lusignan, Chauvigny)
- les zones d'activités économiques et commerciales et les axes structurants.

Le RLPi relève d'une diversité de thématiques (esthétique et lisibilité de l'espace public, sécurité, attractivité commerciale, etc...), de la prise en compte des particularités et de la variété des situations territoriales, de visions singulières qu'il faut savoir concilier dans un juste équilibre pour répondre aux besoins spécifiques du territoire en visant l'intérêt commun et une cohérence d'ensemble.

Chapitre 5 : ORIENTATIONS GENERALES

L'élaboration du RLPi relève d'une diversité de thématiques (esthétique et lisibilité de l'espace public, sécurité, attractivité commerciale, etc...), de la prise en compte des particularités et de la variété des situations territoriales, de visions singulières qu'il faut savoir concilier dans un juste équilibre pour répondre aux besoins spécifiques du territoire en visant l'intérêt commun et une cohérence d'ensemble. Les 8 orientations suivantes concernent la publicité, les pré-enseignes et les enseignes :

5.1 Accompagner les spécificités du territoire en définissant un zonage et des règles adaptées aux enjeux et aux lieux

En matière de publicité, de pré-enseignes et d'enseignes, le diagnostic fait ressortir que le territoire n'est pas uniformément soumis aux mêmes pressions : les problématiques sont différentes et plus ou moins prégnantes selon la nature des espaces (urbains, péri-urbains ou ruraux). La définition des règles du RLPi doit tenir compte de ces réalités. Sur l'ensemble du territoire, il s'avère nécessaire d'adapter les règles nationales et de les nuancer au regard des enjeux en conciliant préservation du patrimoine et du cadre de vie et besoin de communication des acteurs économiques locaux sur les secteurs fortement fréquentés.

La publicité est interdite hors agglomération alors que les enseignes y trouvent leur place, les règles diffèrent selon la population et/ ou l'appartenance à l'unité urbaine. L'organisation du territoire et les règles fondamentales s'appliquant à la publicité ou aux enseignes qui en découlent conduisent à prévoir deux zonages distincts : l'un pour la publicité et l'autre pour les enseignes.

Ces 2 zonages distincts permettent une prise en compte facilitée du document pour tout public et une mise en oeuvre plus aisée pour les services en charge de l'application.

5.2 S'inscrire dans la mise en valeur et la protection du patrimoine naturel et paysager garant de l'identité du territoire

La définition des espaces paysagers d'intérêt ne se limite pas aux seuls espaces périphériques de l'agglomération ou du tissu urbain. Ils sont étroitement imbriqués dans la tache urbaine et participent aux paysages du quotidien. La publicité et les enseignes doivent y trouver leur juste place et leurs conditions d'insertion se doivent d'être soignées.

Cette orientation se traduit de la façon suivante :

- Proscrire la publicité dans les sites dotés d'un paysage ou d'une valeur écologique d'intérêt et/ou reconnu : sites Natura 2000, zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique, espaces naturels sensibles, espaces gérés par le conservatoire d'espaces naturels ;
- Proscrire la publicité dans les espaces paysagers d'intérêt situés dans les parties agglomérées du tissu urbain en étant soucieux des points de vue et des perspectives : dans les parties non urbanisées des vallées dotées d'un caractère naturel dominant en ville, dans les unités foncières présentant un caractère boisé, dans les sites inscrits au titre du paysage, en limite des grands parcs urbains et espaces verts publics, le long des axes et leurs proches abords dès lors qu'ils offrent des perspectives paysagères de qualité ;
- Limiter la publicité au domaine public sur mobilier urbain le long des axes et leurs proches abords dès lors qu'ils proposent un caractère arboré régulier ou des espaces verts structurés et de qualité ;

- Garantir une insertion paysagère de qualité pour les dispositifs publicitaires autorisés (normes en matière de format et de densité, intégration des dispositifs au regard des supports l'accueillant...) ;
- Limiter la pollution lumineuse en étendant la plage horaire d'extinction nocturne des dispositifs lumineux et en encadrant l'affichage numérique ;
- Étendre la politique de qualité d'intégration des enseignes dans leur environnement ;
- Proscrire les enseignes sur les arbres et les haies.

5.3 Participer à la mise en valeur des sites historiques emblématiques, du patrimoine bâti remarquable et des centres bourgs des communes présentant un caractère patrimonial

Grand Poitiers Communauté urbaine présente un patrimoine bâti riche et diversifié. Dans les lieux présentant une qualité architecturale remarquable (site patrimonial remarquable, abords des monuments historiques) la publicité sera autorisée sous conditions et ses possibilités d'implantation seront limitées. Des mesures visant à préserver les ensembles urbains et/ou constructions remarquables seront proposées.

- Limiter la présence de la publicité extérieure en la circonscrivant au domaine public et en prenant appui uniquement sur le mobilier urbain et dans un format approprié : en site patrimonial remarquable, aux abords des MH, dans les sites inscrits ou bien dans les secteurs urbanisés offrant des vues, une lecture de la silhouette urbaine ou de la géomorphologie particulière du territoire ;
- Maintenir la qualité architecturale et les abords immédiats du patrimoine bâti considéré comme remarquable. Afin de préserver le patrimoine bâti recensé dans les PLU, les éléments publicitaires ne doivent pas être implantés sur ce dernier ;
- Poursuivre la politique de qualité d'intégration des enseignes dans l'architecture de la construction et l'environnement urbain : l'enjeu relève plus de la définition d'une règle d'harmonie d'ensemble et d'une adaptation à la façade du bâtiment et à l'environnement urbain immédiat que de critères techniques particuliers qui pourraient conduire à l'uniformisation et qui ne sont pas toujours gage de qualité.

5.4 Maintenir les moyens nécessaires de communication pour assurer la dynamique commerciale et en particulier celle du petit commerce.

L'objectif est de trouver un cortège de règles adapté aux pressions réelles constatées sur le territoire et de concilier protection du patrimoine et dynamique économique. Cette dernière question est notamment prégnante dans les centres bourgs.

L'attractivité des petits commerces et le développement touristique sont essentiels pour assurer la vitalité des centre-bourgs considérés comme des espaces privilégiés du développement culturel et commercial. Concernant les enseignes, le RLPi doit à cette fin proposer des dispositions adaptées permettant de contrôler la bonne insertion aux façades et à l'environnement immédiat en laissant une certaine souplesse dans l'expression.

5.5 Assurer la lisibilité des activités économiques le long des grands axes et dans les zones d'activités commerciales et améliorer la qualité des paysages d'entrées de ville.

La visibilité des activités économiques est sous tendue par un encadrement du nombre de dispositifs présents. Cela se matérialise par les principes suivants :

- Encadrer l'implantation des publicités, des pré-enseignes et des enseignes le long des grands axes et des zones commerciales en définissant des règles de surfaces et de densité pour éviter la prolifération des dispositifs ;

- Définir une règle de densité sur la publicité pour le domaine ferroviaire ;
- Favoriser la mutualisation des enseignes sur une même unité foncière.

5.6 Favoriser un cadre de vie de qualité en étant attentif aux questions de format et de densité afin que la publicité extérieure ne prenne pas une place dominante dans la perception des lieux et des paysages.

5.7 Tendrer vers une esthétique des dispositifs visant une insertion au contexte de qualité et évitant le sentiment d'espaces de vie du quotidien dévalorisés au profit de lieux de passage.

Les orientations 6 et 7 se traduisent de la façon suivante :

- Adapter les formats à la typologie des quartiers pour une meilleure insertion au contexte ;
- Limiter le nombre de dispositifs pour réduire leur emprise visuelle en interdisant certains dispositifs selon la typologie des quartiers, en réglementant les inter-distances entre dispositifs ou leur nombre par unité foncière ou établissement. Les règles pourront s'appliquer de façon différenciée selon les zones ou les objets réglementés ;
- Exiger la qualité esthétique des matériels employés ;
- Respecter l'architecture de la construction ;
- Interdire les dispositifs publicitaires sur les murs de clôtures et les voies arborées ;
- Limiter les possibilités d'implantation des enseignes en toiture.

5.8 Encadrer l'implantation des dispositifs numériques (enseignes et publicité)

La Communauté urbaine de Grand Poitiers doit s'adapter et anticiper ces nouvelles technologies en développement et souhaite encadrer très rigoureusement les dispositifs numériques en mettant en oeuvre les principes suivants :

- Fixer des règles de format et de support autorisé ;
- Définir les lieux d'implantation autorisés ou interdits pour les enseignes et les publicités ;
- Étendre les plages horaires d'extinction nocturne.

Chapitre 6 : EXPLICATION DES CHOIX DU PROJET

Sur la base des objectifs définis par le conseil communautaire, des enjeux se rapportant à chaque lieu et en regard du diagnostic et des orientations qui en découlent, il a été établi un zonage qui se distingue selon qu'il concerne la publicité (7 zones) et les enseignes (4 zones). Chacune à ses règles propres en lien avec les enjeux qui ont été mis en lumière dans les parties précédentes du rapport de présentation. Des règles communes à toutes les zones ont également été instituées. C'est la raison pour laquelle le règlement comporte deux parties, l'une consacrée à la publicité, l'autre aux enseignes. Puis chacune de ces parties est scindée en deux selon la même articulation. Une partie est consacrée aux règles communes à toutes les zones, une seconde consacrée aux règles spécifiques à chacune des zones identifiées.

La publicité n'étant admise qu'en agglomération, le zonage relatif à la publicité ne couvre que la partie agglomérée des territoires de Grand Poitiers Communauté urbaine. Les enseignes échappent à cette distinction, son zonage couvre donc la totalité du territoire de la Communauté urbaine.

En agglomération, les préenseignes sont soumises aux dispositions qui régissent la publicité (article L.581-19 du Code de l'environnement). Afin de simplifier la lecture du RLP, il n'est fait référence dans le corps du règlement qu'au terme « publicité », il regroupe en réalité publicités et préenseignes, étant précisé que les préenseignes dites dérogatoires sont soumises à des règles distinctes.

6.1 Publicité - Règles et zonage

6.1.1 Prescriptions communes à l'ensemble des zones

Quels que soient les lieux, les paysages du quotidien forment l'image d'un territoire et marquent le ressenti des personnes qui les fréquentent. Ils présentent des singularités uniques, assises sur une perspective, un enchaînement de bâtis patrimoniaux, une ambiance de rue, de hameau ou de village, un espace public aux usages définis... Il convient, au travers de la possibilité ou non d'introduire de la publicité d'en conserver les qualités et d'éviter de les banaliser.

Afin de donner des repères communs, des ambiances aux tonalités similaires avec comme ambition de forger une identité propre au territoire, il convient d'introduire un cortège de règles applicables à toutes les zones définies au sein du RLPi de Grand Poitiers Communauté urbaine. Il vise :

- à offrir une lecture paysagère soucieuse de la géographie. Les « belles vues », les perspectives existent en tout lieu, d'un centre-ville historique aux quartiers résidentiels en passant par les espaces à dominante commerciale ;
- à conserver la richesse du patrimoine bâti remarquable, les espaces boisés classés en tant que témoignage riche, précieux et unique par définition où l'apport d'objets tiers paraîtrait incongru et viendrait déstructurer l'ambiance paysagère et patrimoniale des lieux considérés ;
- à limiter la création de dispositifs ou d'aménagements spécifiques dans les espaces reconnus en matière d'intérêt écologique ou de biodiversité afin de ne pas fragiliser les milieux et/ou les espèces dont l'intérêt est reconnu

Les spécificités en matière d'aménagement de l'espace et le maillage territorial conséquent induit par l'étoile ferroviaire locale offre un linéaire important de contact entre le domaine public ferroviaire et les parties agglomérées urbaines. Il est important que ses interfaces multiples et longues soient maîtrisées en matière de possibilités d'implantation de dispositifs publicitaires pour s'inscrire dans une relative équité avec les autres domaines fonciers qu'ils soient publics ou privés sur lesquels des règles de cette nature sont instaurées.

Face au défi de l'urgence climatique, la maîtrise des consommations d'énergie est portée par toutes les composantes du territoire de Grand Poitiers Communauté urbaine et s'adresse à tous les consommateurs potentiels. A ce titre, quelle que soit la zone considérée, les dispositifs publicitaires lumineux doivent s'inscrire et retranscrire cette ambition portée à l'échelle du territoire.

6.1.1.1 Interdictions générales

L'article L581-8 du code de l'environnement définit des lieux d'interdiction relative de la publicité. Cette dernière peut être levée dans le cadre d'un RLPi en introduisant un régime d'admission sous condition. Le constat, pour les lieux entrant dans ce cadre législatif dans Grand Poitiers Communauté urbaine, étant qu'ils ne subissent pas une pression en matière de publicité et que la régulation des dispositifs dans les systèmes précédant apporte pleinement satisfaction, il a été décidé d'admettre la publicité avec un régime défini dans chaque zone (article P.A).

Pour répondre aux objectifs de protection définis dans les orientations générales et se placer dans un cadre plus restrictif que le RNP défini par le code de l'environnement, des interdictions sont établies :

- Dans le souci de présenter des interfaces entre espaces publics et espaces privés de qualité, l'interdiction d'apposer des publicités sur des clôtures non aveugle telle que définie par le RNP est confirmée et étendue aux murs des clôtures (article P.B). Dans ces espaces de limite, la publicité doit s'inscrire en tant que mobilier urbain ou entrer dans le cadre de la signalétique routière afin de favoriser une équité et une harmonie de traitement des messages délivrés répondant très majoritairement à une logique de jalonnement vers des activités du territoire. L'intérêt de cette interdiction est ainsi de privilégier une publicité mettant en avant les atouts et intérêt du territoire, notamment les pôles de centralité présentant des commerces et des services au bénéfice de tous les habitants et personnes fréquentant ces sites.
- Pour préserver les espaces boisés protégés et les espaces libres aux abords de patrimoine bâti, il est interdit d'apposer de la publicité sur les unités foncières accueillant du patrimoine bâti remarquable identifié dans les documents d'urbanisme (article P.C) ou sur les éléments construits (murs, petites constructions) présents dans les parcelles protégées au titre des espaces boisés classés (article P.D). Cette interdiction permet la mise en valeur des éléments patrimoniaux bâtis ou des boisements en évitant qu'un premier plan qui ne soit pas en concordance avec la nature des objets protégés ne vienne masquer ou soit en concurrence visuelle avec ces derniers. Les unités boisées sont importantes dans le paysage, notamment dans les espaces à dominante urbaine. Les arbres qu'elles accueillent se doivent d'être préservés en évitant tout aménagement au sol qui pourrait fragiliser leur système racinaire. Par conséquent, les dispositifs publicitaires ne peuvent pas être implantés dans les parties boisées des unités foncières boisés (article P.E).

6.1.1.2 Implantation et aspect des dispositifs publicitaires

Le bâti, qu'il présente ou non une qualité architecturale remarquable, ne doit pas être altéré par la présence d'une publicité murale. Les murs en pierre, caractéristiques du patrimoine bâti présent dans le territoire (carrières de pierre de Chauvigny, Lavoux, Tercé...), ne peuvent recevoir de publicité et des règles sont instituées afin d'assurer un retrait de la publicité de toute arête du mur (P.F). Dans le patrimoine bâti ancien, les arêtes des murs présentent généralement des éléments architecturaux particuliers contribuant fortement à l'attrait et l'intérêt de la construction. Cette mesure de retrait vise donc particulièrement à éviter tout processus d'occultation de ces derniers qui induirait nécessairement une dévalorisation architecturale de l'ensemble bâti. Cette interdiction est également mise en place pour préserver ou protéger tout élément de décors architectural patrimonial ou historique qui viendrait à être

masqué par un dispositif fixé. Il en va de même pour la publicité de petit format qui ne peut être apposée sur les piédroits ou sur les murs en pierre naturelle (article P.N).

Afin d'être soucieux de la discrétion des dispositifs publicitaires, des règles sont instituées visant à garantir la qualité esthétique des dispositifs publicitaires, notamment sur la structure et l'interdiction de rapporter certains accessoires (articles P.G et P.H). En effet, l'intérêt visuel doit porter essentiellement sur le message publicitaire et non sur le cadre ou les éléments ajoutés pour la gestion du dispositif.

6.1.1.3 Bâches

L'absence ou la rareté des bâches publicitaires dans Grand Poitiers communauté urbaine induisent que cette nature de dispositif n'est pas considérée comme un enjeu majeur pour le territoire et il n'a pas à le devenir. Il est donc possible de le considérer comme un élément « étranger » au territoire qui ne répond pas à une demande locale. Par leurs dimensions créant un fort impact sur leur environnement proche, les bâches publicitaires, si elles venaient à être autorisées, apporteraient un bouleversement considérable dans le paysage. C'est pourquoi, le RLPI les interdit par précaution pour privilégier les dispositifs à taille humaine.

6.1.1.4 Densité

Compte tenu des spécificités du domaine ferroviaire qui n'est pas constitué d'unités foncières mais de dépendances du domaine public, une règle d'interdistance est instituée (article P.M). Par l'espacement entre les dispositifs, ses effets sur le cadre de vie sont globalement comparables aux règles de densité qui sont établies sur les autres unités foncières.

6.1.1.5 Extinction nocturne

En contribution à la lutte contre la facture énergétique, à la réduction de la pollution lumineuse nocturne, la publicité lumineuse est éteinte entre 23 heures et 7 heures du matin. Pour respecter une égalité de traitement, ces horaires s'appliquent également au mobilier urbain publicitaire.

Pour concourir au respect de la trame noire, la publicité lumineuse est interdite dans les lieux exempts d'éclairage public.

6.1.2 La zone 1

Définition de la zone

Sur le territoire aggloméré de toutes les communes du Grand Poitiers, cette zone regroupe les secteurs les plus sensibles au-delà de ceux prévus par le Code de l'environnement : sites classés, sites inscrits au titre du paysage naturel, zones Natura 2000, zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF), espaces naturels sensibles (ENS), espaces gérés par le Conservatoire régional d'espaces naturels (CREN), zones de protection de biotope fixées par arrêté préfectoral, abords immédiats des grands parcs et espaces verts publics, parties non urbanisées des vallées et les abords des voies offrant des perspectives paysagères.

Règles applicables

La qualité et l'intérêt en matière de paysage, de biodiversité, de nature en ville des sites et des lieux visent principalement à orienter les aménagements et occupation des sols en rapport avec ces atouts. Dès lors, ils justifient l'interdiction totale de la publicité.

6.1.3 La zone 2

Définition de la zone

Les communes de moins de 10 000 habitants hors unité urbaine de Poitiers (UU de plus de 100 000 habitants) sont majoritaires dans Grand Poitiers Communauté urbaine. Les dispositions du Règlement National de Publicité applicables sur leur territoire sont très contraignantes et s'appliquent de manière uniforme. Toutefois, leurs espaces agglomérés de ces communes ne présentent pas tous une uniformité bâtie. C'est pourquoi, la zone 2 a été créée afin de regrouper au sein d'une même catégorie les espaces les plus intéressants en matière de densité de patrimoine bâti ou d'espaces paysagers proposant une composition, une densité et une qualité végétale forte et travaillée. Les compositions, les caractéristiques et les ambiances perçues dans ces espaces par les personnes les fréquentant s'appuient essentiellement sur leur intérêt patrimonial, structuré autour d'un monument historique, d'un paysage de vallée de qualité, de rues de villages ou de hameaux pittoresques et/ou historiques... C'est pourquoi, la zone 2 concentre les espaces correspondant :

- aux abords des monuments historiques classés ou inscrits tels que définis en servitudes d'utilité publique (secteurs de co-visibilité ou cercle de 500 m de rayon)
- les cœurs historiques de certains bourgs ou certains hameaux où le patrimoine bâti antérieur aux années 1950 est majoritaire sans y être exclusif
- les secteurs urbains agglomérés présentant des ambiances pittoresques, des vues et perspectives vers des espaces géographiques limitrophes dotés d'une ambiance particulière (vallée, espaces forestiers, espaces de nature conséquents, méandres de rivière...)
- les secteurs urbains bâtis patrimoniaux marqués par des relations étroites entre espaces urbains et cœurs de vallée et / ou de nature dotés d'un juste équilibre entre volumes bâtis et foisonnement végétal et arboré
- les sites inscrits au titre de la loi paysage
- les abords des voies présentant des alignements arborés existant, en renouvellement ou récemment créés visant à apporter une structure et une qualité paysagères ordonnancées qui s'appuient sur le caractère arboré régulier et de qualité.

Règles applicables

Afin de préserver ou d'appuyer les singularités et les choix de composition précédemment évoqués les règles applicables sont les suivantes, les formes de publicité admises sont :

- la publicité de petit format, peu impactante, est admise. Afin qu'elle trouve une place appropriée et équitable quelle que soit la taille des devantures commerciales, seul 1 dispositif d'une surface inférieure à 0,5 mètre carré est accepté par devanture. Ainsi l'ensemble des devantures commerciales sont placées dans le même régime qu'elle dispose ou non de place pour pouvoir mettre ce type de dispositif ;
- le mobilier urbain doit respecter les règles suivantes. Des restrictions d'implantations sont imposées pour limiter les éventuels impacts et perturbation dans la lecture du paysage. Les dispositifs ne sont pas autorisés dans les lieux suivants : dans les cônes de vues ouverts permettant de percevoir la silhouette de la ville, sa géomorphologie, ses bâtiments remarquables. Les dispositifs sont autorisés sous réserve qu'ils ne viennent pas

s'inscrire et/ou perturber la lecture des continuités paysagères arborées et/ou végétalisées présentes sur l'axe considéré. Ils sont autorisés sous réserve qu'ils ne viennent pas conduire à la suppression ou la réduction de l'ampleur des sujets arborés ou la réduction des espaces végétalisés en pleine terre sauf nécessité de service publics (notamment abri voyageurs). La nature et les conditions d'insertion du dispositif doivent éviter les perturbations pour l'avifaune, les chiroptères... notamment en cas de recours à des dispositifs lumineux.

- pour ne pas voir se multiplier la présence de dispositifs de type inconnus à ce jour, toute autre forme de publicité est interdite.

6.1.4 La zone 3

Définition de la zone

Cette zone complète les zones 1 et zones 2 pour les communes de Grand Poitiers Communauté urbaine hors unité urbaine de Poitiers (seule unité urbaine de plus de 100 000 habitants). Elle correspond aux territoires urbains agglomérés qu'elle qu'en soit la composition (tissu résidentiel, zone d'activités économiques et/ou commerciales, espaces sportifs,...)

Règles applicables

- la présence des dispositifs publicitaires dans cette typologie de territoire n'est pas marquée dans Grand Poitiers Communauté urbaine et apparaît aujourd'hui raisonnable. C'est pourquoi, afin de faire perdurer cette situation et maintenir une implantation des dispositifs publicitaires fondus dans le tissu urbain et proposant ainsi une portée relativement neutre dans les espaces du quotidien, une règle de densité limitant à une par unité foncière la possibilité d'implantation de dispositifs muraux est mise en oeuvre. Cette mesure permet ainsi d'éviter une trop grande concentration de dispositifs sur une même façade aveugle, ce qui traduit assez régulièrement par des motifs d'irrégularité constaté dans Grand Poitiers Communauté urbaine (non-respect des règles d'implantation par rapport à l'égout du toit, aux arêtes verticales ou au sol).
- afin de ne pas créer de différences entre espaces de centralité des cœurs de ville accueillant des commerces et des services dotés de devanture de faible longueur et les espaces plus périphériques (entrée de ville, de bourg ou espaces commerciaux périphériques de ces communes) où le linéaire des devantures commerciales est plus vaste, la publicité de petit format, peu impactante, est admise avec cependant la limitation à 1 dispositif par devanture d'une surface inférieure à 0,5 mètre carré.
- pour le mobilier urbain, le RNP est applicable limitant ainsi la taille à 2 m². Ils sont autorisés sous réserve qu'ils ne viennent pas Les dispositifs sont autorisés sous réserve qu'ils ne viennent pas s'inscrire et/ou perturber la lecture des continuités paysagères arborées et/ou végétalisées présentes sur l'axe considéré. Ils ne doivent pas conduire à la suppression ou la réduction de l'ampleur des sujets arborés ou la réduction des espaces végétalisés en pleine terre sauf nécessité de service publics (notamment abri voyageurs). La nature et les conditions d'insertion du dispositif doivent éviter les perturbations pour l'avifaune, les chiroptères... notamment en cas de recours à des dispositifs lumineux.
- la publicité sur les palissades de chantier, du fait de leur présence provisoire, est admise.
- pour ne pas voir se multiplier la présence de dispositifs de type inconnus à ce jour, toute autre forme de publicité est interdite.

6.1.5 La zone 4

Définition de la zone

Les communes de moins de 10 000 habitants hors unité urbaine de Poitiers (UU de plus de 100 000 habitants) sont majoritaires dans Grand Poitiers Communauté urbaine. Les dispositions du Règlement National de Publicité applicables sur leur territoire sont très contraignantes et s'appliquent de manière uniforme. Toutefois, leurs espaces agglomérés de ces communes ne présentent pas tous une uniformité bâtie. C'est pourquoi, la zone 2 a été créée afin de regrouper au sein d'une même catégorie les espaces les plus intéressants en matière de densité de patrimoine bâti ou d'espaces paysagers proposant une composition, une densité et une qualité végétale forte et travaillée. Les compositions, les caractéristiques et les ambiances perçues dans ces espaces par les personnes les fréquentant s'appuient essentiellement sur leur intérêt patrimonial, structuré autour d'un monument historique, d'un paysage de vallée de qualité, de rues de villages ou de hameaux pittoresques et/ou historiques...

Elle se complète du Site Patrimonial Remarquable (SPR) de Poitiers, couvert par un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV). Les abords des Monuments Historiques, les sites inscrits au titre du patrimoine urbain se voient appliquer des règles spécifiques contraignantes par le RNP, à savoir l'interdiction de toute forme de publicité. Dans une cohérence de protection, les constructions remarquables et secteurs patrimoniaux du PLUi (annexe patrimoniale et zones U«p»), les abords des voies proposant un caractère arboré ou végétalisé significatif et de qualité, les secteurs urbanisés offrant des points de vue pittoresques ou remarquables et les secteurs dans lesquels existe un lien étroit entre espaces patrimoniaux et cœur de vallée des communes de l'unité urbaine sont insérées dans cette zone. Le Futuroscope, situé le long de la RD910 à Chasseneuil-du-Poitou et Jaunay-Marigny est également inscrit dans cette zone. Il bénéficiait de règles propres dans les règlements locaux de Publicité en vigueur sur ces communes. Ce parc de loisirs à thème technologique et scientifique, considéré comme une vitrine du département de la Vienne et dont les pavillons à l'aspect futuristes sont signés par l'architecte Denis Laming présente des usages et une urbanisation très particulière qu'il s'agit de préserver.

Règles applicables

Les lieux repris dans cette zone sont dotés d'une ambiance et d'une densité patrimoniale bâtie et/ou paysagère importante sur lesquelles sont fortement encadrées réglementairement les possibilités d'évolution en matière de construction et d'aménagement, en particulier afin de limiter les possibilités d'ajouts inesthétiques. La publicité extérieure doit également s'inscrire dans cette dynamique de protection afin de contribuer à la protection, la préservation et la mise en valeur de ces espaces pourvus de qualités paysagères et architecturales riches. C'est pourquoi, les caractéristiques des lieux justifient un fort niveau de protection.

- la prolifération des objets jalonnant le domaine public est à éviter de manière générale dans cette zone. Les chevalets comprenant de la publicité sur domaine public sont admis avec des prescriptions de nombre, de surface et de forme afin de limiter la place qu'ils pourraient tenir sur l'espace public et offrir une esthétique en cohérence avec les lieux qui les accueillent. Pour rappel, leur positionnement exact n'a pas à être défini dans le cadre du RLPI. L'obligation de ne pas être un obstacle en matière d'accessibilité, leur positionnement exact sur le domaine public relèvent du règlement de voirie et des permissions accordées pour l'occupation du domaine public.
- la publicité de petit format sur les devantures et la publicité sur les palissades de chantier...

Le site patrimonial remarquable de Poitiers constitue le cœur de ville enserré dans les boulevards... La question de la publicité extérieure a été définie lors de la révision du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur approuvée en avril 2012 après plusieurs années de procédure. Le choix réalisé, partagé et validé par les collectivités et l'Etat a été d'introduire la publicité extérieure sous forme de mobilier urbain. Le présent RLPi vise à maintenir ces choix qui ont démontré que la publicité extérieure pouvait trouver sa juste place dans ce contexte patrimonial de qualité.

C'est pourquoi la publicité, y compris numérique et sur colonnes porte-affiches dans les communes de plus de 10 000 habitants, est admise sur le mobilier urbain dans une limite de 2 mètres carrés. Des règles d'insertion paysagères sont adjointes à ces possibilités. Ainsi, le mobilier urbain support de publicité ne devra pas s'implanter dans les cônes de vues ouverts permettant de percevoir la silhouette de la ville, sa géomorphologie, ses bâtiments remarquables. Les dispositifs sont autorisés sous réserve qu'ils ne viennent pas s'inscrire et/ou perturber la lecture des continuités paysagères arborées et/ou végétalisées présentes sur l'axe considéré. Ils ne doivent en aucune manière conduire à la suppression ou la réduction de l'ampleur des sujets arborés ou la réduction des espaces végétalisés en pleine terre sauf nécessité de service publics (notamment abri voyageurs). La nature et les conditions d'insertion du dispositif doivent éviter les perturbations pour l'avifaune, les chiroptères... notamment en cas de recours à des dispositifs lumineux.

La publicité sur bâches de chantier, présentes uniquement pendant la durée des travaux et contribuant au financement, sont autorisées.

Pour ne pas voir se multiplier la présence de dispositifs de type inconnus à ce jour, toute autre forme de publicité est interdite.

La Commune de Jaunay-Marigny disposait d'un règlement local de publicité à l'échelle de la commune dont les règles, établies depuis 2005, ont inscrit la commune et le territoire concerné dans une dynamique qu'il convient de ne pas bouleverser dans le cadre du présent RLPi. Par conséquent, les règles établis pour la publicité de petit format, les chevalets et la publicité sur les bâches de chantier sont reconduites et induisent une interdiction dans la zone 4 pour cette commune.

6.1.6 La zone 5

Définition de la zone

Les quartiers résidentiels des communes de l'unité urbaine sont les lieux caractérisés par de l'habitat pavillonnaire ou collectif. Cette zone peut comprendre également des espaces économiques ou d'équipements constitutifs du tissu urbain (polycliniques, CHU, FAC...). Les voies les parcourant supportent un trafic automobile modéré et la publicité doit y avoir une place très réduite pour préserver le cadre de vie et s'assurer d'une insertion harmonieuse à taille humaine et en rapport avec les volumes bâtis tels que perceptibles aujourd'hui au fil des rues.

Règles applicables

Afin de ne pas créer de distorsions réglementaires entre communes composant l'unité urbaine de plus de 100 000 habitants et communes limitrophes car cette distinction s'appuie uniquement sur un recensement statistique et non une réalité physique, l'objectif du RLPi est de soumettre la publicité à des règles s'approchant du régime des communes hors unité urbaine. Cette ambition s'appuie sur la dynamique des parcours du quotidien entre lieu résidentiels et lieux d'activités au cours desquels une transition douce est recherchée visant à porter l'ensemble du territoire dans une même dynamique et éviter les effets de seuil ou de frontière qui ne sont pas pertinents. C'est pourquoi :

- la publicité murale a une surface limitée à 4 mètres carrés. Cette règle permet d'intégrer des dispositifs publicitaires dans les normes de la majorité des constructions et volumes bâtis composant le tissu urbain du territoire et éviter les objets disproportionnés. Les dimensions hors normes constituent généralement des repères dans la ville. A ce titre, ils se doivent d'être réservés aux œuvres d'art, au fonctionnement des services publics (stations de transport en commun) ou aux édifices monumentaux bâtis ou végétaux (arbres majestueux).
- la publicité scellée au sol est interdite afin de privilégier les dispositifs muraux garantissant une meilleure insertion en s'accrochant aux volumes bâtis et permettant de laisser les emprises libres de construction pour des usages plus en rapport avec le tissu urbain et les usages liés aux constructions (stationnements, jardins, espaces verts privatifs, plantation d'arbres, nature en ville...
- la règle de densité instituée y est plus contraignante que celle du RNP, avec limitation à un seul dispositif par unité foncière dont le linéaire de façade est supérieur à 20 mètres. Si ce linéaire fait moins de 20 mètres, il ne peut y avoir de dispositif.
- les règles de la zone 4, qui sont des levées d'interdiction, s'appliquent pour la publicité de petit format, sur mobilier urbain, numérique, palissades de chantier et sur bâches de chantier s'appliquent également à cette zone.
- pour ne pas voir se multiplier la présence de dispositifs de type inconnus à ce jour, toute autre forme de publicité est interdite.
- la Commune de Jaunay-Marigny disposait d'un règlement local de publicité à l'échelle de la commune dont les règles, établies depuis 2005, ont inscrit la commune et le territoire concerné dans une dynamique qu'il convient de ne pas bouleverser dans le cadre du présent RLPi. Par conséquent, les règles établis pour la publicité de petit format, les chevalets et la publicité sur les bâches de chantier sont reconduites et induisent une interdiction dans la zone 5 pour cette commune.

6.1.7 La zone 6

Définition de la zone

Les axes structurants des communes situées dans l'unité urbaine de Poitiers sont les lieux privilégiés pour l'implantation de la publicité en raison de leur forte fréquentation automobile. La pression publicitaire peut y être élevée. De par la reconnaissance par le SCoT du Seuil du Poitou des communes de Chauvigny et Lusignan comme pôle urbain d'équilibre, les grands axes qui y sont présents ont également vocation à y trouver leur place. Ces axes sont aussi des portes d'entrée vers les agglomérations, et l'image d'une collectivité est un enjeu auquel le RLPi répond en les identifiant. Les dispositifs sur propriété privée sont installés dans une bande de 20 mètres à compter de la limite du domaine public.

Règles applicables

Ces axes englobent des continuités paysagères ou arborées et des règles de protection des espaces sensibles y sont inscrites. La présence de la publicité ne doit en aucune manière conduire à la suppression ou la réduction de l'ampleur des sujets arborés ou la réduction des espaces végétalisés en pleine terre. La nature et les conditions d'insertion du dispositif doivent s'inscrire avec un souci constant de sobriété et de simplicité des matériels, en évitant les perturbations pour l'avifaune, les chiroptères... notamment en cas de recours à des dispositifs lumineux.

- deux règles de densité plus contraignantes que celles du RNP sont instaurées. Pour limiter la prolifération de dispositifs. L'interdiction d'apposition de publicité sur les unités foncières dont le linéaire de façade est inférieur à 20 mètres d'une part, et l'admission d'un seul dispositif mural ou scellé au sol d'autre part, contribuent à cette limitation.

- une règle de surface réduisant à 2 mètres carrés tout dispositif implanté à moins de 150 mètres d'une intersection participe de cette maîtrise.
- une réduction de surface à 10,50 mètres carrés des dispositifs muraux, scellés au sol ou sur mobilier urbain, hors numérique, est imposée, permettant le maintien de l'activité économique dans le respect des normes de fabrication des dispositifs publicitaires, tout en réduisant leur impact dans leur espace proche.
- une règle de densité contribuant à la libération de l'espace public est fixée pour le mobilier urbain d'une surface supérieure à 2 mètres carrés, hors abris-voyageurs. Une interdistance de 100 mètres entre deux dispositifs est à respecter.
- les axes de la zone 6 traversent ou tangentent les zones commerciales ou d'activités de la zone 7. Il convient d'y appliquer un traitement similaire pour la publicité numérique. Elle n'est donc autorisée, dans les conditions du RNP, que dans ces secteurs contigus.
- les règles des zones 4 et 5 s'appliquent pour la publicité de petit format, sur mobilier urbain, numérique, palissades de chantier et sur bâches de chantier s'appliquent également à cette zone.
- pour ne pas voir se multiplier la présence de dispositifs de type inconnus à ce jour, toute autre forme de publicité est interdite.
- la Commune de Jaunay-Marigny disposait d'un règlement local de publicité à l'échelle de la commune dont les règles, établies depuis 2005, ont inscrit la commune et le territoire concerné dans une dynamique qu'il convient de ne pas bouleverser dans le cadre du présent RLPi. Par conséquent, les règles établis pour la publicité de petit format, les chevalets et la publicité sur les bâches de chantier sont reconduites et induisent une interdiction dans la zone 6 pour cette commune.
- pour les communes de Chauvigny et Lusignan, les règles applicables dans les communes de moins de 10 000 habitants hors unité urbaine de Poitiers s'appliquent.

6.1.8 La Zone 7

Définition de la zone

Les zones d'activités ou commerciales des communes situées dans l'unité urbaine de Poitiers sont regroupées au sein de ce secteur. De par la reconnaissance par le SCoT du Seuil du Poitou des communes de Chauvigny et Lusignan comme pôle urbain d'équilibre, les zones d'activités économiques ou commerciales qui y sont présentes ont vocation également à y trouver leur place. Au même titre que les axes structurants, ce sont des lieux privilégiés pour la présence de la publicité.

Le site de la technopôle du Futuroscope à Chasseneuil-du-Poitou et Jaunay-Marigny, bien que présentant des caractéristiques proches des zones d'activités et commerciales ne s'inscrit pas dans cette zone. Ses composantes spécifiques et son image ont font un site à part entière : ce site touristique accueille le 3^{ème} parc de loisirs français et les activités qui y sont liées, de nombreux acteurs de la recherche et de la formation (lycée pilote innovant XX, Ecole Nationale de Mécanique et d'Aérotechnique, l'un des trois sites de l'Université de Poitiers, le réseau canopé, le Centre National d'Education à Distance...), le Palais des Congrès, des entreprises innovantes et des administrations.

Règles applicables

Les règles du RNP sont parfaitement adaptées aux caractéristiques des zones visées.

- cependant, pour une parfaite cohérence avec la zone 6, la surface des dispositifs est réduite à 10,5 mètres carrés, hors numérique. De plus, les deux règles de densité applicables en zone 6, linéaire minimum de 20 mètres de linéaire de façade et 1 seul dispositif par unité foncière, sont reprises.
- les règles des zones 4, 5 et 6 s'appliquent pour la publicité de petit format, sur mobilier urbain, numérique, palissades de chantier et sur bâches de chantier s'appliquent également à cette zone.
- pour ne pas voir se multiplier la présence de dispositifs de type inconnus à ce jour, toute autre forme de publicité est interdite.
- La Commune de Jaunay-Marigny disposait d'un règlement local de publicité à l'échelle de la commune dont les règles, établies depuis 2005, ont inscrit la commune et le territoire concerné dans une dynamique qu'il convient de ne pas bouleverser dans le cadre du présent RLPi. Par conséquent, les règles établis pour la publicité de petit format, les chevalets et la publicité sur les bâches de chantier sont reconduites et induisent une interdiction dans la zone 7 pour cette commune.
- pour les communes de Chauvigny et Lusignan, les règles applicables dans les communes de moins de 10 000 habitants hors unité urbaine de Poitiers s'appliquent.

6.2 Enseignes - Règles et zonage

6.2.1 Prescriptions communes à l'ensemble des zones

6.2.1.1 Interdictions générales

A la différence de la publicité, les enseignes ne font pas l'objet d'interdiction. Les prescriptions édictées ci-dessous sont en vigueur dans l'ensemble du territoire de Grand Poitiers Communauté urbaine.

Le RLPi de Grand Poitiers Communauté urbaine interdit les enseignes apposées sur les arbres, les haies et les plantations arbustives. Cette règle s'explique pour deux raisons : d'une part, pour placer le régime des enseignes sur un pied d'égalité avec le régime de la publicité extérieure qui interdit la publicité sur les arbres et d'autre part, pour prendre en considération le patrimoine végétal et ne pas le fragiliser (article E.A).

Afin de ne pas aggraver la pollution lumineuse nocturne et limiter les atteintes potentielles pour la biodiversité nocturne, les enseignes à faisceau laser sont interdites et l'éclairage des enseignes doit être dirigé vers le bas (articles E.G et E.H).

6.2.2.2 Insertion dans l'environnement (article E.B)

Les enseignes apposées sur les façades sont des éléments rapportés sur le bâti. Elles ne doivent pas dénaturer le support. Des règles d'apposition en respect de l'architecture du bâtiment où s'exerce l'activité signalée et d'harmonisation avec les lignes de composition de la façade sont édictées. Le respect des chartes et autres documents édictés par les communes contribuant à ces objectifs doivent être pris en compte.

6.2.2.3 Enseignes scellées au sol (article E.C)

Des prescriptions garantissant la qualité esthétique sont fixées pour la forme les différenciant des dispositifs publicitaires, ainsi que la structure du dispositif. L'impact de ces enseignes dans les perspectives est très important. Aussi, pour en diminuer l'effet, le regroupement sur un seul support des messages des différents établissements présents sur l'unité foncière est imposé. Une autre règle consiste à privilégier les enseignes perpendiculaires et n'autoriser l'enseigne scellée au sol qu'en cas de retrait de l'axe et sur justification du demandeur.

Pour dégager les abords des axes routiers et ainsi garantir une visibilité et une lisibilité harmonieuse de l'interface entre les espaces publics et les espaces privés, un recul de 5 mètres est imposé à compter de l'alignement pour l'installation du dispositif.

6.2.2.4 Enseignes sur murs de clôture (articles E.D et E.E)

La nécessité pour certains établissements d'utiliser ce type d'enseignes est impératif. Néanmoins, pour insérer au mieux ces dispositifs sur la clôture, des règles d'harmonisation avec le support sont fixées.

Pour une égalité de traitement avec la publicité et une similitude de préservation des lieux, les enseignes sur clôtures non aveugles sont interdites.

6.2.2.5 Enseignes temporaires (article E.F)

La réglementation nationale prévoit peu de dispositions applicables aux enseignes temporaires hormis une durée d'installation liée à la durée de l'opération qu'elles signalent. Le règlement renforce leur encadrement en limitant leur durée d'apposition.

6.2.2.6 Horaires d'extinction (article E.I)

Les enseignes lumineuses prennent leur sens lorsque l'établissement est ouvert. Elles entrent, comme la publicité, dans la facture énergétique et la pollution lumineuse nocturne. Dans la continuité des règles prescrites par le RNP, les enseignes lumineuses sont allumées 1 heure avant l'ouverture de l'établissement et éteintes 1 heure après la fermeture.

6.3.1 La zone 1

Définition de la zone

Les différents secteurs regroupent des espaces naturels et du bâti protégé ou à préserver. Il s'agit de :

- les sites classés, les sites inscrits AC2, les zones Natura 2000, les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF), les espaces naturels sensibles (ENS), les espaces gérés par le Conservatoire régional d'espaces naturels (CREN), les zones de protection de biotope fixées par arrêté préfectoral, les abords immédiats des grands parcs et espaces verts publics et les parties non urbanisées des vallées.
- les abords des monuments historiques, des sites inscrits AC1, les secteurs dans lesquels existe un lien étroit entre espaces patrimoniaux et cœur de vallée,
- les axes arborés ;
- le centre-bourg des communes ;
- le patrimoine architectural recensé dans les plans locaux d'urbanisme ;
- les espaces boisés classés.

Une adaptation mesurée de la présence des enseignes est essentielle.

Règles applicables

Les établissements présents doivent pouvoir se signaler, mais dans le respect des règles suivantes qui tendent vers la qualité.

Les enseignes à plat se conforment à l'article E.B. La vitrophanie est prise en compte dans cette démarche.

Une restriction à 1 enseigne perpendiculaire par voie l'établissement est imposée, le RNP ne mettant pas de limites.

Les enseignes scellées au sol ont une surface limitée à 2 mètres carrés. Lorsque ces dernières ont une surface inférieure à 1 m², elles sont soumises à une règle de densité que n'a pas envisagée la réglementation nationale et sont limitées à 1 par voie bordant l'établissement. Les chevalets ou porte-menu, participant à l'animation économique, sont limités en nombre et respectent une surface maximale.

Les dispositifs dont l'impact sur le cadre de vie est le plus important sont interdits (enseignes sur toiture ou enseignes numériques).

6.3.2 La zone 2

Définition de la zone

Le site patrimonial remarquable de Poitiers constitue le cœur de ville enserré dans les boulevards... La question des enseignes a été définie lors de la révision du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur approuvée en avril 2012 après plusieurs années de procédure. Le choix réalisé, partagé et validé par les collectivités et l'État a été formulé dans le règlement du PSMV. Le présent RLPi vise à maintenir ces choix et ne saurait les remettre en cause.

Le rapport de présentation du PSMV indique les principes fondateurs régissant les attendus règlementaires en matière d'enseigne :

« Les commerces doivent s'implanter avec discrétion en respectant les caractéristiques de l'architecture des constructions dans lesquelles ils sont (ou seront) situés. Leur aménagement doit conjuguer qualité et discrétion, que ce soit pour la devanture, pour les bannes éventuelles ou pour les terrasses ouvertes. Les terrasses couvertes sont interdites sauf dans le cadre d'un projet d'aménagement global d'un espace public compatible avec l'architecture environnante. »

Règles applicables

1 enseigne à plat ou perpendiculaire est autorisée par voie bordant l'établissement.

La surface des enseignes perpendiculaires est limitée.

Des modalités d'éclairage sont fixées.

Dans la logique d'harmonisation et de protection d'espaces relativement similaires, les enseignes scellées au sol de plus ou moins 1 mètre carré, répondent aux mêmes prescriptions que celles de la zone 1, et les enseignes en toiture ou numériques sont interdites. Les chevalets ou porte-menu trouvent leur place dans cette zone.

6.3.3 La zone 3

Définition de la zone

Cette zone correspond aux zones 6 et 7 de la publicité, axes structurants et zones d'activités ou commerciales. Ce sont les portions de territoire où l'on recense les plus grandes dimensions d'enseignes en adéquation avec les bâtis. Au regard de ses spécificités, le site du technopôle du Futuroscope est insérée dans cette zone.

Règles applicables

La vocation économique et de grands passages de cette zone justifie l'adoption des règles les plus larges du RNP avec quelques adaptations.

Certains axes sont bordés par deux communes dans lesquelles le régime des enseignes scellées au sol applicable est différent (+ ou - de 10 000 habitants. Le principe d'harmonisation, propre à la démarche du RLPi, conduit à prescrire une surface maximale de 6 mètres carrés sur toute la zone.

Les enseignes scellées au sol de moins d'1 mètre carré souvent envahissantes, elles sont limitées à 1 par voie bordant l'établissement.

Les enseignes en toiture peuvent trouver leur place dans ces lieux où l'architecture des bâtiments s'y prête, mais ont une hauteur qui ne dépasse pas 1/5^e de la hauteur de la façade.

Le numérique, nouvelle technologie émergente adaptée à cette zone, peut s'y inscrire. Son implantation doit être adaptée au contexte environnant et bordant l'axe principal. C'est pourquoi, la surface maximale des dispositifs admis est de 8 m². Cette dernière est ramenée à 2 m² aux abords des carrefours pour répondre à une logique d'information du piéton qui traverse ces lieux.

Pour maintenir les règles de protection établies dans son RLP de 2005, à Jaunay-Marigny, les enseignes scellées au sol ont une hauteur limitée à 4 mètres et une largeur à 1,5 mètre et les enseignes en toiture sont interdites.

6.3.4 La zone 4

Définition de la zone

En dehors des lieux protégés identifiés dans les zones 1, 2 et des zones d'activités ou commerciales incluses dans la zone 3, le RLPi considère que le reste du territoire, qu'il soit en agglomération ou hors agglomération, peut être soumis aux mêmes règles d'implantation des enseignes.

Règles applicables

Ce sont les mêmes principes qui ont conduit à adopter les règles en zone 1 et 2, bien que l'architecture ne justifie pas une exigence aussi élevée.

Le enseignes perpendiculaires sont limitées en nombre et en surface.

Les enseignes scellées au sol reprennent la surface de 4 mètres carrés, à l'identique de la zone 1. Celles de moins d e1 mètre carré sont limitées à 1.

Il en va de même pour les enseignes en toiture ou numériques qui sont interdites.

Règlement Local de Publicité intercommunal

Elaboration prescrite le 8 décembre 2017

Projet arrêté le 6 décembre 2019

3 - Règlement **et** **Glossaire**

SOMMAIRE

PREAMBULE.....	3
TABLEAUX SYNTHETIQUES DE LA TRAME REGLEMENTAIRE	4
REGLEMENT DE LA PUBLICITÉ	8
REGLEMENT DES ENSEIGNES.....	16
GLOSSAIRE	21

PREAMBULE

Le règlement local de publicité intercommunal (RLPi) établit 7 zones pour la publicité (P1 à P7) et 4 zones pour les enseignes (Zone E 1 à E 4) sur le territoire de Grand Poitiers Communauté urbaine.

Lorsqu'une zone agglomérée s'étend au-delà des limites actuelles de l'agglomération déterminées à la date d'approbation du présent règlement, le régime de la publicité qui lui est applicable est celui de la zone voisine présentant les caractéristiques les plus proches jusqu'à la prochaine modification ou révision du règlement.

Le présent règlement adapte le règlement national de publicité (RNP) aux spécificités du territoire de Grand Poitiers Communauté urbaine.

Les dispositions du RNP non expressément modifiées par le présent règlement demeurent applicables.

Conformément à l'article L.581-19 du code de l'environnement, les préenseignes sont soumises aux dispositions qui régissent la publicité. Par conséquent, les dispositions du présent règlement relatives à la publicité s'appliquent également aux préenseignes, à l'exclusion toutefois des préenseignes dérogatoires au sens du 3^{ème} alinéa de l'article L.581-19 du code de l'environnement.

Sont annexés au présent règlement :

- le plan général et le plan de chaque commune faisant apparaître les zones, qui ont valeur réglementaire ;
- les arrêtés municipaux fixant les limites des agglomérations. Celles-ci sont également représentées sur un document graphique ;
- un glossaire.

TABLEAUX SYNTHETIQUES DE LA TRAME REGLEMENTAIRE

Légende des tableaux :

Moins restrictif que le Code de l'environnement
Code de l'environnement
Plus restrictif que le Code de l'environnement
Interdiction

POUR LA PUBLICITE : LES DISPOSITIONS GENERALES

Protection L.581-8 : SPR, abords des MH	Les règles de la zone s'appliquent
Protection L.581-8 : natura 2000, sites inscrits AC2	Le code de l'environnement s'applique
Murs de clôtures ou clôtures aveugles ou non	Interdit
Patrimoine remarquable recensé dans les PLU	Interdit
EBC	Interdit
Unité foncière boisée	Interdit
Scellés au sol	Habillage du dos pour les simples faces, suppression des interstices entre les deux faces
Accessoires	Jambes de forces, pieds-échelles, fondations dépassant le niveau du sol = interdit
Passerelle	uniquement si amovible ou escamotable
Sur mur	retrait de 0,50 m de toute arête verticale.
Pré-enseignes temporaires	en aggro, soumises aux dispositions du RLPi
Palissade de chantier	surface < à 4 m ²
Bâches publicitaires	interdit
Domaine SNCF (hors quais)	1 dispositif tous les 100 m
Petit Format	interdit sur piédroits ou murs en pierre naturelle
Lumineuse	Extinction de 23 h à 7 h

POUR LA PUBLICITE : LES REGLES PAR ZONES

TOUTES COMMUNES										
Mobilier urbain			Propriété privée							
	surfaces	Numérique	murale	scellée au sol	Densité	Petit format	Numérique	Chevalets	Bâches de chantier	
Zone 1	Interdiction		Interdiction							
• Sites classés, sites inscrits AC2, natura 2000, ZNIEFF, ENS, espaces gérés par le CREN, APPB, abords immédiats des grands parcs et espaces verts publics										
• Partie non urbanisée des vallées										
COMMUNES DE MOINS DE 10 000 HORS UU										
Zone 2	Secteurs protégés (abords des MH, patrimoines bâtis repérés au PLU)	< à 2 m²	Interdit Interdiction	Interdiction	Interdiction	sans objet	1 dispositif par devanture < à 0,5 m²	Interdiction	Interdiction	Interdiction
Zone 3	Reste du territoire	< à 2 m²	Interdit Interdiction	4 m² sur mur	Interdiction	1 par unité foncière	1 dispositif par devanture < à 0,5 m²	Interdiction	Interdiction	Interdiction
COMMUNES DE + OU - 10 000 EN UU										
Zone 4	• Secteurs protégés (SPR, sites inscrits AC1, axes arborés) • Secteurs dans lesquels existe un lien étroit entre espaces patrimoniaux et cœur de vallée	< à 2 m² 12 m² pour les colonnes culturelles si + de 10 000 hbts	2 m² si + de 10 000	Interdiction	Interdiction	Sans objet	1 dispositif par devanture < à 0,5 m²	Interdiction	1 par établissement et limitation de surface	RNP
Zone 5	Quartiers résidentiels	< à 2 m²	< à 2 m²	4 m² sur mur	Interdit	1 par unité foncière. Définition d'un linéaire en degà duquel les dispositifs sont interdits	1 dispositif par devanture < à 0,5 m²	Interdit	1 par établissement et limitation de surface	RNP
Zone 6	Voies structurantes	< à 10,5 m²	8 m² si + de 10 000 Interdit si - de 10 000	10,5 m²	10,5 m²	Idem : 1 par UF et linéaire minimum	RNP	Interdit sur les axes en dehors de zones d'activités économiques ou commerciales	1 par établissement et limitation de surface	RNP
Zone 7	Zones d'activités économiques et commerciales	< à 10,5 m²	8 m² si + de 10 000 Interdit si - de 10 000	10,5 m²	10,5 m²	Idem : 1 par UF et linéaire minimum	RNP	8 m²	1 par établissement surface à définir	RNP

POUR LES ENSEIGNES : LES DISPOSITIONS GENERALES

- Les enseignes sont soumises à autorisation sur la totalité du territoire, aggloméré ou non.
- Cette autorisation est accordée ou refusée par le maire, après avis de l'ABF, lorsque celui-ci est requis.

Sur les arbres et les haies	Interdit
Insertion dans l'environnement	Les enseignes doivent respecter l'architecture du bâtiment où s'exerce l'activité signalée. Elles doivent s'harmoniser avec les lignes de composition de la façade et tenir compte de ses différents éléments : emplacement des baies, des portes d'entrée, porches, piliers, arcades, ainsi que tous motifs décoratifs. Cette autorisation peut être refusée si l'enseigne, par ses dimensions, ses couleurs, ses matériaux ou son implantation porte atteinte à la qualité de la façade, aux lieux avoisinants, aux perspectives, aux paysages, à l'environnement ou à la sécurité des usagers de la voie publique. Le respect des chartes et autres documents édictés par la commune est également pris en compte lors de l'instruction.
Scellées au sol	Pour les établissements en retrait de l'axe, les enseignes perpendiculaires seront privilégiées. (Une scellée au sol pourra être installée, s'il n'y a pas d'enseigne perpendiculaire)
	Simple face = dos habillé, double face = pas de séparation visible Forme de totem (avec règle de proportion hauteur - largeur) Regroupement sur même support si plusieurs établissements
Sur murs de clôture	Cas par cas : Règle d'intégration à la construction et à l'environnement
Sur clôtures non aveugles	Interdit
Horaires d'extinction	1h avant l'ouverture de l'établissement et 1h après sa fermeture
Enseignes lumineuses	La lumière doit être dirigée vers le sol
Faisceau de rayonnement laser	Interdit
Enseignes temporaires	10 jours avant - 3 jours après et limitées à une par voie bordant l'établissement

POUR LES ENSEIGNES : LES REGLES PAR ZONES

Zone 1 : secteurs protégés et centre des communes <ul style="list-style-type: none"> • Zone 1 de la publicité : sites classés, sites inscrits AC2, natura 2000, ZNIEFF, ENS, espaces gérés par le CREN, APPB, abords immédiats des grands parcs et espaces verts publics, partie non urbanisée des vallées • abords des MH, sites inscrits AC1, secteurs dans lesquels existe un lien étroit entre espaces patrimoniaux et cœur de vallée, axes arborés • Centre bourgs des communes, le patrimoine architectural recensé dans les PLU • les EBC
Zone 2 : Site patrimonial de Poitiers
Zone 3 : Zones d'activités commerciales, économiques et grands axes structurants
Zone 4 : Reste du territoire (y compris hors agglomération)

	Z1 :secteurs protégés des communes	Z2 : SPR de Poitiers	Z3 zones d'activités et axes structurants	Z4 :reste du territoire
à plat	Voir disposition générales d'insertion dans l'environnement	Voir disposition générales d'insertion dans l'environnement 1 enseigne par voie bordant l'établissement simple graphisme sans panneau de fond hauteur du corps des lettres < à 0,3 m	Voir disposition générales d'insertion dans l'environnement	Voir disposition générales d'insertion dans l'environnement
perpendiculaire	1 par voie bordant l'établissement	1 par voie bordant l'établissement surface < à 0,33 ou 0,5 m ² Interdiction sur balcons caissons entièrement diffusants interdits	RNP	1 par voie bordant l'établissement hauteur libre sous enseigne > à 2,5 m surface < à 1 m ²
scellée au sol > à 1 m ²	surface < à 2 m ²	surface < à 2 m ²	6 m ²	surface < à 4 m ²
scellée au sol < à 1 m ² (hors chevalet)	1 par voie bordant l'établissement	1 par voie bordant l'établissement	1 par tranche de 20 m commencée par voie bordant l'établissement	1 par voie bordant l'établissement
chevalet ou porte-menu		1 par établissement	1 par établissement	1 par établissement
Vitrophanies	Inclus dans le % d'occupation de la façade commerciale	10 % surface baie	RNP	10 % surface baie
sur toiture	Interdites	Interdites	1/5eme de la façade avec un maximum de 60m ²	Interdites
numériques	Interdites	Interdites	surface < à 8 m ² uniquement sur façade	Interdites

REGLEMENT DE LA PUBLICITÉ

PRESCRIPTIONS COMMUNES A L'ENSEMBLE DES ZONES

P.A : Dérogation à l'interdiction de la publicité

La publicité est admise dans les lieux énumérés à l'article L.581-8 du Code de l'environnement, à l'exception des zones Natura 2000 et des sites inscrits au titre du paysage. Elle demeure toutefois soumise aux dispositions des zones du présent règlement dans lesquelles elle se situe.

P.B : Publicité sur murs de clôtures ou clôtures aveugles ou non

La publicité sur murs de clôtures ou clôtures aveugles ou non est interdite.

P.C : Publicité sur le patrimoine remarquable recensé dans les Plans Locaux d'Urbanisme

La publicité est interdite sur les unités foncières accueillant le patrimoine remarquable identifié dans les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU).

P.D : Publicité dans les espaces boisés classés

La publicité dans les espaces boisés classés est interdite.

P.E : Publicité dans les unités foncières boisées

La publicité est admise sur les parties non boisées des unités foncières comportant du boisement.

P.F : Publicité sur mur

La publicité est interdite sur les murs en pierres apparentes.

Un dispositif publicitaire ne peut être apposé à moins de 0,50 mètre de toute arête verticale du mur qui le supporte ou masquer un élément de décor patrimonial. Dans tous les cas, le dispositif est installé en retrait des chainages d'angle apparents.

P.G : Dispositifs scellés au sol ou installés directement sur le sol

Les dispositifs scellés au sol ou installés directement sur le sol peuvent être simple ou double face. Lorsqu'ils sont simple face, le dos doit être habillé et ne pas laisser apparaître les structures du dispositif. Lorsqu'ils sont double face, les dispositifs ne doivent pas présenter de séparation visible. Les dispositifs implantés en V sont interdits.

P.H : Accessoires

Les accessoires de sécurité (échelles, passerelles) ne sont admis que s'ils sont amovibles, escamotables ou non visibles d'une voie ouverte à la circulation publique. Ils peuvent être mis en place ou déployés uniquement pendant les interventions d'affichage, d'entretien ou de maintenance.

P.I : Préenseignes temporaires

En agglomération, elles sont soumises aux dispositions du RLPi.

P.K : Publicité sur palissades de chantier

La surface unitaire des dispositifs est limitée à 4 mètres carrés.

P.L : Bâches publicitaires

Elles sont interdites.

P.M : Règle de densité sur le domaine public ferroviaire

Sur le domaine public ferroviaire, une distance de 100 mètres minimum doit séparer deux dispositifs. Cette règle de densité ne s'applique pas entre deux dispositifs séparés par une voie ferrée, ni dans l'emprise des quais de gare.

P.N : Publicité de petit format

La publicité de petit format est interdite sur les piédroits des devantures ou sur les murs en pierre naturelle.

P.O : Publicité lumineuse

La publicité lumineuse est interdite dans les lieux exempts d'éclairage public.

P.P : Horaires d'extinction

La publicité lumineuse (y compris celle qui est supportée par le mobilier urbain) et celle éclairée par projection ou transparence, sont éteintes entre 23 heures et 7 heures du matin. Il peut être dérogé à cette extinction lors d'événements exceptionnels définis par arrêté municipal.

P.Q : Publicité numérique

L'interdistance entre deux dispositifs numériques le long d'un même axe est au minimum de 150 mètres.

P.R. : Communes et unité urbaine

Communes de moins de 10 000 habitants n'appartenant pas à l'unité urbaine		
Beaumont Saint-Cyr	Fontaine-le-Comte	Pouillé
Béruges	Jardres	Rouillé
Bignoux	Jazeneuil	Sainte-Radegonde
Bonnes	La Chapelle-Moulière	Saint-Georges-lès-Baillargeaux
Celle-Lévescault	La Puye	Saint-Julien-l'Ars
Chauvigny	Lavoux	Saint-Sauvant
Cloué	Ligugé	Sanxay
Coulombiers	Liniers	Savigny-Lévescault
Croutelle	Lusignan	Sèvres-Anxaumont
Curzay-sur-Vonne	Mignaloux-Beauvoir	Tercé
Dissay	Montamisé	
Communes de moins de 10 000 habitants appartenant à l'unité urbaine		
Biard	Chasseneuil-du-Poitou	Jaunay-Marigny
Migné-Auxances	Saint-Benoît	Vouneuil-sous-Biard
Communes de plus de 10 000 habitants		
Buxerolles	Poitiers	

ZONE 1 PUBLICITE

Article P.1.1 : Définition

La zone 1 couvre sur toutes les communes de Grand Poitiers les sites classés, les sites inscrits au titre du paysage naturel, les zones Natura 2000, les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF), les espaces naturels sensibles (ENS), les espaces gérés par le Conservatoire régional d'espaces naturels (CREN), les zones de protection de biotope fixées par arrêté préfectoral, les abords immédiats des grands parcs et espaces verts publics, les parties non urbanisées des vallées et les abords des voies offrant des perspectives paysagères.

Article P.1.2 : Publicité

Toute forme de publicité est interdite.

ZONE 2 PUBLICITE

Article P.2.1 : Définition

La zone 2 couvre les secteurs protégés (abords des monuments historiques, patrimoines bâtis repérés au PLU, cœurs historiques de certains bourgs, secteurs urbanisés offrant des points de vue pittoresques ou remarquables, secteurs dans lesquels existe un lien étroit entre espaces patrimoniaux et cœur de vallée, sites inscrits au titre du patrimoine urbain, voies proposant un caractère arboré ou végétalisé significatif et de qualité) des communes de moins de 10 000 habitants situées hors unité urbaine.

Article P.2.2 : Publicité de petit format

Un seul dispositif est admis par devanture. Sa surface est limitée à 0,50 mètre carré.

Article P.2.3 : Publicité sur mobilier urbain

Sa surface est limitée à 2 mètres carrés.

Le mobilier urbain support de publicité ne devra pas s'implanter dans les cônes de vues ouverts permettant de percevoir la silhouette de la ville, sa géomorphologie, ses bâtiments remarquables. Les dispositifs sont autorisés sous réserve qu'ils ne viennent pas s'inscrire et/ou perturber la lecture des continuités paysagères arborées et/ou végétalisées présentes sur l'axe considéré. Ils ne doivent pas conduire à la suppression ou la réduction de l'ampleur des sujets arborés ou la réduction des espaces végétalisés en pleine terre sauf nécessité de service publics (notamment abri voyageurs).

La nature et les conditions d'insertion du dispositif doivent éviter les perturbations pour l'avifaune les chiroptères... notamment en cas de recours à des dispositifs lumineux.

Article P.2.4 : Autre forme de publicité

Toute autre forme de publicité est interdite.

ZONE 3 PUBLICITE

Article P.3.1 : Définition

La zone 3 couvre le reste du territoire aggloméré des communes de moins de 10 000 habitants situées hors unité urbaine.

Article P.3.2 : Publicité sur mur

Un seul dispositif est admis par unité foncière. Sa surface est limitée à 4 mètres carrés.

Toutefois, elle est interdite à Jaunay-Marigny.

Article P.3.3 : Publicité de petit format

Un seul dispositif est admis par devanture. Sa surface est limitée à 0,50 mètre carré.

Article P.3.4 : Publicité sur mobilier urbain

Sa surface est limitée à 2 mètres carrés.

Article P.3.5 : Autre forme de publicité

Toute autre forme de publicité est interdite à l'exception de celle apposée sur les palissades de chantier qui se conforme à l'article P.K.

ZONE 4 PUBLICITE

Article P.4.1 : Définition

La zone 4 couvre le site patrimonial remarquable de Poitiers, les abords des Monuments Historiques, les sites inscrits au titre du patrimoine urbain, les constructions remarquables et secteurs patrimoniaux du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de grand Poitiers (annexe patrimoniale et zones U«p»), les abords des voies proposant un caractère arboré ou végétalisé significatif et de qualité, les secteurs urbanisés offrant des points de vue pittoresques ou remarquables et les secteurs dans lesquels existe un lien étroit entre espaces patrimoniaux et cœur de vallée des communes de plus ou moins de 10 000 habitants situées dans l'unité urbaine. Le Futuroscope à Chasseneuil-du-Poitou et Jaunay-Marigny complète cette zone.

Article P.4.2 : Publicité de petit format

Un seul dispositif est admis par devanture. Sa surface est limitée à 0,50 mètre carré.

Article P.4.3 : Chevalets

Un seul dispositif de type chevalet posé sur le sol peut être autorisé le long de chaque voie ouverte à la circulation publique bordant l'unité foncière où s'exerce l'activité. Il doit être placé au droit de l'établissement. Utilisable au recto et au verso, sa surface est limitée à 1 mètre carré par face. Il doit être de forme simple et en harmonie avec son environnement immédiat. L'implantation doit respecter les normes d'accessibilité en vigueur.

Article P.4.4 : Publicité sur mobilier urbain

La surface du mobilier urbain est limitée à 2 mètres carrés, à l'exception des colonnes porte-affiches qui sont admises dans les communes de plus de 10 000 habitants.

Le mobilier urbain support de publicité ne devra pas s'implanter dans les cônes de vues ouverts permettant de percevoir la silhouette de la ville, sa géomorphologie, ses bâtiments remarquables. Les dispositifs sont autorisés sous réserve qu'ils ne viennent pas s'inscrire et/ou perturber la lecture des continuités paysagères arborées et/ou végétalisées présentes sur l'axe considéré. Ils ne doivent en aucune manière conduire à la suppression ou la réduction de l'ampleur des sujets arborés ou la réduction des espaces végétalisés en pleine terre sauf nécessité de service publics (notamment abri voyageurs). La nature et les conditions d'insertion du dispositif doivent éviter les perturbations pour l'avifaune les chiroptères... notamment en cas de recours à des dispositifs lumineux.

Article P.4.5 : Publicité numérique

Elle ne peut être autorisée que sur le mobilier urbain dans les communes de plus de 10 000 habitants. Sa surface est limitée à 2 mètres carrés.

Article P.4.6 : Publicité sur bâches de chantier

La publicité sur bâches de chantiers se conforme aux dispositions du règlement national de publicité.

Article P.4.7 : Autre forme de publicité

Toute autre forme de publicité est interdite à l'exception de celle apposée sur les palissades de chantier qui se conforme à l'article P.K.

ZONE 5 PUBLICITE

Article P.5.1 : Définition

La zone 5 couvre les quartiers résidentiels des communes appartenant à l'unité urbaine. Ces quartiers comprennent de l'habitat pavillonnaire ou collectif et des espaces économiques ou d'équipements constitutifs de ce tissu urbain.

Article P.5.2 : Publicité sur mur

Sa surface est limitée à 4 mètres carrés.

Un seul dispositif est admis par unité foncière dont le linéaire de façade est supérieur à 20 mètres.

A Jaunay-Marigny, elle est interdite.

Article P.5.3 : Publicité de petit format

Un seul dispositif est admis par devanture. Sa surface est limitée à 0,50 mètre carré.

A Jaunay-Marigny, elle est interdite.

Article P.5.4 : Chevalets

Un seul dispositif de type chevalet posé sur le sol peut être autorisé le long de chaque voie ouverte à la circulation publique bordant l'unité foncière où s'exerce l'activité. Il doit être placé au droit de l'établissement. Utilisable au recto et au verso, sa surface est limitée à 1 mètre carré par face. L'implantation doit respecter les normes d'accessibilité en vigueur et ne doit pas remettre en cause la sécurité.

A Jaunay-Marigny, ils sont interdits.

Article P.5.5 : Publicité sur mobilier urbain

Sa surface est limitée à 2 mètres carrés.

Article P.5.6 : Publicité numérique

Elle ne peut être autorisée que sur le mobilier urbain dans les communes de plus de 10 000 habitants. Sa surface est limitée à 2 mètres carrés.

A Jaunay-Marigny, elle est interdite.

Article P.5.7 : Publicité sur bâches de chantier

La publicité sur bâches de chantiers se conforme aux dispositions du règlement national de publicité.

A Jaunay-Marigny, elle est interdite.

Article P.5.8 : Autre forme de publicité

Toute autre forme de publicité est interdite à l'exception de celle apposée sur les palissades de chantier qui se conforme à l'article P.K.

ZONE 6 PUBLICITE

Article P.6.1 : Définition

La zone 6 couvre une partie des voies structurantes, augmentés d'une largeur de 20 mètres de part et d'autre des voies à partir de l'alignement, y compris dans les communes de Chauvigny et de Lusignan.

Article P.6.2 : Protection des espaces sensibles

Les dispositifs publicitaires sont admis sous réserve qu'ils ne viennent pas s'inscrire et/ou perturber la lecture des continuités paysagères arborées et/ou végétalisés présentes sur l'axe considéré. Ils ne doivent en aucune manière conduire à la suppression ou la réduction de l'ampleur des sujets arborés ou la réduction des espaces végétalisés en pleine terre. La nature et les conditions d'insertion du dispositif doivent s'inscrire avec un souci constant de sobriété et de simplicité des matériels, en évitant les perturbations pour l'avifaune, les chiroptères... notamment en cas de recours à des dispositifs lumineux.

Article P.6.3 : Densité

Un seul dispositif, qu'il soit mural ou scellé au sol, est admis par unité foncière. Un seul dispositif est admis par unité foncière dont le linéaire de façade est supérieur à 20 mètres. Tout dispositif situé à moins de 150 mètres d'une intersection est limité à 2 mètres carrés de surface.

A Jaunay-Marigny, le dispositif ne peut être implanté que sur les unités foncières dont le linéaire est supérieur à 35 mètres.

Article P.6.4 : Publicité sur mur

La surface totale des dispositifs est limitée à 10,5 mètres carrés sur les murs orientés vers l'axe.

A Jaunay-Marigny, elle est interdite.

A Chauvigny et Lusignan, elle est limitée à 4 mètres carrés.

Article P.6.5 : Publicité de petit format

Elle se conforme aux dispositions du règlement national de publicité.

A Jaunay-Marigny, elle est interdite.

Article P.6.6 : Publicité scellée au sol ou installée directement sur le sol

La surface totale des dispositifs est limitée à 10,5 mètres carrés.

A Jaunay-Marigny, la hauteur des dispositifs est limitée à 5,5 mètres.

A Chauvigny et Lusignan, elle est interdite.

Article P.6.7 : Chevalets

Un seul dispositif de type chevalet posé sur le sol peut être autorisé le long de chaque voie ouverte à la circulation publique bordant l'unité foncière où s'exerce l'activité. Il doit être placé au droit de l'établissement. Utilisable au recto et au verso, sa surface est limitée à 1 mètre carré par face. L'implantation doit respecter les normes d'accessibilité en vigueur.

A Jaunay-Marigny, Chauvigny et Lusignan, ils sont interdits.

Article P.6.8 : Publicité sur mobilier urbain

La surface totale des dispositifs est limitée à 10,5 mètres carrés.

A Jaunay-Marigny, Chauvigny et Lusignan, la surface est limitée à 2 mètres carrés.

Une interdistance minimale de 100 mètres entre deux dispositifs est imposée pour les dispositifs d'une surface supérieure à 2 mètres carrés, à l'exclusion des abri-voyageurs.

Article P.6.9 : Publicité numérique

La publicité numérique est autorisée sous réserve que la zone 6 soit en contiguïté d'une zone 7.

La surface totale des dispositifs est limitée à 8 mètres carrés.
A Chauvigny et Lusignan, elle est interdite.

Article P.6.10 : Publicité sur bâches de chantier

La publicité sur bâches de chantiers se conforme aux dispositions du règlement national de publicité.

Article P.6.11 : Autre forme de publicité

Toute autre forme de publicité est interdite à l'exception de celle apposée sur les palissades de chantier qui se conforme à l'article P.K.

ZONE 7 PUBLICITE

Article P.7.1 : Définition

La zone 7 couvre les zones d'activités ou commerciales, y compris dans les communes de Chauvigny et de Lusignan.

Article P.7.2 : Densité

Un seul dispositif, qu'il soit mural ou scellé au sol, est admis par unité foncière. Un seul dispositif est admis par unité foncière dont le linéaire de façade est supérieur à 20 mètres.

A Jaunay-Marigny, le dispositif ne peut être implanté que sur les unités foncières dont le linéaire est supérieur à 35 mètres.

Article P.7.3 : Publicité sur mur

La surface totale des dispositifs est limitée à 10,5 mètres carrés.

A Jaunay-Marigny, elle est interdite.

A Chauvigny et Lusignan, elle est limitée à 4 mètres carrés.

Article P.7.4 : Publicité de petit format

La publicité de petit format se conforme aux dispositions du règlement national de publicité.

Article P.7.5 : Publicité scellée au sol ou installée directement sur le sol

La surface totale des dispositifs est limitée à 10,5 mètres carrés.

A Jaunay-Marigny, la hauteur des dispositifs est limitée à 5,5 mètres. Ils sont implantés dans une bande de 20 mètres de la limite du domaine public.

A Chauvigny et Lusignan, elle est interdite.

Article P.7.6 : Chevalets

Un seul dispositif de type chevalet posé sur le sol peut être autorisé le long de chaque voie ouverte à la circulation publique bordant l'unité foncière où s'exerce l'activité. Il doit être placé au droit de l'établissement. Utilisable au recto et au verso, sa surface est limitée à 1 mètre carré par face. L'implantation doit respecter les normes d'accessibilité en vigueur et ne doit pas remettre en cause la sécurité.

A Jaunay-Marigny, Chauvigny et Lusignan, ils sont interdits.

Article P.7.7 : Publicité sur mobilier urbain

La surface totale des dispositifs est limitée à 10,5 mètres carrés.

A Jaunay-Marigny, Chauvigny et Lusignan, la surface est limitée à 2 mètres carrés.

Article P.7.8 : Publicité numérique

La surface totale des dispositifs est limitée à 8 mètres carrés.

A Chauvigny et Lusignan, elle est interdite.

Article P.7.9 : Publicité sur bâches de chantier

La publicité sur bâches de chantiers se conforme aux dispositions du règlement national de publicité.
A Chauvigny et Lusignan, elle est interdite.

Article P.7.10 : Autre forme de publicité

Toute autre forme de publicité est interdite à l'exception de celle apposée sur les palissades de chantier qui se conforme à l'article P.K.

REGLEMENT DES ENSEIGNES

PRESCRIPTIONS COMMUNES A L'ENSEMBLE DES ZONES

Article E.A : Enseignes sur les arbres

Les enseignes sont interdites sur les arbres, les haies et les plantations arbustives.

Article E.B : Insertion dans l'environnement

Les enseignes doivent respecter l'architecture du bâtiment où s'exerce l'activité signalée. Elles doivent s'harmoniser avec les lignes de composition de la façade et tenir compte de ses différents éléments : emplacement des baies, des portes d'entrée, porches, piliers, arcades, ainsi que tous motifs décoratifs.

Cette autorisation peut être refusée si l'enseigne, par ses dimensions, ses couleurs, ses matériaux ou son implantation porte atteinte à la qualité de la façade, aux lieux avoisinants, aux perspectives, aux paysages, à l'environnement ou à la sécurité des usagers de la voie publique. Le respect des chartes et autres documents édictés par la commune est également pris en compte lors de l'instruction.

Article E.C : Enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol

Les enseignes scellées au sol ne peuvent être autorisées que lorsque l'établissement se situe en retrait de l'axe et non visible depuis la voie publique, sur justification du demandeur. Toutefois, ces établissements doivent privilégier en premier lieu les enseignes perpendiculaires en appui du bâtiment.

Lorsqu'une enseigne scellée au sol est implantée, elle respecte un recul de 5 mètres à partir de la limite entre l'unité foncière et le domaine public.

Lorsqu'elles sont simple face, le dos des enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol doit être habillé afin de ne pas laisser apparaître les structures du dispositif. Lorsqu'elles sont double face, les enseignes ne doivent pas présenter de séparation visible. Leur largeur doit être inférieure à la moitié de leur hauteur.

Lorsque plusieurs établissements sont implantés sur une même unité foncière, leurs messages doivent être regroupés sur un seul et unique dispositif le long de chaque voie bordant l'unité foncière où s'exerce l'activité signalée. En cas d'impossibilité technique ou d'un nombre trop important d'établissements, une exception au regroupement sur un seul support pourra être admise.

Article E.D : Enseignes sur murs de clôture

Les enseignes sur murs de clôture doivent s'harmoniser avec les lignes de composition de la clôture et tenir compte des différents éléments suivants : rapport de proportion, nature du mur support, positionnement adapté.

Article E.E : Enseignes sur clôtures non aveugles

Les enseignes sur clôtures non aveugles sont interdites.

Article E.F : Enseignes temporaires

Les enseignes temporaires sont limitées à une par voie bordant l'établissement. Elles peuvent être apposées 10 jours avant le début de la manifestation qu'elles signalent et retirées 3 jours ouvrés après la fin de la manifestation.

Article E.G : Enseignes à faisceau de rayonnement laser

Les enseignes à faisceau de rayonnement laser sont interdites.

Article E.H : Enseignes lumineuses

L'éclairage doit être dirigé vers le bas.

Article E.I : Horaires d'extinction

Les enseignes lumineuses sont allumées 1 heure avant l'ouverture de l'établissement et éteintes 1 heure après la fermeture.

ZONE 1 ENSEIGNES

Article E.1.1 : Définition

La zone 1 couvre les secteurs suivants :

- les sites classés, les sites inscrits au titre du paysage naturel, les zones Natura 2000, les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF), les espaces naturels sensibles (ENS), les espaces gérés par le Conservatoire régional d'espaces naturels (CREN), les zones de protection de biotope fixées par arrêté préfectoral, les abords immédiats des grands parcs et espaces verts publics et les parties non urbanisées des vallées.
- les abords des monuments historiques, des sites inscrits au titre du patrimoine urbain, les secteurs dans lesquels existe un lien étroit entre espaces patrimoniaux et cœur de vallée,
- les axes arborés ;
- le centre-bourg des communes ;
- le patrimoine architectural recensé dans les plans locaux d'urbanisme ;
- les espaces boisés classés.

Article E.1.2 : Enseignes en façade à plat

Les enseignes en façade à plat se conforment à l'article E.B.

Article E.1.3 : Enseignes en façade perpendiculaires

Une enseigne est autorisée le long de chaque voie ouverte à la circulation publique bordant l'établissement. Sa surface est limitée à 1 mètre carré.

Article E.1.4 : Enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol de plus de 1 mètre carré

Les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol de plus de 1 mètre carré ont une surface limitée à 2 mètres carrés.

Article E.1.5 : Enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol de moins de 1 mètre carré

Les enseignes scellées au sol ou installées directement, hors chevalets ou porte-menu, sur le sol de moins de 1 mètre carré sont limitées à 1 dispositif le long de chaque voie ouverte à la circulation publique bordant l'établissement.

Article E.1.6 : Chevalets ou porte-menu

Les chevalets ou porte-menu sont limités à 1 par établissement.

Utilisable au recto et au verso, leur surface est limitée à 1 mètre carré par face. Il doit être de forme simple et en harmonie avec son environnement immédiat.

Article E.1.7 : Vitrophanies

Leur surface se conforme au règlement national de publicité. Elle est incluse dans la surface cumulée d'enseignes en façade commerciale.

Article E.1.8 : Enseignes en toiture ou terrasse en tenant lieu

Elles sont interdites.

Article E.1.9 : Enseignes numériques

Elles sont interdites.

ZONE 2 ENSEIGNES

Article E.2.1 : Définition

La zone 2 couvre le site patrimonial remarquable de Poitiers.

Article E.2.2 : Enseignes en façade à plat

Une seule enseigne est autorisée le long de chaque voie ouverte à la circulation publique bordant l'établissement. Si l'établissement dispose de plusieurs baies, un bandeau par baie peut être placé.

Le graphisme est simple, sans panneau de fond.

La hauteur du corps des lettres est limitée à 0,30 mètre.

Elle peut être opaque et éclairée par l'arrière ou bien lumineuse ou encore au néon.

Les caissons lumineux sont interdits.

Article E.2.3 : Enseignes en façade perpendiculaires

Une seule enseigne est autorisée le long de chaque voie ouverte à la circulation publique bordant l'établissement.

Elle est placée entre le rez-de-chaussée et le plancher du premier étage.

La partie inférieure est placée à une hauteur supérieure à 2,5 mètres par rapport au sol.

Sa surface est limitée à 0,33 mètre carré dans les rues étroites 0,50 mètre carré dans les rues de plus de 8 mètres de large.

La saillie par rapport au nu de la façade est inférieure à 0,80 mètre

Son apposition sur les balcons ou les étages supérieurs est interdite.

Les caissons lumineux entièrement diffusants sont interdits.

Article E.2.4 : Enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol de plus de 1 mètre carré

Les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol de plus de 1 mètre carré ont une surface limitée à 2 mètres carrés.

Article E.2.5 : Enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol de moins de 1 mètre carré

Les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol de moins de 1 mètre carré, hors chevalets ou porte-menu, sont limitées à 1 dispositif le long de chaque voie ouverte à la circulation publique bordant l'établissement.

Article E.2.6 : Chevalets ou porte-menu

Les chevalets ou porte-menu sont limités à 1 par établissement.

Utilisable au recto et au verso, leur surface est limitée à 1 mètre carré par face. Il doit être de forme simple et en harmonie avec son environnement immédiat.

Article E.2.7 : Vitrophanies

Leur surface est limitée à 10 % de la surface de la vitrine. Elle est incluse dans la surface cumulée d'enseignes en façade commerciale.

Article E.2.8 : Enseignes en toiture ou terrasse en tenant lieu

Elles sont interdites.

Article E.2.9 : Enseignes numériques

Elles sont interdites.

ZONE 3 ENSEIGNES

Article E.3.1 : Définition

La zone 3 couvre les zones d'activités commerciales, économiques, les grands axes structurants et le Futuroscope à Chasseneuil-du-Poitou et Jaunay-Marigny.

Article E.3.2 : Enseignes en façade à plat

Elles se conforment au règlement national de publicité.

Article E.3.3 : Enseignes en façade perpendiculaires

Elles se conforment au règlement national de publicité.

Article E.3.4 : Enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol de plus de 1 mètre carré

Les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol de plus de 1 mètre carré ont une surface limitée à 6 mètres carrés.

A Jaunay-Marigny, la hauteur est limitée à 4 mètres et la largeur à 1,5 mètres.

Article E.3.5 : Enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol de moins de 1 mètre carré

Les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol de moins de 1 mètre carré, hors chevalets ou porte-menu, sont limitées à 1 dispositif le long de chaque voie ouverte à la circulation publique bordant l'établissement si le linéaire d'unité foncière est inférieur à 20 mètres.

Article E.3.6 : Chevalets ou porte-menu

Les chevalets ou porte-menu sont limités à 1 par établissement.

Utilisable au recto et au verso, leur surface est limitée à 1 mètre carré par face. Il doit être de forme simple et en harmonie avec son environnement immédiat.

Article E.3.7 : Vitrophanies

Leur surface se conforme au règlement national de publicité. Elle est incluse dans la surface cumulée d'enseignes en façade commerciale.

Article E.3.8 : Enseignes en toiture ou terrasse en tenant lieu

Leur hauteur ne dépasse pas $1/5^{\text{ème}}$ de la hauteur de la façade. La surface maximale autorisée est de 60m².

Elles sont interdites à Jaunay-Marigny.

Article E.3.9 : Enseignes numériques

Elles ne peuvent être apposées que sur façade.

Leur surface est limitée à 8 mètres carrés.

ZONE 4 ENSEIGNES

Article E.4.1 : Définition

La zone 4 couvre les parties du territoire non comprises dans les zones 1, 2 ou 3, aggloméré ou non.

Article E.4.2 : Enseignes en façade à plat

Les enseignes en façade à plat se conforment au règlement national de publicité.

Article E.4.3 : Enseignes en façade perpendiculaires

Une seule enseigne est autorisée le long de chaque voie ouverte à la circulation publique bordant l'établissement.

Sa surface est limitée à 1 mètre carré.

La hauteur libre sous l'enseigne est supérieure à 2,5 mètres.

Article E.4.4 : Enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol de plus de 1 mètre carré

Les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol de plus de 1 mètre carré ont une surface limitée à 4 mètres carrés.

Article E.4.5 : Enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol de moins de 1 mètre carré

Les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol de moins de 1 mètre carré, hors chevalets ou porte-menu, sont limitées à 1 dispositif le long de chaque voie ouverte à la circulation publique bordant l'établissement.

Les chevalets ne sont pas soumis à cet article.

Article E.4.6 : Chevalets ou porte-menu

Les chevalets ou porte-menu sont limités à 1 par établissement.

Utilisable au recto et au verso, leur surface est limitée à 1 mètre carré par face. Il doit être de forme simple et en harmonie avec son environnement immédiat.

Article E.4.7 : Vitrophanies

Leur surface se conforme au règlement national de publicité. Elle est incluse dans la surface cumulée d'enseignes en façade commerciale.

Article E.4.8 : Enseignes en toiture ou terrasse en tenant lieu

Les enseignes en toiture ou terrasse en tenant lieu sont interdites.

Article E.4.9 : Enseignes numériques

Les enseignes numériques sont interdites.

GLOSSAIRE

Agglomération (Article R.110-2 du Code de la route) :

Espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis rapprochés et dont l'entrée et la sortie sont signalés par des panneaux placés à cet effet le long de la route qui le traverse ou qui le borde.

Alignement :

Limite entre le domaine public routier et les propriétés privées riveraines, le long d'une voie publique, qui ne doit pas être dépassée par une construction.

Baie :

Toute ouverture de fonction quelconque pratiquée dans un mur de bâtiment (porte, fenêtre, vitrine, etc.)
Les ouvertures obturées par des briques de verre ne constituent pas des baies.

Bandeau (de façade) :

Bande horizontale située entre le bord supérieur des ouvertures de la devanture et la corniche séparant le rez-de-chaussée du premier étage ou de l'entresol d'un immeuble.

Bâtiment d'habitation

Tout bâtiment dans lequel 50 % au moins de la surface au moins est destinée à l'habitation.

Boisement :

Les boisements sont des peuplements arborés à caractère forestier (boqueteau, bosquets, bois). Les espaces avec arbres épars, les vergers et les haies ne sont pas considérés comme des boisements au regard du présent règlement.

Cadre (d'un dispositif d'affichage) :

Partie du dispositif qui entoure l'affiche. (Dit également « moulure »)

Caisson lumineux

Structure rigide avec façades translucides comportant un dispositif intérieur d'éclairage

Chainage d'angle :

Superposition verticale de pierre formant la rencontre entre deux murs en angle.

Chantier :

Période qui court de la déclaration d'ouverture de chantier au dépôt de la déclaration d'achèvement de travaux.

Chevalet :

Préenseigne ou publicité installée directement sur le sol généralement devant un magasin.

Clôture :

Construction non maçonnée destinée à séparer une propriété privée du domaine public, ou deux propriétés ou encore deux parties d'une même propriété.

Clôture aveugle :

Clôture pleine, ne comportant pas de partie ajourée.

Clôture non aveugle :

Clôture constituée d'un grillage ou d'une grille ou claire-voie avec ou sans soubassement.

Composition :

Disposition organisée et harmonieuse des diverses parties d'un ensemble architectural.

Devanture :

Revêtement de la façade d'une boutique. Elle est constituée d'un bandeau de façade, de piliers d'encadrement et d'une vitrine.

Dispositif d'affichage déroulant :

Dispositif constitué d'un caisson vitré, à l'intérieur duquel tourne sur un axe horizontal ou vertical un train de plusieurs affiches visibles successivement et éclairées par transparence.

Dispositif d'affichage à lamelles :

Dispositif "trivision" dont les affiches sont collées ou apposées sur des éléments de forme prismatique. Trois affiches sont vues successivement.

Dispositif de petit format :

Dispositifs intégrés à des devantures commerciales et ne recouvrant que partiellement la baie, régis par l'article L.581-8-III et R.581-57 du Code de l'environnement.

Dispositif publicitaire :

Dispositif dont le principal objet est de recevoir ou de permettre l'exploitation d'une publicité quel qu'en soit le mode.

Droit (d'une façade) :

Partie de terrain située devant une façade, perpendiculaire à celle-ci.

Emplacement publicitaire :

Lieu précis où est implanté soit un dispositif d'affichage unique, soit l'ensemble formé par deux dispositifs d'affichage alignés verticalement et horizontalement pour les muraux. Pour les portatifs, les dispositifs d'affichage peuvent former un angle entre eux.

Enseigne :

Toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce.

Enseigne éclairée :

Enseigne éclairée par spots, caisson, projection.

Enseigne lumineuse :

Enseigne à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse spécialement conçue à cet effet. (néons, lettres lumineuses, écran vidéo, journal défilant...)

Face (d'un panneau publicitaire)

Surface plate verticale supportant l'affiche.

Un dispositif scellé au sol peut être « double-face ».

Façade aveugle :

Murs des bâtiments ne comportant aucune baie ou des jours de souffrance de surface inférieure à 0,5 m².

Fixe :

Dispositif installé durablement et qui n'est pas lié à une opération ou un événement particulier. C'est le cas général des panneaux publicitaires ou des enseignes. S'oppose à « temporaire » pour le code de l'environnement

Mobilier urbain publicitaire :

Mobiliers susceptibles de recevoir de la publicité, visés par les articles R.581-42 à 47 du code de l'environnement. Il s'agit :

- des abris destinés au public : particulièrement les usagers des services de transport de voyageurs, autobus ou taxis.
- des kiosques à journaux et autres kiosques à usage commercial.
- des colonnes porte-affiches réservées aux annonces de spectacles ou de manifestations à caractère culturel.
- des mâts porte-affiches réservés aux annonces de manifestations économiques, sociales, culturelles ou sportives.
- des mobiliers destinés à recevoir des œuvres artistiques ou des informations non publicitaires à caractère général ou local.

Mur de clôture :

Ouvrage maçonné destiné à séparer une propriété privée du domaine public, ou deux propriétés ou encore deux parties d'une même propriété.

Nu (d'un mur) :

Plan de référence (le plus souvent vertical) correspondant à la surface de parement fini d'un mur ou d'un ouvrage, abstraction faite des moulures et ornements divers qui viennent en saillie sur ce nu.

Ouverture de surface réduite :

Ouvertures dont la surface est inférieure à 0,5m².

Palissade de chantier :

Clôture provisoire constituée de panneaux pleins et masquant une installation de chantier.

Piédroit ou pilier :

Montant vertical en maçonnerie situé de part et d'autre d'une ouverture (baie ou porte).

Préenseigne :

Toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée.

Préenseigne dérogatoire :

Par dérogation à l'interdiction de la publicité hors agglomération, peuvent être signalées de manière harmonisée par des préenseignes certaines activités :

- monuments historiques ouverts à la visite ;
- activités en relation avec la fabrication ou la vente de produits du terroir par des entreprises locales ;
- à titre temporaire, les opérations et manifestations culturelles exceptionnelles.

Préenseigne temporaire :

Préenseigne signalant :

- des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique ou des opérations exceptionnelles de moins de trois mois ;
- pour plus de trois mois, des travaux publics ou des opérations immobilières de lotissement, construction, réhabilitation, location et vente ainsi que la location ou la vente de fonds de commerce.

Projection ou transparence (éclairage par) :

La source lumineuse ne participe pas directement à la publicité. Elle l'éclaire lorsque la luminosité est trop faible.

Publicité :

Toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention. Il désigne également les dispositifs dont le principal objet est de recevoir lesdites inscriptions, formes ou images.

Publicité de petit format :

Publicité intégrée dans les devantures commerciales au sens d'article L.581-8-III du code de l'environnement.

Publicité lumineuse :

Publicité à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse conçue à cet effet. Exemple, néons sur les toits, écrans vidéo. Les dispositifs publicitaires supportant des affiches éclairées par projection ou transparence sont considérés comme des publicités non lumineuses.

Support :

Toute construction (bâtiment, clôture, ouvrage, etc.) susceptible de recevoir un dispositif publicitaire.

Surface utile :

Surface d'un dispositif publicitaire affectée à l'affiche.

Surface totale :

Surface hors-tout qui englobe l'encadrement.

Temporaire ;

Dispositif installé à l'occasion d'un événement exceptionnel tel que défini par le code de l'environnement :
Opération commerciale, culturelle, immobilière. S'oppose à « fixe ».

Toiture-terrasse :

Toiture dont la pente est inférieure à 15%.

Unité foncière :

Parcelle ou ensemble des parcelles cadastrales adjacentes appartenant à un même propriétaire ou à une même indivision.

Unité urbaine :

Terme statistique défini par l'INSEE désignant une commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2 000 habitants.

Vitrine :

Baie vitrée d'un local commercial.

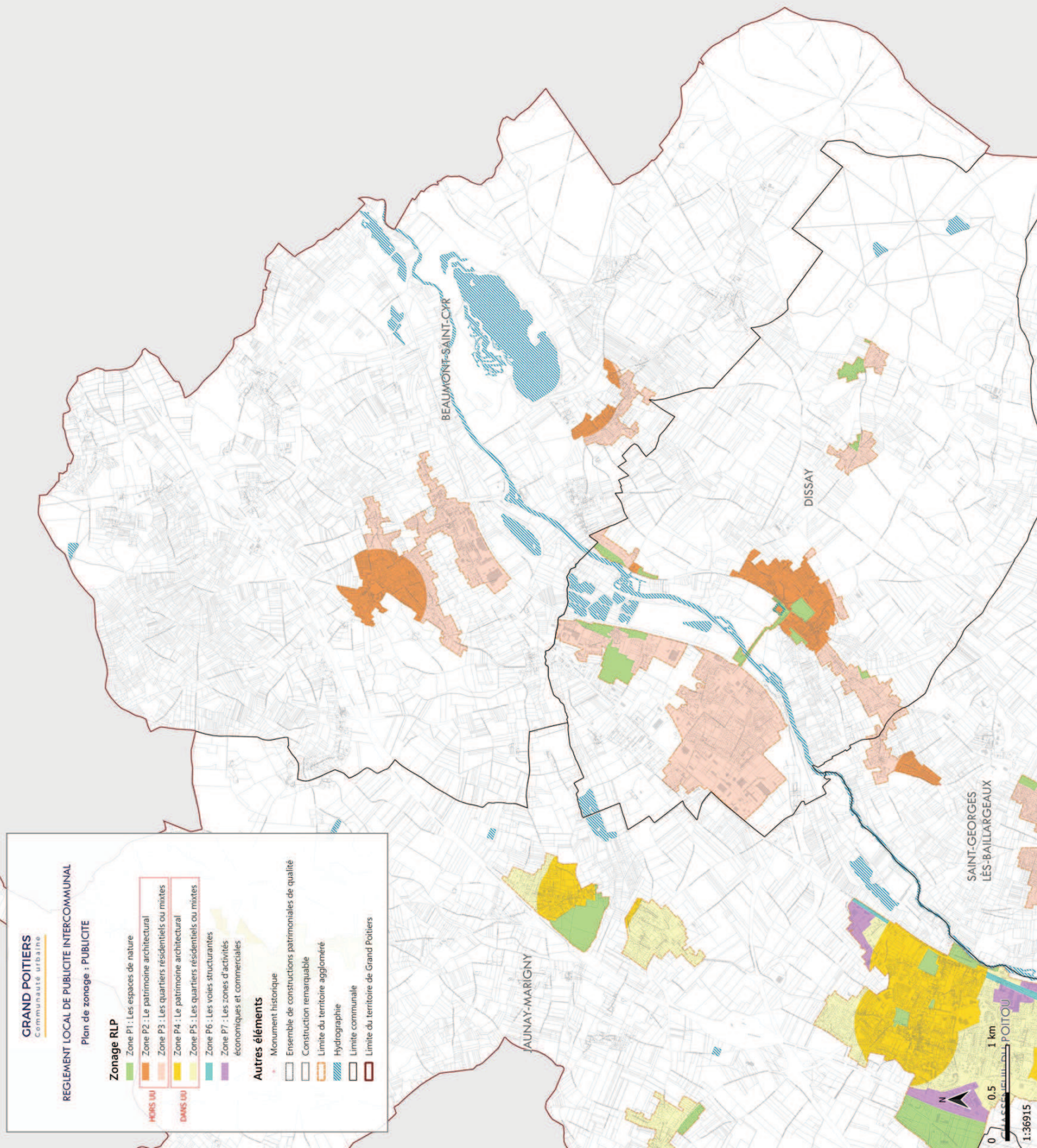
Espace aménagé derrière cette baie où sont exposés les produits.

Règlement Local de Publicité intercommunal

Elaboration prescrite le 8 décembre 2017

Projet arrêté le 6 décembre 2019

4 – Plans de zonage Publicité



GRAND POITIERS
Communauté urbaine

RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL
Plan de zonage : PUBLICITE

Zonage RLP

- Zone P1 : Les espaces de nature
- Zone P2 : Le patrimoine architectural
- Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
- Zone P4 : Le patrimoine architectural
- Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
- Zone P6 : Les voies structurantes
- Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Limite du territoire aggloméré
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

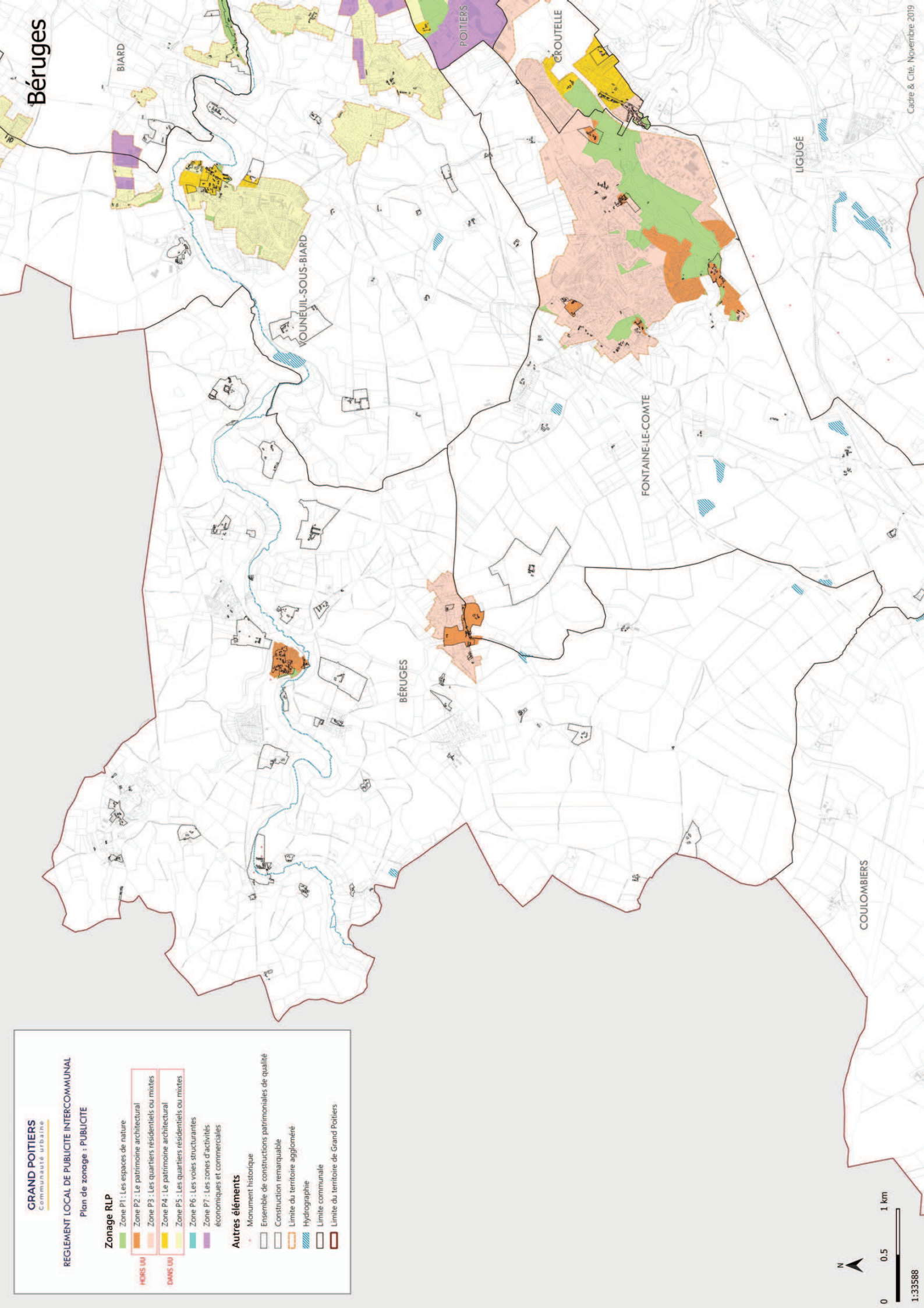
REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL
Plan de zonage : PUBLICITE

Zonage RLP

- HORS UO**
- Zone P1 : Les espaces de nature
 - Zone P2 : Le patrimoine architectural
 - Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
- DANS UO**
- Zone P4 : Le patrimoine architectural
 - Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - Zone P6 : Les voies structurantes
 - Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Limite du territoire aggloméré
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers



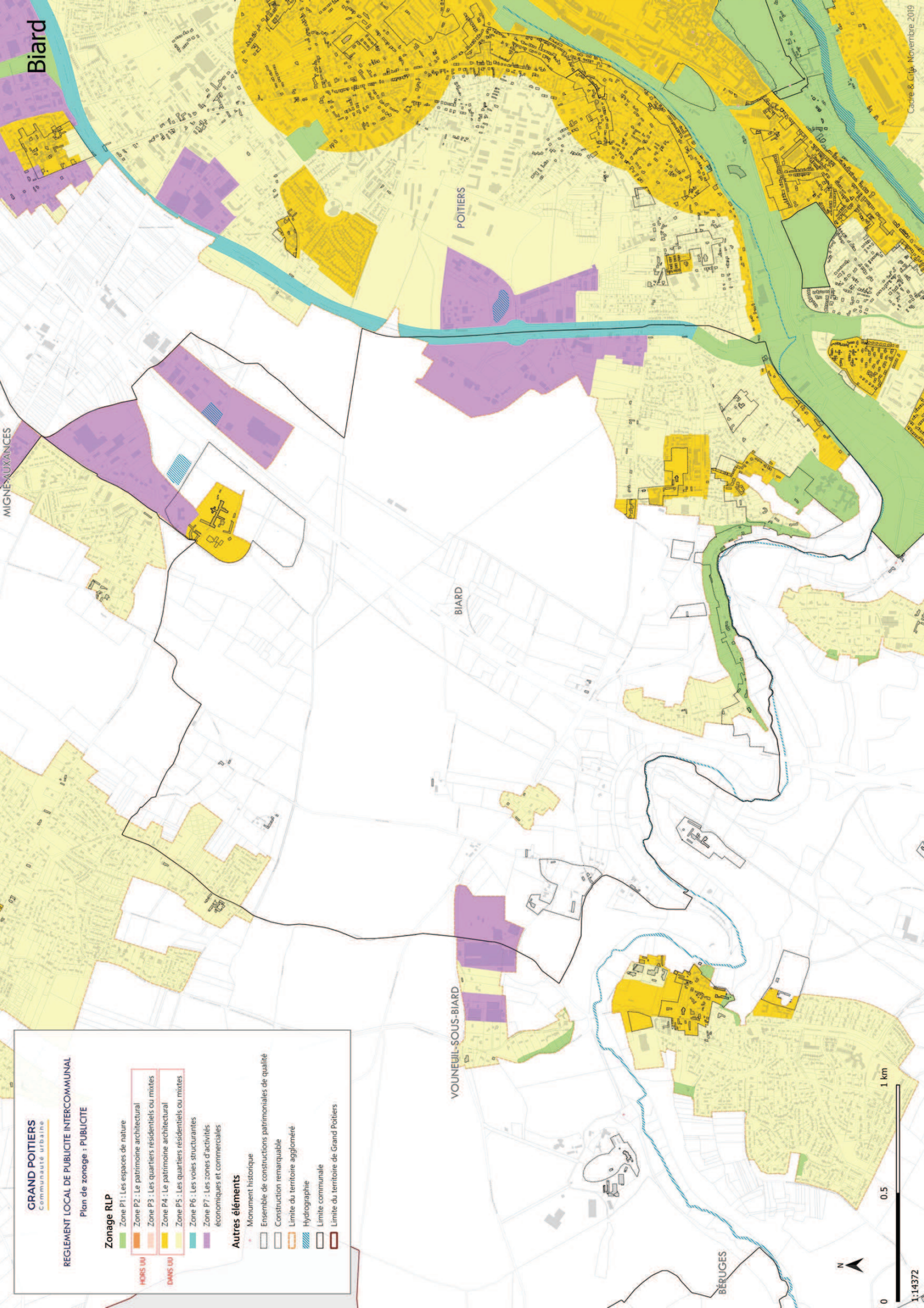
REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL
Plan de zonage : PUBLICITE

Zonage RLP

- HORS UO**
- Zone P1 : Les espaces de nature
 - Zone P2 : Le patrimoine architectural
 - Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - DANS UO**
 - Zone P4 : Le patrimoine architectural
 - Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - Zone P6 : Les voies structurantes
 - Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Limite du territoire aggloméré
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers



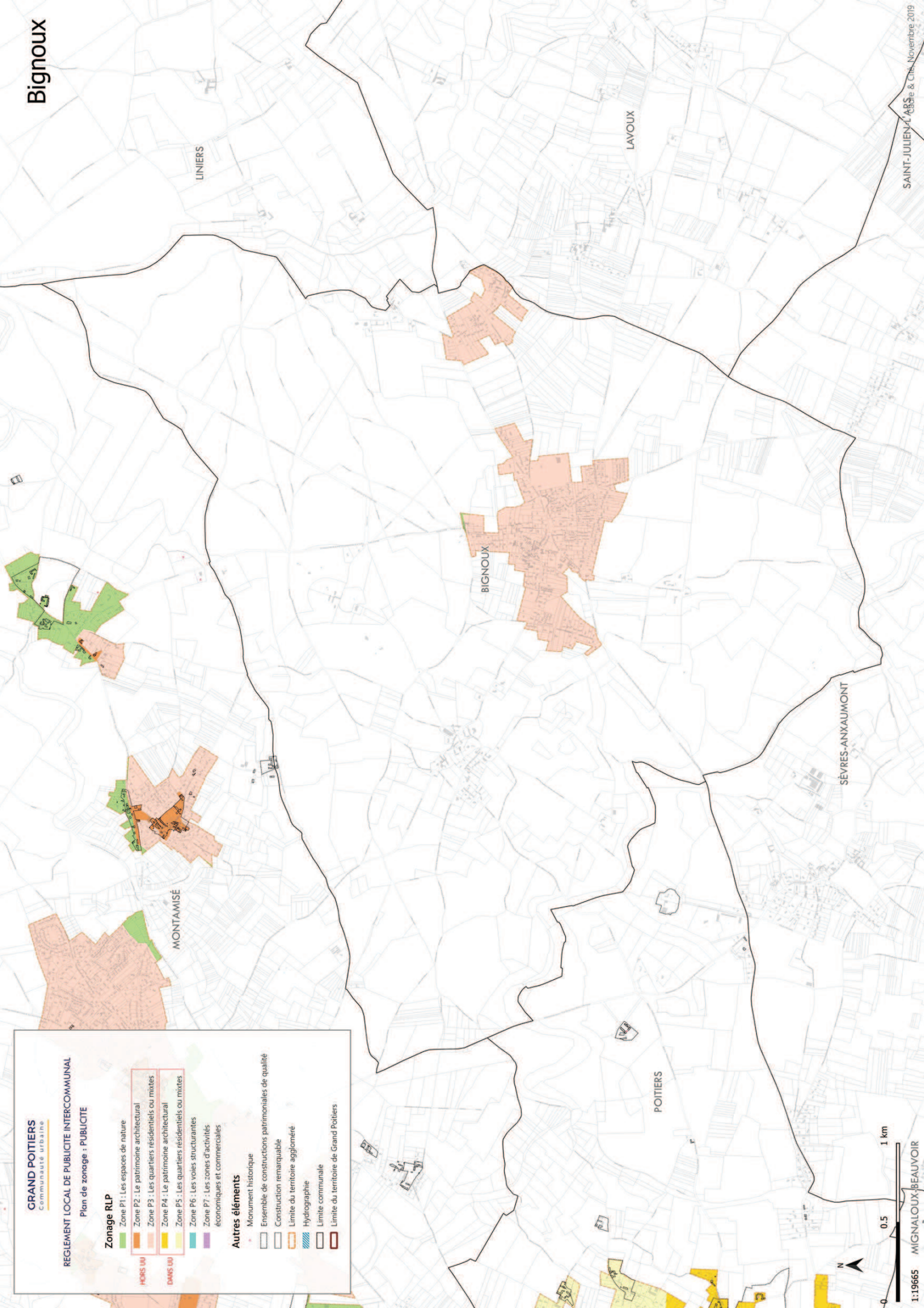
REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL
Plan de zonage : PUBLICITE

Zonage RLP

- HORS UO**
- Zone P1 : Les espaces de nature
 - Zone P2 : Le patrimoine architectural
 - Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - Zone P4 : Le patrimoine architectural
 - Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
- DANS UO**
- Zone P6 : Les voies structurantes
 - Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Limite du territoire aggloméré
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers



GRAND POITIERS

Communauté urbaine

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL

Plan de zonage : PUBLICITE

HORS UO

DANS UO

Zone P1 : Les espaces de nature

Zone P2 : Le patrimoine architectural

Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes

Zone P4 : Le patrimoine architectural

Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes

Zone P6 : Les voies structurantes

Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

Monument historique

Ensemble de constructions patrimoniales de qualité

Construction remarquable

Limite du territoire aggloméré

Hydrographie

Limite communale

Limite du territoire de Grand Poitiers

Zonage RLP

- Zone P1 : Les espaces de nature
- Zone P2 : Le patrimoine architectural
- Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
- Zone P4 : Le patrimoine architectural
- Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
- Zone P6 : Les voies structurantes
- Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Limite du territoire aggloméré
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

MONTAMISÉ

CHASSENEUIL-DU-POITOU

BUXEROLLES

POTIERS

GRAND POTIERS

Communauté urbaine

RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL

Plan de zonage : PUBLICITE

Zonage RLP

Zone P1 : Les espaces de nature

Zone P2 : Le patrimoine architectural

Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes

Zone P4 : Le patrimoine architectural

Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes

Zone P6 : Les voies structurantes

Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

Monument historique

Ensemble de constructions patrimoniales de qualité

Construction remarquable

Limite du territoire aggloméré

Hydrographie

Limite communale

Limite du territoire de Grand Poitiers

HORS UO

DANS UO

1 km

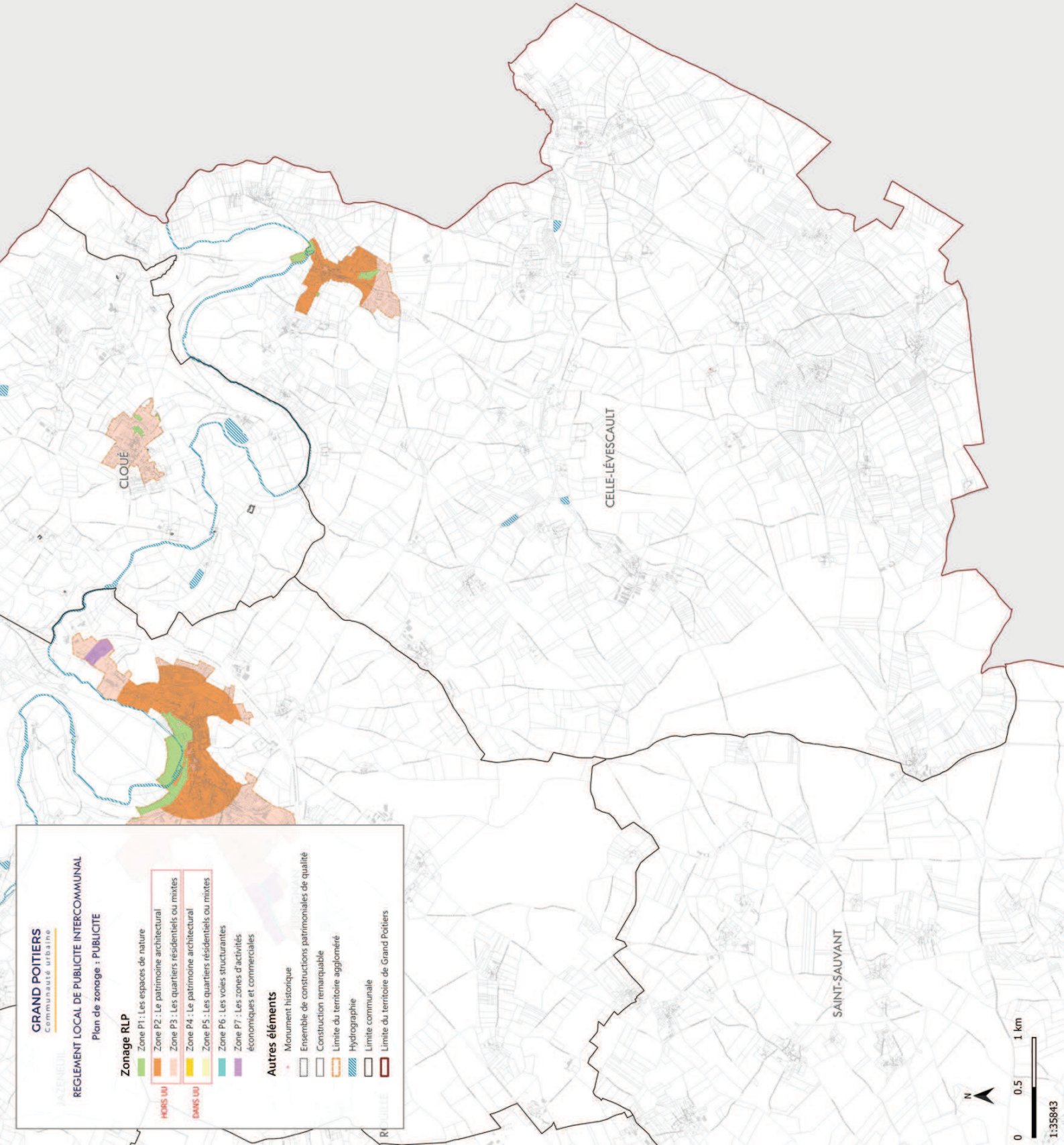
0.5

0

1:10 000

2019

Carte & Cité de novembre 2019



GRAND POITIERS
Communauté urbaine

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL
Plan de zonage : PUBLICITE

Zonage RLP

- HORS UU**
- Zone P1 : Les espaces de nature
 - Zone P2 : Le patrimoine architectural
 - Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - DANS UU**
 - Zone P4 : Le patrimoine architectural
 - Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - Zone P6 : Les voies structurantes
 - Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

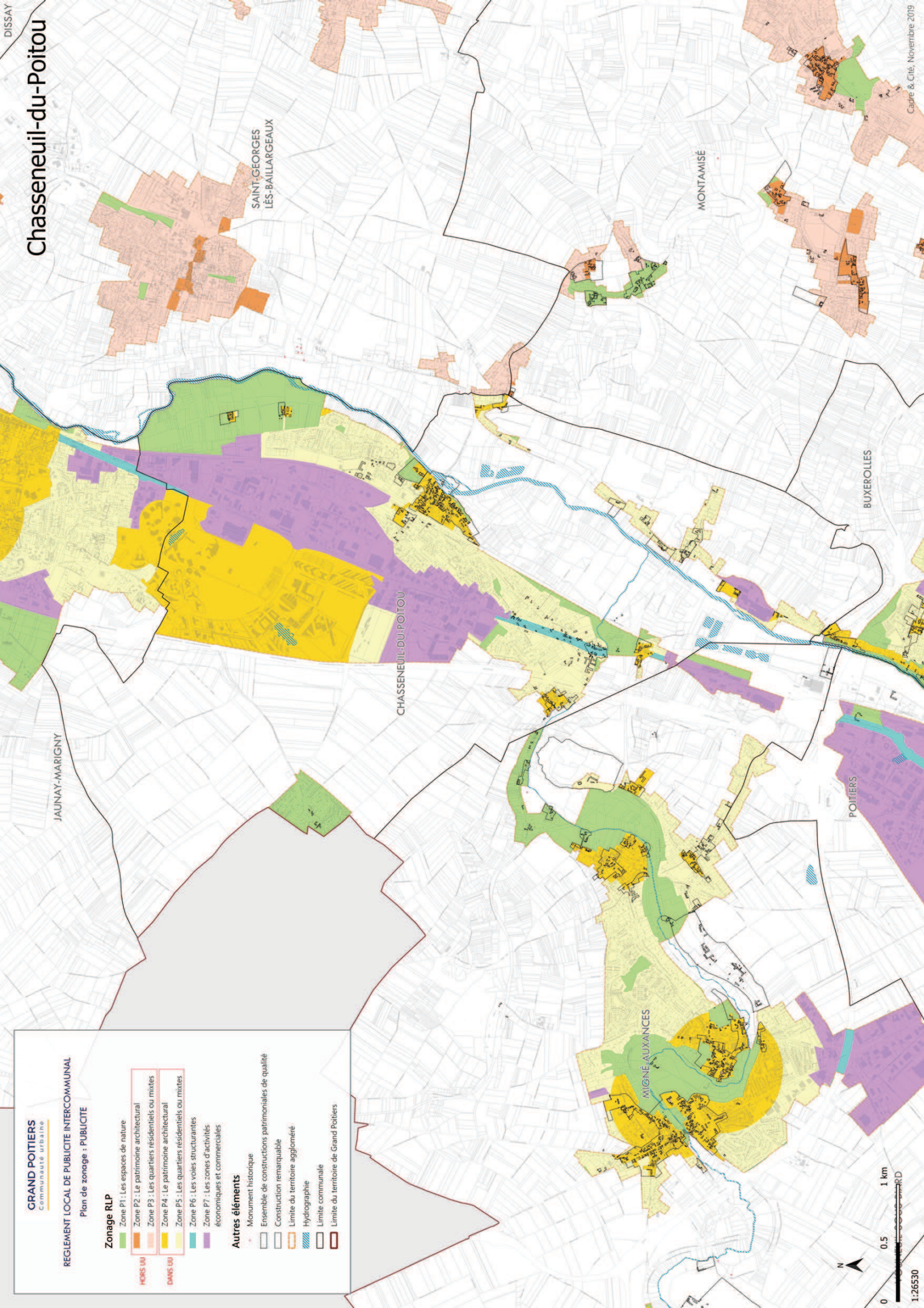
Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Limite du territoire aggloméré
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

N

0 0.5 1 km

1:35843



GRAND POITIERS
Communauté urbaine

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL
Plan de zonage : PUBLICITE

Zonage RLP

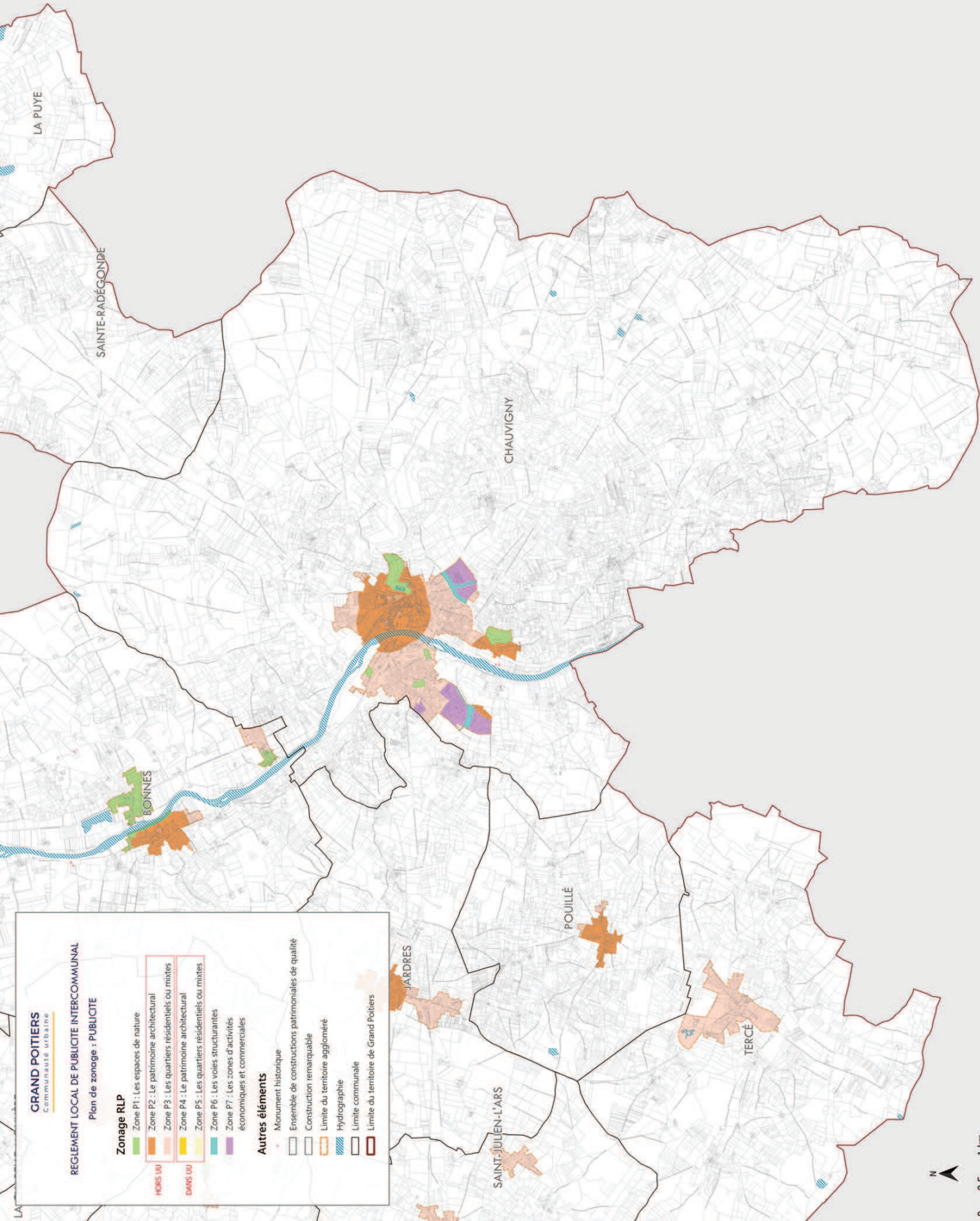
- Zone P1 : Les espaces de nature
- Zone P2 : Le patrimoine architectural
- Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
- Zone P4 : Le patrimoine architectural
- Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
- Zone P6 : Les voies structurantes
- Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Limite du territoire aggloméré
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

HORS UO
DANS UO





GRAND POITIERS
Communauté urbaine

RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL
Plan de zonage : PUBLICITE

Zonage RLP

- Zone P1 : Les espaces de nature
- Zone P2 : Le patrimoine architectural
- Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
- Zone P4 : Le patrimoine architectural
- Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
- Zone P6 : Les voies structurantes
- Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Limite du territoire aggloméré
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

N

0 0.5 1 km

1:57028

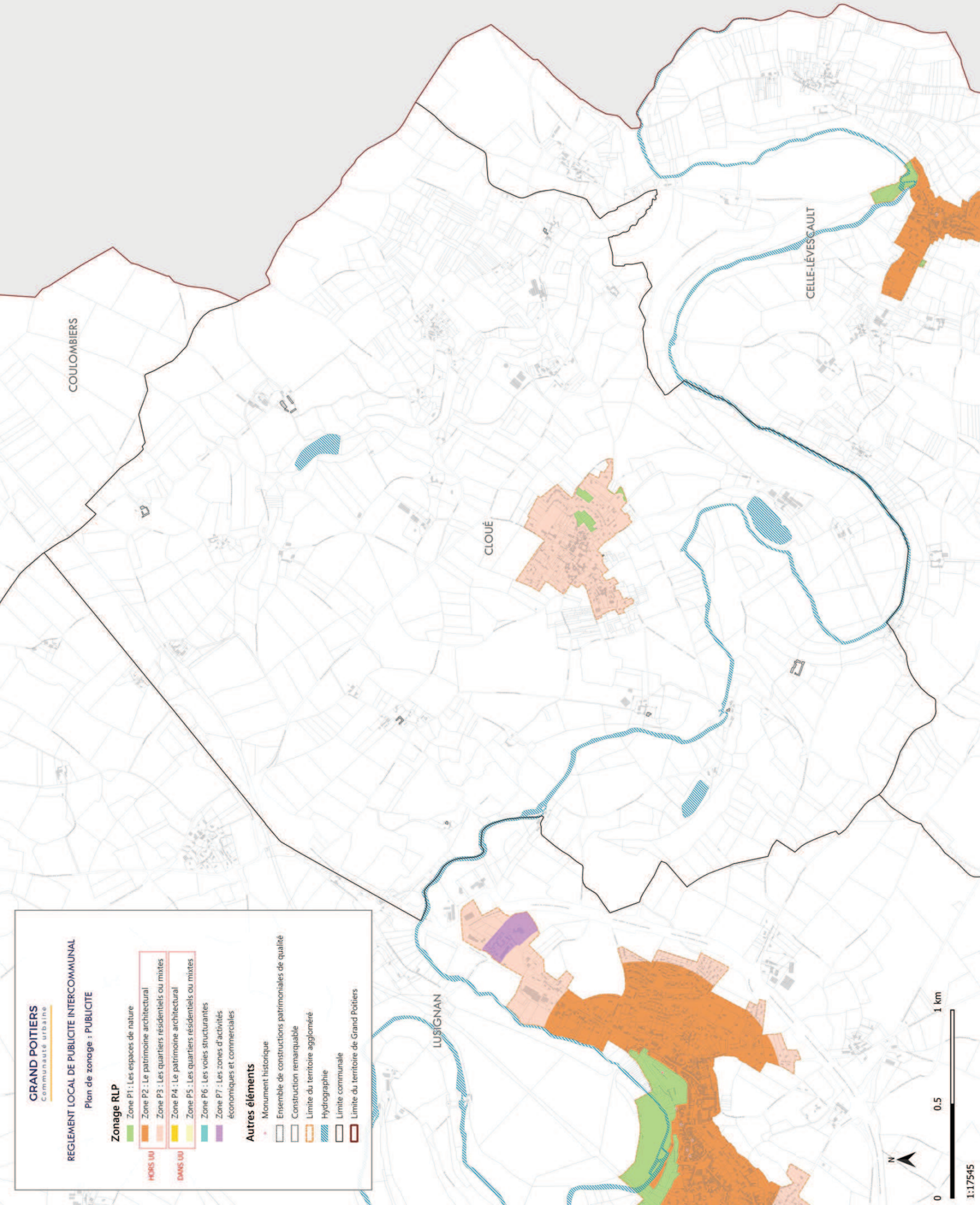
REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL
Plan de zonage : PUBLICITE

Zonage RLP

- HORS UU**
- Zone P1 : Les espaces de nature
 - Zone P2 : Le patrimoine architectural
 - Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - DANS UU**
 - Zone P4 : Le patrimoine architectural
 - Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - Zone P6 : Les voies structurantes
 - Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Limite du territoire aggloméré
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers



0 0.5 1 km

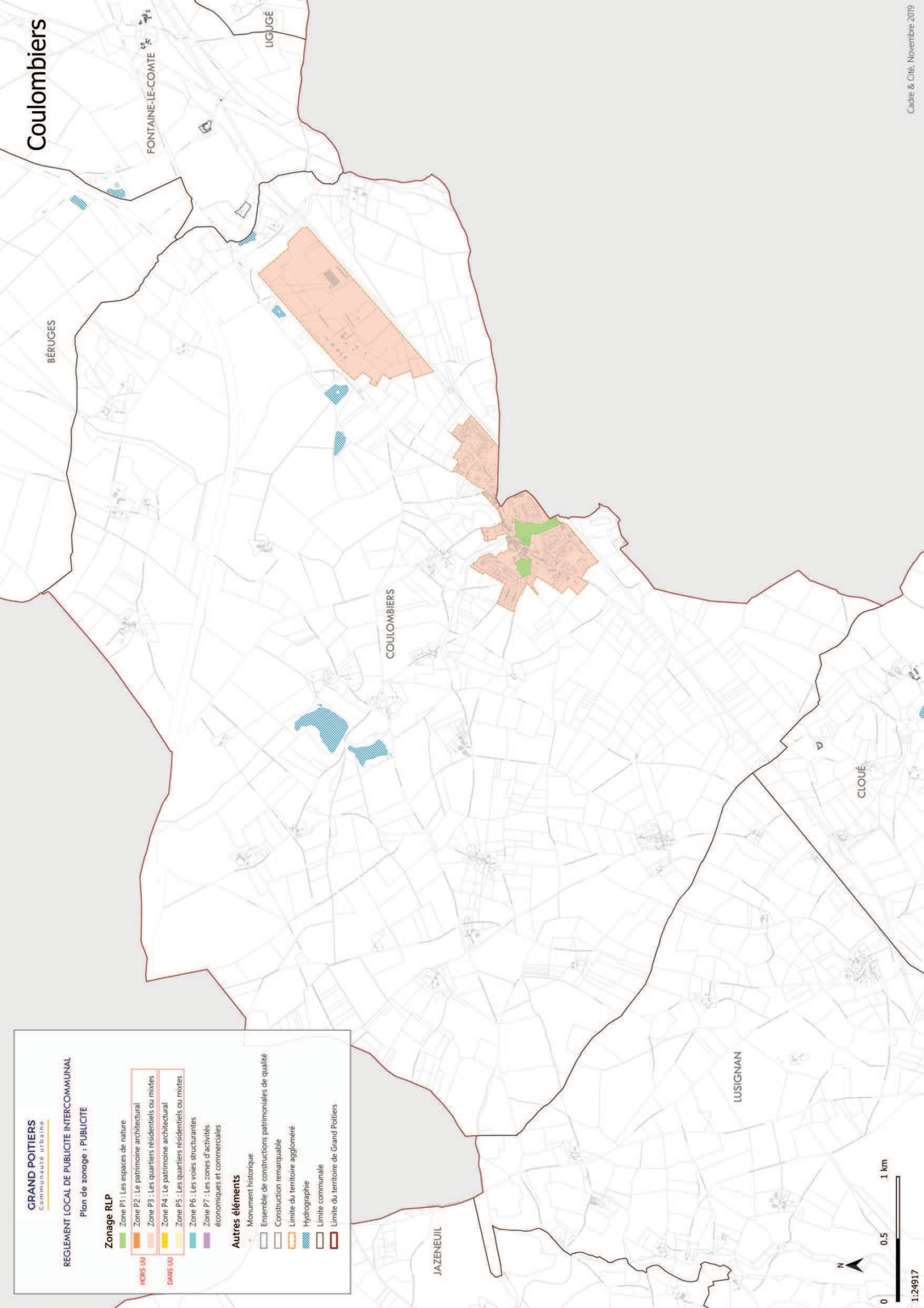
Zonage RLP

	Zone P1 : Les espaces de nature
	Zone P2 : Le patrimoine architectural
	Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
	Zone P4 : Le patrimoine architectural
	Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
	Zone P6 : Les voies structurantes
	Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

HORS UU
DANS UU

Autres éléments

	Monument historique
	Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
	Construction remarquable
	Limite du territoire aggloméré
	Hydrographie
	Limite communale
	Limite du territoire de Grand Poitiers



Coulombiers

BÉRUGES

FONTAINE-LE-COMTE

LIGUGÉ

COULOMBIERS

JAZENEUIL

LUSIGNAN

CLOUÉ

N

0 0.5 1 km

1:24917

Cadre & Cité, Novembre 2019

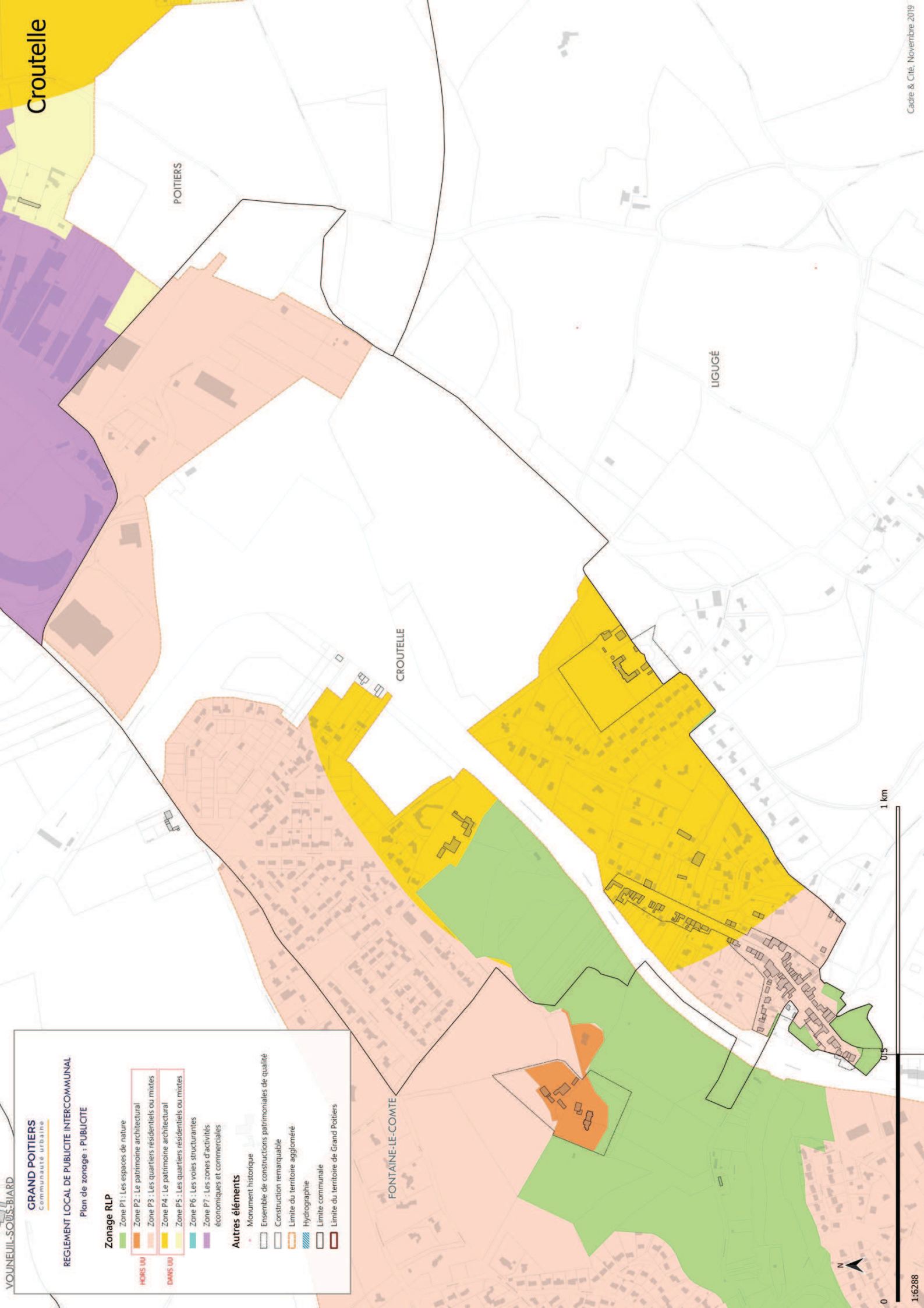
REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL
Plan de zonage : PUBLICITE

Zonage RLP

- HORS UU**
- Zone P1 : Les espaces de nature
 - Zone P2 : Le patrimoine architectural
 - Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
- DANS UU**
- Zone P4 : Le patrimoine architectural
 - Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - Zone P6 : Les voies structurantes
 - Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Limite du territoire aggloméré
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers



REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL
Plan de zonage : PUBLICITE

Zonage RLP

- HORS UU**
- Zone P1 : Les espaces de nature
 - Zone P2 : Le patrimoine architectural
 - Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - DANS UU**
 - Zone P4 : Le patrimoine architectural
 - Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - Zone P6 : Les voies structurantes
 - Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Limite du territoire aggloméré
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

SANXAY

CURZAY-SUR-VONNE

JAZENEUIL

ROUILLE



0 0.5 1 km

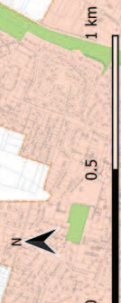
- Zonage RLP**
- Zone P1 : Les espaces de nature
 - Zone P2 : Le patrimoine architectural
 - Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - Zone P4 : Le patrimoine architectural
 - Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - Zone P6 : Les voies structurantes
 - Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales
- Autres éléments**
- Monument historique
 - Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
 - Construction remarquable
 - Limite du territoire aggloméré
 - Hydrographie
 - Limite communale
 - Limite du territoire de Grand Poitiers

HORS UO
DANS UO

BEAUMONT-SAINT-CYR

DISSAY

SAINT-GEORGES
LÈS-BAILLARGEAUX

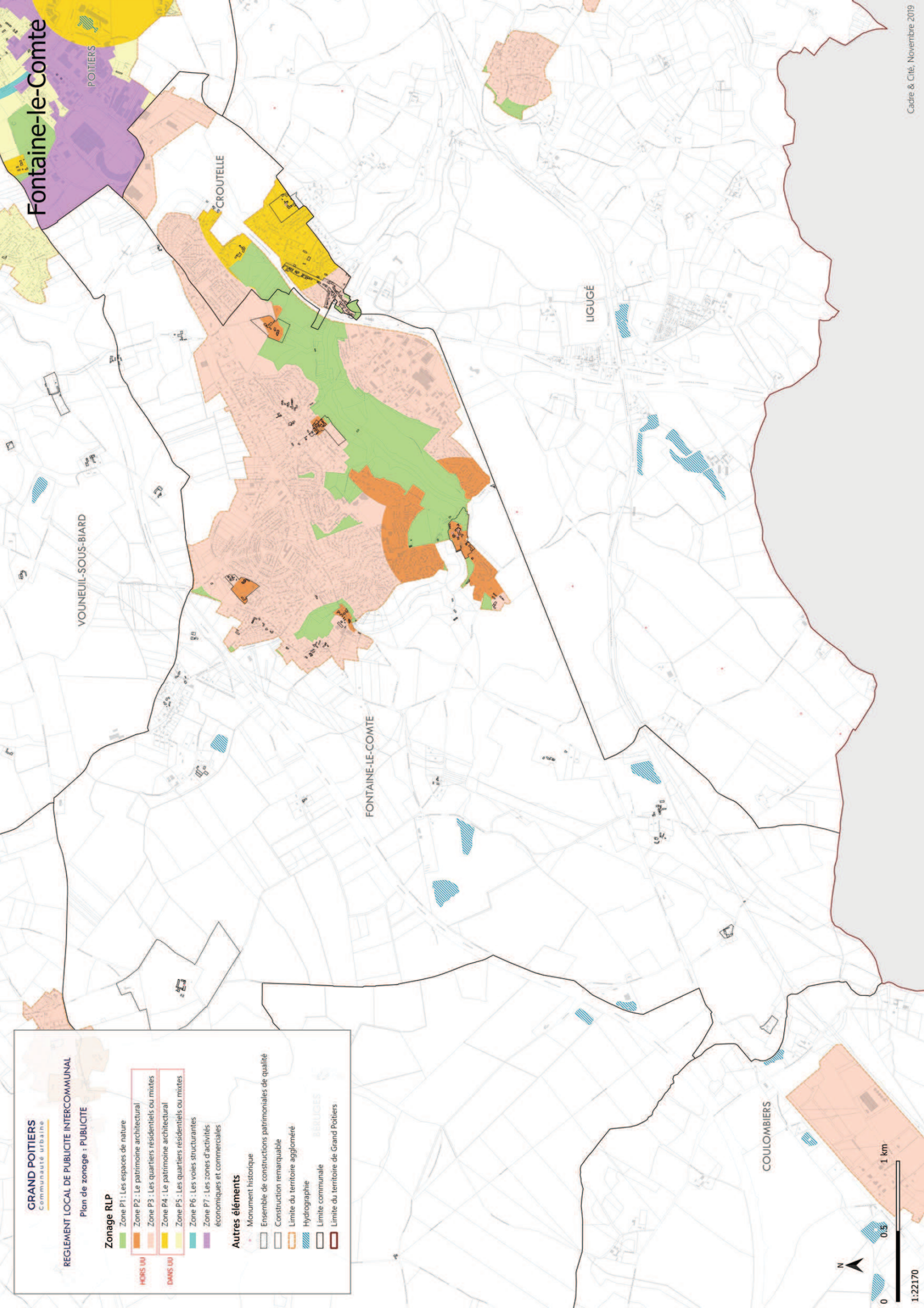


Zonage RLP

- HORS UU**
- Zone P1 : Les espaces de nature
 - Zone P2 : Le patrimoine architectural
 - Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - DANS UU**
 - Zone P4 : Le patrimoine architectural
 - Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - Zone P6 : Les voies structurantes
 - Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Limite du territoire aggloméré
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

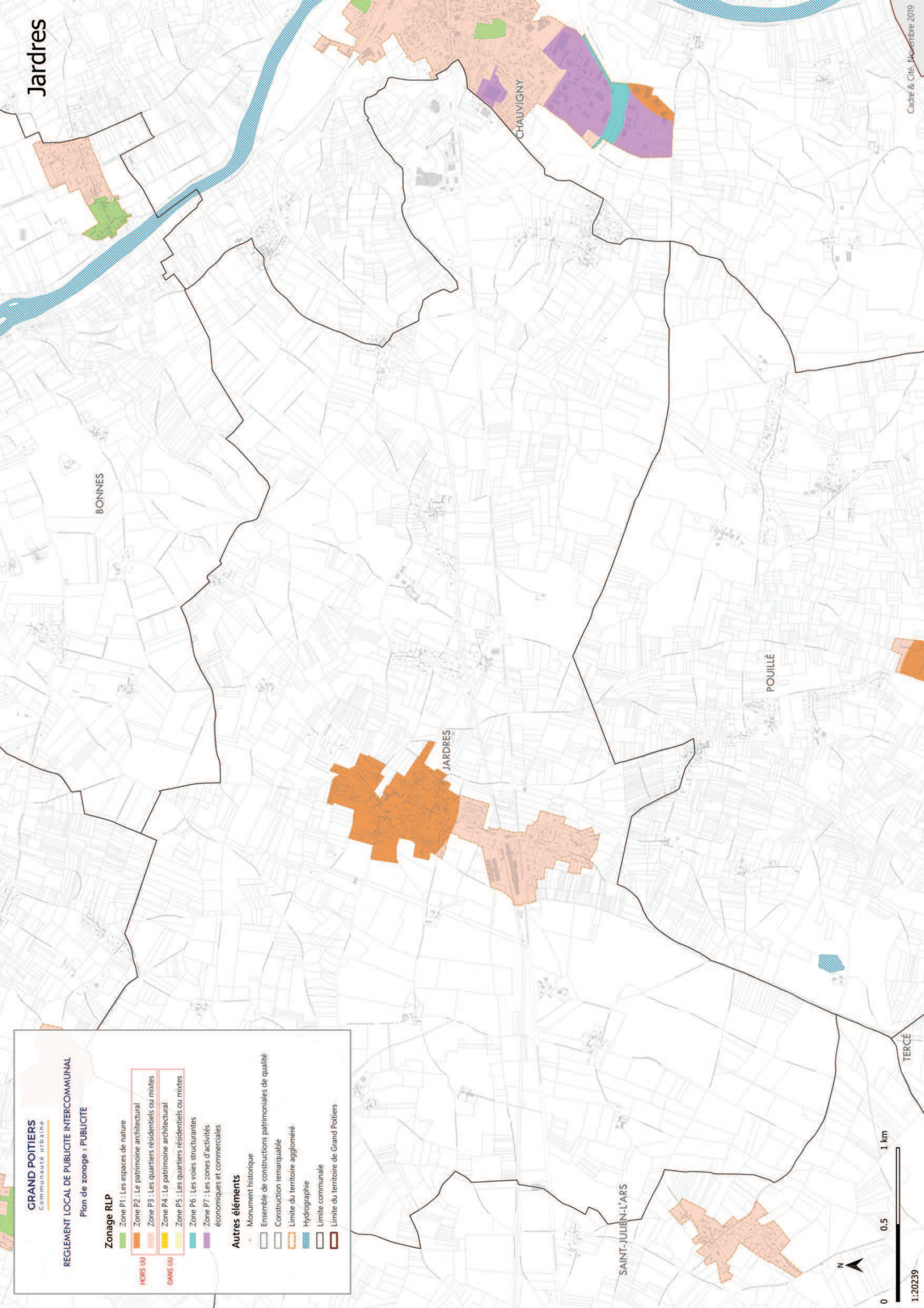


Zonage RLP

- HORS UO**
- Zone P1 : Les espaces de nature
 - Zone P2 : Le patrimoine architectural
- DANS UO**
- Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - Zone P4 : Le patrimoine architectural
 - Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - Zone P6 : Les voies structurantes
 - Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Limite du territoire aggloméré
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers



REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL
Plan de zonage : PUBLICITE

Zonage RLP

	Zone P1 : Les espaces de nature
	Zone P2 : Le patrimoine architectural
	Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
	Zone P4 : Le patrimoine architectural
	Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
	Zone P6 : Les voies structurantes
	Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

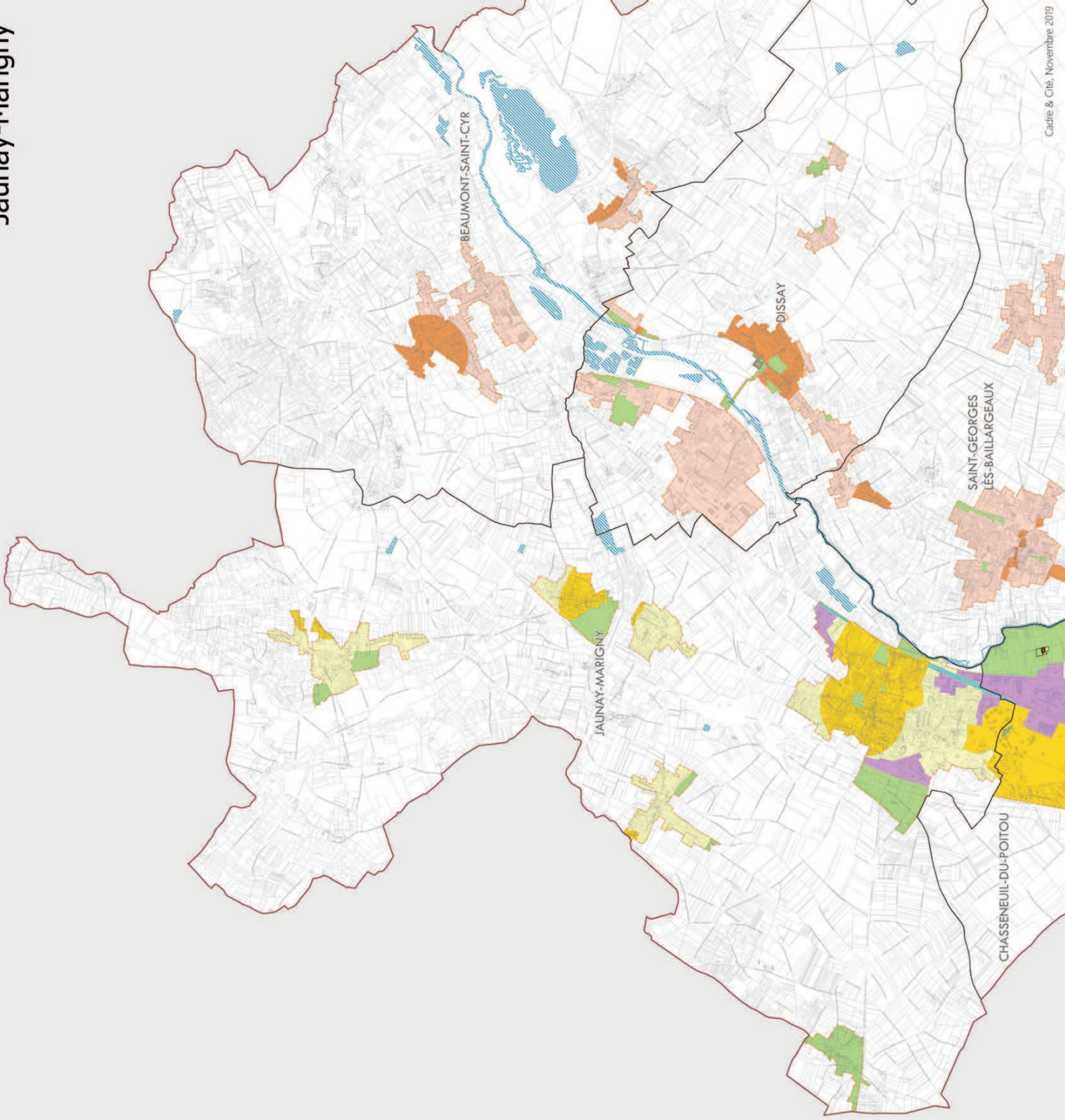
	Monument historique
	Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
	Construction remarquable
	Limite du territoire aggloméré
	Hydrographie
	Limite communale
	Limite du territoire de Grand Poitiers

HORS UDU
DANS UDU



0 0.5 1 km

1:47669



REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL
Plan de zonage : PUBLICITE

Zonage RLP

	Zone P1 : Les espaces de nature
	Zone P2 : Le patrimoine architectural
	Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
	Zone P4 : Le patrimoine architectural
	Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
	Zone P6 : Les voies structurantes
	Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

HORS UU

DANS UU

Autres éléments

	Monument historique
	Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
	Construction remarquable
	Limite du territoire aggloméré
	Hydrographie
	Limite communale
	Limite du territoire de Grand Poitiers

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL
Plan de zonage : PUBLICITE

Zonage RLP

- HORS UO**
- Zone P1 : Les espaces de nature
 - Zone P2 : Le patrimoine architectural
 - Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - DANS UO**
 - Zone P4 : Le patrimoine architectural
 - Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - Zone P6 : Les voies structurantes
 - Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Limite du territoire aggloméré
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

LA CHAPELLE-MOULIÈRE

MONTAMISÉ

BONNES

LINIERS



0 BIGNOUX 0.5 1 km

1:18222

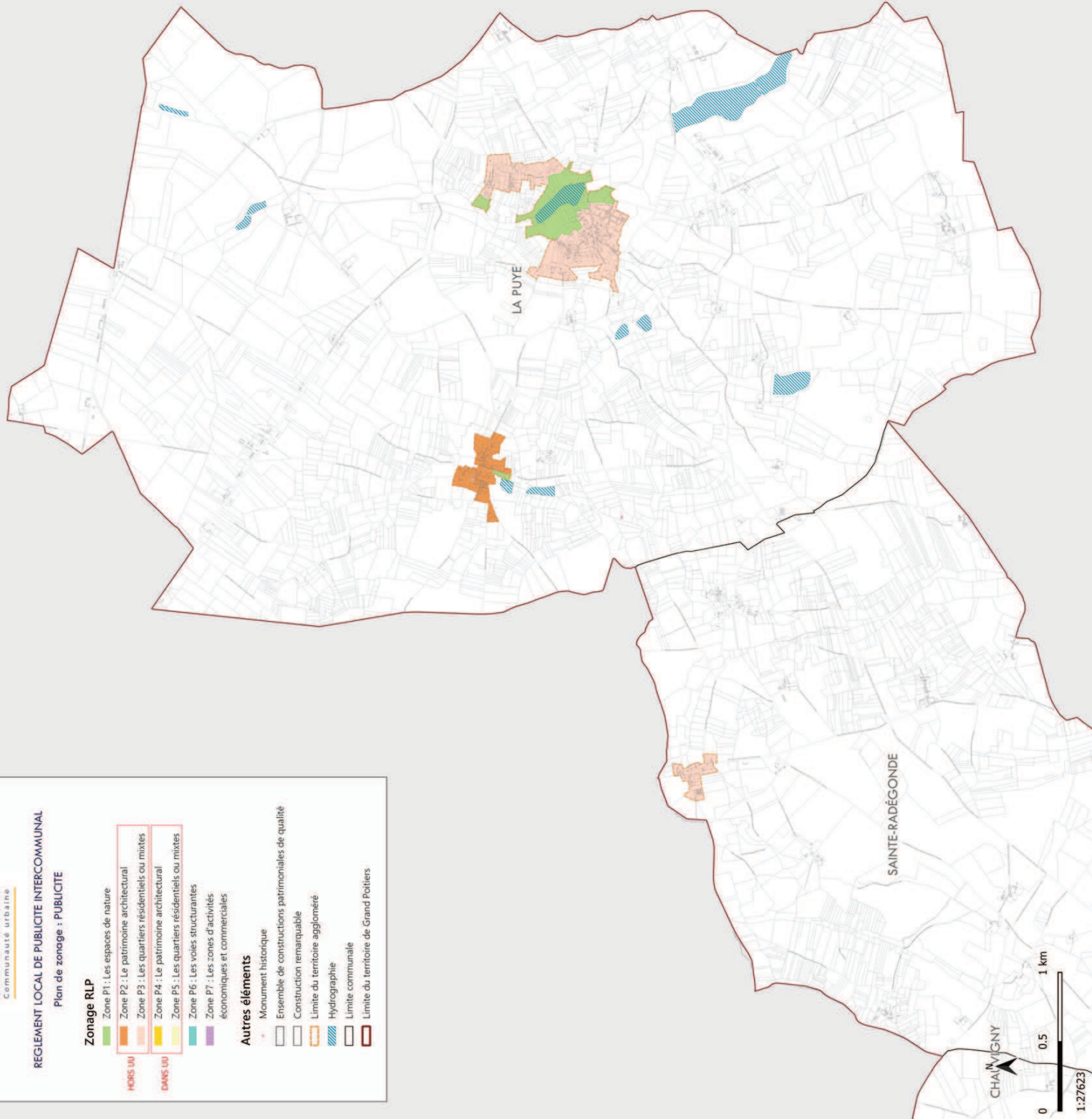
REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL
Plan de zonage : PUBLICITE

Zonage RLP

- HORS UDU**
- Zone P1 : Les espaces de nature
 - Zone P2 : Le patrimoine architectural
 - Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
- DANS UDU**
- Zone P4 : Le patrimoine architectural
 - Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - Zone P6 : Les voies structurantes
 - Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Limite du territoire aggloméré
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

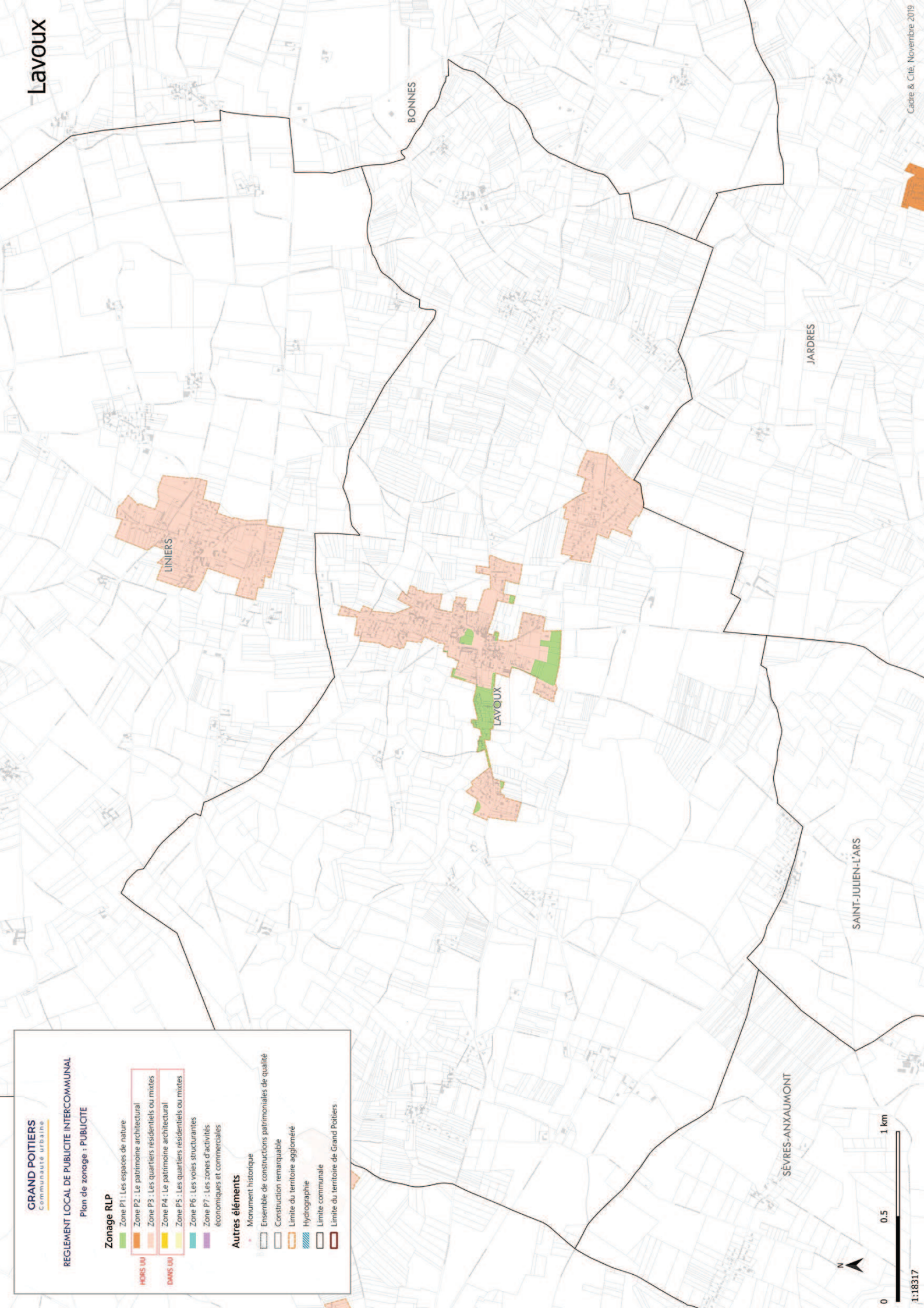


CHARENTAIS

0 0.5 1 km

1:27623

* Monument historique
 Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
 Construction remarquable
 Limite du territoire aggloméré
 Hydrographie
 Limite communale
 Limite du territoire de Grand Potiers



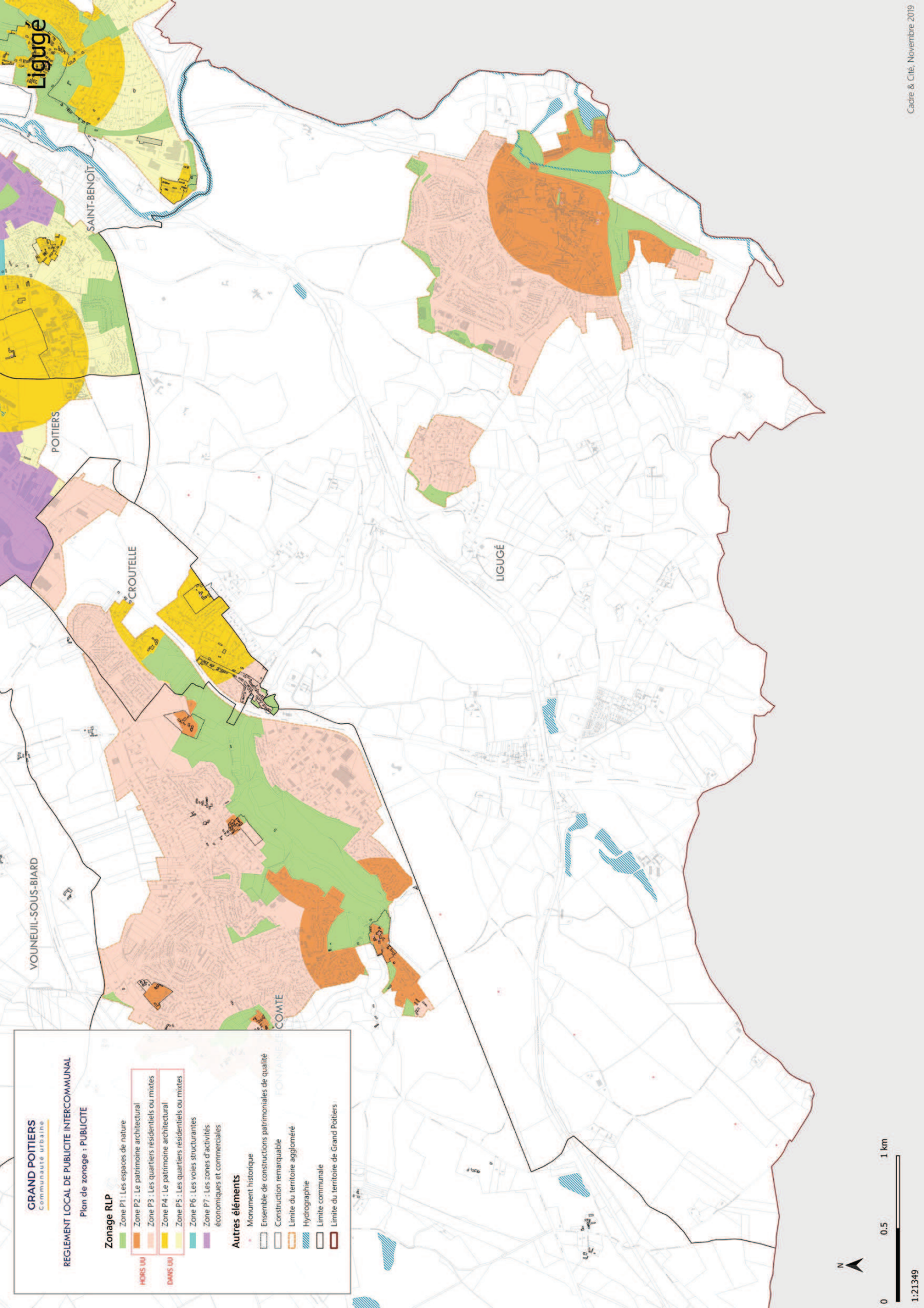
REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL
Plan de zonage : PUBLICITE

Zonage RLP

- HORS UO**
- Zone P1 : Les espaces de nature
 - Zone P2 : Le patrimoine architectural
 - Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
- DANS UO**
- Zone P4 : Le patrimoine architectural
 - Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - Zone P6 : Les voies structurantes
 - Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Limite du territoire aggloméré
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers



0 0.5 1 km

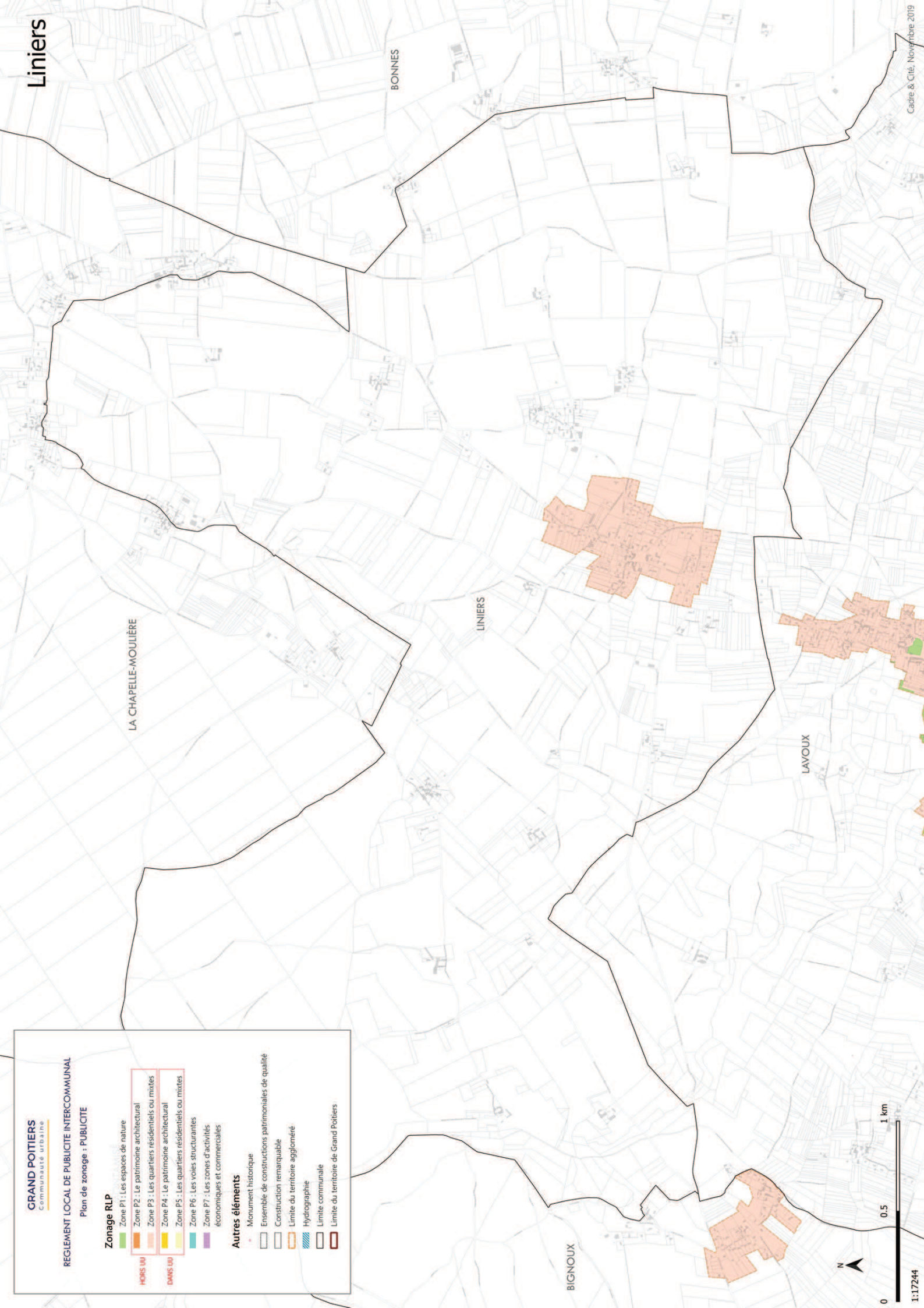
REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL
Plan de zonage : PUBLICITE

Zonage RLP

- HORS UU**
- Zone P1 : Les espaces de nature
 - Zone P2 : Le patrimoine architectural
- DANS UU**
- Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - Zone P4 : Le patrimoine architectural
 - Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - Zone P6 : Les voies structurantes
 - Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Limite du territoire aggloméré
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers



Liniers

BONNES

LINIERS

LAVOUX

BIGNOUX

LA CHAPELLE-MOULIÈRE



0 0.5 1 km

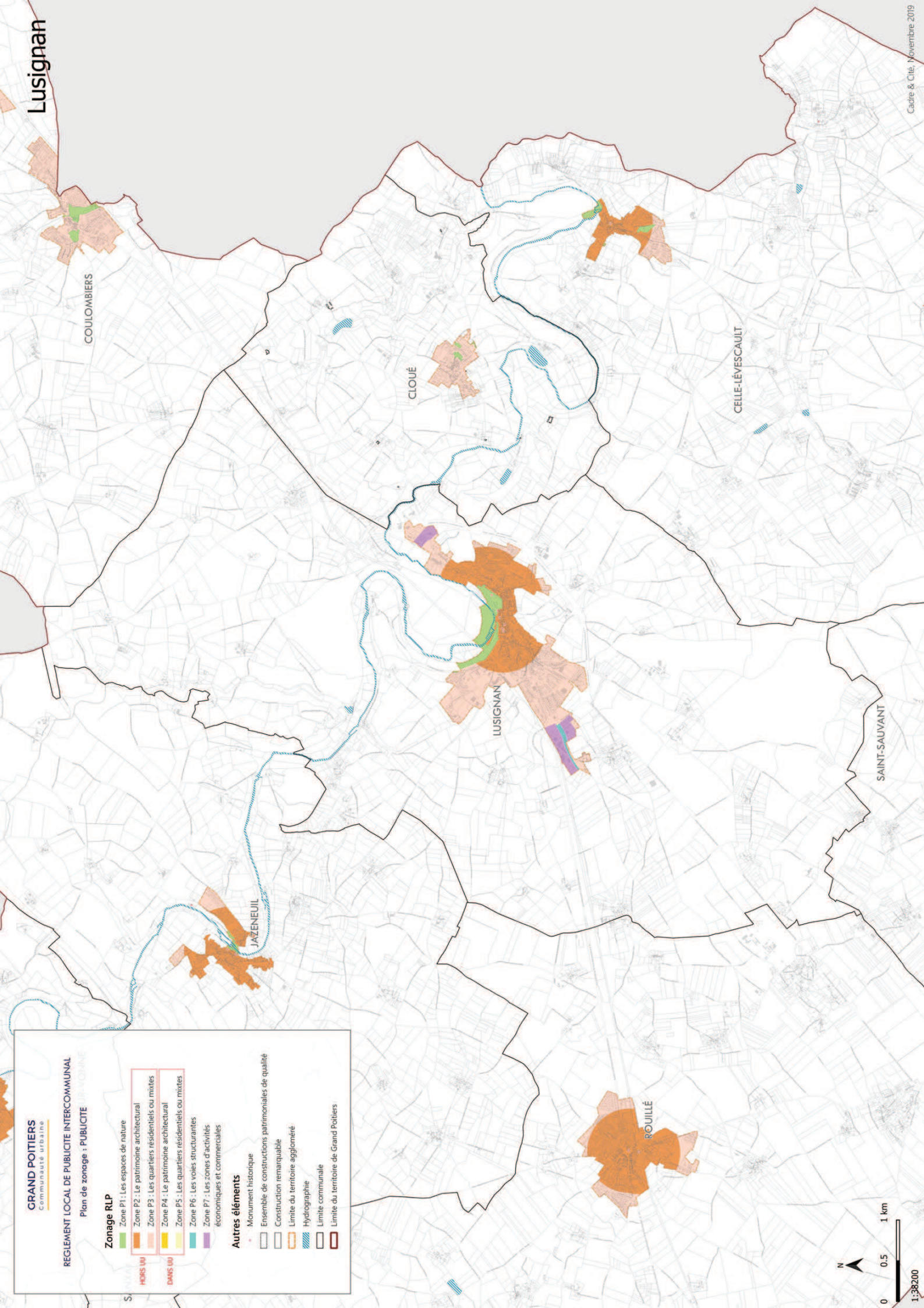
Zonage RLP

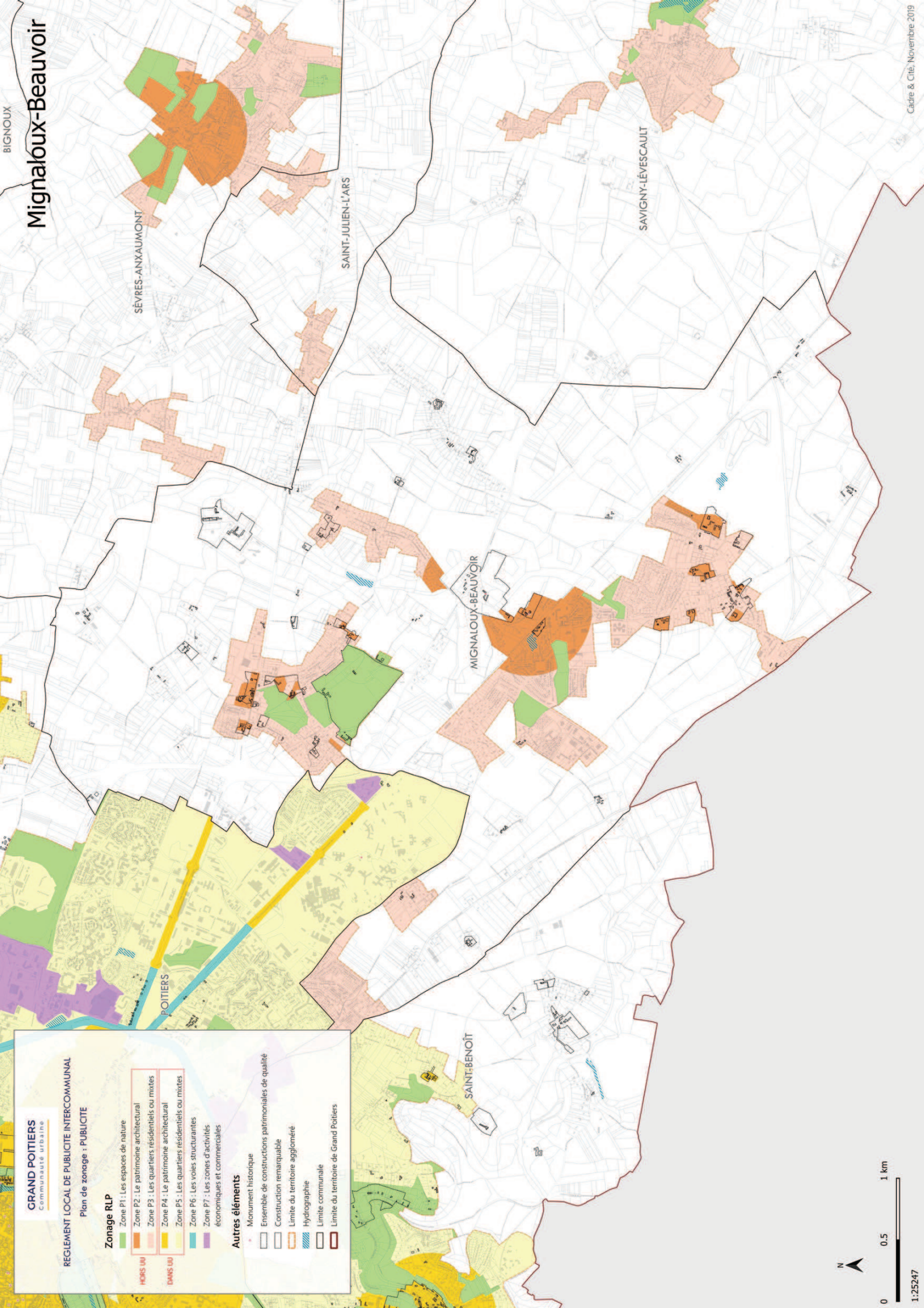
	Zone P1 : Les espaces de nature
	Zone P2 : Le patrimoine architectural
	Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
	Zone P4 : Le patrimoine architectural
	Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
	Zone P6 : Les voies structurantes
	Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

	Monument historique
	Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
	Construction remarquable
	Limite du territoire aggloméré
	Hydrographie
	Limite communale
	Limite du territoire de Grand Poitiers

HORS UO
DANS UO





GRAND POITIERS

Communauté urbaine

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL

Plan de zonage : PUBLICITE

Zonage RLP

- Zone P1 : Les espaces de nature
- Zone P2 : Le patrimoine architectural
- Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
- Zone P4 : Le patrimoine architectural
- Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
- Zone P6 : Les voies structurantes
- Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Limite du territoire aggloméré
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers



0 0.5 1 km

1:25247

Zonage RLP

	Zone P1 : Les espaces de nature
	Zone P2 : Le patrimoine architectural
	Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
	Zone P4 : Le patrimoine architectural
	Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
	Zone P6 : Les voies structurantes
	Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

	Monument historique
	Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
	Construction remarquable
	Limite du territoire aggloméré
	Hydrographie
	Limite communale
	Limite du territoire de Grand Poitiers

HORS UO
DANS UO

Migné-Auxances

CHASSENEUIL-DU-POITOU

MIGNÉ-AUXANCES

POITIERS

BUXEROLLES

RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL Plan de zonage : PUBLICITE

Zonage RLP

- Zone P1 : Les espaces de nature
- Zone P2 : Le patrimoine architectural
- Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
- Zone P4 : Le patrimoine architectural
- Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
- Zone P6 : Les voies structurantes
- Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Limite du territoire aggloméré
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

HORS UO
DANS UO

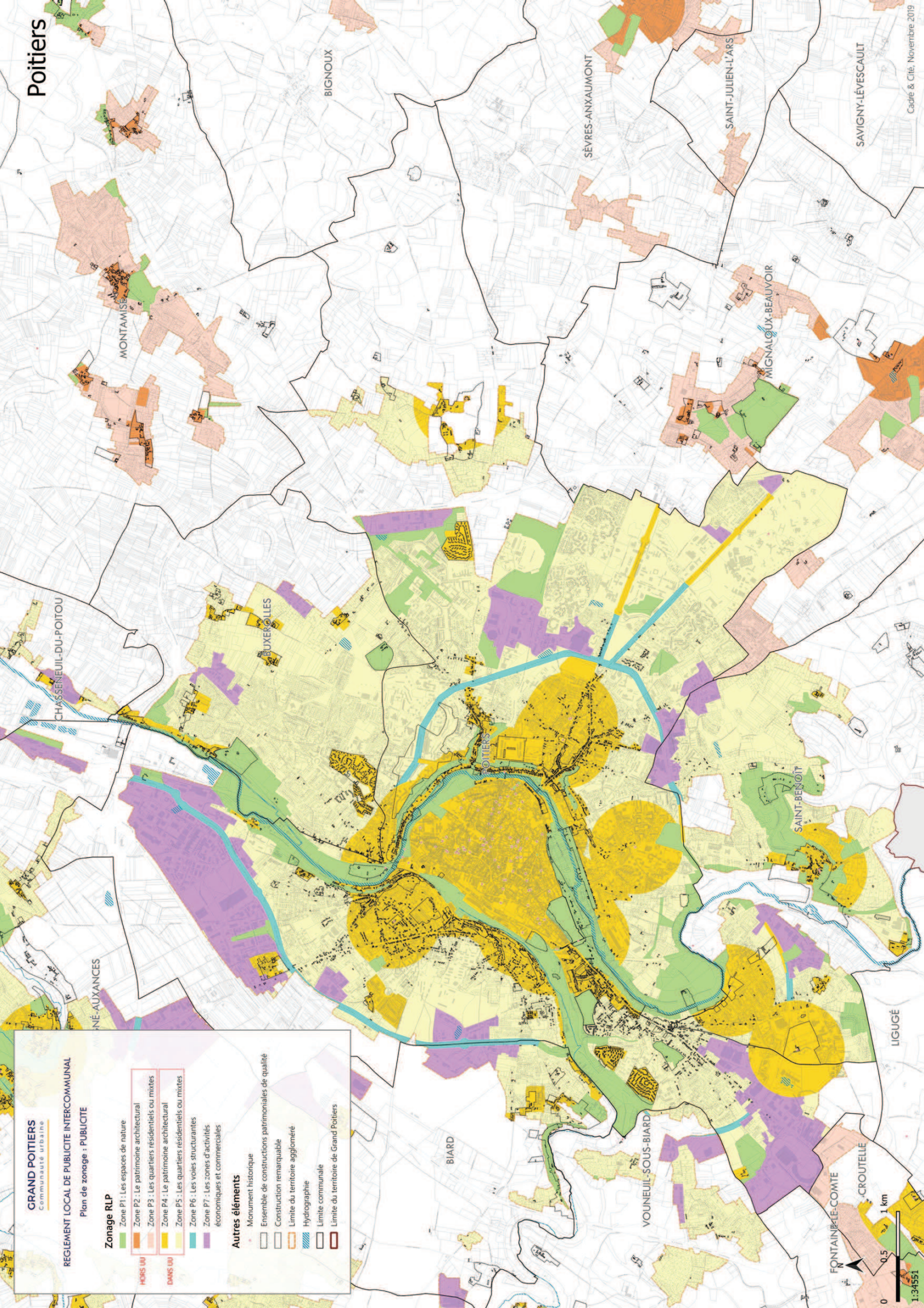
REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL
Plan de zonage : PUBLICITE

Zonage RLP

- HORS URB**
- Zone P1 : Les espaces de nature
 - Zone P2 : Le patrimoine architectural
 - Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - Zone P4 : Le patrimoine architectural
 - Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
- DANS URB**
- Zone P6 : Les voies structurantes
 - Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Limite du territoire aggloméré
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers



Zonage RLP

- HORS UO**
- Zone P1 : Les espaces de nature
 - Zone P2 : Le patrimoine architectural
 - Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - DANS UO**
 - Zone P4 : Le patrimoine architectural
 - Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - Zone P6 : Les voies structurantes
 - Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Limite du territoire aggloméré
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL

Plan de zonage : PUBLICITE

Zonage RLP

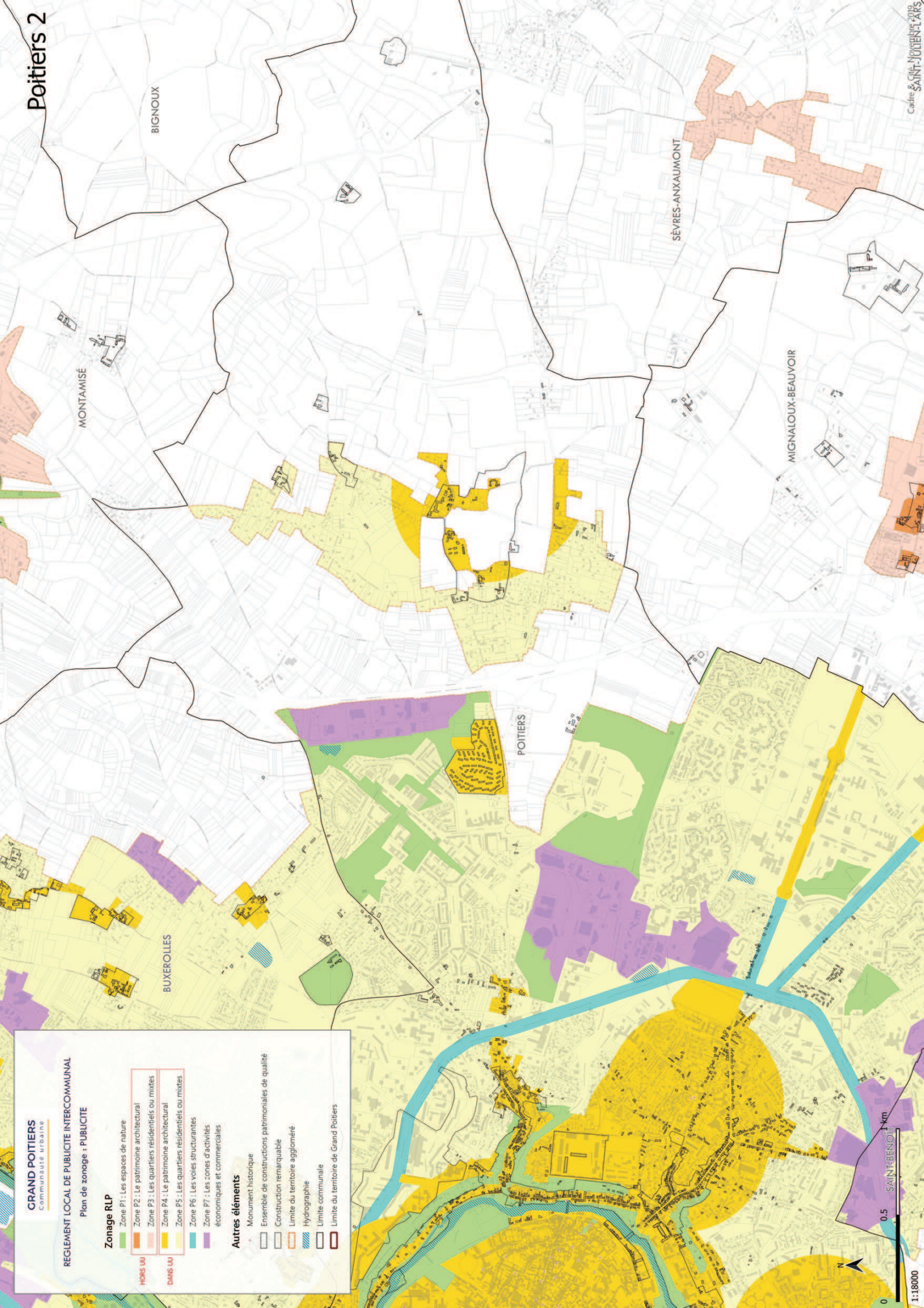
- Zone P1 : Les espaces de nature
- Zone P2 : Le patrimoine architectural
- Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
- Zone P4 : Le patrimoine architectural
- Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
- Zone P6 : Les voies structurantes
- Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

HORS UO

DANS UO

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Limite du territoire aggloméré
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

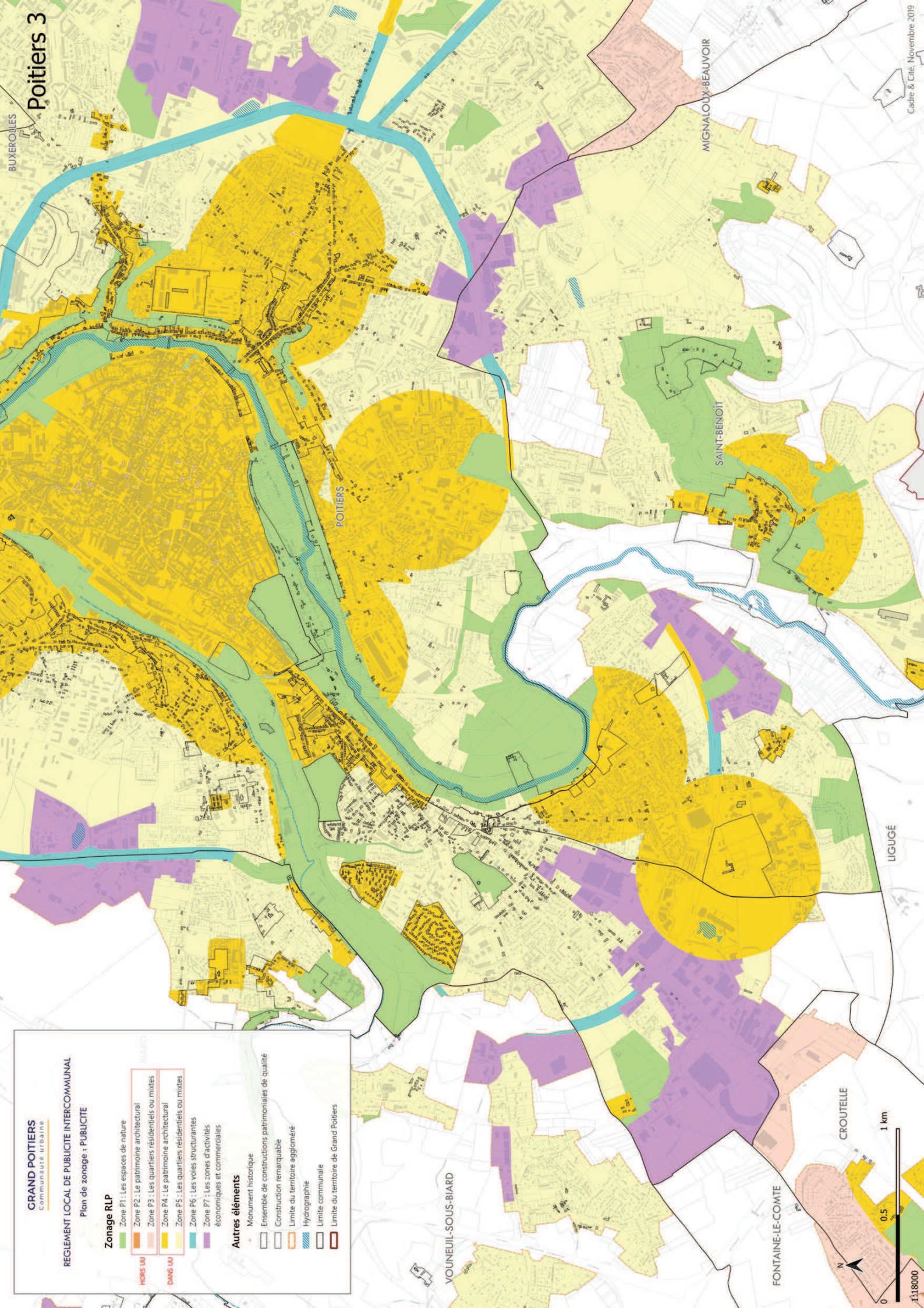


Zonage RLP

- HORS LU**
- Zone P1 : Les espaces de nature
 - Zone P2 : Le patrimoine architectural
 - Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - DANS LU**
 - Zone P4 : Le patrimoine architectural
 - Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - Zone P6 : Les voies structurantes
 - Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Limite du territoire aggloméré
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers



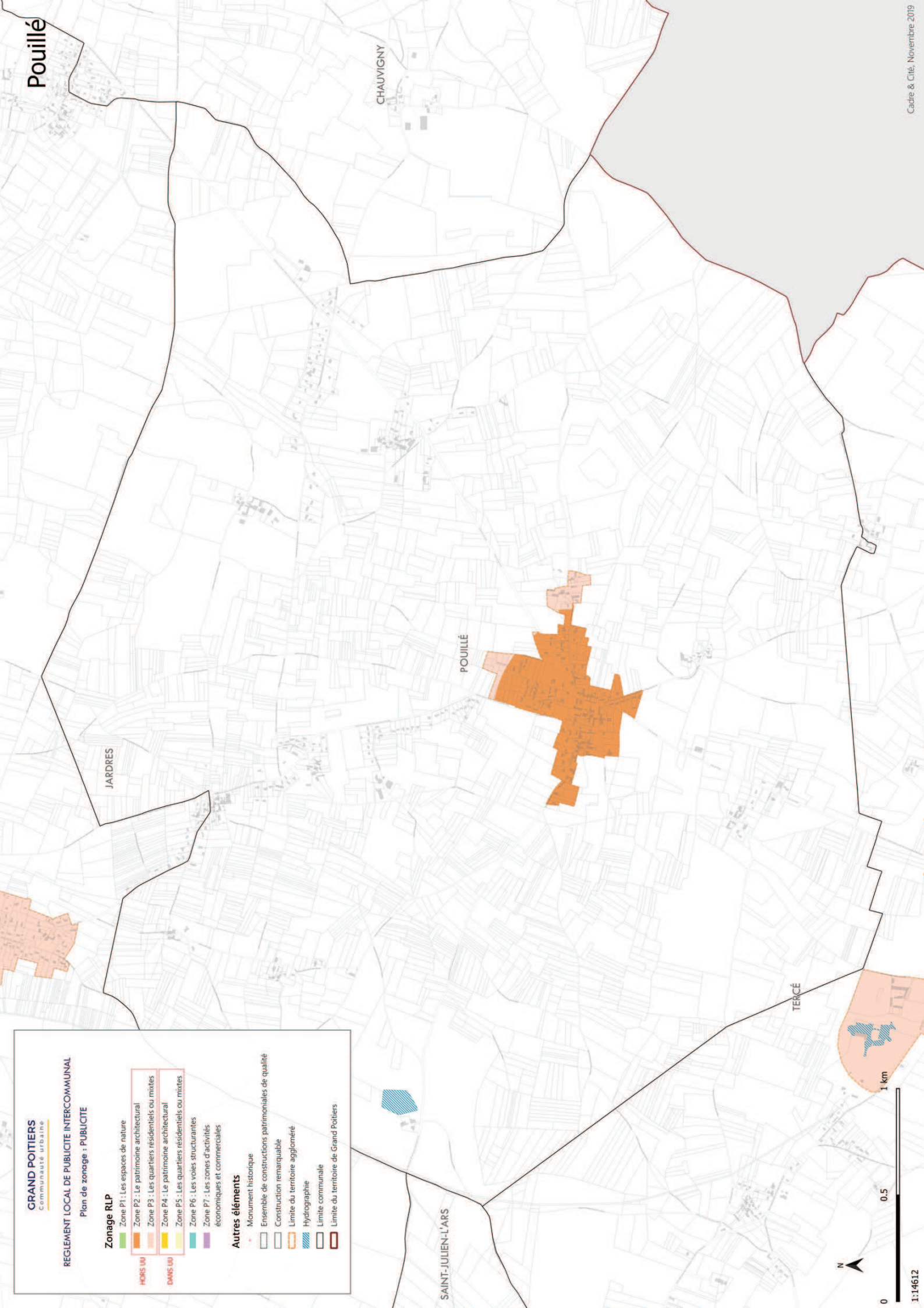
REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL
Plan de zonage : PUBLICITE

Zonage RLP

- HORS UO**
- Zone P1 : Les espaces de nature
 - Zone P2 : Le patrimoine architectural
 - Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - DANS UO**
 - Zone P4 : Le patrimoine architectural
 - Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - Zone P6 : Les voies structurantes
 - Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Limite du territoire aggloméré
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers



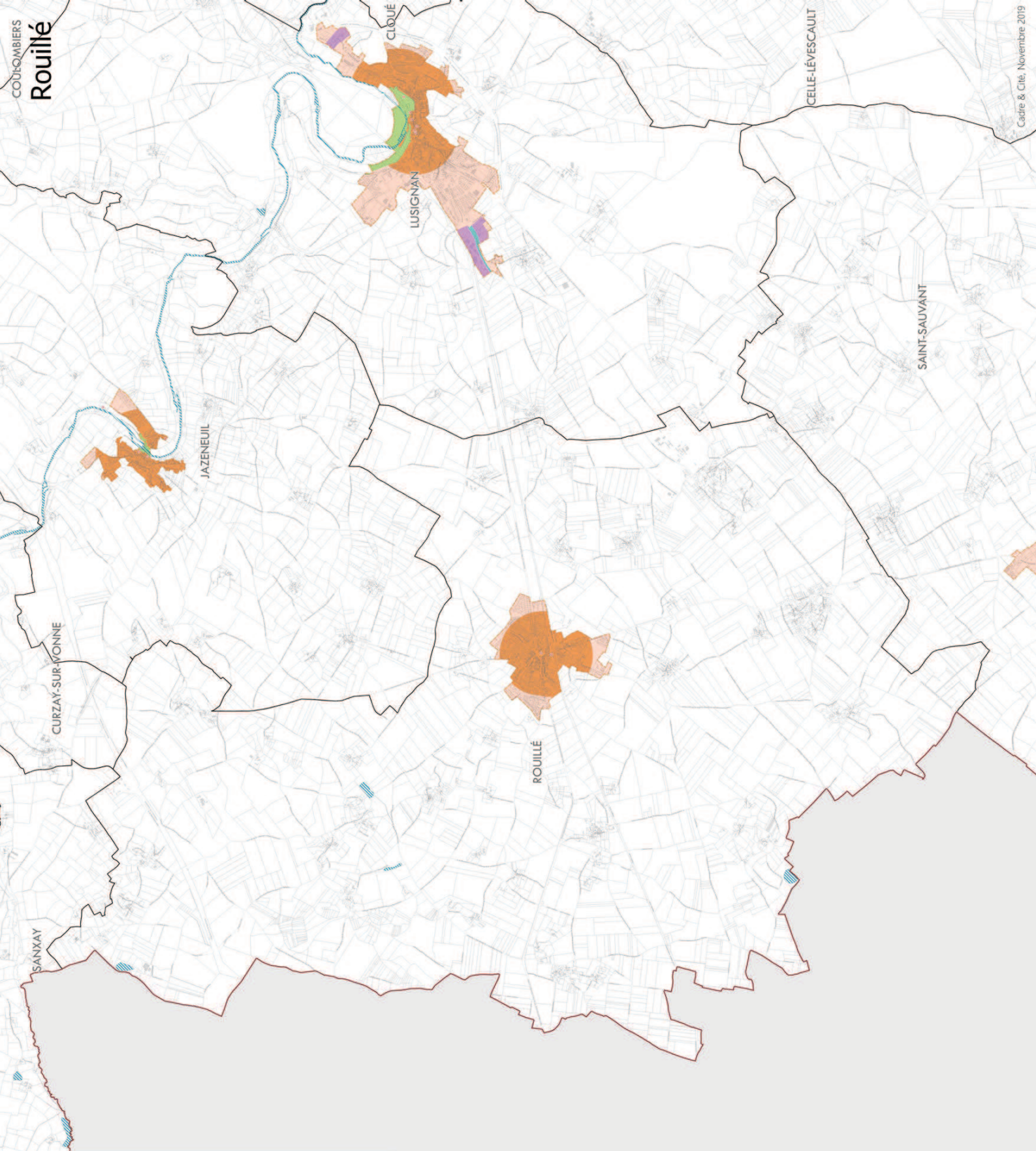
REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL
Plan de zonage : PUBLICITE

Zonage RLP

- HORS UH**
- Zone P1 : Les espaces de nature
 - Zone P2 : Le patrimoine architectural
 - Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
- DANS UH**
- Zone P4 : Le patrimoine architectural
 - Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - Zone P6 : Les voies structurantes
 - Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Limite du territoire aggloméré
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers



0 0.5 1 km

1:42756

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL
Plan de zonage : PUBLICITE

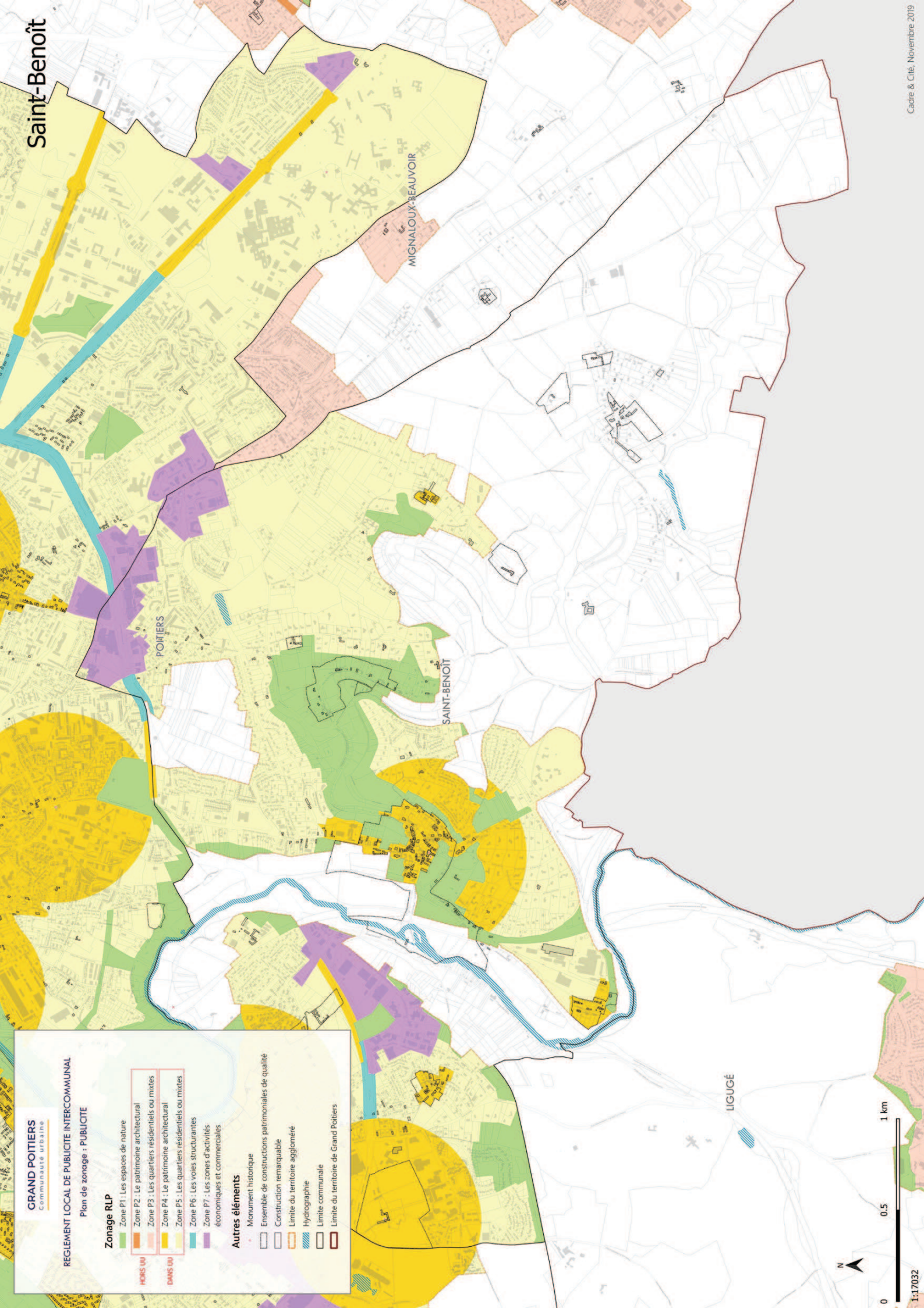
Zonage RLP

- Zone P1 : Les espaces de nature
- Zone P2 : Le patrimoine architectural
- Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
- Zone P4 : Le patrimoine architectural
- Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
- Zone P6 : Les voies structurantes
- Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

HORS (U)
DANS (U)

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Limite du territoire aggloméré
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers



Zonage RLP

	Zone P1 : Les espaces de nature
	Zone P2 : Le patrimoine architectural
	Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
	Zone P4 : Le patrimoine architectural
	Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
	Zone P6 : Les voies structurantes
	Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

	Monument historique
	Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
	Construction remarquable
	Limite du territoire aggloméré
	Hydrographie
	Limite communale
	Limite du territoire de Grand Poitiers

HORS UU
DANS UU

GRAND POITIERS
Communauté urbaine

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL
Plan de zonage : PUBLICITE

Zone P1 : Les espaces de nature

Zone P2 : Le patrimoine architectural

Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes

Zone P4 : Le patrimoine architectural

Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes

Zone P6 : Les voies structurantes

Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

Monument historique

Ensemble de constructions patrimoniales de qualité

Construction remarquable

Limite du territoire aggloméré

Hydrographie

Limite communale

Limite du territoire de Grand Poitiers

HORS UO

DANS UO

Zone P1 : Les espaces de nature

Zone P2 : Le patrimoine architectural

Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes

Zone P4 : Le patrimoine architectural

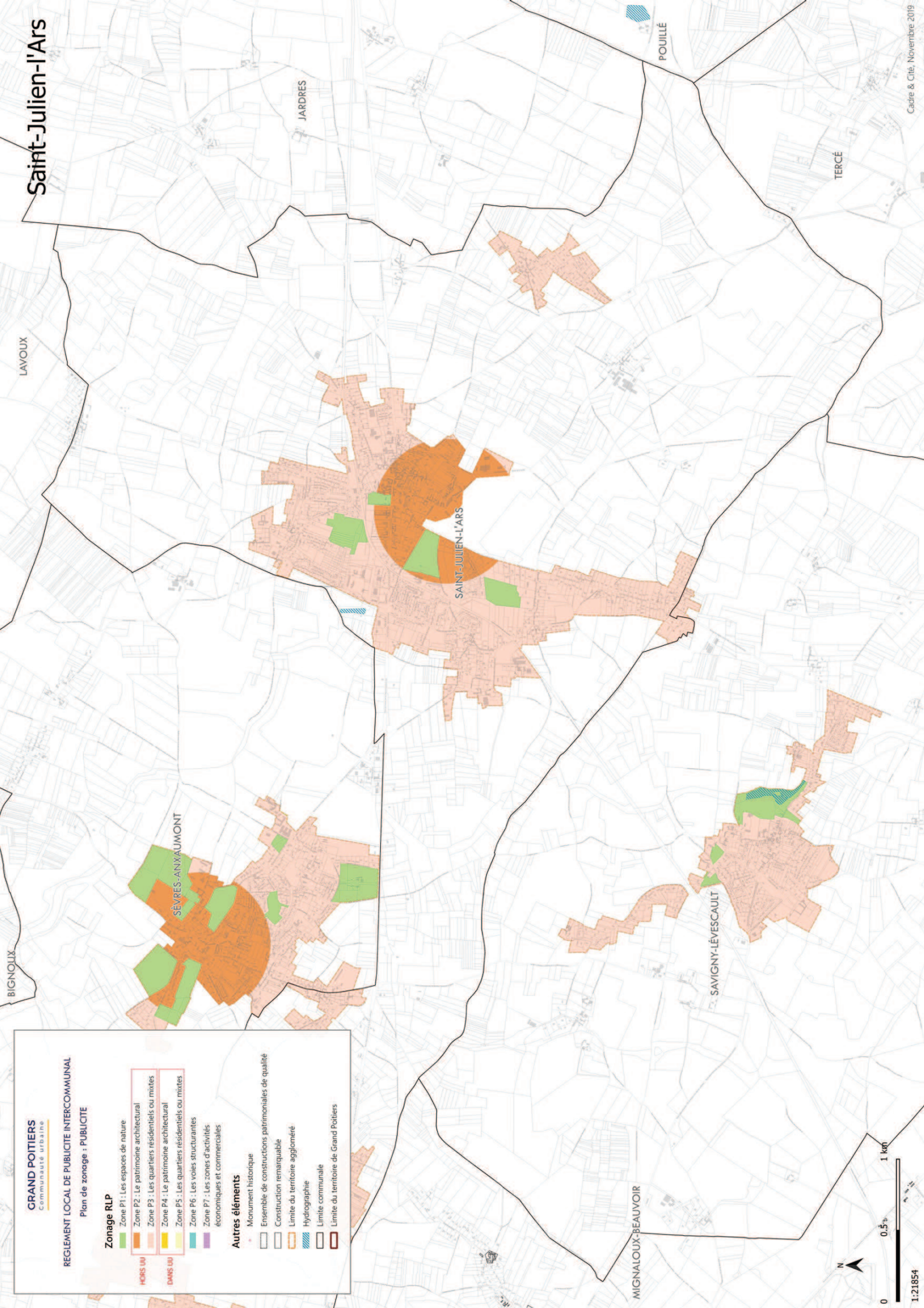
Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes

Zone P6 : Les voies structurantes

Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

The map displays the commune of Saint-Georges.lès-Baillargeaux, situated within the Grand Poitiers intercommunal area. It features various urban planning zones color-coded according to the legend: green for natural spaces (P1), orange for architectural heritage (P2), light orange for residential or mixed quarters (P3), yellow for architectural heritage (P4), light yellow for residential or mixed quarters (P5), blue for structural roads (P6), and purple for economic and commercial zones (P7). The map also identifies historical monuments, quality heritage constructions, and notable buildings. Key geographical features include the Chasseuil River and the Chasseuil-Du-Poitou area. Surrounding communes are labeled: Beaumont-Saint-Cyr to the north, La Chapelle-Moulière to the east, and Montamisé to the south. The map includes a scale bar (0 to 1 km) and a north arrow.

1:25679



REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL
Plan de zonage : PUBLICITE

Zonage RLP

- HORS UH**
- Zone P1 : Les espaces de nature
 - Zone P2 : Le patrimoine architectural
 - Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
- DANS UH**
- Zone P4 : Le patrimoine architectural
 - Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - Zone P6 : Les voies structurantes
 - Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Limite du territoire aggloméré
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL
Plan de zonage : PUBLICITE

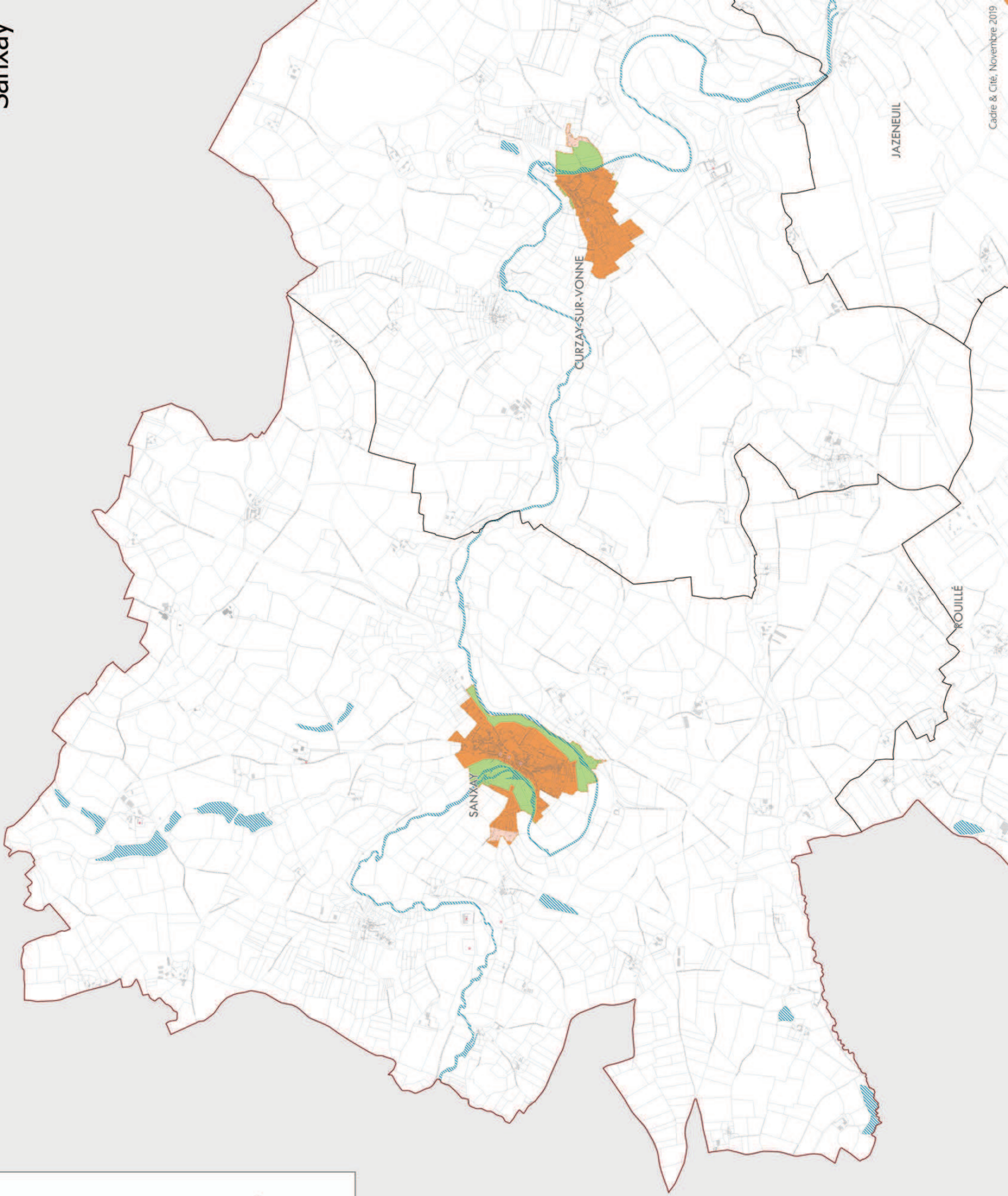
Zonage RLP

	Zone P1 : Les espaces de nature
	Zone P2 : Le patrimoine architectural
	Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
	Zone P4 : Le patrimoine architectural
	Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
	Zone P6 : Les voies structurantes
	Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

	Monument historique
	Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
	Construction remarquable
	Limite du territoire aggloméré
	Hydrographie
	Limite communale
	Limite du territoire de Grand Poitiers

HORS UDU
DANS UDU



0 0.5 1 km

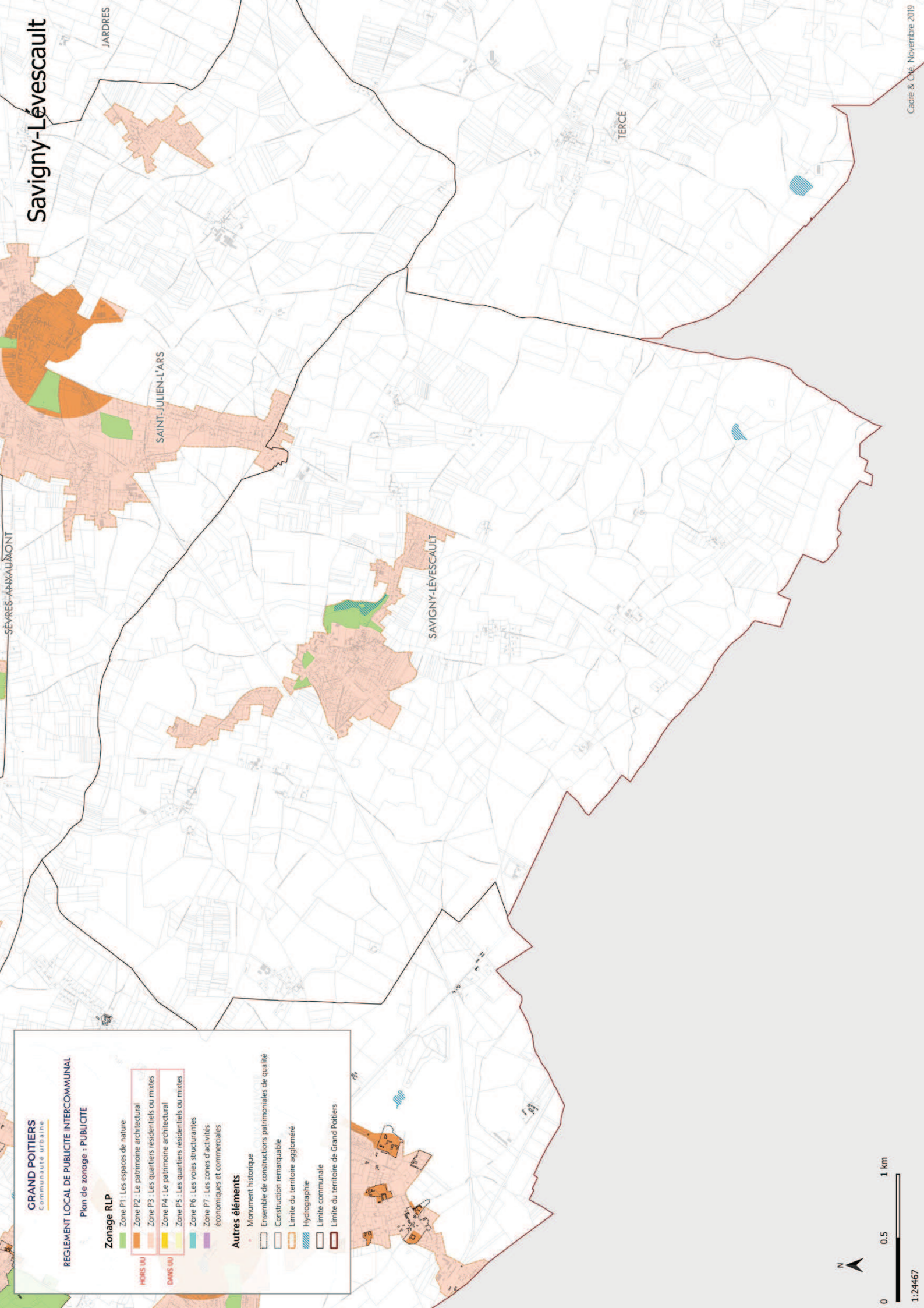
1:25445

Zonage RLP

- HORS (U)**
- Zone P1 : Les espaces de nature
 - Zone P2 : Le patrimoine architectural
- DANS (U)**
- Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - Zone P4 : Le patrimoine architectural
 - Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - Zone P6 : Les voies structurantes
 - Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Limite du territoire aggloméré
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers



0 0.5 1 km

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL
Plan de zonage : PUBLICITE

Zonage RLP

- HORS UU**
- Zone P1 : Les espaces de nature
 - Zone P2 : Le patrimoine architectural
 - Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - Zone P4 : Le patrimoine architectural
 - Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
- DANS UU**
- Zone P6 : Les voies structurantes
 - Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

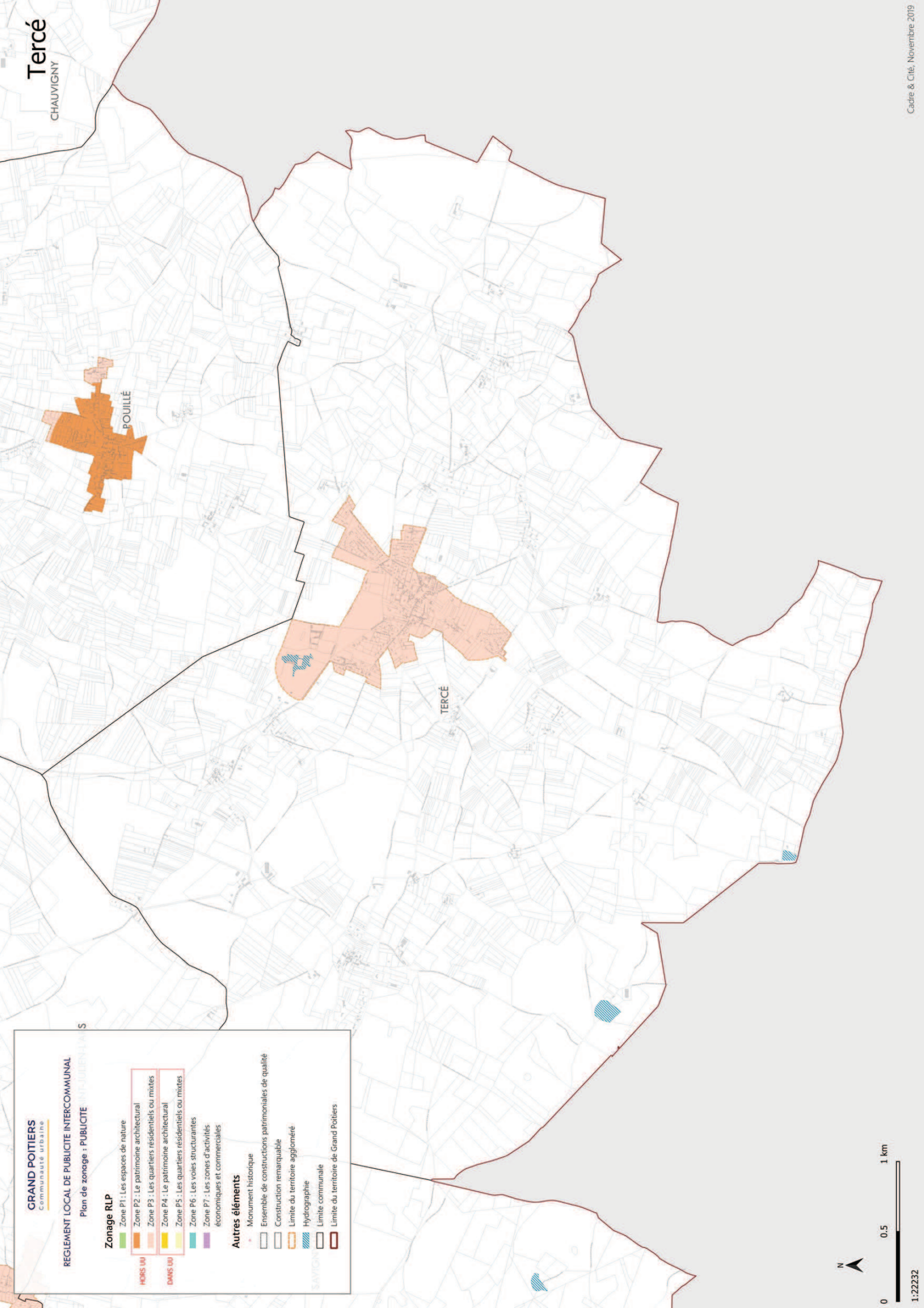
- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Limite du territoire aggloméré
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

Zonage RLP

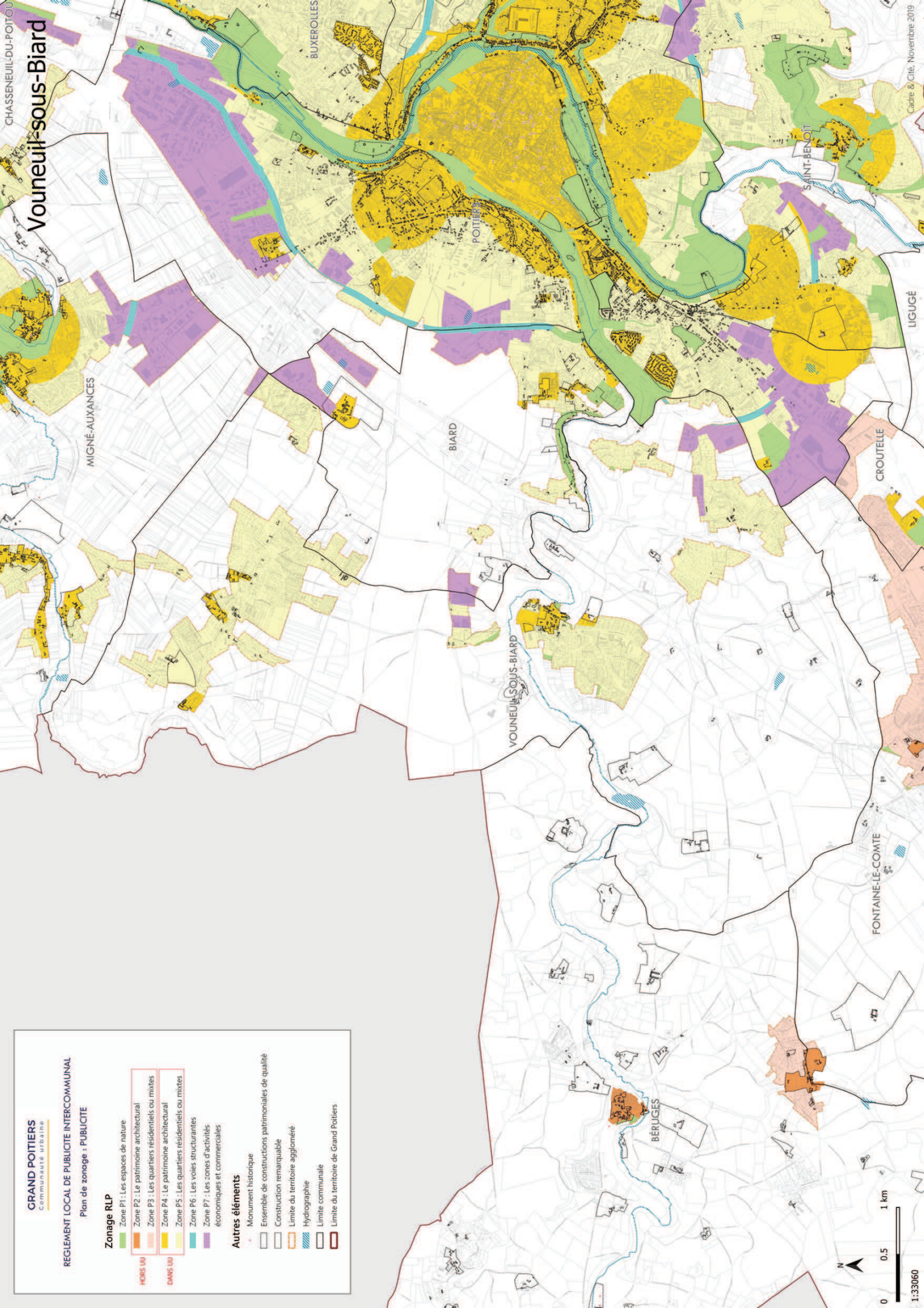
- HORS UO**
- Zone P1 : Les espaces de nature
 - Zone P2 : Le patrimoine architectural
 - Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
- DANS UO**
- Zone P4 : Le patrimoine architectural
 - Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - Zone P6 : Les voies structurantes
 - Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Limite du territoire aggloméré
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers



0 0.5 1 km



GRAND POITIERS
Communauté urbaine

Règlement local de publicité intercommunal
Plan de zonage : PUBLICITE

Zonage RLP

- HORS UU**
 - Zone P1 : Les espaces de nature
 - Zone P2 : Le patrimoine architectural
- DANS UU**
 - Zone P3 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - Zone P4 : Le patrimoine architectural
 - Zone P5 : Les quartiers résidentiels ou mixtes
 - Zone P6 : Les voies structurantes
 - Zone P7 : Les zones d'activités économiques et commerciales

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Limite du territoire aggloméré
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers



0 0.5 1 km

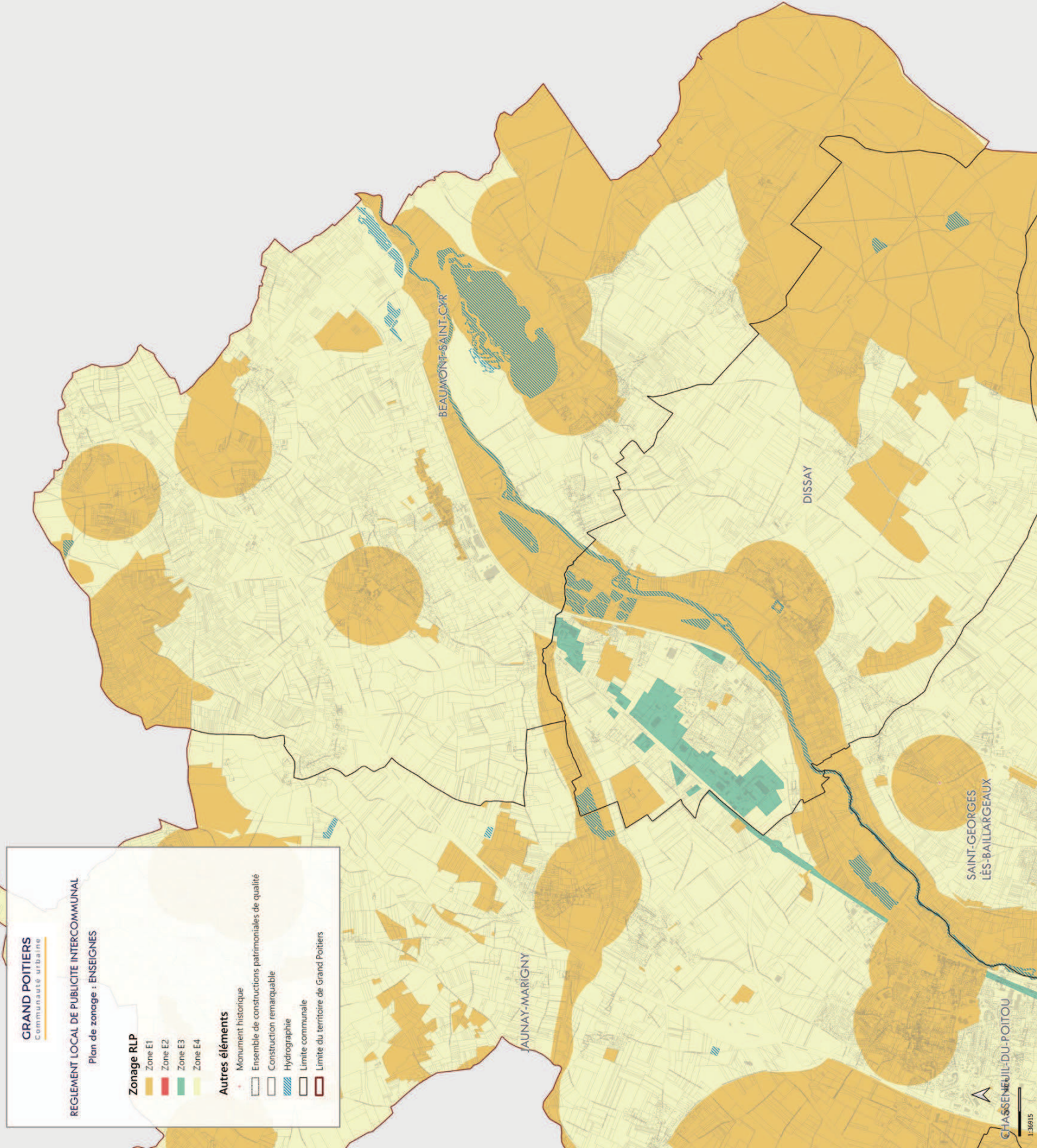
1:33060

Règlement Local de Publicité intercommunal

Elaboration prescrite le 8 décembre 2017

Projet arrêté le 6 décembre 2019

5 - Plans de zonage Enseignes

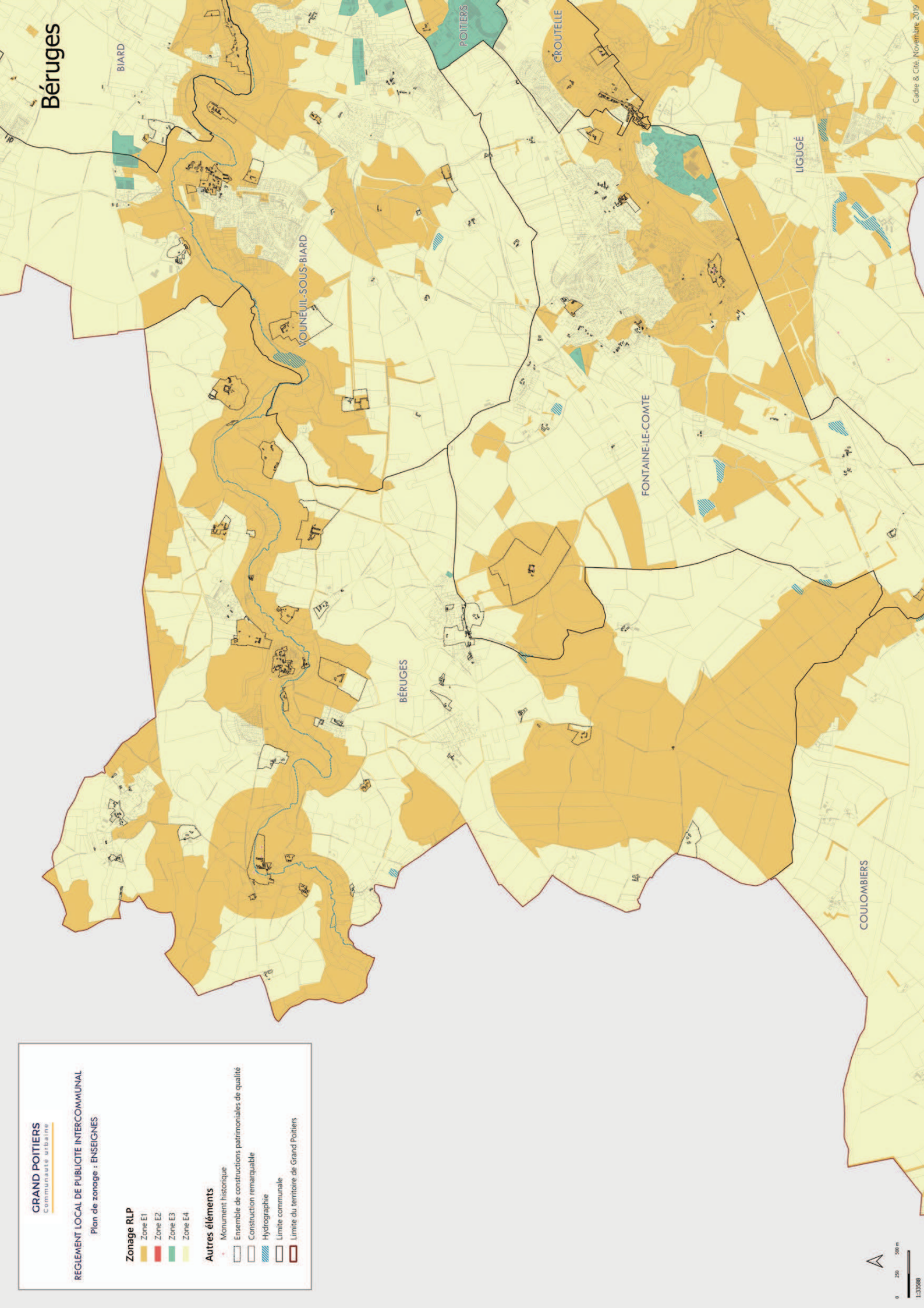


Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

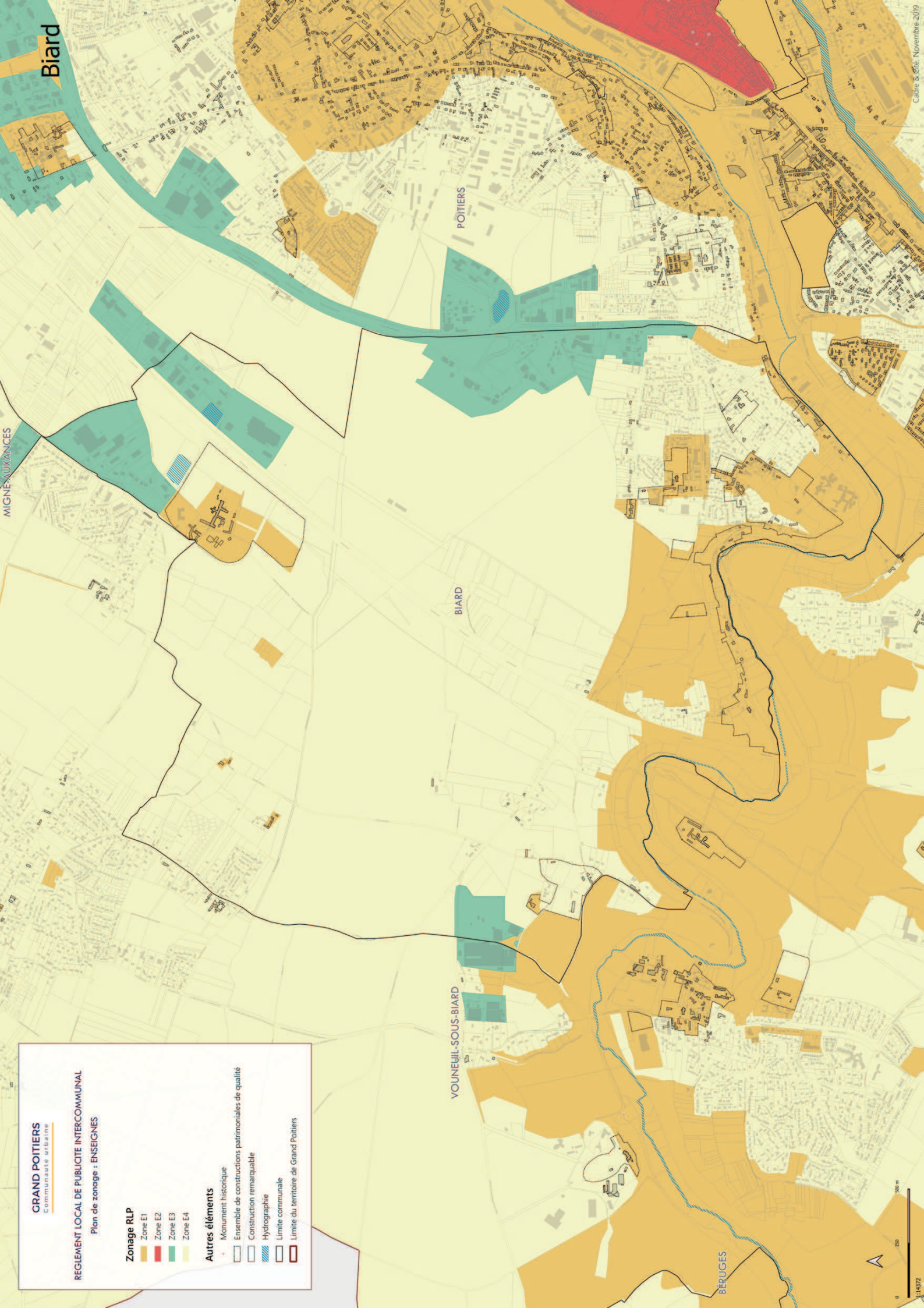


Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers



Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

Bignoux

LINIERS

BIGNOUX

LAVOUX

SÈVRES-ANXAUMONT

POITIERS

GRAND POITIERS

COMMUNAUTÉ URBAINE

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL

Plan de zonage : Enseignes

Zone E1

Zone E2

Zone E3

Zone E4

Autres éléments

Monument historique

Ensemble de constructions patrimoniales de qualité

Construction remarquable

Hydrographie

Limite communale

Limite du territoire de Grand Poitiers

The map displays the commune of Bonnes and its surroundings. The River Sèvre Nantaise flows through the center. The commune boundary is marked with a thick red line. Various zones are color-coded: orange for Zone E1, red for Zone E2, green for Zone E3, and light green for Zone E4. Blue hatched areas indicate hydrographic features. A legend in the bottom left corner explains the symbols for monuments, heritage ensembles, notable constructions, hydrography, and boundaries. Surrounding communes labeled include Liniers, Lavoux, Jardres, Saint-Martin-L'ars, Chauvigny, and Sainte-Radégonde. A scale bar and north arrow are located in the bottom right corner.

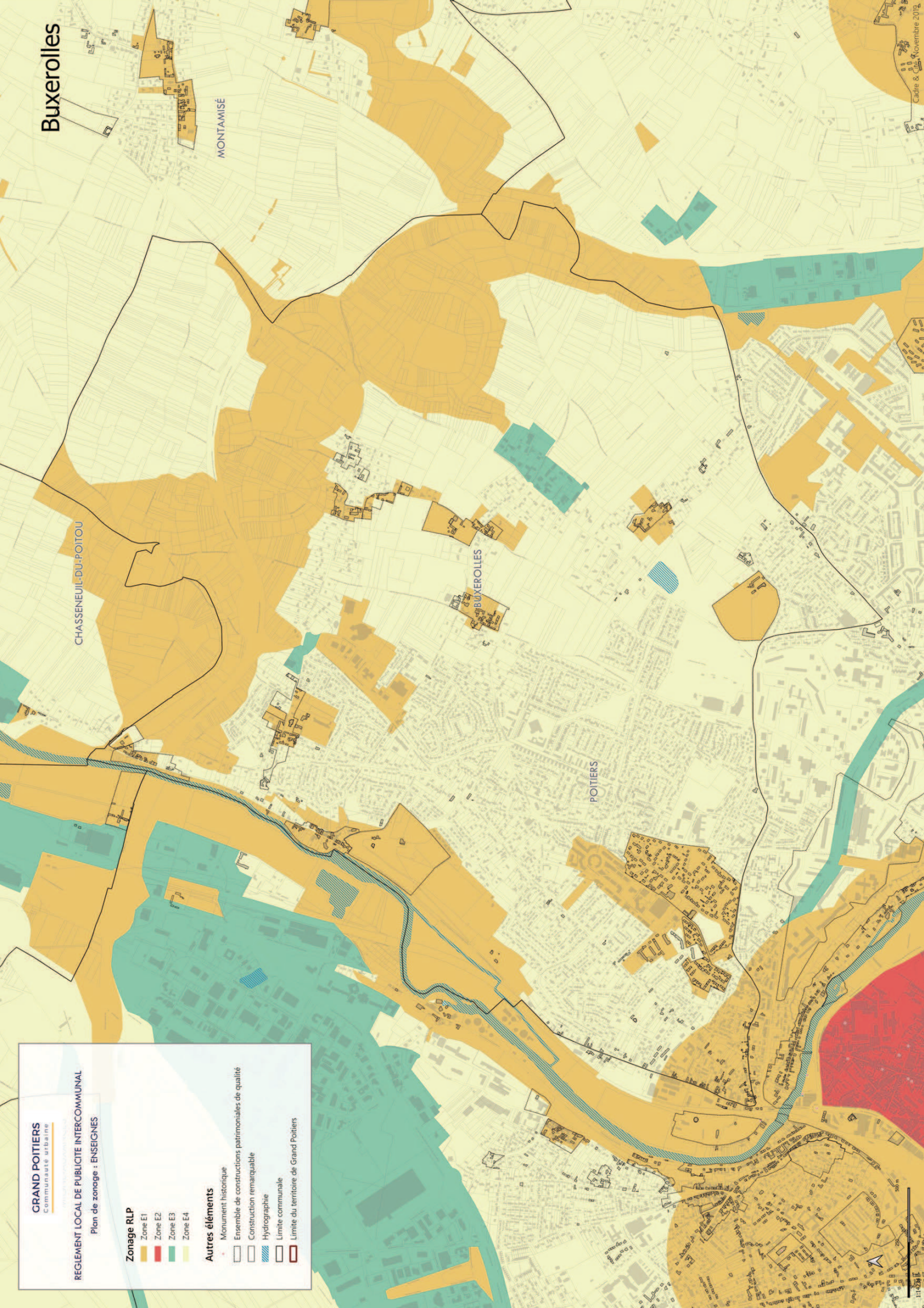
Cadre & Cité, Novembre 2019

Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers



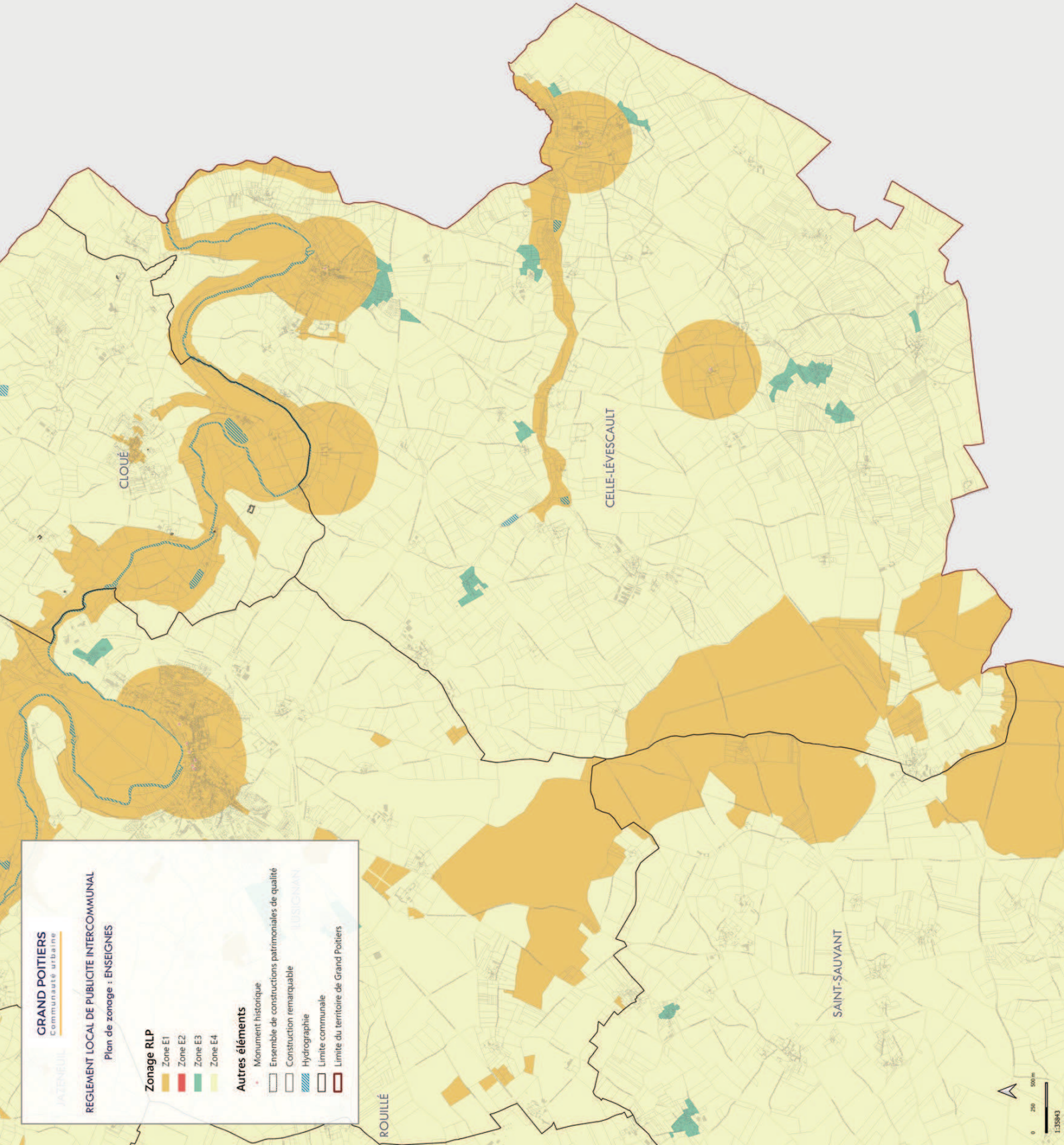
Buxerolles

MONTAMISÉ

CHASSENEUIL-DU-POITOU

BUXEROLLES

POITIERS

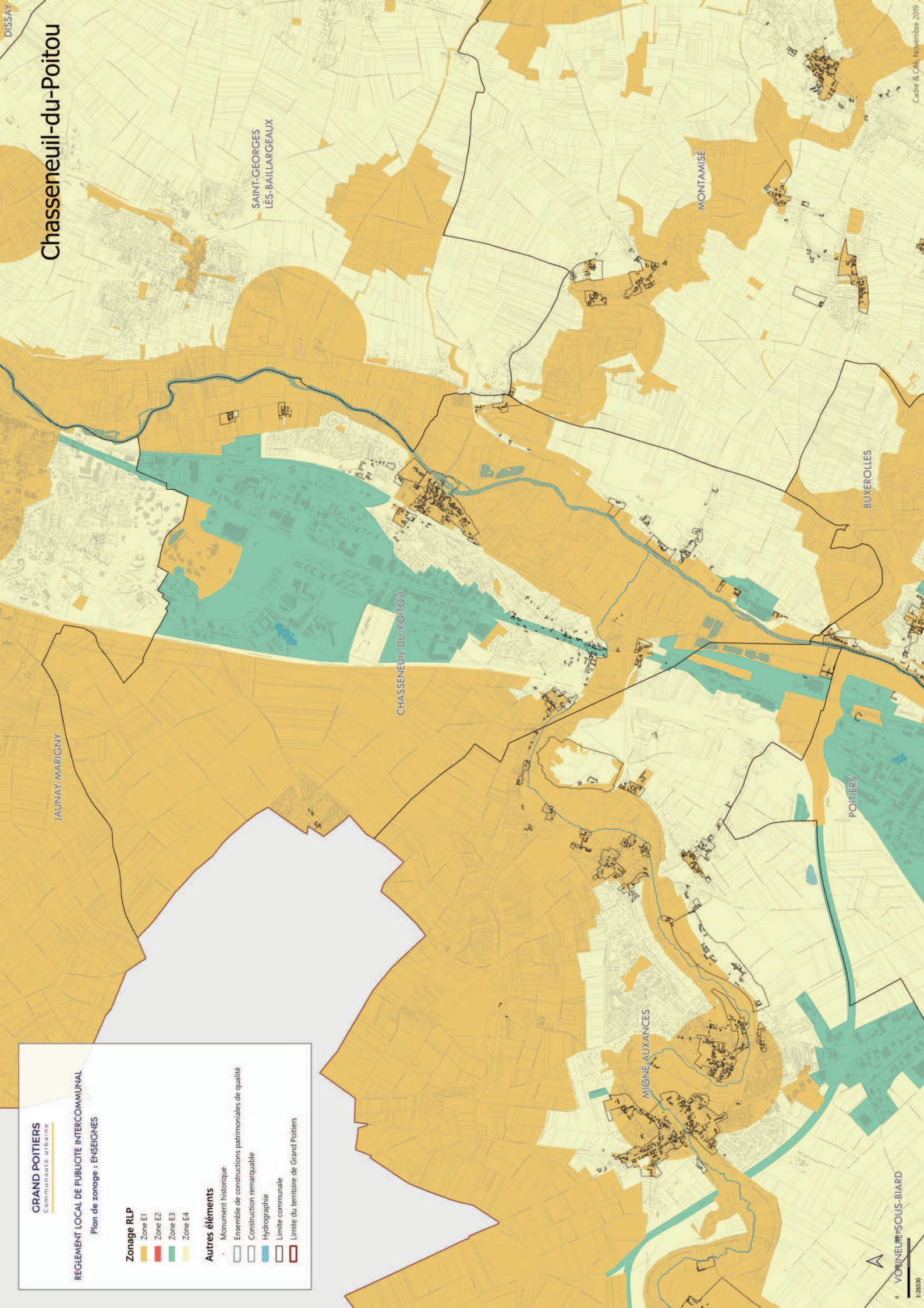


Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

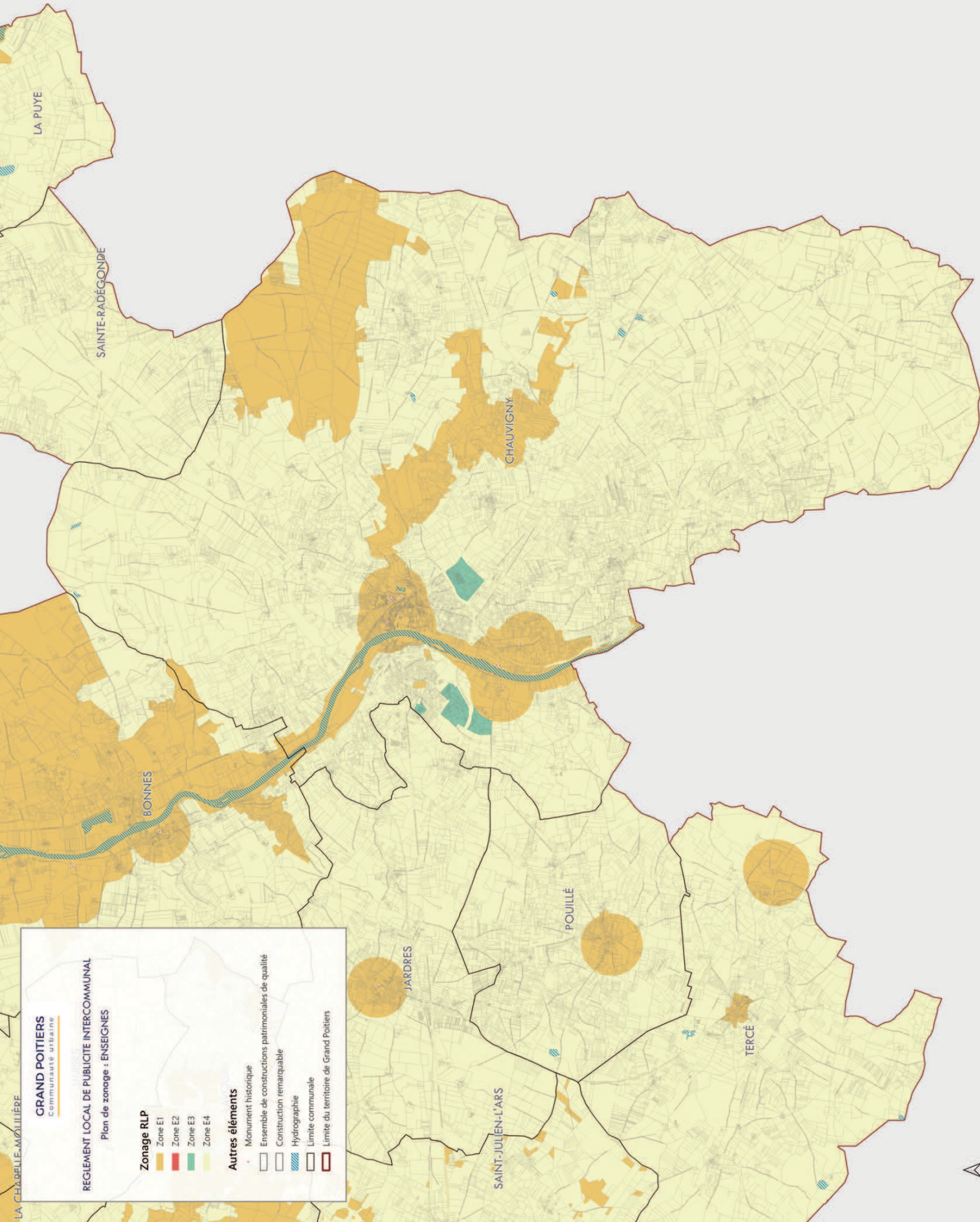


Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers



Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

JARDRES

POUILLÉ

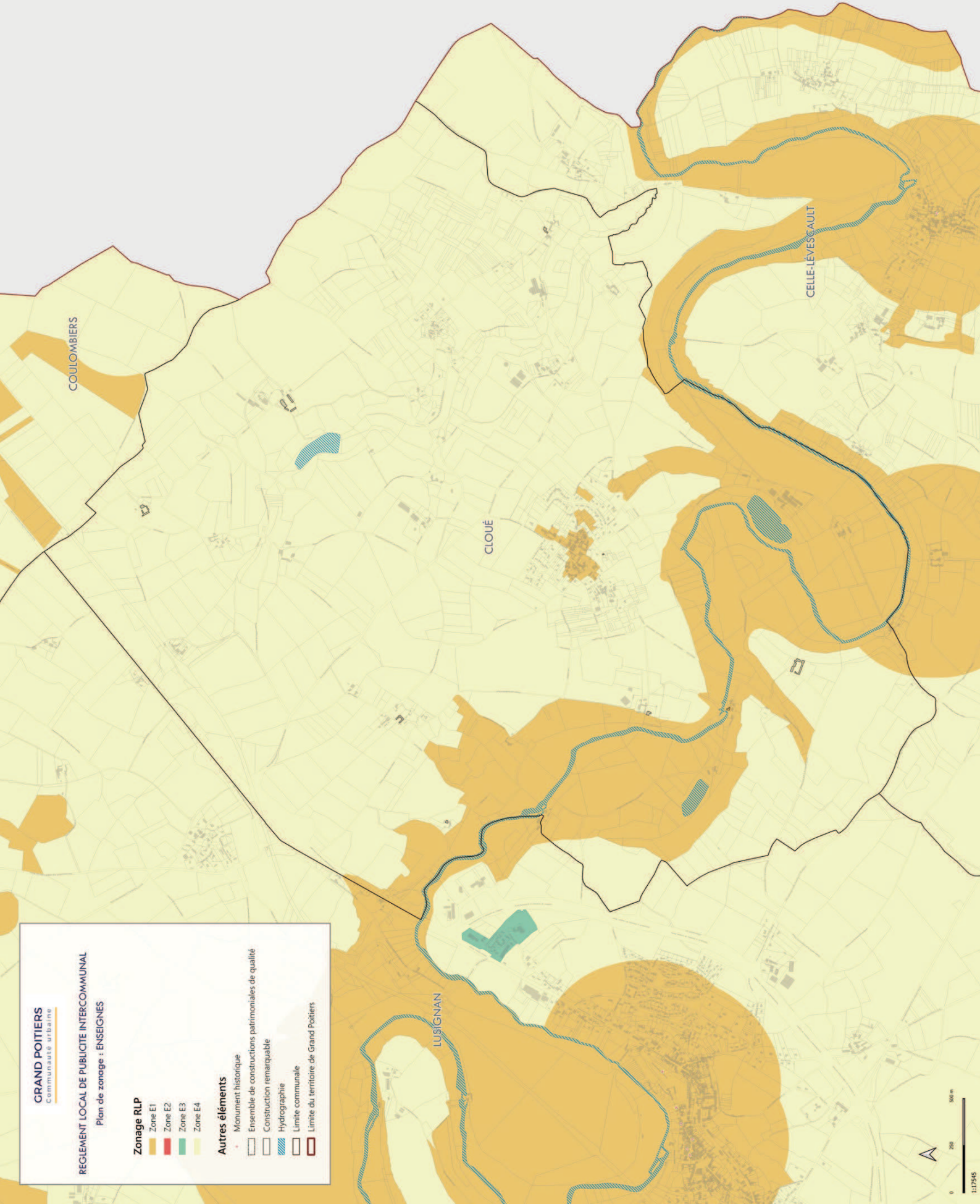
CHAUVIGNY

Chauvigny 1



0 250 500 m

1:10000



GRAND POITIERS
COMMUNAUTÉ URBAINE

RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL

Plan de zonage : ENSEIGNES

Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers



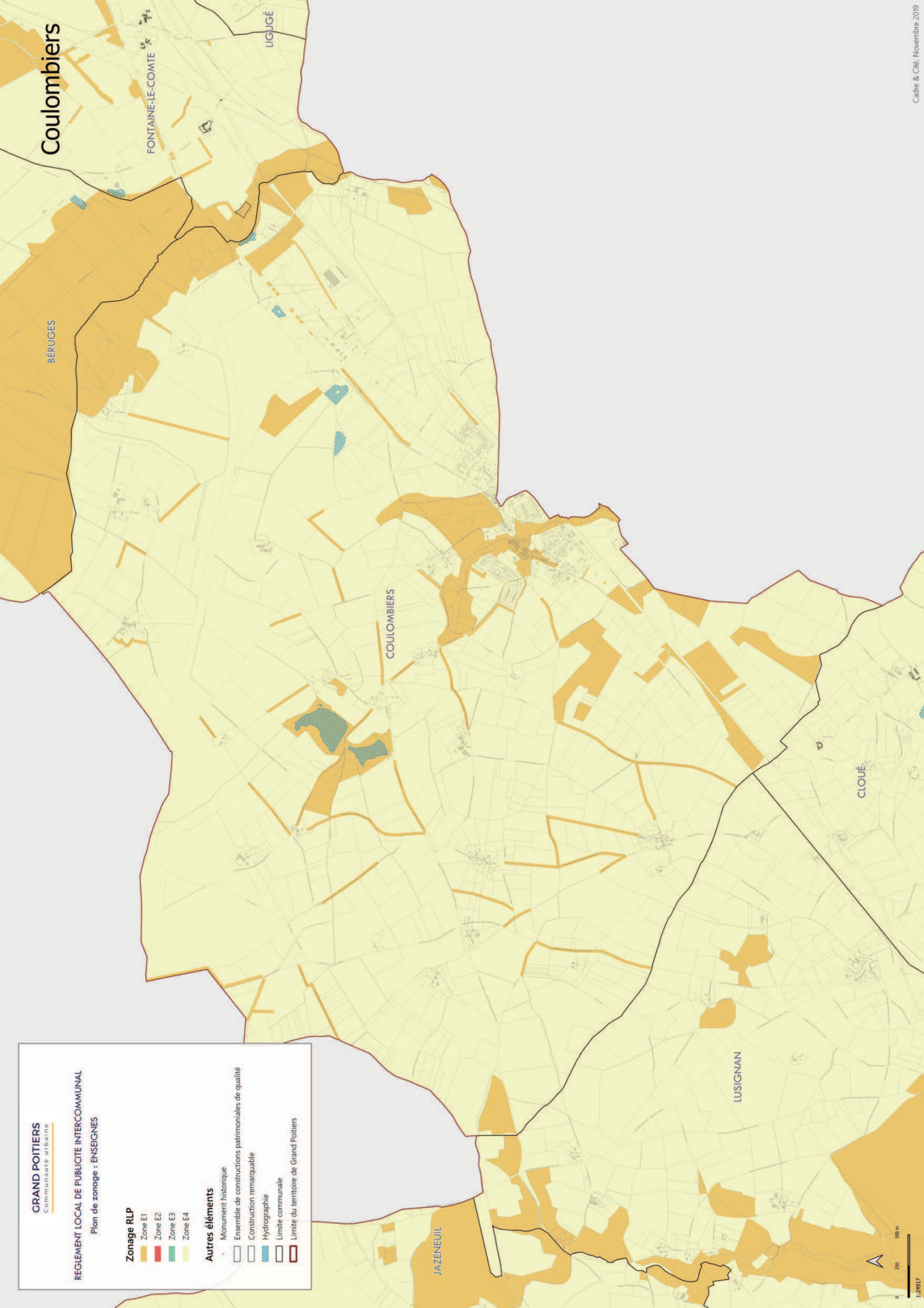
0 250 500 m

Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers



Coulombiers

BÉRUGES

FONTAINE-LE-COMTE

LIGUGÉ

COULOMBIERS

JAZENEUIL

LUSIGNAN

CLOUÉ



0 250 500 m

GRAND POITIERS
COMMUNAUTÉ URBAINE

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL

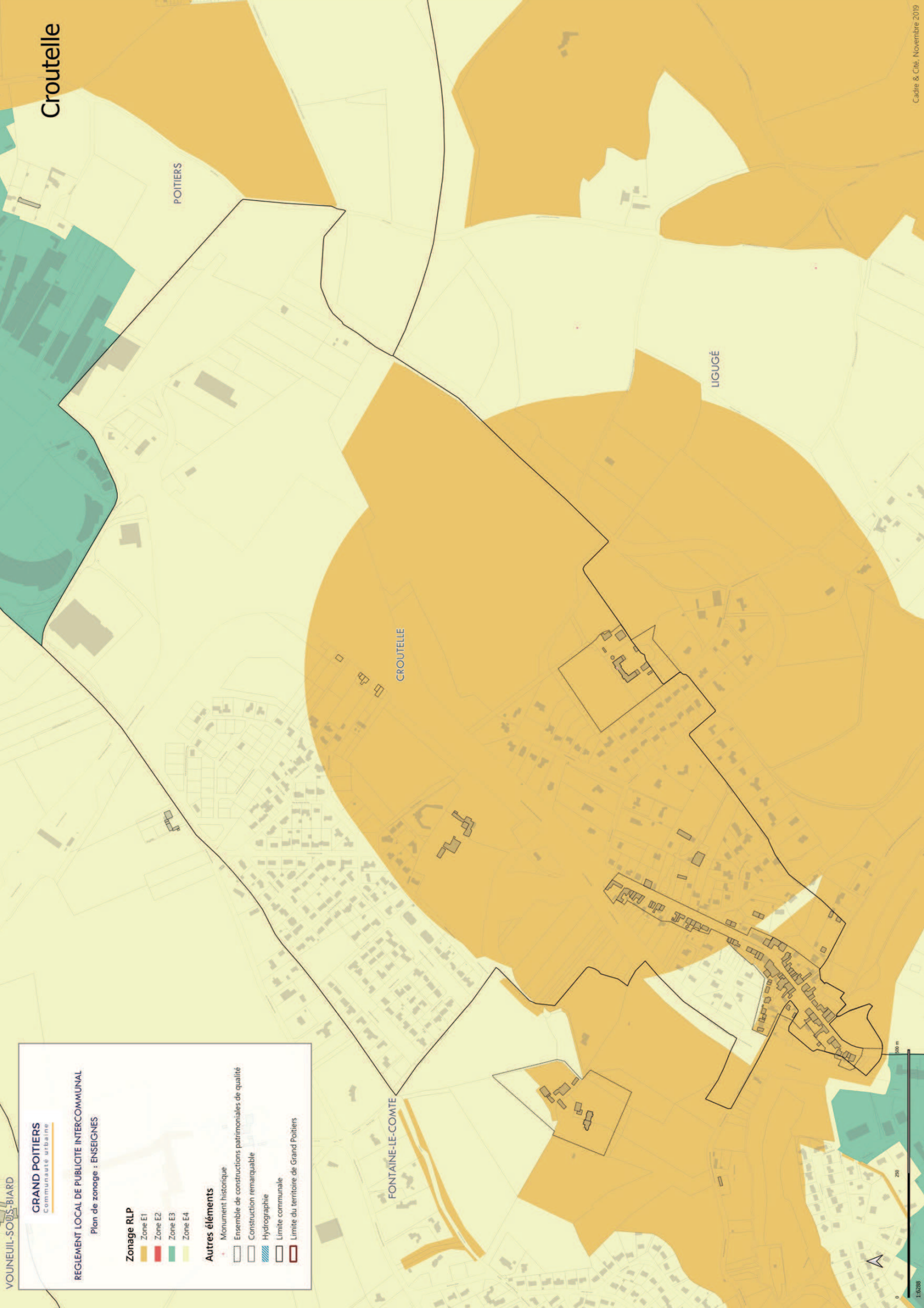
Plan de zonage : ENSEIGNES

Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers



CROUTELLE

POITIERS

LIGUGÉ

CROUTELLE

FONTAINE-LE-COMTE

Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

SANXAY

CURZAY-SUR-VONNE

JAZÉNEUIL

ROUILLE

Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

Dissay

BEAUMONT-SAINT-CYR

DISSAY

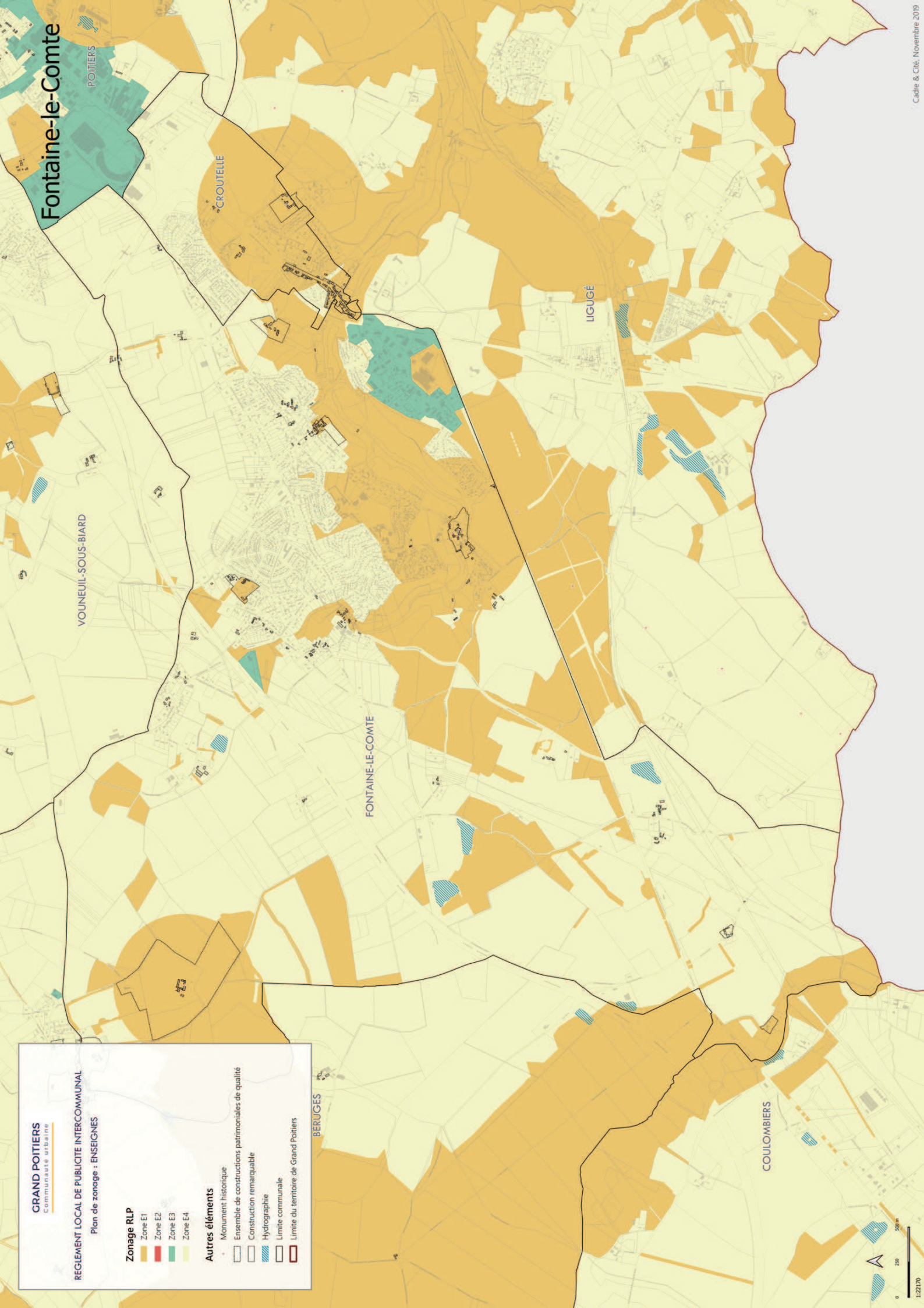
SAINT-GEORGES
LÈS-BAILLARGEUX

Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers



Fontaine-le-Comte

VOUNEUIL-SOUS-BIARD

CROUXELLE

LIGUGÉ

FONTAINE-LE-COMTE

BÉRUGES

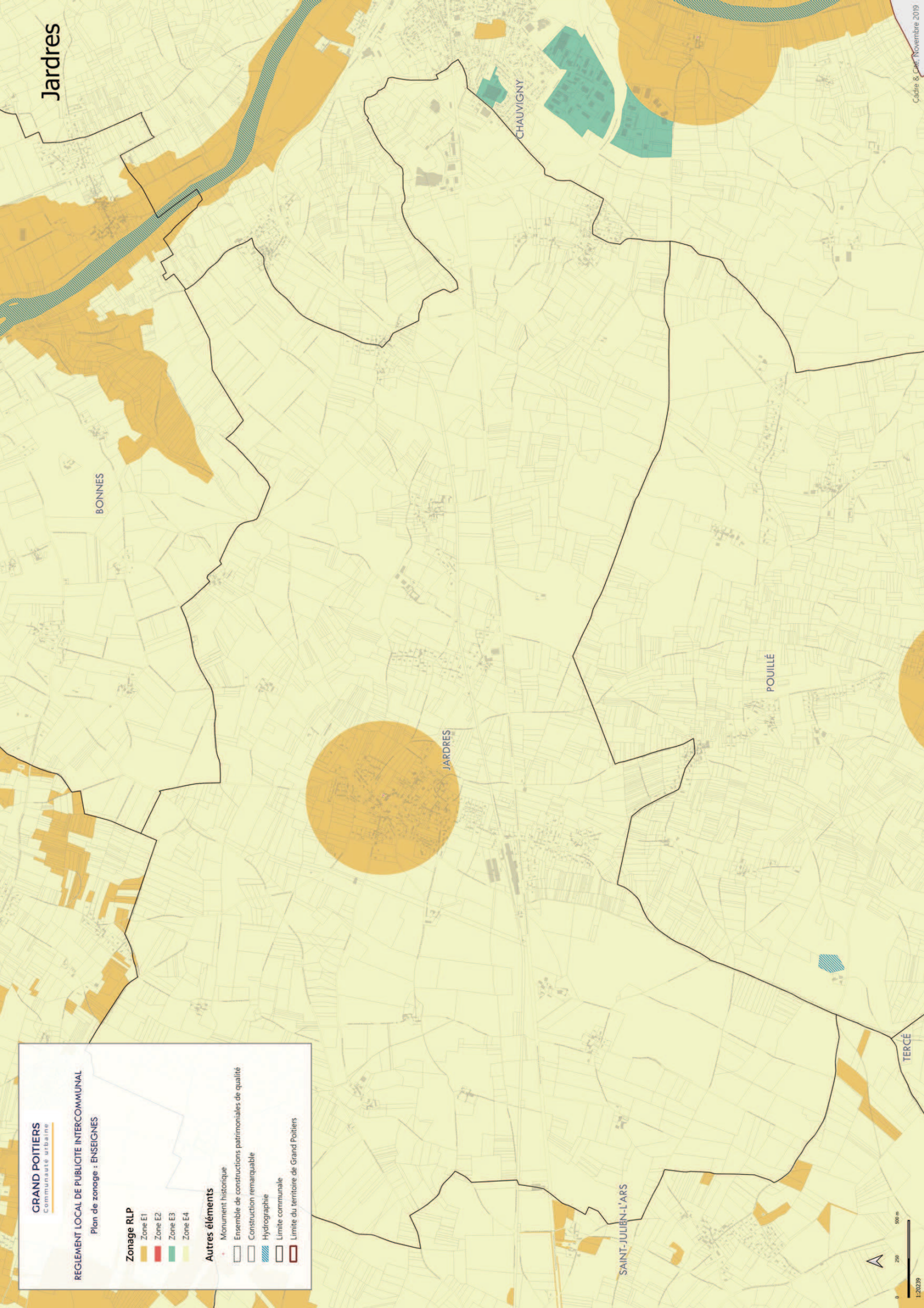
COULOMBIERS

Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

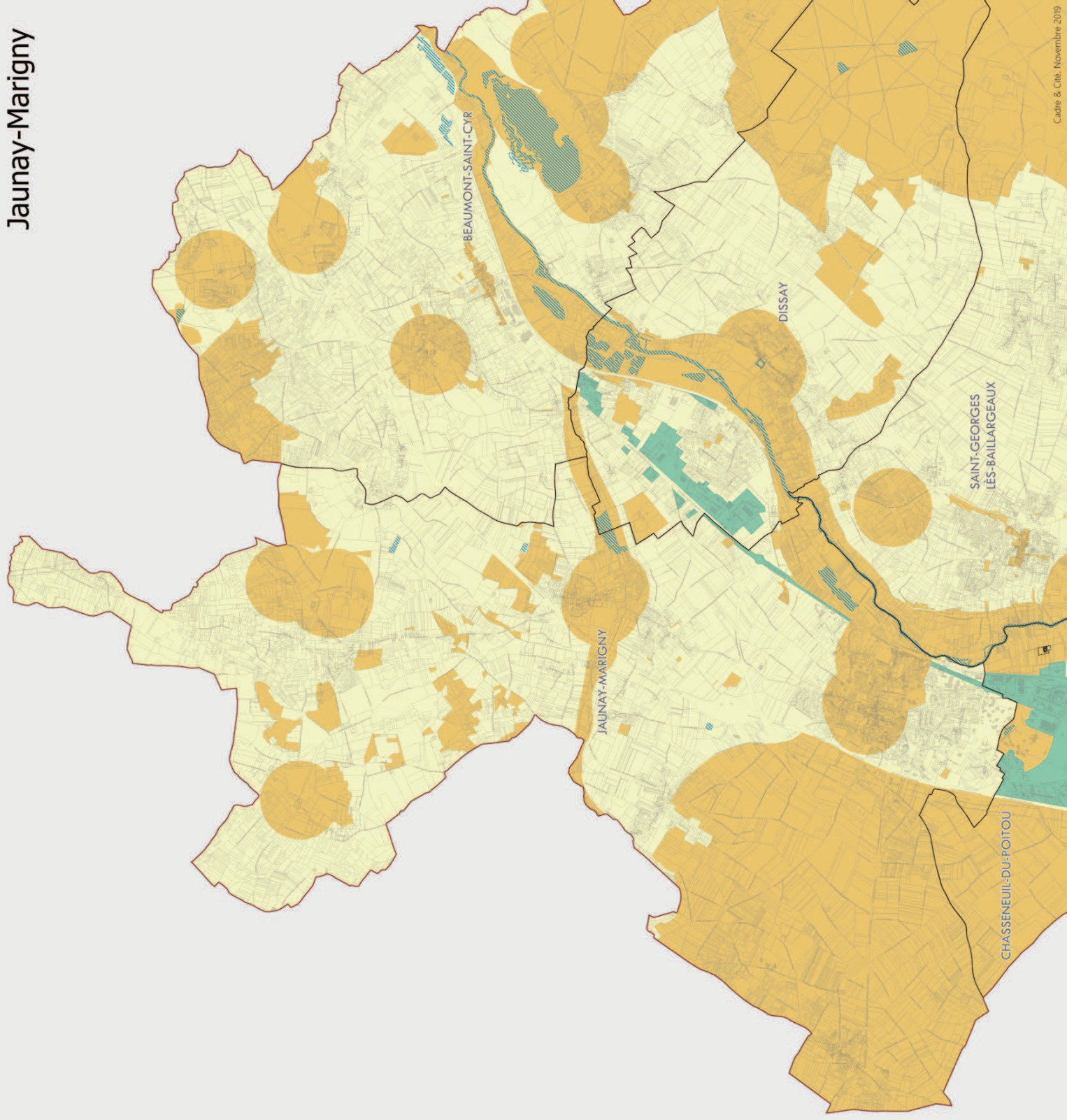


Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers



Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

Jazeneuil

COULOMBIEUX

CLOUÉ

LUSIGNAN

JAZENEUIL

CURZAY-SUR-VOINNE

ROUILLE

CELLE-LÈVESCAULT
Cadre & Chef Novembre 2017

Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

La Chapelle-Moulière

LA CHAPELLE-MOULIÈRE

BONNES

LINIERS

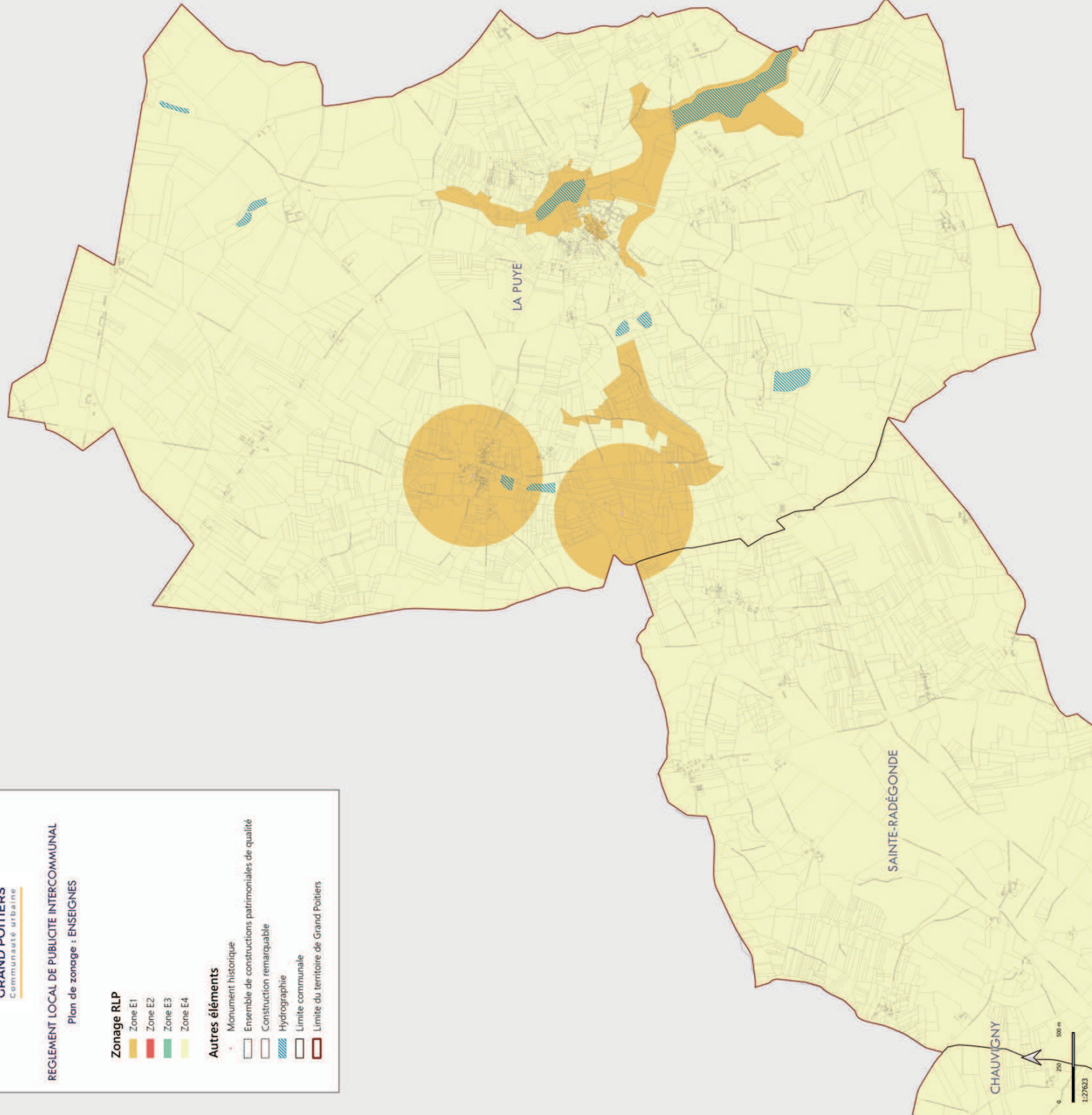
MONTAMISÉ

Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

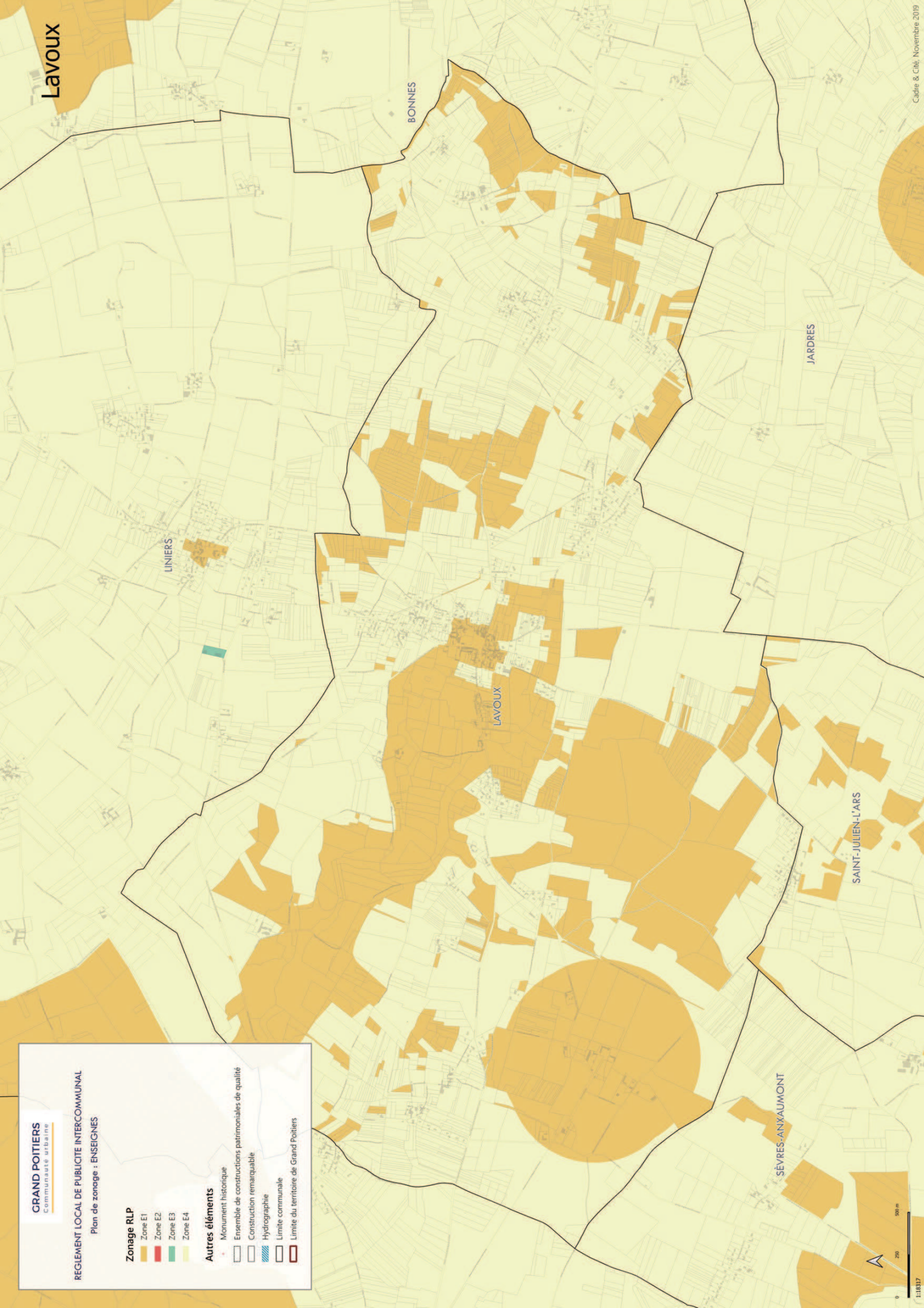


Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

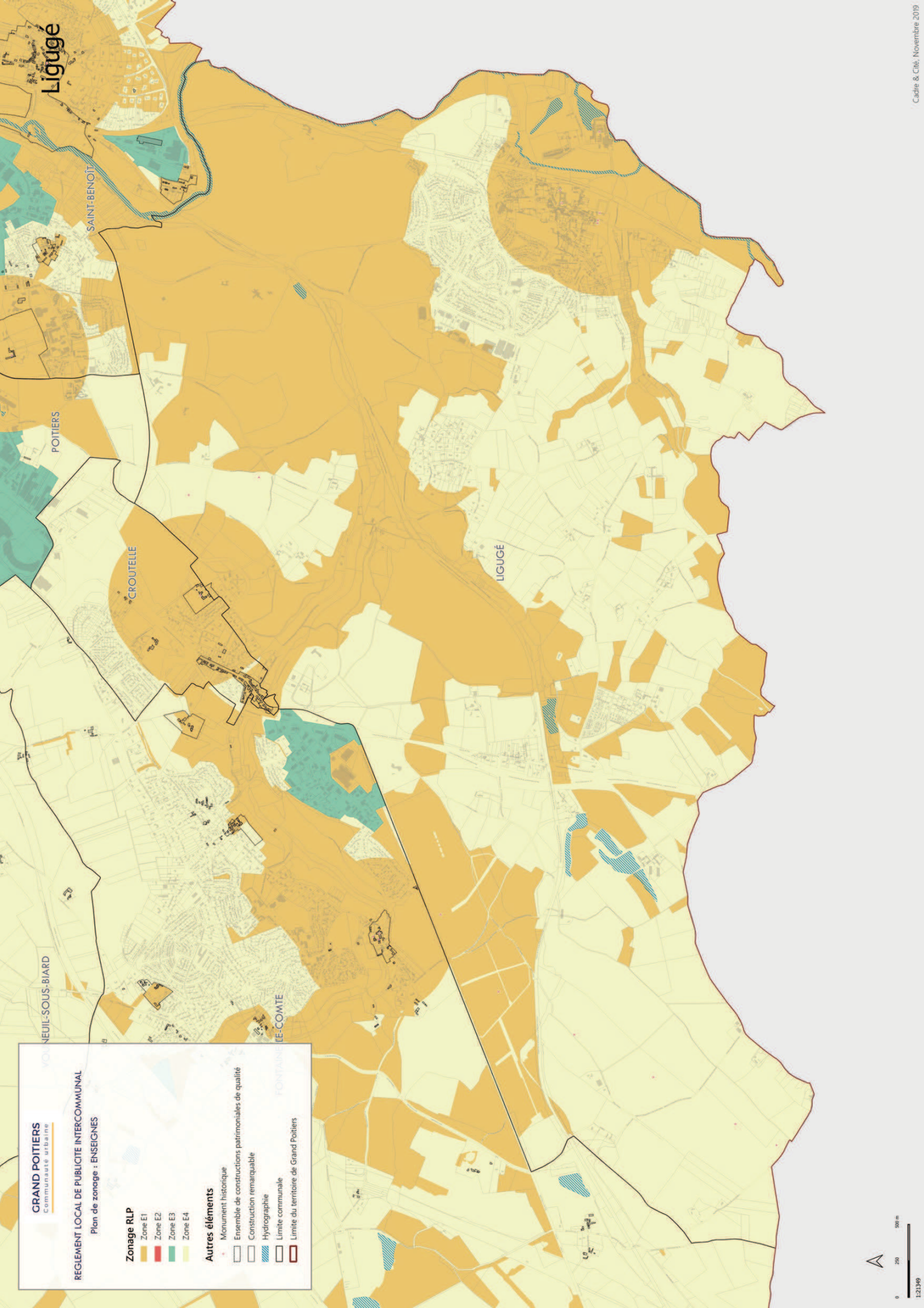


Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers



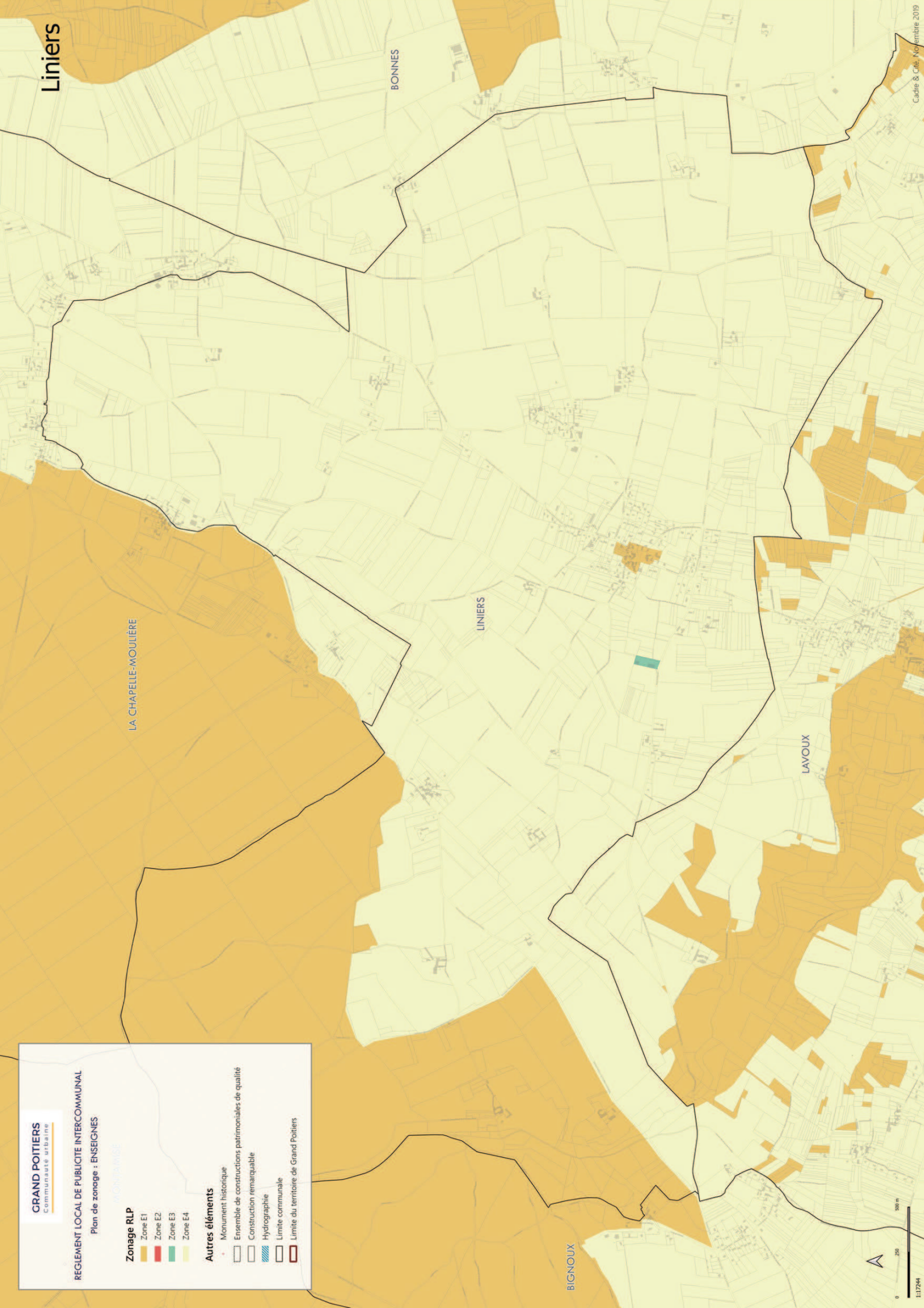
AVOIR EN TÊTE

Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers



Liniers

BONNES

LINIERS

LA CHAPELLE-MOULÈRE

LAVOUX

BIGNOUX



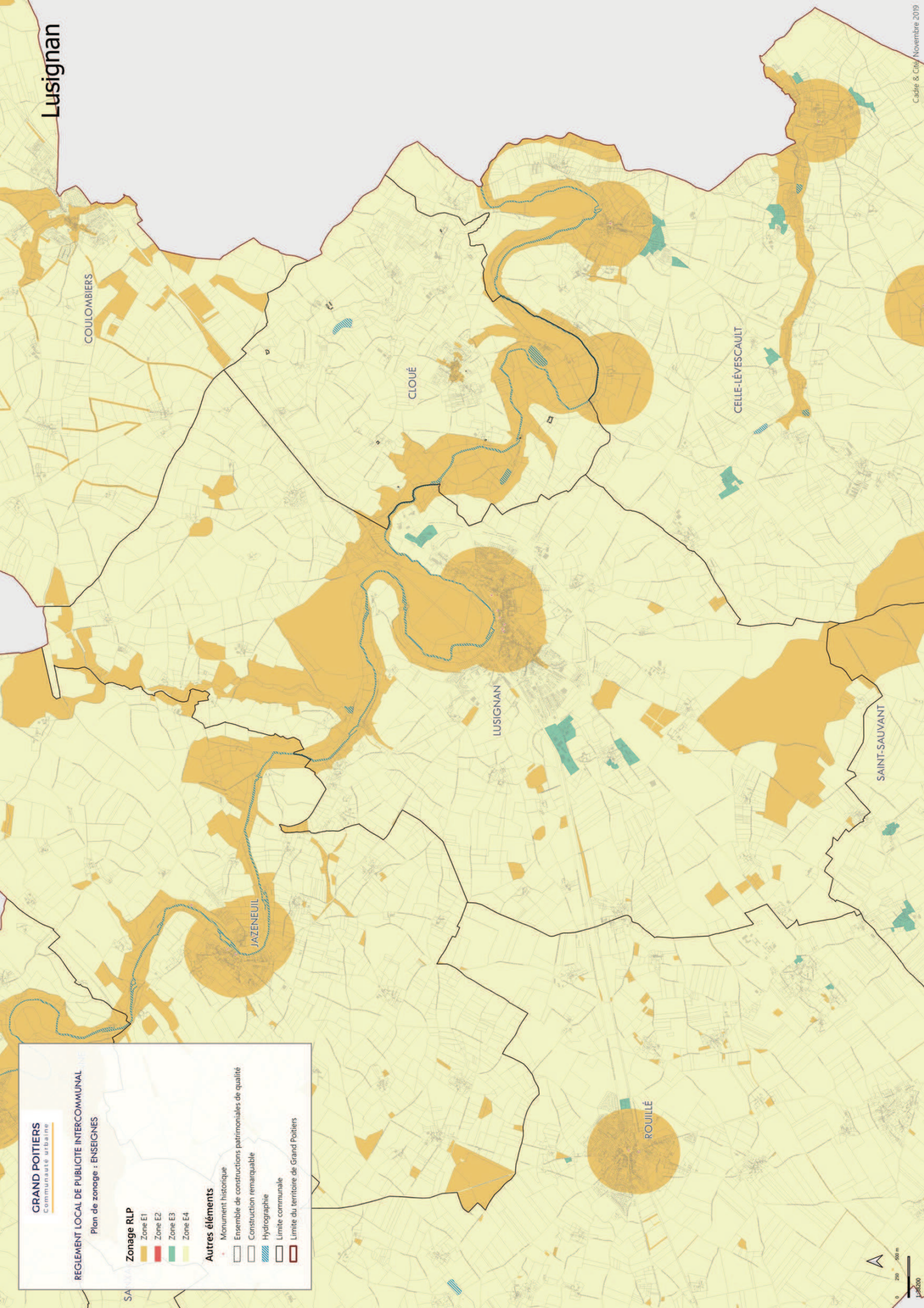
0 250 500 m

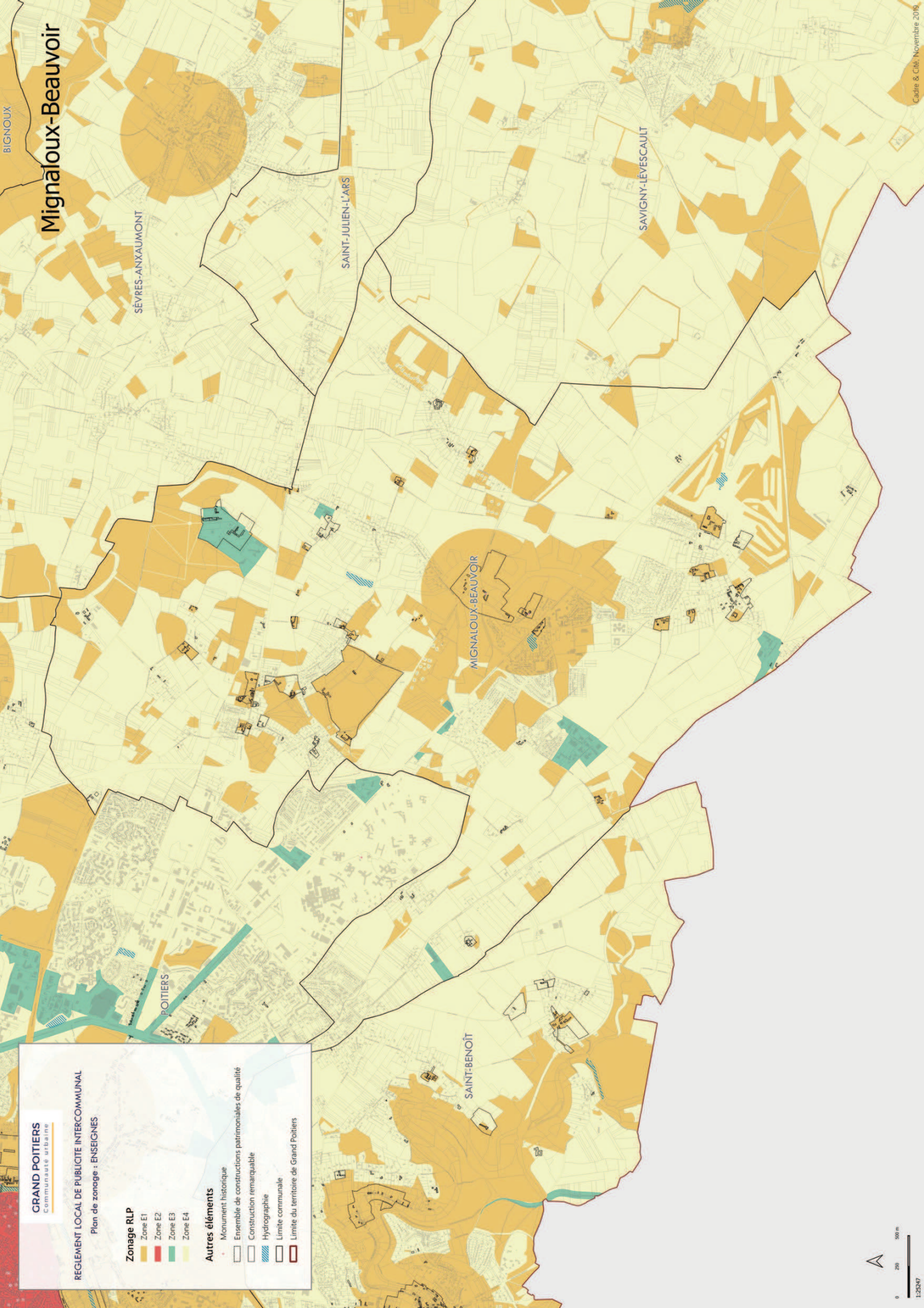
Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers





Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

Migné-Auxances

CHASSENEUIL-DU-POITOU

MIGNÉ-AUXANCES

POITIERS

BUXEROLLES

MOULNEUIL-SOUS-BIARD

Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

Montamisé

SAINT-GEORGES
LÈS-BAILLARGEAUX

LA CHAPELLE-MOULIÈRE

MONTAMISÉ

LINIERS

BIGNOUX

LAVOUX

POITIERS

BUXEROLLES



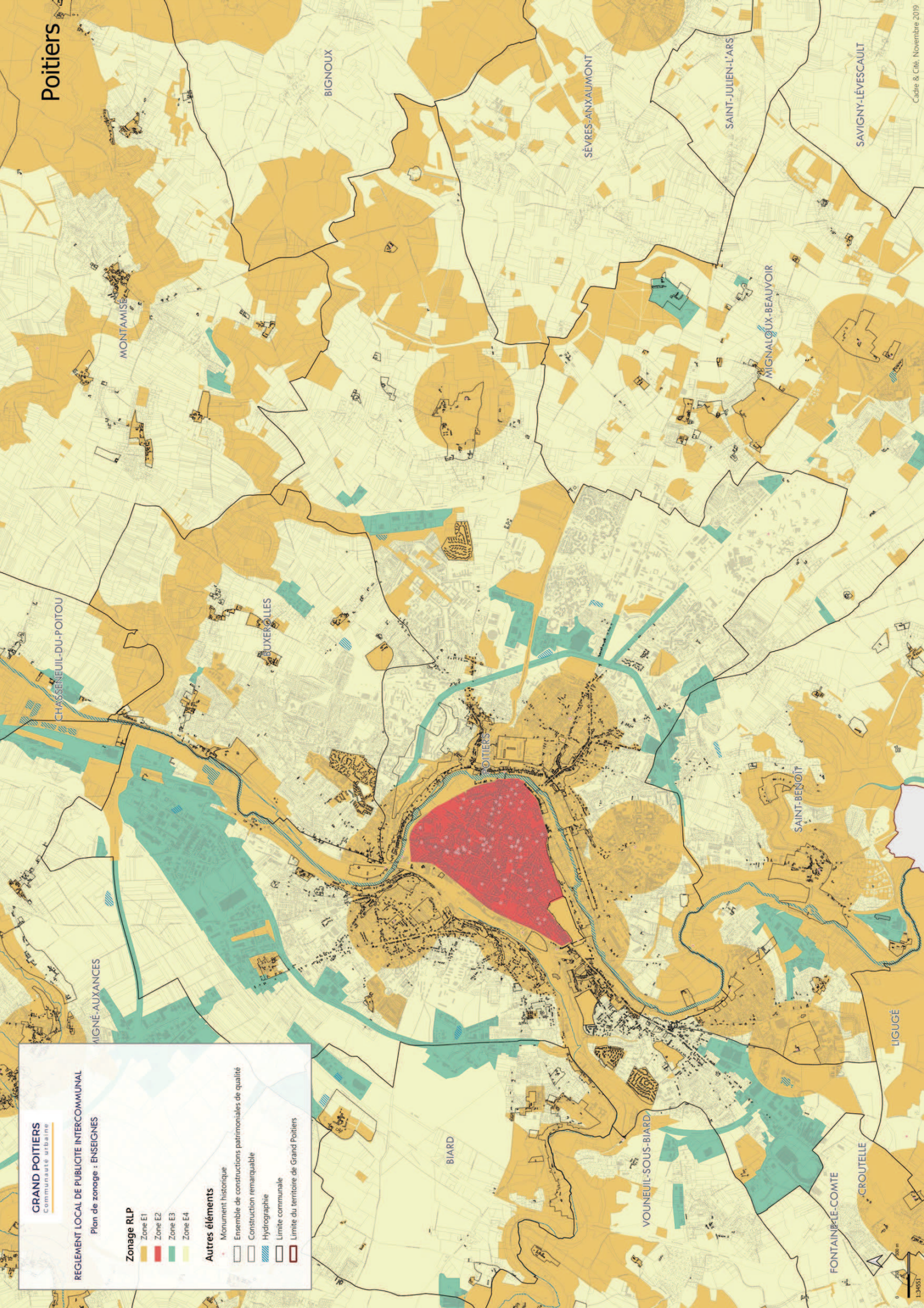
0 250 500 m
1:25 000

Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers



Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

Poitiers 2

BIGNOUX

MONTAISE

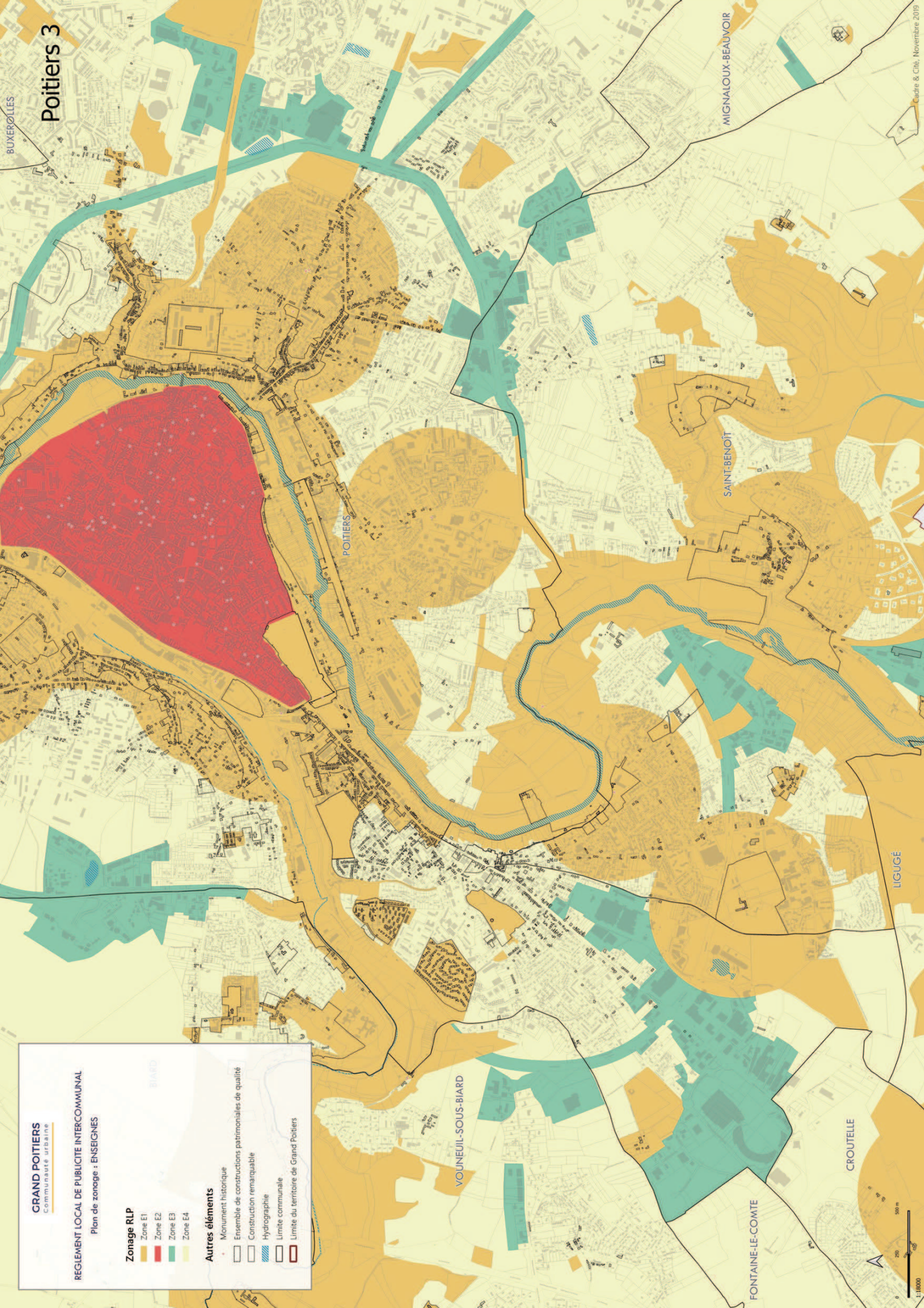
BUXEROLLES

POITIERS

SÈVRES-ANXAUMONT

MIGNALOUX-BEAUVOIR

SAINT-BENOÎT



GRAND POITIERS
COMMUNAUTÉ URBAINE

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL

Plan de zonage : ENSEIGNES

Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

Poitiers 3

MIGNALOUX-BEAUVOIR

SAINT-BENOÎT

CROUTELLE

FONTAINE-LE-COMTE

VOUNEUIL-SOUS-BIARD

POITIERS

LIGUGÉ



1:10000

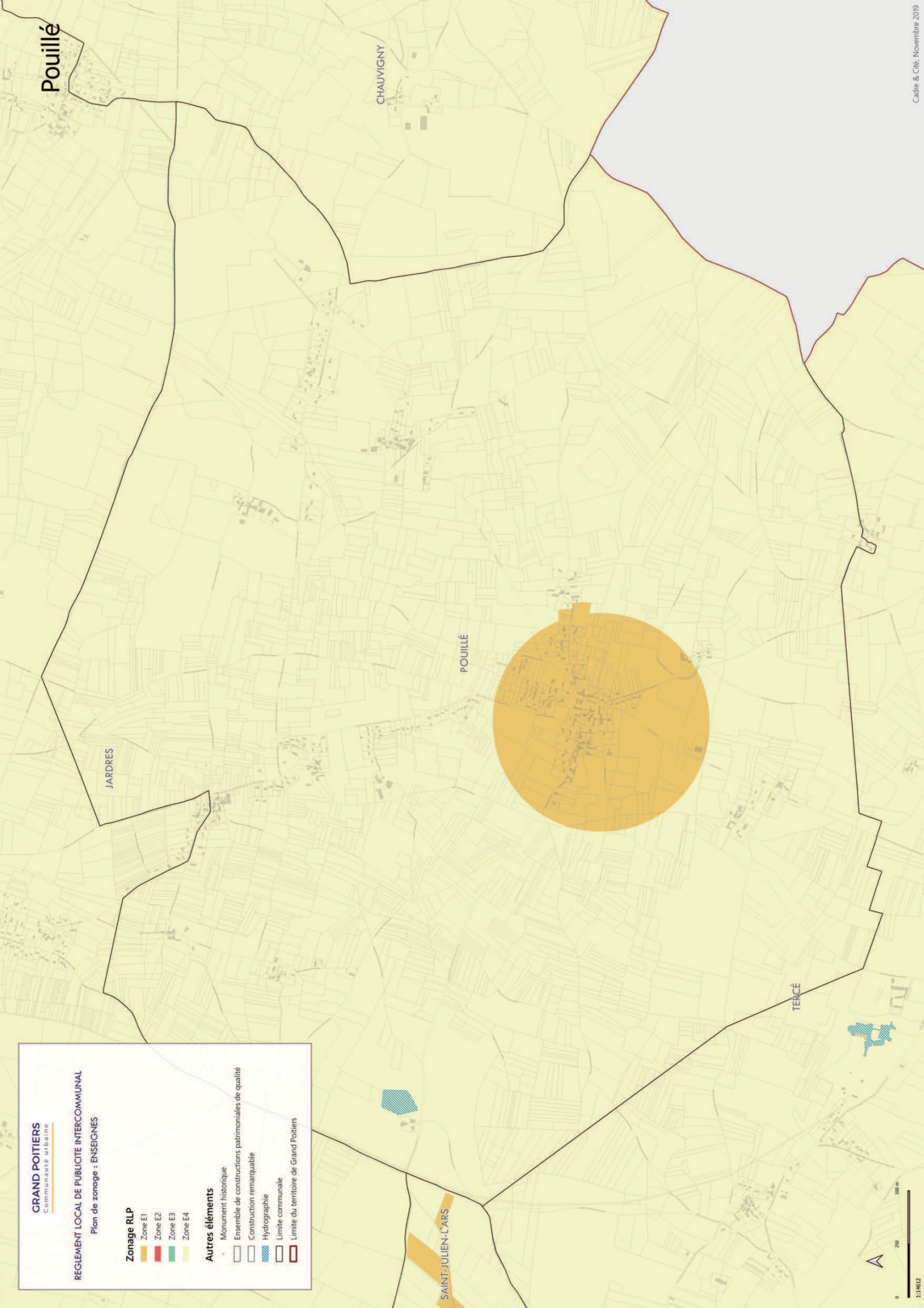
Carte & Cité, Novembre 2019

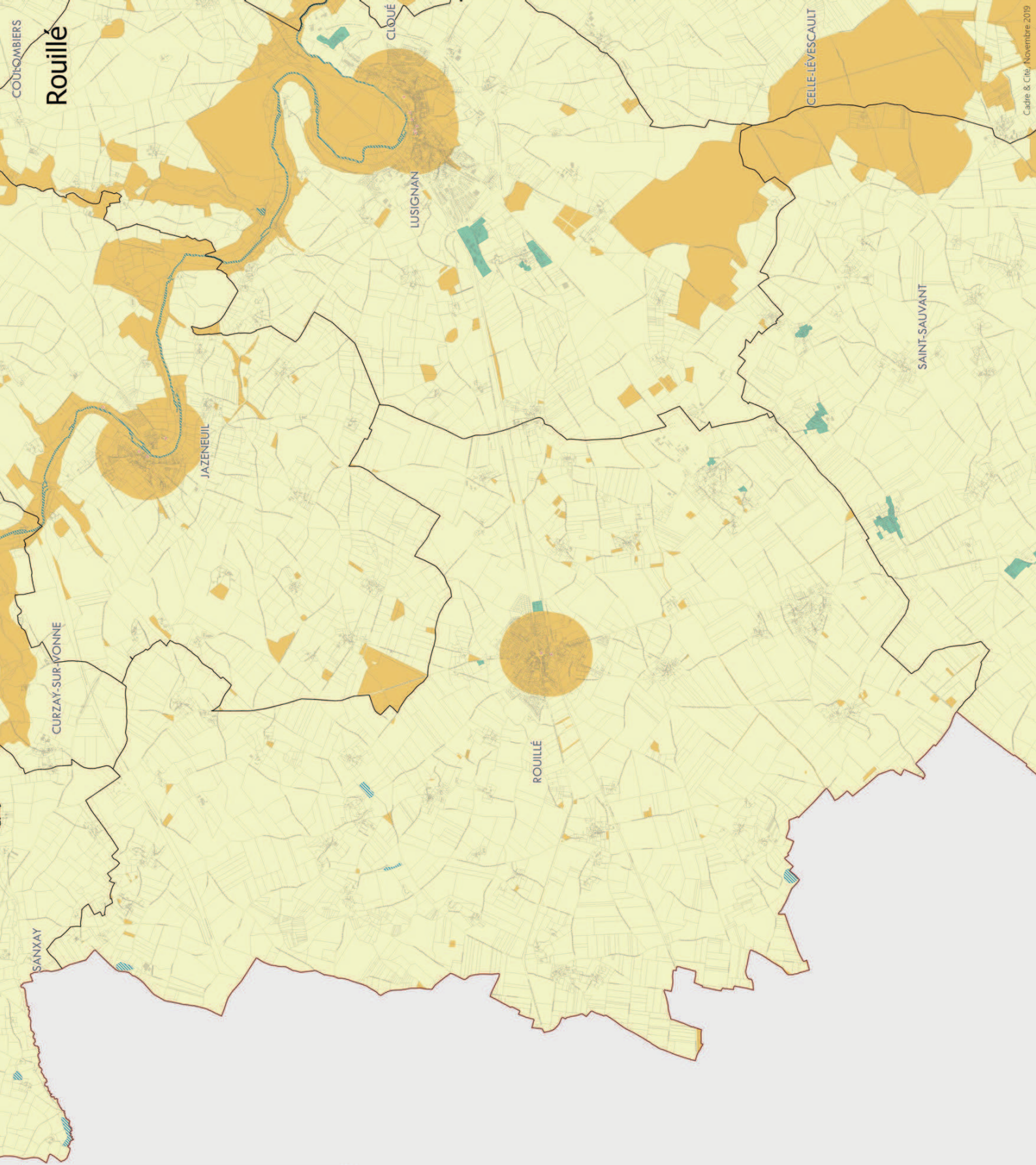
Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers





GRAND POITIERS
COMMUNAUTÉ URBAINE

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL

Plan de zonage : ENSEIGNES

Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

Saint-Benoît

MIGNALOUX-BEAUVOIR

POITIERS

SAINT-BENOÎT

LIGUGÉ



0 250 500 m

Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

Sainte-Radégonde

LA PUYE

SAINTE-RADÉGONDE

CHAUVIGNY



0 250 500 m

Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

Saint-Georges.lès-Baillargeaux

BEAUMONT-SAINT-CYR

DISSAY

SAINT-GEORGES
LÈS-BAILLARGEAUX

CHASSENEUIL-DU-POITOU

MONTAMISE

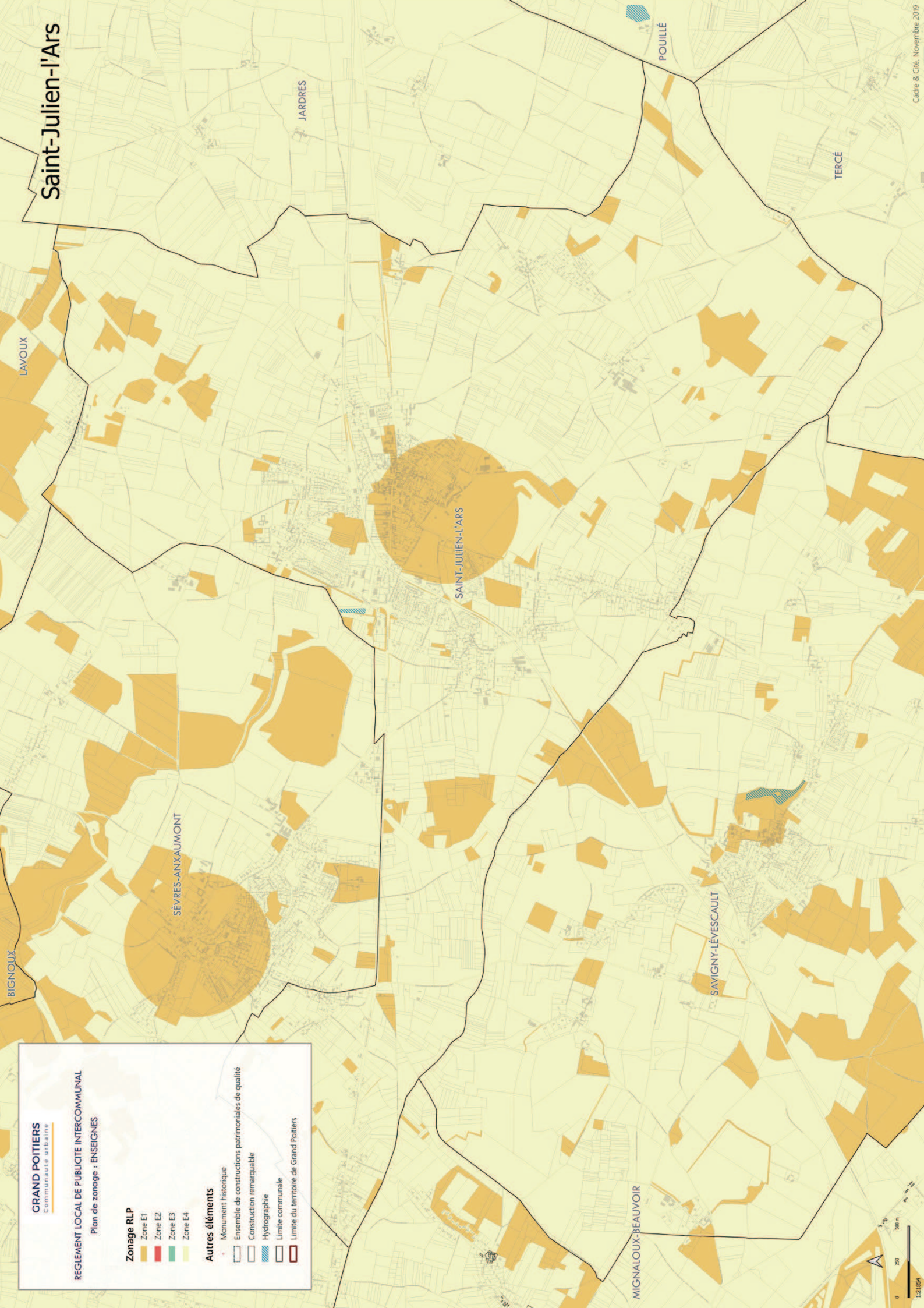
LA CHAPELLE-MOULIÈRE

Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers



JARDRES

POUILLE

TERCE

SAINT-JULIEN-L'ARS

SÈVRES-ANXAUMONT

SAVIGNY-LÈVESCAULT

MIGNALOUX-BEAUVOIR

0 250 500 m

121854

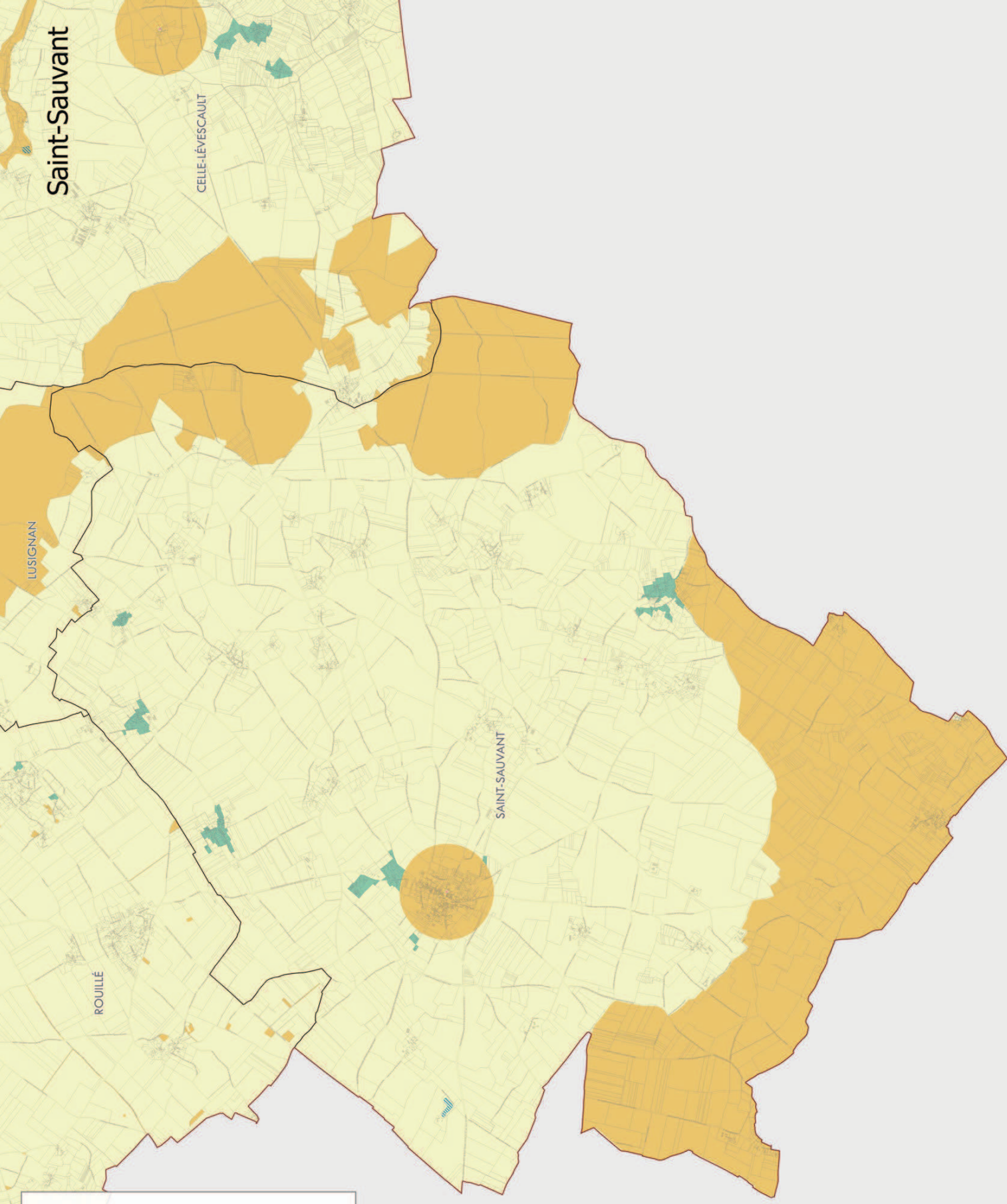
Cadre & Cité, Novembre 2019

Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

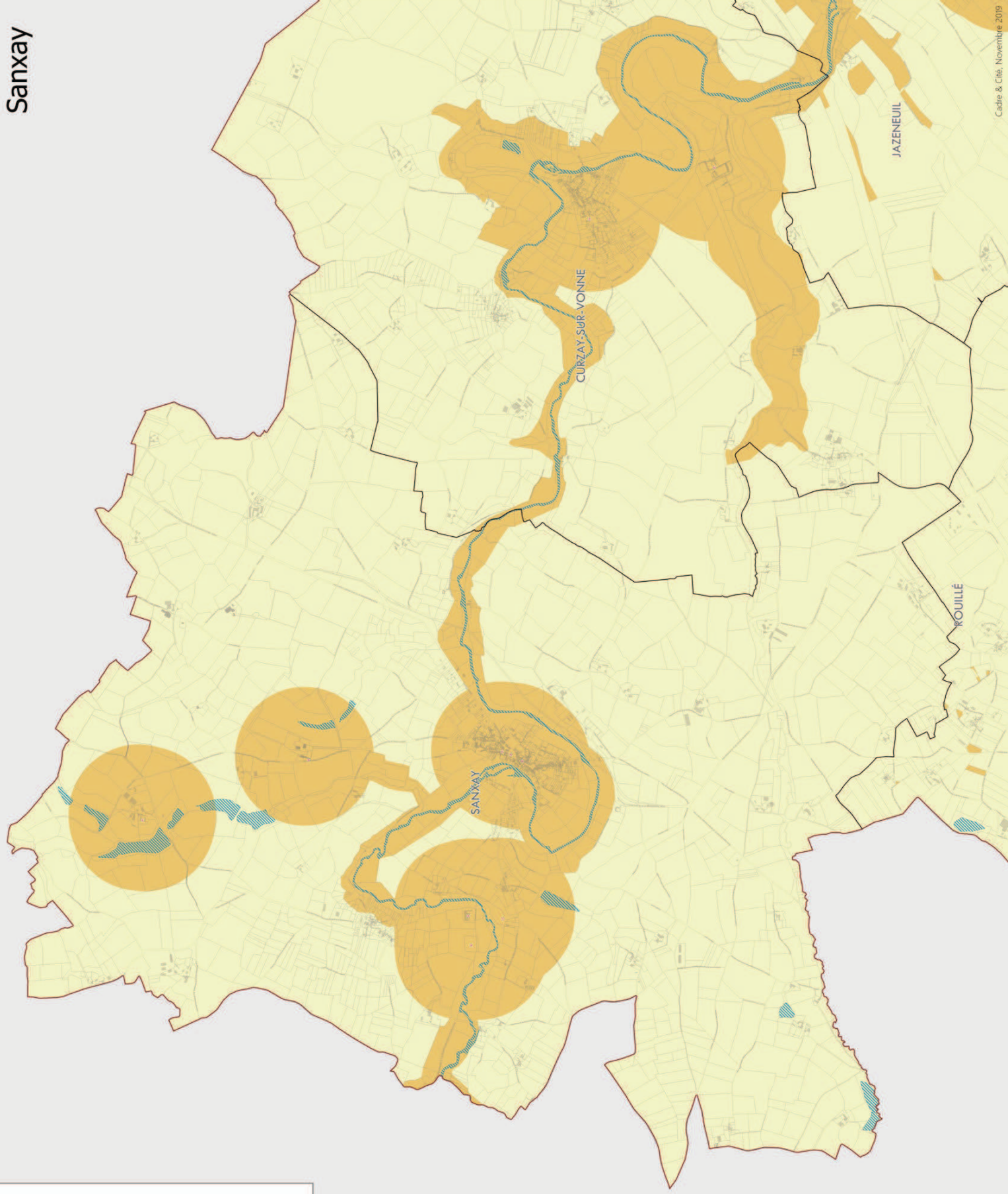


Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers



Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

Savigny-Lévescault

JARDRES

SAINT-JULIEN-L'ARS

SAVIGNY-LÈVESCAULT

TERCÉ



0 250 500 m

132467

Cadre & Côté: Novembre 2019

Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

Sèvres-Anxaumont

LAYOUX

BIGNOUX

SÈVRES-ANXAUMONT

SAINT-JULIEN-L'ARS

SAVIGNY-LÈVESCAULT

MIGNALOUX-BEAUVOIR

Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

SAVIGNY-LEVESSCAULT

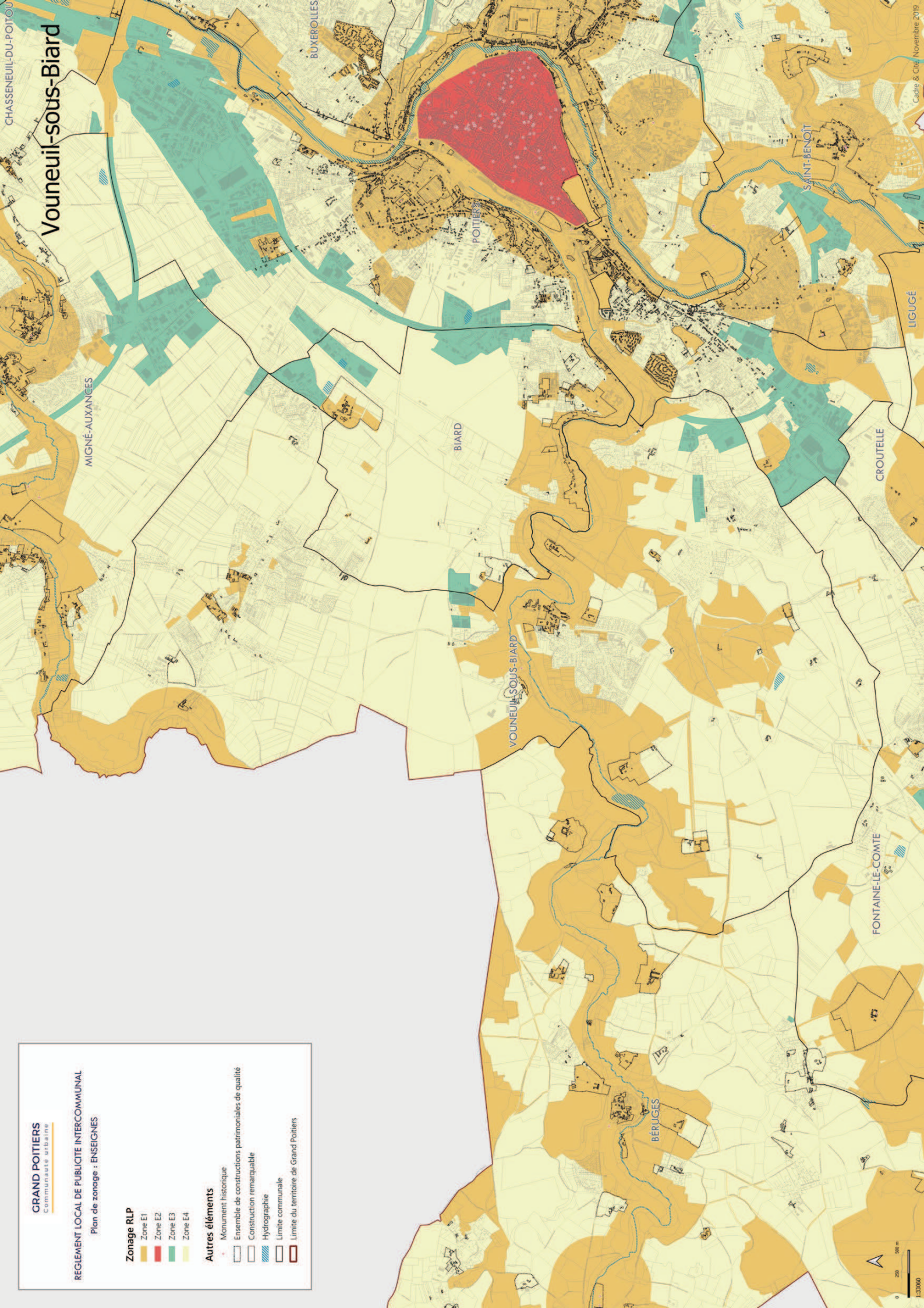
TERCÉ

POUILLE

CHAUVIGNY
Tercé



0 250 500 m



Zonage RLP

- Zone E1
- Zone E2
- Zone E3
- Zone E4

Autres éléments

- Monument historique
- Ensemble de constructions patrimoniales de qualité
- Construction remarquable
- Hydrographie
- Limite communale
- Limite du territoire de Grand Poitiers

Règlement Local de Publicité intercommunal

Elaboration prescrite le 8 décembre 2017

Projet arrêté le 6 décembre 2019

6 - Annexes : arrêtés d'agglomération

MAIRIE de BEAUMONT SAINT-CYR

Le Maire de la Commune de BEAUMONT SAINT-CYR (Vienne),

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.2, R 411.8 et R 411.25;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5^{ème} partie - signalisation d'indication ;

VU le décret du 13 décembre 1952 portant nomenclature des routes à grande circulation, modifié et complété par les textes subséquents ;

Considérant l'évolution de l'urbanisation de la commune et la nécessité de redéfinir les limites de l'agglomération conformément à l'article R.110-2 du code de la route ;

**ARRÊTÉ PERMANENT PORTANT RÉGLEMENTATION DE LIMITES
D'AGGLOMÉRATION**

ARTICLE 1 : Les limites de l'agglomération sur les voies d'accès à la commune de « **BEAUMONT SAINT-CYR** », au sens de l'article R.110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit sur :

	Nom de la voie	Repérage kilométrique et géographique
	RD 81	8 + 085 rue du Calvaire
	RD82	2 + 700 route de Marigny
	RD910	35 + 030 avenue de Paris
	RD910	36 + 830 avenue de Bordeaux
	RD 82	6 + 125 Le Port
	RD 4	0 + 135 rue de l'Eglise
	RD 4	0 + 965 La Jonchère

	RD 82	7 + 00 Traversais
	RD 82	8 + 605 Traversais
	RD 82	8 + 925 Bondilly
	RD 82	9 + 910 rue du Pinail
	RD 15	47 + 195 Route de Vouneuil
	RD 15	46 + 515 route de Dissay

ARTICLE 2 : La signalisation réglementaire (panneaux EB 10 et EB 20) sera mise en place aux emplacements indiqués à l'article ci-dessus, à la charge de la commune.

ARTICLE 3 : Les dispositions définies par l'article 1^{er} du présent arrêté prendront effet le jour de sa publication, sous réserve de la mise en place de la signalisation réglementaire destinée à les porter à la connaissance des usagers.

ARTICLE 4 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de « **BEAUMONT SAINT-CYR** » sont abrogées.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune « **BEAUMONT SAINT-CYR** ». Il peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 6 : Monsieur le Maire, les services de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Madame La Préfète de la Vienne,
- Monsieur le Président du Communauté urbaine de Grand Poitiers,
- Monsieur le Chef de Brigade de la Gendarmerie de Jaunay-Marigny,
- Monsieur le Président de la D.D.T

Fait à Beaumont Saint-Cyr, le 9 juillet 2019

Par délégation du Maire,
L'adjoint délégué,
Bernard BLANCHARD





**DEPARTEMENT DE LA VIENNE
COMMUNE DE BERUGES**

Numéro 2019/11

**ARRETE
FIXANT LES LIMITES DE L'AGGLOMERATION SUR LA RD40**

LE MAIRE de la Commune de Béruges,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213-1 à L2213-4 ;
VU le Code de la route, et notamment les articles R110-1 et suivants, R411-2, R411-8 et R411-25 ;
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière -livre I- 5^{ème} partie – signalisation d'indication ;
VU la situation géographique du nouvel EHPAD et le projet de l'éco-hameau, sur la route de Vouillé,
Considérant, que la zone agglomérée de la route de Vouillé, située sur la route départementale 40, s'est prolongée.

ARRÊTE

ARTICLE 1 - Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération sur la RD40, sont abrogées dans ce secteur.

ARTICLE 2 - Les limites de l'agglomération de la commune de Béruges situées sur la route de Vouillé via la route départementale 40 au sens de l'article R110-2 du code de la route, sont fixées ainsi que suit :

Désignation	Voie	Repères Kilométriques et géométriques
Route de Vouillé	RD 40	PR64 + 671

ARTICLE 3 - La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle -livre I – 5^{ème} partie – signalisation d'indication – sera mise en place à la charge de la commune

ARTICLE 4 - les dispositions définies par l'article 1 du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

ARTICLE 5 - Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 6 - Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le TGI de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 7 - M. le Maire de la Commune de Béruges, M le Directeur général des services du Département, le commandant de la gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée à Grand Poitiers, DDT.

Fait à BERUGES, le 21 février 2019
 Le Maire

Pour le Maire
 l'Adjoint délégué

Hervé MONNEREAU

Département
de la VIENNE

MAIRIE DE
86190 BERUGES

N° 08/97

A R R E T E D U M A I R E

PORTANT AUTORISATION DE DEPLACER ET D'IMPLANTER
UN PANNEAU "BERUGES" DU PR 65,030 AU PR 64,930
VITESSE LIMITEE A 70 KM/H DU PR 64,930 AU PR 65,690
VITESSE LIMITEE A 50 KM/H DU PR 65,690 AU PR 66,290

Cet arrêté annule et remplace le n° 07/97

Maire de la Commune de BERUGES, Vienne,

Vu le Code des Communes, Livre 1er, notamment l'article L 131 et suivants.

CONSIDERANT que pour constater l'entrée dans l'entité géographique du bourg de BERUGES, le panneau indiquant "BERUGES" (entrée et sortie) sera avancé de 200 m en direction de Vouillé du PR 65,030 au PR 64,930, la vitesse dans l'agglomération sera limitée à 70 km/h du PR 64,930 au PR 65,690 et 50 km/h à partir de la tour du PR 65,690 au PR 66,290.

A R R E T E

Article 01 : Le panneau d'entrée et sortie d'agglomération de la RD 40 (route de Vouillé) actuellement en PR 65,030 sera déplacé et implanté au PR 64,930.

Article 02 : Dans l'agglomération du PR 64,930 au PR 65,690 la vitesse limite sera de 70 km/h et de 50 km/h après la tour du PR 65,690 au PR 66,290.

Article 03 : Ces réglementations seront matérialisées par des panneaux réglementaires.

Article 04 :

- M. Le Directeur de l'Aménagement de l'Espace et de l'Environnement (86360 CHASSENEUIL-DU-POITOU)
- M. Le Lieutenant Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie de VOUILLE
- M. Le Commandant de la CRS 18 à POITIERS

sont chargés en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation lui sera adressée ainsi qu'à :

- M. Le Préfet de la Vienne
- M. Le Maire de BERUGES.

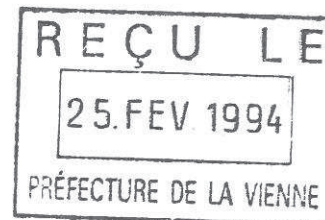
Fait à BERUGES, le 12 juin 1997
Pour Le Maire,
l'Adjoint délégué,



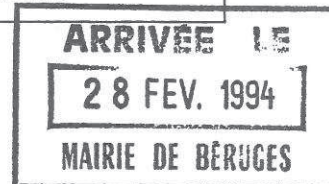
Département
de la VIENNE

MAIRIE DE
86190 BERUGES

A R R E T E D U M A I R E



PORTANT FIXATION DES LIMITES D'AGGLOMERATION



Le Maire de la Commune de BERUGES, Vienne,

VU le Code des Communes,

VU le Code de la route, notamment des articles R. 1 et R. 44,

l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, ensemble les textes qui l'ont modifié et complété,

A R R E T E

Article 01 : Les limites de l'agglomération constituée par la commune de BERUGES telles qu'elles sont prévues par le Code de la route, pour avoir les effets prescrits par ledit code, sont ainsi fixées :

- Route Départementale 40 : point de repère..... 65,025 km
- Route Départementale 40 : point de repère..... 66,270 km
- Voie Communale 2 : 20 m après la Route Départementale 40

Article 02 : Ces limites sont matérialisées par l'implantation de signaux de localisation portant le numéro de la route et l'indication du nom de la commune, du modèle fixé par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 susvisé.

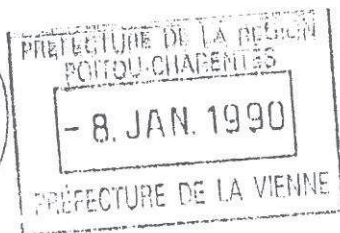
Article 03 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- M. le Préfet de la Vienne,
- M. le Directeur Départemental de l'Équipement, Subdivision de POITIERS-NORD,
- M. le Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie de VOUILLE
- M. le Commandant de la C.R.S. 18 à POITIERS,
- M. le Maire de BERUGES,



Fait à BERUGES, le 18 février 1994
Le Maire,

COMMUNE DE
BERUGES



ARRETE EN DATE DU 29 / 12 / 89

fixant les limites d'agglomération du
bourg de "La Torchaise" sur le CD 3
entre les PK 20.475 et 21.510

LE MAIRE

- VU la loi sur la décentralisation n° 82.213 du 2 Mars 1982 ;
VU le Code des Communes et notamment les articles L 131.3 et L 131.4 ;
VU le Code de la Route et notamment les articles R 1 & R 44 ;
VU la circulaire n° 73.173 du 28 Septembre 1973 réglementant les implantations des
panneaux de limite d'agglomération ;
VU la circulaire n° 82.31 du 22 Mars 1982 relative à la signalisation de direction 5ème
partie de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, livre 1 ;

CONSIDERANT qu'il convient de déplacer les limites d'agglomération du PK 21.190
au PK 21.510 côté Est pour prendre en compte toute la zone agglomérée du bourg
de "La Torchaise".

ARRETE

ARTICLE 1 - Le panneau de limite d'agglomération sur le CD 3 est déplacé du PK
21.190 au PK 21.510.

ARTICLE 2 - Les dispositions ci-dessus sont portées à la connaissance des usagers
par l'implantation d'un panneau "d'entrée d'agglomération et de fin d'ag-
glomération.

ARTICLE 3 - M. le Directeur Départemental de l'Equipeement - Subdivision de MIREBEAU,
M. le Lieutenant Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie
de la VIENNE,
M. le Commandant de la CRS 18 à POITIERS,

sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent
arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à :

- M. Le Directeur Général des Services Départementaux de la VIENNE,
- M. Le Secrétaire Général de la Préfecture.

FAIT A BERUGES, le 29 décembre 1989



LE MAIRE,

[Signature]



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

ARRONDISSEMENT DE POITIERS

COMMUNE DE BIGNOUX

ARRETE MUNICIPAL N° 44/2019 FIXANT LES LIMITES D'AGGLOMERATION DE BIGNOUX

Le Maire de Bignoux

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L. 2213.6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.2, R 411.8 et R 411.25 à 28;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5^{ème} partie - signalisation d'indication ;

VU le décret du 13 décembre 1952 portant nomenclature des routes à grande circulation, modifié et complété par les textes subséquents ;

Considérant l'évolution de l'urbanisation de la commune et la nécessité de redéfinir les limites de l'agglomération conformément à l'article R. 110-2 du code de la route ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Les limites de l'agglomération sur les voies d'accès à la commune de Bignoux au sens de l'article R. 110-2 du code de la route , sont fixées ainsi qu'il suit sur :

Entrée/Sortie d'Agglo	NOM	SITUATION	A hauteur de ...
Entrée d'agglo	Route de Château Fromage	Dans le sens Montamisé/Bignoux	La parcelle AX 17
Sortie d'agglo	Route de Château Fromage	Dans le sens Bignoux/Montamisé	Pas de panneau
Entrée d'agglo	Rue de la Garenne (RD6)	Dans le sens Bignoux/Liniers	La parcelle AL 20
Sortie d'agglo	Rue de la Garenne (RD6)	Dans le sens Liniers/Bignoux	La parcelle AI 29
Entrée d'agglo	RD 139	Dans le sens Lavoux/Bignoux	La parcelle AS 215
Sortie d'agglo	RD 139	Dans le sens Bignoux/Lavoux	La parcelle AN 28
Entrée d'agglo	Rue des Chaudrons	Dans le sens Sèvres Anxaumont/Bignoux	La parcelle AN 26
Sortie d'agglo	Rue des Chaudrons	Dans le sens Bignoux/Sèvres-	Pas de panneau

		Anxaumont	
Entrée d'agglomération	Rue du Grand St Hubert (RD6)	Dans le sens Poitiers/Bignoux	La parcelle AR 5
Sortie d'agglomération	Rue du Grand Saint Hubert (RD6)	Dans le sens Bignoux/Poitiers	La parcelle AV 24
Entrée d'agglomération	Rue de la Forêt	Dans le sens Charassé/Bignoux	La parcelle AC 2
Sortie d'agglomération	Rue de la Forêt	Dans le sens Bignoux/Charassé	Pas de panneau
Entrée et sortie d'agglomération	Rte de la Foye Champot - RD6	Dans le sens Liniers - Bonnes et Bignoux/Liniers - Bonnes	PR 37470 jusqu'au PR 37825

ARTICLE 2 : La signalisation réglementaire, (panneaux EB 10 et EB 20) sera mise en place aux emplacements indiqués à l'article ci-dessus, à la charge de la commune..

ARTICLE 3 : Les dispositions définies par l'article 1^{er} du présent arrêté prendront effet le jour sa publication, sous réserve de la mise en place de la signalisation réglementaire destinée à les porter à la connaissance des usagers.

ARTICLE 4 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de Bignoux, sont abrogées.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de Bignoux. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 6 : Monsieur le Maire de Bignoux, Monsieur le Directeur général des services du département de la Vienne, le Commandant de la Gendarmerie de St-Julien-l'Ars, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée à Monsieur le Directeur départemental de l'Équipement de la Vienne.

Fait à Bignoux

Le 16 juillet 2019

Le Maire





MAIRIE DE BONNES

Place Jean-Baptiste Guiot

86300 BONNES

☎ 05 49 56 40 17 - Fax 05 49 56 48 51

E-Mail : contact@bonnes86.fr

ARRETE PERMANENT FIXANT LES LIMITES D'AGGLOMERATION DE LA COMMUNE DE BONNES

Arrêté n°2019-08-19- N°49

*_*_*_*_*

Le Maire de la Commune de BONNES,

Vu les articles L2211-1, L2212-1, A2212-5, L2213-1 à L2213-5 et L2216-2 du Code Général des collectivités Territoriales ;

Vu les articles L130-5, L411-1 à L411-7, R110-1, R110-2, R411-2 du Code de la route ; Considérant l'évolution de l'agglomération de BONNES ;

Considérant la demande déposée par le bureau de la Communauté d'Agglomération de Poitiers ;

ARRETE

Article 1 : Les limites de l'agglomération constituées par la commune de BONNES sont déterminées comme suit :

→ VOIE COMMUNALE N°1 :

- Rue de la Varenne :
Entrée située au droit de la parcelle cadastrée ZX 72
Sortie située au droit de la parcelle ZX 75.
- Route de Touffou :
Entrée située au droit de la parcelle cadastrée AA 47
Sortie située au droit de la parcelle M 1020

→ CD6 :

- Route des 4 Vallées :
Entrée située au droit de la parcelle cadastrée L 1398
Sortie située au droit de la parcelle cadastrée L 1127
- Route de la Puye :
Entrée située au droit de la parcelle cadastrée AD 68
Sortie située au droit de la parcelle ZP 198

→ CD6 bis :

- Chemin creux :
Entrée située au droit de la parcelle cadastrée ZX 115
Sortie située au droit de la parcelle cadastrée ZX 125

→ DEPARTEMENTAL 749 :

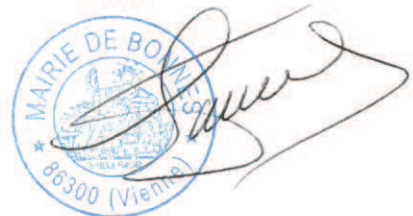
- La Voûte
 - Route de Châtellerault :
Entrée située au droit de la parcelle cadastrée F1676
Sortie située au droit de la parcelle cadastrée ZN 258
 - Route de Chauvigny :
Entrée située au droit de la parcelle cadastrée ZP 212
Sortie située au droit de la parcelle cadastrée AC 170
- Les Barbalières,
 - Côté Nord :
Entrée située au droit de la parcelle cadastrée ZR 194
Sortie située au droit de la parcelle cadastrée ZR 187
 - Côté Sud :
Entrée située au droit de la parcelle cadastrée ZS 57
Sortie située au droit de la parcelle cadastrée ZS 61

Article 2 : Ces limites sont matérialisées par l'implantation de signaux de localisation portant le numéro de la route et l'indication du nom de la commune, du modèle fixé par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967.

Article 3 : Tous services de police, de gendarmerie et la commune sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis pour avis à la Direction Départementale de l'Équipement et pour information à Monsieur le Préfet de la Vienne.

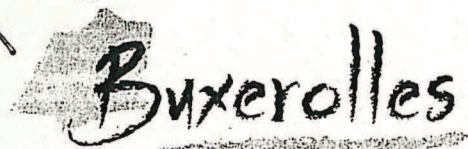
Fait à Bonnes, le 27 août 2019.

Michel SAUMONNEAU,
Maire



L'AUTORITE TERRITORIALE :

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour
Excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans
Un délai de 2 mois à compter de la présente notification.



ARRETE
N° 28 / 2003

OBJET : ARRÊTÉ PERMANENT FIXANT LES LIMITES DE L'AGGLOMÉRATION DE BUXEROLLES.

Le Maire de la Commune de BUXEROLLES,

Vu les articles L 2211-1, L 2212-1, A 2212-5, L 2213-1 à L 2213-5 et L 2216-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les articles L 130-5, L 411-1 à L 411-7, R 110-1, R 110-2, R 411-1, R 411-2 du Code de la route ;

Considérant l'évolution de l'agglomération de Buxerolles ;

Considérant la demande déposée par le bureau de la Communauté d'Agglomération de Poitiers ;

ARRETE

Article 1 : les arrêtés municipaux antérieurs fixant les limites d'agglomération sont annulés.

Article 2 : Les limites de l'agglomération de Buxerolles sont déterminées comme suit :

Rue des Cosses :

Entrée : à la hauteur de la parcelle AY 22 ;

Sortie : face à l'entrée, à la hauteur de la parcelle AE 338 (chemin rural dit du Bon Terrier).

Route de la Vallée :

Entrée : à la hauteur de la parcelle AC 426 ;

Sortie : face à l'entrée, à la hauteur de la parcelle AX 128.

Sortie RN 147 " la Vallée " :

Entrée : à la hauteur de la parcelle AS 137 ;

Sortie : face à l'entrée, à la hauteur de la parcelle AS 143.

Chemin départemental N° 4 de Saint-Cyr à Charroux " Clotet " :

Entrée : à la hauteur de la parcelle AP 1 ;

Sortie : face à l'entrée, à la hauteur de la parcelle AP 127.

Chemin départemental N° 4 de Saint-Cyr à Charroux "Lessart" :

Entrée : parcelle BS 15 face à la parcelle AT 35;

Sortie : face à l'entrée, à la hauteur de la parcelle AT 35.

Rue de la Vincenderie :

Entrée : à la hauteur de la parcelle AO 36 (rue des Quatre Cyprès). Le côté impair de la rue de la Vincenderie relève de la compétence de la commune de Poitiers ;

Sortie : à la hauteur de la parcelle BT 73 (val vert) .

La rue des Deux Communes :

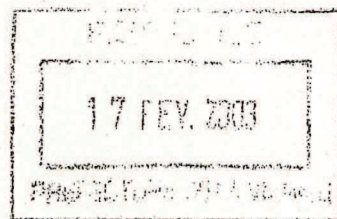
Entrées:

↳ A la hauteur de la parcelle AN 177 jusqu'à la parcelle BI 1 (rue de la Charletterie) ;

↳ A la hauteur de la parcelle A N 286 (voie romaine)

↳ A la hauteur de la parcelle B K 23 (rue de la Fraternité)

Sortie : le côté impair de la rue des Deux Communes relève de la compétence de la commune de Poitiers.



La rue du Sentier :

Entrée : à la hauteur de la parcelle B H 37

La rue de la Charletterie :

Entrée : à la hauteur de la parcelle B I 194 ;

Sortie : le côté impair de la rue de la Charletterie relève de la compétence de la commune de Poitiers.

Route de Bonneuil-Matours:

Entrée : à la hauteur de la parcelle BD 38 ;

Sortie : à la hauteur de l'intersection des rues de la Charletterie et de la route de Bonneuil-Matours.

Le côté impair de la route de Bonneuil-Matours relève de la compétence de la commune de Poitiers.

Article 3 : Ces dispositions seront matérialisées par la mise en place d'une signalisation réglementaire.

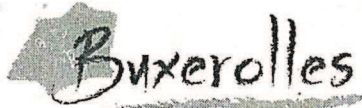
Article 4 : Monsieur le Maire de Poitiers, Monsieur le Maire de Chasseneuil du Poitou, Monsieur le Président de la CAP, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, Messieurs le Responsable de la Police Municipale et des Services Techniques de la ville de Buxerolles, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes habituelles. Une ampliation sera adressée à Monsieur le Préfet de la Vienne.

FAIT A BUXEROLLES LE 13 FEVRIER 2003

LE MAIRE



L'autorité Territoriale informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de 2 mois à compter de la notification aux intéressés.



ARRETE
N°294/P/ 2009

OBJET : PORTANT MODIFICATION DE L'ARRETE N°28/2003 EN DATE DU 13 FEVRIER 2003
ET FIXANT LES LIMITES D'AGGLOMERATION DE BUXEROLLES

Le Maire de la Commune de BUXEROLLES,

Vu les articles L 2211-1, L 2212-1, à L 2212-5, L 2213-1 à L 2213-5 et L 2216-2 du CGCT;
Vu les articles L 130-5, R 110-1, R 110-2, R 411-1, R 325-1 à R 325-52, R 412-51, du Code de la Route ;
Vu l'arrêté n°28/2003 en date du 13 février 2003,

Considérant la demande de madame RION, à la mairie de Poitiers, service environnement,

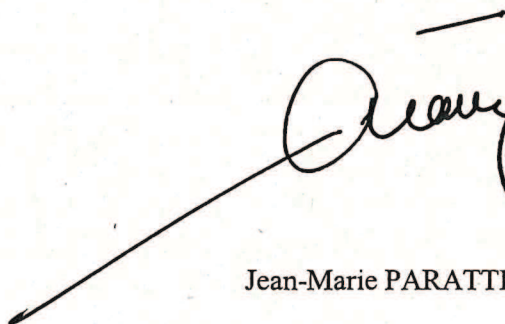
ARRETE

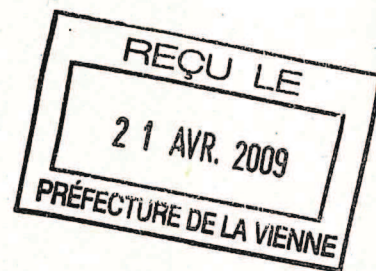
Article 1 : L'article 2, alinéa 10, de l'arrêté n°28/2003, en date du 13 février 2003 est modifié comme suit :
« Route de Bonneuil Matours : entrée de la commune à la hauteur de la parcelle cadastrée 41/BD/38, au PK 34+770.

Article 2 : Cette disposition sera matérialisée par la mise en place d'une signalisation réglementaire.

Article 3 : Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, Monsieur le Responsable de la Police Municipale et Monsieur le Responsable des Services Techniques de la ville de Buxerolles, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les formes habituelles.

Fait à Buxerolles le 15 avril 2009.


Jean-Marie PARATTE



DEPARTEMENT DE LA VIENNE
COMMUNE DE CELLE-L'EVESCAULT

Arrêté n°2018/18

Domaine : Voirie

Arrêté portant modification des limites de l'agglomération au hameau de Comblé sur la Route départementale 96

Le Maire de CELLE-L'EVESCAULT,

- Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 ;
- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-6 ;
- Vu le code de la route et notamment les articles R 110-1, R 110.2, R 411-2, R 411-8 et R 411-25 ;
- Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5^e partie - signalisation d'indication ;
- Considérant, que la zone agglomérée du village de Comblé, actuellement située le long de la Route Départementale n°96, au PR 1+870, s'est étendue et a bien conservé son caractère de rue, la limite de l'agglomération de Comblé (côté Vivonne) est portée au PR 1+760 ;

ARRETE

- Article 1 :** Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération du village de Comblé sur la Route Départementale n°96, sont abrogées ;
- Article 2 :** Les limites de l'agglomération du village de Comblé sur la commune de Celle L'Evescault, au sens de l'article R 110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit :
- La Route Départementale n°96, au PR 2+700 (côté St Sauvant) et au PR 1+760 (côté Vivonne) ;*
- Article 3 :** La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5^e partie - signalisation d'indication - sera mise en place à la charge de la commune ;
- Article 4 :** Les dispositions définies par l'article 2 du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 3 ci-dessus ;
- Article 5 :** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de Celle L'Evescault ;
- Article 6 :** Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication ;
- Article 7 :** M. le Maire de Celle L'Evescault, le général commandant adjoint de la région de gendarmerie Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, le Commandant de la C.R.S. 18 à Poitiers, le Directeur Général des Services Départementaux, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Affiché en mairie

le

20 AVR. 2018

Relève

31 JUL. 2018

Fait à Celle L'Evescault, le 19 avril 2018

Le Maire de Celle L'Evescault
Patrick BOUFFARD



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DE LA VIENNE
COMMUNE DE CELLE-L'EVESCAULT

Arrêté n°2016/06

Domaine : Voirie

Arrêté portant modification des limites de l'agglomération sur la rue de Chincé

Le Maire de CELLE-L'EVESCAULT,

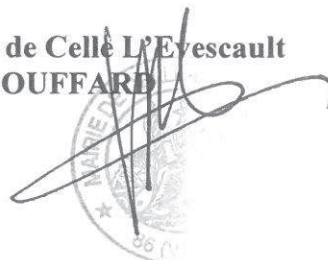
- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;
- Vu le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8 et R 411-25 ;
- Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I – 5^e partie - signalisation d'indication ;
- Considérant, que la zone agglomérée située le long de la rue de Chincé s'est étendue et a bien le caractère de rue jusqu'à la maison construite sur la parcelle B379 et 381 dont le numéro 15 lui a été attribué ;

ARRETE

- Article 1 :** Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération sur la rue de Chincé, sont abrogées ;
- Article 2 :** Les limites de l'agglomération de Celle L'Evescault, au sens de l'article R 110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit :
« La rue de Chincé » au droit de la limite des parcelles cadastrées B 381 et B 383 ;
- Article 3 :** La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5^e partie - signalisation d'indication - sera mise en place à la charge de la commune ;
- Article 4 :** Les dispositions définies par l'article 1^{er} du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus ;
- Article 5 :** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de Celle L'Evescault ;
- Article 6 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication ;
- Article 7 :** M. le Maire de Celle L'Evescault, Monsieur le Commandant de Gendarmerie de Lusignan, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Celle L'Evescault,
Le 29 février 2016

Le Maire de Celle L'Evescault
Patrick BOUFFARD



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



DÉPARTEMENT DE LA VIENNE

OK

transmis au Représentant de l'Etat
le 1er septembre 1988

COMMUNE DE

Chasseneuil-du-Poitou

1988

notifié le 1er septembre 1988
Réception en Préfecture, le 1er septembre 1988

XXX

XX

XXXXXXXXXX

ARRETE

Le Maire de la Commune de CHASSENEUIL DU POITOU, Vienne,

et le Code des Communes,

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 44,

et l'arrêté interministériel du 24 Novembre 1967 relatif à la signalisation routière,

ARRETE

Article 1 : Les limites de l'agglomération de la Commune de CHASSENEUIL DU POITOU, secteur de Bonnillet, sont modifiées comme suit :

- CD 4 Route de Saint Georges, la limite d'agglomération est portée au droit du n° 180 de la Route de Saint Georges, PK n° 11 500.

Article 2 : Ces limites d'agglomération seront matérialisées par des panneaux réglementaires de type EB 10 et EB 20.

Article 3 : Le Commandant de la Brigade de gendarmerie de JAUNAY CLAN, le Directeur Départemental de l'Equipement, les Services de l'INSEE, les Services Techniques Communaux, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié dans les formes habituelles et dont copie sera adressée à Monsieur le Préfet de la Vienne.

Fait à CHASSENEUIL DU POITOU, le 1er Septembre 1988.



Le Maire,

MAIRIE DE
CHASSENEUIL-DU-POITOU

25 JAN. 1993

COMMUNE DE

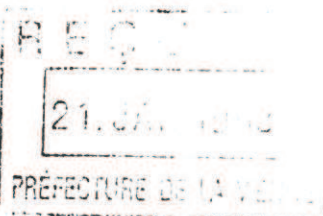
Chasseneuil-du-Poitou /

Cité du Futuroscope

ARRETE

Portant modification des limites d'agglomération

N° 07/POL./93



Le Maire de la Commune de CHASSENEUIL DU POITOU, Vienne,
Vu le Code des Communes,
Vu le Code de la route et notamment l'article R 44,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,
Vu la consultation effectuée auprès de Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement les 16 et 22 décembre 1992,

ARRETE

ARTICLE 1 : les limites de l'agglomération de CHASSENEUIL DU POITOU sont modifiées comme suit aux endroits suivants :

a) Site du Futuroscope :

- Chemin Départemental n° 20, au départ de la limite géographique de la Commune de CHASSENEUIL DU POITOU, sens JAUNAY CLAN/CHASSENEUIL DU POITOU ;
- sur la bretelle de la sortie de l'autoroute A10, après le parking du péage ;
- avant la bretelle d'accès à l'hôtel IBIS, sens CHASSENEUIL DU POITOU/JAUNAY CLAN.

b) Sur la route nationale 10 :

- à la fin de la bretelle de sortie du carrefour dénivelé du Futuroscope, sens CHATELLERAULT/POITIERS ;
- centre commercial Mammouth, Fond de misère : au début de la bretelle d'accès au carrefour giratoire du centre commercial, sens route nationale 10/chemin départemental n°20.

ARTICLE 2 : ces limites d'agglomération seront matérialisées par des panneaux réglementaires type EB 10 et EB 20.

ARTICLE 3 : le Commandant de la Brigade de gendarmerie de JAUNAY CLAN, le Directeur Départemental de l'Équipement, les services de l'INSEE, les services techniques communaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié dans les formes habituelles et dont copie sera adressée à Monsieur le Préfet de la Vienne.

Transmis au Représentant de l'État
le 19 JAN. 1993

Publié ou notifié le 18 JAN 1993

Réception en Préfecture, le

21 JAN. 1993

A CHASSENEUIL DU POITOU, le 18 janvier 1993

Le Maire,

P. GIRET



Chasseneuil du Poitou
Au cœur du futur



ARRETE
portant modification des limites d'agglomération
N° 16/POL/95

Le Maire de la Commune de CHASSENEUIL DU POITOU, Vienne,
Vu le Code des Communes,
Vu le Code de la Route et notamment l'article R 44,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,
Vu la consultation effectuée auprès de Madame le Directeur Départemental de l'Equipement
le 3 mars 1995,

ARRETE

ARTICLE 1 : Les limites de l'agglomération de CHASSENEUIL DU POITOU sont
modifiées comme suit :

- lieudit « BONNILLET », route départementale n° 87 au PK4.615

ARTICLE 2 : ces limites d'agglomération seront matérialisées par des panneaux
réglementaires type EB 10 et EB 20 qui seront posés par les services de la Direction de
l'Aménagement de l'Espace et de l'Environnement.

ARTICLE 3 : Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de JAUNAY CLAN, le
Directeur Départemental de l'Equipement, les services de la Direction de l'Aménagement de
l'Espace et de l'Environnement, les services de l'INSEE, les services techniques communaux
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié
dans les formes habituelles et dont copie sera adressée à Monsieur le Préfet de la Vienne.

A Chasseneuil du Poitou, le 14 mars 1995

Le Maire

P. GIBET



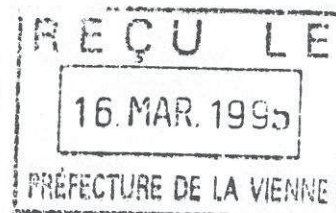
transmis au Représentant de l'Etat

le 15 MARS 1995

Publié ou notifié le 15 MARS 1995

Réception en Préfecture, le

16 MARS 1995



Chasseneuil du Poitou

Au cœur du futur

ARRETE

Portant modification des limites d'agglomération

N° 66 /POL/96

Le Maire

Le Maire de la Commune de CHASSENEUIL DU POITOU, Vienne,
Vu le Code des Communes,
Vu le Code de la Route et notamment l'article R44,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,
Vu l'arrêté municipal n° 07/POL/93 en date du 18 janvier 1993,
Vu la consultation effectuée auprès de Madame le Directeur Départemental de l'Équipement le 23 février 1996,

ARRETE

ARTICLE 1 : Les limites de l'agglomération de CHASSENEUIL DU POITOU sont modifiées comme suit sur le site du Futuroscope et conformément au plan joint.

Entrée/Sortie :

- RN 10 bretelles d'accès giratoire dénivelé,
 - RD 20 limite géographique de la Commune de CHASSENEUIL DU POITOU/JAUNAY-CLAN,
 - Voie privée de Martigny au Futuroscope après le pont de l'autoroute,
- Entrée
- Bretelle de sortie de l'autoroute A10 après le péage.

ARTICLE 2 : Ces limites d'agglomération seront matérialisées par des panneaux réglementaires type EB 10 et EB 20 qui seront posés par les services de la Direction de l'Aménagement de l'Espace et de l'Environnement.

ARTICLE 3 : Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de JAUNAY-CLAN, le Directeur Départemental de l'Équipement, les services de la Direction de l'Aménagement de l'Espace et de l'Environnement, les services de l'INSEE, les services techniques communaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié dans les formes habituelles et dont copie sera adressée à Monsieur le Préfet de la Vienne.

A Chasseneuil du Poitou, le 3 juillet 1996

Le Maire,



P. GIRET

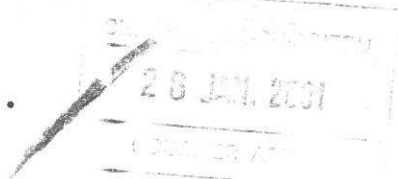
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



DÉPARTEMENT DE LA VIENNE

Chasseneuil du Poitou

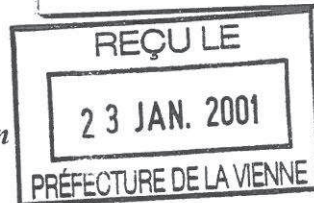
Au cœur du futur



ARRETE N° 06/POL/01

Portant modification des limites d'agglomération

Transmis au Représentant de l'Etat
le 23 JAN. 2001
Publié ou notifié le 23 JAN. 2001
Réception en Préfecture, le.....



Le Maire de la Commune de CHASSENEUIL DU POITOU, Vienne,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de la Route et notamment l'article R44,
Vu l'arrêté ministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,
Vu l'arrêté municipal n° 07/pol/93 du 18 janvier 1993,
Vu l'avis exprimé par le Directeur Départemental de l'Équipement,
Vu l'arrêté n° 02/pol/01 du 12 janvier 2001,

ARRETE

ARTICLE 1 : les limites d'agglomération, au Nord de CHASSENEUIL DU POITOU, sur la Route Nationale 10, sont fixées comme suit et conformément au plan joint :

- **Entrée** : sens CHATELLERAULT/POITIERS, P. K. 44.500, à la limite géographique de Commune avec JAUNAY CLAN,
- **Sortie** : sens POITIERS/CHATELLERAULT, P.K. 44.100, à la limite géographique de Commune avec JAUNAY CLAN.

ARTICLE 2 : ces limites d'agglomération seront matérialisées par des panneaux réglementaires type EB 10 et EB20.

ARTICLE 3 : le Commandant de la Brigade de gendarmerie de JAUNAY CLAN, le Directeur Départemental de l'Équipement, les services de l'INSEE, les services de la police municipale, les services techniques municipaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié dans les formes habituelles et dont copie sera adressée à Monsieur le Préfet de la Vienne.

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 02/pol/01 du 12 janvier 2001.

A Chasseneuil du Poitou, le 23 janvier 2001

Le Maire,

P. GIRET



L'autorité territoriale informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou devant le Tribunal Administratif de POITIERS dans un délai de deux mois à compter de la notification aux intéressés.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



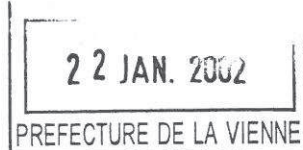
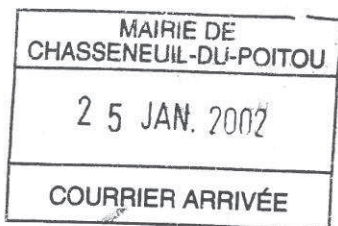
DÉPARTEMENT DE LA VIENNE

Chasseneuil du Poitou

Au cœur du futur

ARRÊTE

N° 08 /POL/2002



Le Maire de la Commune de CHASSENEUIL DU POITOU, Vienne,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-6,
Vu les arrêtés interministériels relatifs à la signalisation routière,
Vu l'article R 225 du Code de la Route,
Vu la demande formulée par les services de la Direction Départementale de l'Aménagement de l'Espace et de l'Environnement (D.D.A.E.E.) en date du 31 octobre 2001,
Considérant qu'il y a lieu dans un souci de sécurité, de rendre cohérente et plus efficace la signalisation au lieu dit "Fontaine",

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Les panneaux d'agglomération (EB10) situés sur la route de Saint Georges RD4, seront déplacés aux PR10085, PR30915 et PR10850, modifiant ainsi les limites d'agglomération,

ARTICLE 2 : Deux panneaux de limitation de vitesse "50 km/h" seront posés au droit du n°248 et face au n°254,

ARTICLE 3 : Ce déplacement et pose de panneaux seront effectués par les services de la D.D.A.E.E. qui se chargent de mettre en place la signalisation temporaire réglementaire,

ARTICLE 4 : Les contrevenants aux dispositions du présent arrêté s'exposeront aux sanctions prévues par la loi.

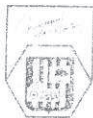
ARTICLE 5 : Le commandant de la brigade de Gendarmerie de JAUNAY CLAN, le brigadier chef principal de la Police Municipale, le responsable des services techniques communaux et les services de la D.D.A.E.E. sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié dans les formes habituelles et dont copie sera adressée à Monsieur le Préfet de la Vienne.

A CHASSENEUIL DU POITOU, le 16 janvier 2002

Transmis au Représentant de l'Etat
le 21 JAN. 2002
Publié ou notifié le : 21 JAN. 2002
Réception en Préfecture, le : 22 JAN. 2002



- **L'autorité Territoriale :** informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de 2 mois à compter de la notification aux intéressés.



REPUBLIQUE FRANCAISE - DEPARTEMENT DE LA VIENNE
Mairie - 86361 Chasseneuil du Poitou Cedex - ☎ 05.49.52.77.19 - 📠 05.49.52.52.23

Site internet : <http://www.ville-chasseneuil-du-poitou.fr>

Chasseneuil du Poitou

Au cœur du futur

Transmis au Représentant de l'Etat
le
Publié ou notifié le :
Réception en Préfecture, le.....
.....

ARRETE N° 93/POL/02 fixant les **limites d'agglomération** de la Commune de CHASSENEUIL DU POITOU

Le Maire de la Commune de CHASSENEUIL DU POITOU, Vienne,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de la Route et notamment l'article R 44,
Vu l'arrêté ministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,
Vu l'avis exprimé par le Directeur Départemental de l'Equipeement en date du 30 mai 2002,

ARRETE

ARTICLE 1 : les arrêtés du 1^{er} septembre 1988, du 18 janvier 1993, du 18 août 1999, du 14 mars 1995, du 18 août 1999, du 23 janvier 2001 et du 16 janvier 2002 fixant les limites d'agglomération de CHASSENEUIL DU POITOU sont complétés comme suit, conformément aux plans joints :

➤ GRAND PONT (Annexe 1)

- *Entrée* (sens Chardonchamp/Grand-Pont) et *sortie* (sens Grand-Pont/Chardonchamp) au droit du n° 9 de la rue de Gratte-Loup.

➤ BONNILLET (Annexe 2)

- Route départementale n° 87
 - *Entrée* (sens Montamisé/Bonnillet) et *sortie* (sens Bonnillet/Montamisé) au PR 3.700
- Route départementale n° 4
 - *Entrée* (Sens Buxerolles/Chasseneuil) et *sortie* (sens Chasseneuil/Buxerolles) au PR 13.750

➤ PREUILLY (Annexe 3)

- Route départementale n° 87
 - *Entrée* (sens Migné Auxances/Chasseneuil) et *sortie* (sens Chasseneuil/Migné Auxances) au PR 6.350, à la limite géographique de Commune avec MIGNE AUXANCES
- Route de Preuilly
 - *Entrée* (sens Martigny/Preuilly) et *sortie* (sens Preuilly/Martigny) au droit du n° 42 *modifiée par arrêté 98/6.1/2014*

REPUBLIQUE FRANCAISE



DEPARTEMENT DE LA VIENNE

➤ **MARTIGNY (Annexe 4)**

• Route de Preuilly

- **Entrée** (sens Chasseneuil/Martigny) et **sortie** (sens Martigny/Chasseneuil) au droit du n° 10

• Route départementale n° 18 (route d'Avanton)

- **Sens Chasseneuil/Avanton** : **entrée** au PR 27.150 et **sortie** au PR 26.810 à la limite géographique de Commune avec AVANTON
- **Sens Avanton/Chasseneuil** : **entrée** au PR 26.740 et **sortie** au PR 27.150

➤ **SITE DU FUTUROSCOPE (Annexe 5)**

• Route de Martigny

- **Entrée** (sens Martigny/Futuroscope) après le pont de l'autoroute
- **Sortie** (sens Futuroscope/Martigny) avant le pont de l'autoroute

➤ **BOURG (Annexe 6)**

• Route départementale n° 20

- **Entrée et sortie** au droit de la rue des Roches de Vert

• Rue de Vert

- **Entrée et sortie** au droit du lotissement « le Domaine Vert »

• Route départementale n° 18

- **Entrée** (sens Fontaine/bourg) et **sortie** (sens bourg/Fontaine) au PR 30.435 (Pont Neuf)

➤ **FONTAINE (Annexe 7)**

• Route départementale n° 18

- **Entrée** (sens Chasseneuil/Fontaine) et **sortie** (sens Fontaine/Chasseneuil) au PR 30.915

ARTICLE 2 : ces limites d'agglomération sont matérialisées par des panneaux réglementaires type EB 10 et EB 20.

ARTICLE 3 : Le Commandant de la brigade de gendarmerie de JAUNAY CLAN, le Directeur Départemental de l'Équipement, le Directeur Départemental de l'Aménagement de l'Espace et de l'Environnement, les services de l'INSEE, les services de la police municipale, les services techniques municipaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié dans les formes habituelles et dont copie sera adressée à Monsieur le Préfet de la Vienne.

A Chasseneuil du Poitou, le 3 juillet 2002

Le Maire,

C. EIDELSTEIN



L'autorité territoriale informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou devant le Tribunal Administratif de POITIERS dans un délai de deux mois à compter de la notification aux intéressés.

Chasseneuil du Poitou

Au cœur du futur

Transmis au Représentant de l'Etat

le 28 OCT 2002

Publié ou notifié le :

Réception en Préfecture, le

29 OCT 2002

ARRETE N° 141 /POL/02 fixant les limites d'agglomération de la Commune de CHASSENEUIL DU POITOU

Le Maire de la Commune de CHASSENEUIL DU POITOU, Vienne,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de la Route et notamment l'article R 44,
Vu l'arrêté ministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière,
Vu l'avis exprimé par le Directeur Départemental de l'Equipeement en date du 22 octobre 2002,

ARRETE

ARTICLE 1 : les arrêtés du 1^{er} septembre 1988, du 18 janvier 1993, du 18 août 1999, du 14 mars 1995, du 18 août 1999, du 23 janvier 2001 et du 16 janvier 2002 fixant les limites d'agglomération de CHASSENEUIL DU POITOU sont complétés comme suit, conformément aux plans joints :

➤ ROUTE NATIONALE 10 (Annexe 1)

- *Entrée* (sens Poitiers/Chatellerault) et *sortie* (sens Chatellerault/Poitiers) au PR 49.050, à la limite géographique de Commune avec MIGNE AUXANCES

➤ GRAND PONT – Route départementale 87 (annexe 2) :

- *Entrée* (sens Bonnillet/Grand-Pont) et *sortie* (sens Grand-Pont/Bonnillet) au PR 5.325.

ARTICLE 2 : ces limites d'agglomération sont matérialisées par des panneaux réglementaires type EB 10 et EB 20.

ARTICLE 3 : Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de JAUNAY CLAN, le Directeur Départemental de l'Equipeement, le Directeur Départemental de l'Aménagement de l'Espace et de l'Environnement, les services de l'INSEE, les services de la police municipale, les services techniques municipaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié dans les formes habituelles et dont copie sera adressée à Monsieur le Préfet de la Vienne.

A Chasseneuil du Poitou, le 24 octobre 2002

Le Maire
S. Eidelstein
C. EIDELSTEIN



L'autorité territoriale informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou devant le Tribunal Administratif de POITIERS dans un délai de deux mois à compter de la notification aux intéressés.



ARRETE
N°47/POL/2011

Le Maire de la Commune de CHASSENEUIL DU POITOU,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4,
Vu les arrêtés interministériels relatifs à la signalisation routière,
Vu le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8 et R411-25,
Vu l'arrêté municipal n°93/POL/2002 du 3 juillet 2002 fixant les limites d'agglomération sur le territoire communal,

Considérant, que la zone agglomérée située le long de la route de Preuilly, voie communale n°1 dans le hameau de Martigny., s'est étendue et a bien le caractère d'agglomération au sens de l'article R 110-2 du Code de la Route,
Considérant qu'il y a lieu d'en modifier les limites d'agglomération,

ARRETE

ARTICLE 1 – L'article 1 de l'arrêté municipal susvisé est modifié pour partie, comme suit :

➤ MARTIGNY (Annexe 4)

• **Route de Preuilly**

- **Entrée** (sens Chasseneuil/Martigny) et **sortie** (sens Martigny/Chasseneuil) 40 mètres avant le carrefour de la rue Ernest Perochon.

ARTICLE 2 – Cette disposition sera signalée à l'attention des usagers par une signalisation réglementaire conforme aux prescriptions de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière et sera mise en place par les services municipaux.

ARTICLE 3 – Les contrevenants aux dispositions du présent arrêté s'exposeront aux sanctions prévues par la loi.

ARTICLE 4 – Monsieur le Directeur Général des Services, Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de JAUNAY-CLAN, le Responsable des Services Techniques communaux sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui est publié dans les formes habituelles et dont ampliation est adressée à Monsieur le Préfet de la Vienne.

A CHASSENEUIL DU POITOU, le 31 mars 2011



Le Maire,

Claude EIDELSTEIN

L'autorité informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou devant le Tribunal Administratif de POITIERS dans un délai de 2 mois à compter de la notification aux intéressés.

ARRETE
N°204/6.1/2011

Le Maire de la Commune de CHASSENEUIL DU POITOU,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4,
Vu les arrêtés interministériels relatifs à la signalisation routière,
Vu le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8 et R411-25,
Vu les arrêtés municipaux n°93/POL/2002 du 3 juillet 2002 et 133/POL/2003 du 24 novembre 2003 fixant les limites d'agglomération sur le territoire communal,
Vu l'avis de Monsieur le Directeur des Routes du Conseil Général de la Vienne en date du, 5 décembre 2011

Considérant, que la zone agglomérée située le long de la route d'Avanton, voie départementale n°18 dans le hameau de Martigny., s'est étendue et a bien le caractère d'agglomération au sens de l'article R 110-2 du Code de la Route,
Considérant qu'il y a lieu d'en modifier les limites d'agglomération,

ARRETE

ARTICLE 1 – L'article 1 de l'arrêté municipal n°93/POL/2002 est modifié pour partie, comme suit :

➤ MARTIGNY (Annexe 4)

• Route départementale n°18 (route d'Avanton)

- **Entrée** (sens Chasseneuil/Avanton) au PR 27.270 de la RD 18 et au droit de la micro station d'épuration voie communale n°4

- **Sortie** (sens Avanton/Chasseneuil) au PR 27.270 de la RD 18 et au droit de la micro station d'épuration voie communale n°4.

ARTICLE 2 – Cette disposition sera signalée à l'attention des usagers par une signalisation réglementaire conforme aux prescriptions de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière et sera mise en place par les services municipaux.

ARTICLE 3 – Les contrevenants aux dispositions du présent arrêté s'exposeront aux sanctions prévues par la loi.

ARTICLE 4 – Les dispositions de l'arrêté municipal n°133/POL/2003 sont abrogées.

ARTICLE 5 – Monsieur le Directeur Général des Services, Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de JAUNAY-CLAN, le Responsable des Services Techniques communaux, Monsieur le Directeur des Routes du Conseil Général de la Vienne sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui est publié dans les formes habituelles et dont ampliation est adressée à Monsieur le Préfet de la Vienne.

A CHASSENEUIL DU POITOU, le 7 décembre 2011



Le Maire,

Claude EIDELSTEIN
Claude EIDELSTEIN

L'autorité informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou devant le Tribunal Administratif de POITIERS dans un délai de 2 mois à compter de la notification aux intéressés.

ARRETE
N°31/6.1/2012

Le Maire de la Commune de CHASSENEUIL DU POITOU,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4,
Vu les arrêtés interministériels relatifs à la signalisation routière,
Vu le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8 et R411-25,
Vu l'arrêté municipal n°93/POL/2002 du 3 juillet 2002 fixant les limites d'agglomération sur le territoire communal,
Vu l'avis de Monsieur le Directeur des Routes du Conseil Général de la Vienne en date du 24 février 2012,

Considérant, que l'extension de la « Zone 30 » nécessite le recul des limites d'agglomération du bourg de Chasseneuil du Poitou, voie départementale n°18 coté Fontaine,
Considérant qu'il y a lieu d'en modifier les limites d'agglomération,

ARRETE

ARTICLE 1 – L'article 1 de l'arrêté municipal n°93/POL/2002 est modifié pour partie, comme suit :

➤ BOURG (Annexe 6)

• **Route départementale n°20** : disposition inchangée

• **Rue de Vert** : disposition inchangée

• **Route départementale n°18**

- **Entrée** (sens Fontaine/bourg) et **sortie** (sens bourg/Fontaine) au PR 30.680.

ARTICLE 2 – Cette disposition sera signalée à l'attention des usagers par une signalisation réglementaire conforme aux prescriptions de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière et sera mise en place par les services municipaux.

ARTICLE 3 – Les contrevenants aux dispositions du présent arrêté s'exposeront aux sanctions prévues par la loi.

ARTICLE 4 – Monsieur le Directeur Général des Services, Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de JAUNAY-CLAN, le Responsable des Services Techniques communaux, Monsieur le Directeur des Routes du Conseil Général de la Vienne sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui est publié dans les formes habituelles et dont ampliation est adressée à Monsieur le Préfet de la Vienne.

A CHASSENEUIL DU POITOU, le 27 janvier 2012

Le Maire

Claude EIDELSTEIN

L'autorité informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou devant le Tribunal Administratif de POITIERS dans un délai de 2 mois à compter de la notification aux intéressés.

Transmis au Représentant de l'Etat
le 26 SEP 2013
Publié ou notifié le 26 SEP 2013
Réception en Préfecture, le.....
.....Le Maire de la Commune de CHASSENEUIL DU POITOU,

ARRETE
N°174/6.1/2013

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4,
Vu les arrêtés interministériels relatifs à la signalisation routière,
Vu le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8 et R411-25,
Vu les arrêtés municipaux n°93/POL/2002 du 3 juillet 2002 et 144/POL/2005 du 14 novembre 2005 fixant les limites d'agglomération sur le territoire communal,
Vu l'avis de Monsieur le Directeur Départemental des Routes en date du 24 septembre 2013,

Considérant que la zone agglomérée située le long de la route de Martigny, RD 18, s'est étendue et a bien le caractère d'agglomération au sens de l'article R 110-2 du Code de la Route,
Considérant que la construction d'un pont ferré sur la RD 18d nécessite le recul des limites d'agglomération,
Considérant qu'il y a lieu d'en modifier les limites d'agglomération,

ARRETE

ARTICLE 1 – L'article 1 de l'arrêté municipal n°93/POL/2002 est modifié pour partie, comme suit :

➤ SITE DU FUTUROSCOPE (Annexe 5)

• **Route départementale n°18 :**

- **Entrée** (sens Martigny/Chasseneuil du Poitou) et **sortie** (sens Chasseneuil du Poitou/Martigny) au PR 28.639.

• **Route départementale n°18d :**

- **Entrée** (sens Martigny/Technopole du Futuroscope) et **sortie** (sens Technopole du Futuroscope/Martigny) au PR 01.126.

ARTICLE 2 – Cette disposition sera signalée à l'attention des usagers par une signalisation réglementaire conforme aux prescriptions de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière et sera mise en place par les services municipaux.

ARTICLE 3 – Les contrevenants aux dispositions du présent arrêté s'exposeront aux sanctions prévues par la loi.

ARTICLE 4 – Les dispositions de l'arrêté municipal 144/POL/2005 du 14 novembre 2005 sont abrogées.

ARTICLE 5 – Monsieur le Directeur Général des Services, Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de JAUNAY-CLAN, le Responsable des Services Techniques communaux, Monsieur le Directeur Départemental des Routes sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui est publié dans les formes habituelles et dont ampliation est adressée à Madame la Préfète de la Vienne.

A CHASSENEUIL DU POITOU, le 26 septembre 2013



Le Maire,

Claude EIDELSTEIN

L'autorité informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou devant le Tribunal Administratif de POITIERS dans un délai de 2 mois à compter de la notification aux intéressés.

Transmis au Représentant de l'Etat

le 24 FEV. 2014

Publié ou notifié le 24 FEV. 2014

Réception en Préfecture, le.....

Le Maire de la Commune de CHASSENEUIL DU POITOU,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4,
Vu les arrêtés interministériels relatifs à la signalisation routière,
Vu le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8 et R411-25,
Vu l'arrêté municipal n°93/POL/2002 du 3 juillet 2002 fixant les limites d'agglomération sur le territoire communal,

Considérant que la construction d'un pont route sur la nouvelle voie communale n°1 a nécessité le dévoiement de cette dernière,

Considérant qu'il y a lieu de repositionner les limites d'agglomération sur la voie précitée,

ARRETE

ARTICLE 1 – L'article 1 de l'arrêté municipal n°93/POL/2002 est modifié pour partie, comme suit :

➤ Preuilly (Annexe 3)

• Route départementale n°87 : *Inchangé*

• Route de Preuilly : Cf plan

- **Entrée** (sens Martigny/Preuilly) et **sortie** (sens Preuilly/Martigny) en recul de 20 mètres (côté Martigny) avec le carrefour de la voie d'accès desservant les habitations situées en impasse (ex VC1)

ARTICLE 2 – Cette disposition sera signalée à l'attention des usagers par une signalisation réglementaire conforme aux prescriptions de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière et sera mise en place par COSEA sous le contrôle des services municipaux.

ARTICLE 3 – Les contrevenants aux dispositions du présent arrêté s'exposeront aux sanctions prévues par la loi.

ARTICLE 4 – Monsieur le Directeur Général des Services, Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de JAUNAY-CLAN, le Responsable des Services Techniques communaux, Monsieur le Directeur de COSEA sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui est publié dans les formes habituelles et dont ampliation est adressée à Madame la Préfète de la Vienne.

A CHASSENEUIL DU POITOU, le 20 février 2014

Le Maire,

Claude EIDELSTEIN

L'autorité informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou devant le Tribunal Administratif de POITIERS dans un délai de 2 mois à compter de la notification aux intéressés.

REPUBLIQUE FRANCAISE - DEPARTEMENT DE LA VIENNE
Mairie - 86361 Chasseneuil du Poitou Cedex - ☎ 05.49.52.77.19 - 📠 05.49.52.52.23
Site Internet : <http://www.ville-chasseneuil-du-poitou.fr>



ARRETE
N°166/6.1/2015

Le Maire de la Commune de CHASSENEUIL DU POITOU,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4,
Vu les arrêtés interministériels relatifs à la signalisation routière,
Vu le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8 et R411-25,
Vu l'arrêté municipal n°93/POL/2002 du 3 juillet 2002 fixant les limites d'agglomération sur le territoire communal,
Vu l'avis de Monsieur le Directeur départemental des routes en date du 21 décembre 2015,

Considérant que la zone agglomérée située le long de la rue de Vert, s'est étendue et a bien le caractère d'agglomération au sens de l'article R 110-2 du code de la route
Considérant la proximité du carrefour avec la RD 20c
Considérant qu'il y a lieu de repositionner les limites d'agglomération sur la RD 20c,

ARRETE

ARTICLE 1 – L'article 1 de l'arrêté municipal n°93/POL/2002 est modifié pour partie, comme suit :

➤ Bourg (Annexe 6)

• **Route départementale n°20c** : cf plan
- **Entrée et sortie** au P.R 1+650

• **Rue de Vert** : disposition supprimée

• **Route départementale n° 18** : disposition inchangée
- **Entrée** (sens Fontaine/bourg) et **sortie** (sens bourg/Fontaine) au PR 30.680.

ARTICLE 2 – Cette disposition sera signalée à l'attention des usagers par une signalisation réglementaire conforme aux prescriptions de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière et sera mise en place et entretenue par les services municipaux.

ARTICLE 3 – Les contrevenants aux dispositions du présent arrêté s'exposeront aux sanctions prévues par la loi.

ARTICLE 4 – Madame la Directrice Générale des Services, Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de JAUNAY-CLAN, la responsable des services techniques communaux, Monsieur le Directeur départemental des routes sont chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui est publié dans les formes habituelles et dont ampliation est adressée à Madame la Préfète de la Vienne.

A CHASSENEUIL DU POITOU, le 29 décembre 2015



Le Maire,

Claude EIDELSTEIN

L'autorité informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou devant le Tribunal Administratif de POITIERS dans un délai de 2 mois à compter de la notification aux intéressés.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2213.1 à L 2213.6 ;

Vu le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.2, R 411.8 et R 411.25 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre I – 5^{ème} partie – signalisation d'indication ;

Vu le décret du 13 décembre 1952 portant nomenclature des routes à grande circulation, modifié et complété par les textes subséquents ;

Considérant l'évolution de l'urbanisation de la commune et la nécessité de redéfinir les limites de l'agglomération conformément à l'article R.110-2 du code de la route.

Considérant que l'arrêté 2019-207 du 17/07/2019 comporte des erreurs matérielles dans l'énoncé de certaines voies et des repérages géographiques,

Considérant qu'il convient de retirer l'arrêté précité et le remplacer par la présente décision

ARRETE

Article 1 : L'arrêté 2019-207 du 17 juillet 2019 est retiré et remplacé par la présente décision.

Article 2 : Les limites de l'agglomération sur les voies d'accès à la commune de CHAUVIGNY, au sens de l'article R.110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit sur :

Nom de la voie	Repérage kilométrique et géographique
RD 951 Poitiers à Avallon	. coté Poitiers PK 20,250 . coté St Savin PK 22,720 . lieu dit « l'essart de peuron » entre 19,870 et 20,180
RD 749 Château Lavallière à Lussac Les Châteaux	. traversée de Chauvigny entre 43,685 et 46,835
RD 54 Chauvigny au Dorat	. entrée agglo : 46°33'22.51" N 0°39'14.10" E
RD 2 (côté Route de la Puye)	. entrée agglo : 46°34'39,38 " N 0°38'57,44" E . sortie agglo : 46°34'39,42"N 0°38'57,82" E

RD 8 Chauvigny 0 Confolens	. 1,600
Rd 17 Chauvigny à Pouzioux	. 24,960 avant 1 ^{ère} maison à l'entrée de Pouzioux coté Chauvigny
VC Route de Gencay (côté Pouillé)	. panneau entrée et sortie aggro sur même mât : 46°33'51,22 " N 0°37'17,69 " E
VC Chauvigny à Bonnes (panneau à la sortie pont SNCF)	. entrée aggro : 46°34'39,42" N 0°37'39,70 " E
Vc 2 Route des Courlis	. entrée aggro : 46°34'36,66" N 0°38'25,45" E
VC 47 route de la Caronnière	. entrée aggro : 46°33'36.15" 0°39'22.73" E

Article 2 : La signalisation réglementaire (panneaux EB 10 et EB 20) sera mise en place aux emplacements indiqués à l'article ci-dessus, à la charge de la commune.

Article 3 : Les dispositions définies par l'article 2 du présent arrêté prendront effet le jour de sa publication, sous réserve de la mise en place de la signalisation réglementaire destinée à les porter à la connaissance des usagers.

Article 4 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de CHAUVIGNY sont abrogées.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de CHAUVIGNY. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville, Les Services Techniques, sont chargés, en chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Chauvigny le 7 novembre 2019
Le Maire, Gérard HERBERT



DÉPARTEMENT DE LA VIENNE

COMMUNE DE COULOMBIERS

Numéro de dossier : 44V/2019



ARRÊTÉ PORTANT LIMITES D'AGGLOMÉRATION

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2213.1 à 2213.6 ;
VU le Code de la Route, et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.2, R 411.8 et R 411.25 ;
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5^{ème} partie - signalisation d'indication ;
VU le décret du 13 décembre 1952 portant nomenclature des routes à grande circulation, modifié et complété par les textes subséquents ;
Considérant l'évolution de l'urbanisation de la commune et la nécessité de redéfinir les limites de l'agglomération conformément à l'article R.110-2 du code de la route ;

ARRETE :

ARTICLE 1 :

Les limites d'agglomération sur les voies d'accès à la Commune de COULOMBIERS au sens de l'article R. 110-2 du Code de la Route, sont fixées ainsi qu'il suit dans le tableau suivant :

Nom de la voie	Repérage kilométrique et géographique
D 95 Route de Jazeneuil	x 1483 633, 089 y 6146 612, 906
CR n° 4 de Maupertuis à Coulombiers dit Route de la Source	x 1483 495, 505 y 6146 851, 031
D 611 de Lusignan à Poitiers	x 1483 673, 306 y 6146 099, 613
D 611 de Poitiers à Lusignan	x 1484 610, 991 y 6147 316, 699
D 95 de Marçay à Coulombiers	x 1484 688, 250 y 6146 827, 748
CR de la Couraterie à Coulombiers	x 1484 882, 983 y 6147 235, 207
D 27 Route de Montreuil Bonnin à Coulombiers	x 1484 095, 582 y 6146 985, 440
D 27 Route de Celle-L'Evescault à Coulombiers	x 1783 819, 356 y 6146 059, 396

ARTICLE 2 :

La signalisation réglementaire (panneaux EB 10 et EB 20) sera mise en place aux emplacements indiqués à l'article ci-dessus, à la charge de la commune.

ARTICLE 3 :

Les dispositions définies par l'article 1^{er} du présent arrêté prendront effet le jour de sa publication, sous réserve de la mise en place de la signalisation réglementaire destinée à les porter à la connaissance des usagers.

ARTICLE 4 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de la Commune de COULOMBIERS sont abrogées.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la Commune de COULOMBIERS. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de POITIERS, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 6 : Monsieur le Maire,
Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Vienne,
Les services de Gendarmerie,
sont informés et chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à COULOMBIERS, le 1^{er} octobre 2019

Le Maire, Daniel AMILIEN



Arrêté n° 2019/06

ARRÊTÉ FIXANT LES LIMITES D'AGGLOMÉRATION

Le Maire de la commune de Curzay-sur-Vonne,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;

Vu le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.2, R 411.8 et R 411.25;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication ;

Vu le décret du 13 décembre 1952 portant nomenclature des routes à grande circulation, modifié et complété par les textes subséquents ;

Vu la carte communale approuvée tacitement par le préfet en date du 9 janvier 2007 ;

Considérant l'insuffisance de définition des limites de l'agglomération du bourg de Curzay-sur-Vonne au long des voies communales, conformément à l'article R.110-2 du code de la route ;

ARRÊTE

Article 1 : Les limites de l'agglomération du bourg de Curzay-sur-Vonne sur les voies communales d'accès sont fixées ainsi qu'il suit :

- Voie communale n° 1 (dite « route de Sanxay ») : intersection avec le chemin rural n° 53, côté est du chemin
- Voie communale n° 4 (dite « route de Lombardie ») : intersection avec le chemin rural n° 53, côté est du chemin
- Voie communale n° 1bis (dite « route de Coulombiers ») : 10 mètres de l'intersection avec le chemin rural n° 17, côté nord du chemin

Article 2 : Les limites de l'agglomération du bourg de Curzay-sur-Vonne restent fixées sur la route départementale n° 140 aux P.R. 2,995 et 4,065, comme défini par l'arrêté municipal du 02 octobre 2009.

Article 3 : La signalisation réglementaire est mise en place aux emplacements indiqués à l'article ci-dessus, à la charge de la commune.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le Maire dans un délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de la publication de cet arrêté, ou à compter de la réponse du Maire si un recours gracieux a été préalablement déposé.

Fait à Curzay-sur-Vonne le 21 février 2019,

Le Maire,
Jean-Michel CHOISY





ARRETE DU MAIRE

N° identifiant	2019-095-AG-0001	Titre	Modification des limites de l'agglomération de DISSAY
ARRETE 2019264		PJ	Agglomération

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2212-2 et L. 2213-1 à L. 2213-6

VU le Code de la voirie routière,

VU le Code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.2, R 411.8 et R 411.25

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 5ème partie, signalisation d'indication, des services et de repérage

ARRÊTE :

LES INSTRUCTIONS DU PRÉCÉDENT ARRÊTÉ 2019075 SONT MODIFIÉES COMME CI-DESSOUS

ARTICLE 1 Les limites de l'agglomération de DISSAY, au sens de l'article R 110.2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit :

Route Départementale n°15 du PR 41+760 au PR 44+025 pour DISSAY et du PR 41+290 au PR41+590 pour les Hauts de Montigny.

Entrée, route de Parigny direction Parigny – Face Parcelle AS N° 20
Sortie route de Parigny direction Parigny - Face Parcelle N° AS N°28

Entrée route de Parigny direction Dissay - Face Parcelle AS N°209
Sortie route de Parigny direction Dissay - Face Parcelle AS N° 542

Entrée RD 15 direction Vouneuil sur Vienne - Face Parcelle AC N° 247
Sortie RD 15 direction Vouneuil sur Vienne - Face Parcelle AE N° 1

Voie I parc, Parcelle AR N°860
Entrée Avenue du Clain - Face Parcelle AS N° 334
Sortie Avenue du Clain - Face Parcelle AS N° 601

Entrée rue de Beaulin - Face Parcelle AV N° 695
Sortie rue de Beaulin - Face Parcelle AV N° 991

La Route Départementale RD n°4 du PR 2+500 au PR 4+790 pour DISSAY et du PR 0+930 au PR 1+640 pour le lieu-Dit LA JONCHERE.

Entrée Route départementale 4, direction Dissay - Face Parcelle AV N° 201
Sortie Route départementale 4, direction Dissay - Face Parcelle N° AC 5

Entrée RD 4 direction la Jonchère - Face Parcelle AW N° N°87

Sortie RD 4 direction la Jonchère - Face Parcelle AC N° 327

Entrée et Sortie route départementale 4 direction Saint Cyr.
La Route Départementale 85 RD 0+480.

Entrée rue de la Ferrandière RD 85 - Face Parcelle AO N° 697
Sortie rue de la Ferrandière RD 85 - Face Parcelle ZA N° 124

Entrée route des Tiers - Face Parcelle AE N° 337
Sortie route des Tiers - Face Parcelle AE N° 162

Entrée rue de la Garenne - Intersection Parcelle AH N° 201
Sortie rue de la Garenne - Face Parcelle AH N° 135

Entrée rue du Noyer Jamet - Face Parcelle AI N° 436
Sortie rue du Noyer Jamet - Face Parcelle AI N° 369

Entrée rue des Bertonnières - Face Parcelle AI N° 67
Sortie rue des Bertonnières - Face Parcelle AI N° 438

Entrée rue du Puits Pineau - Face Parcelle AE N° 292
Sortie rue du Puits Pineau - Face Parcelle AI N° 89

Entrée rue du châtaillon - Face Parcelle AI N° 350
Sortie rue du Châtaillon - Face Parcelle AH N° 234

Entrée rue du Gaudreau - Face Parcelle AI N° 153
Sortie rue du Gaudreau, Face Parcelle AI N° 426

Entrée rue des Causses - Face Parcelle AK N° 16
Sortie rue des Causses - Face Parcelle AE N° 26

Entrée rue du Marron - Face Parcelle ZE N° 37
Sortie rue du Marron - Face Parcelle AI N° 361

Entrée rue de la Jardelle - Face Parcelle ZI N° 72
Sortie rue de la Jardelle - Face Parcelle AP N° 622

Entrée chemin des Marais - Face Parcelle AP N° 258
Sortie Chemin des Marais - Face Parcelle AP N° 726

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication - sera mise en place à la charge de la commune.

ARTICLE 3

Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de DISSAY, RUE DE L EGLISE, sont abrogées.

ARTICLE 4

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le Maire dans le délai de deux mois à compter de sa notification, son affichage ou sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de la notification, de l'affichage ou de la publication de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

ARTICLE 5

Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

DISSAY, le 01 octobre 2019
Le Maire

Michel FRANÇOIS



Pour notification	
Date	
NOM - Prénom	
Signature	

Pour notification	
Date	
NOM - Prénom	
Signature	

Affichée le	
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	
Identifiant de télétransmission	

Nomenclature préfecture	
Nomenclature préfecture	

DIFFUSION:
Monsieur le Maire

Les informations recueillies pour établir cet arrêté sont enregistrées dans un fichier informatisé par Grand Poitiers Communauté urbaine pour assurer l'instruction de la demande. L'arrêté fera l'objet d'un archivage définitif. Conformément à la loi « Informatique et libertés », vous pouvez exercer votre droit d'accès aux données vous concernant et les faire rectifier en contactant le correspondant Informatique et libertés au secrétariat de la commune.

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

COMMUNE DE FONTAINE LE
COMTE

LE MAIRE DE FONTAINE LE COMTE,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.2, R 411.8 et R 411.25;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5^{ème} partie - signalisation d'indication ;

VU le décret du 13 décembre 1952 portant nomenclature des routes à grande circulation, modifié et complété par les textes subséquents ;

Considérant l'évolution de l'urbanisation de la commune et la nécessité de redéfinir les limites de l'agglomération conformément à l'article R.110-2 du code de la route ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Les limites de l'agglomération sur les voies d'accès à la commune de FONTAINE LE COMTE au sens de l'article R.110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit sur :

Nom de la voie	Repérage géographique
Rue de Basse-Fontaine	Au niveau du n°1 de la rue de Basse-Fontaine
Allée des Cerfs	Intersection allée des cerfs/RD 611
Allée de l'esplanade	ZAE – intersection allée de l'esplanade/RD 910
Rue de Chaumont - RD 87	Au niveau de la limite des communes FONTAINE/CROUTELLE
Route de Poitiers – RD 87c	Au niveau du giratoire de la Rouerie
Rue des Chaumes	Intersection rue des Chaumes et vc n°4 (Les Riphonneaux)
Route de Béruges	Intersection rue du Poizac/Chemin des Trois Thuets
Rue du Chêne blanc	Au niveau de l'entrée du lieudit la Montagne

ARTICLE 2 : La signalisation réglementaire (panneaux EB 10 et EB 20) sera mise en place aux emplacements indiqués à l'article ci-dessus, à la charge de la commune.

ARTICLE 3 : Les dispositions définies par l'article 1^{er} du présent arrêté prendront effet le jour de sa publication, sous réserve de la mise en place de la signalisation réglementaire destinée à les porter à la connaissance des usagers.


ARTICLE 4 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de FONTAINE LE COMTE sont abrogées.


ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune FONTAINE LE COMTE. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 6 : Monsieur Le Maire et le Commandant de la gendarmerie de Vouillé sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

A FONTAINE LE COMTE, le 4 novembre 2019

P/Le Maire,
L'adjoint à l'aménagement
routier et réseaux


Daniel ROUSSEAU





ARRETE N°47-2018
PORTANT MODIFICATION DES LIMITES DE L'AGGLOMERATION
SUR LA ROUTE DEPARTEMENTALE N° 153
EN AGGLOMERATION DE JARDRES

LE MAIRE DE JARDRES,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;
VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2213.1 ;
VU le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.2, R 411.8 et R 411.25 à 28 ;
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5^{ème} partie - signalisation d'indication ;
VU la demande de Monsieur le Président du Conseil Départemental de La Vienne ;
VU l'avis favorable de la Direction des Routes du Conseil Départemental du 19 octobre 2018 ;
Considérant qu'il convient de fixer la zone agglomérée de la route départementale 153, Rue de la Vallée,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Les limites de l'agglomération de **JARDRES**, sur la RD 153 au sens de l'article R 110.2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit, par des panneaux EB 10 et EB 20 :

- Au PR 1 + 395, côté rue de la Vallée

ARTICLE 2 : La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5^{ème} partie - signalisation d'indication - sera mise en place par le Département.

ARTICLE 3 : Les dispositions définies par l'article 1^{er} du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

ARTICLE 4 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de JARDRES sur la RD 153 sont abrogées.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de JARDRES.

ARTICLE 6 : Monsieur le Maire de la commune de JARDRES,
Monsieur le président de la Communauté Urbaine de Grand Poitiers,
Monsieur le président du Conseil Départemental de La Vienne,
Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de ST JULIEN l'ARS/CHAUVIGNY
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Fait à JARDRES, le 29 octobre 2018,
Le Maire,
Jean-Luc Maerten
Ludmila POLO,
1^{ère} Adjointe



ARRETE N°46-2018
PORTANT MODIFICATION DES LIMITES DE L'AGGLOMERATION
SUR LA ROUTE DEPARTEMENTALE N° 20
EN AGGLOMERATION DE JARDRES
route de Chauvigny et route de Lavoux

LE MAIRE DE JARDRES,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2213.1 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.2, R 411.8 et R 411.25 à 28;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5^{ème} partie - signalisation d'indication ;

VU la demande de Monsieur le Président du Conseil Départemental de La Vienne ;

VU l'avis favorable de la Direction des Routes du Conseil Départemental du 19 octobre 2018,

Considérant qu'il convient de fixer la zone agglomérée située le long de la **Route Départementale n° 20**, Route de Chauvigny et Route de Lavoux,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Les limites de l'agglomération de **JARDRES**, sur la **RD 20** au sens de l'article R 110.2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit, par des panneaux EB 10 et EB 20 :

- Au PR 74 + 515 , route de Lavoux,
- Au PR 75 + 435 route de Chauvigny.

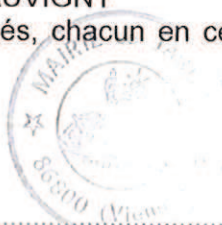
ARTICLE 2 : La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5^{ème} partie - signalisation d'indication - sera mise en place par le Département.

ARTICLE 3 : Les dispositions définies par l'article 1^{er} du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

ARTICLE 4 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de JARDRES sur la RD 20 sont abrogées.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de JARDRES.

ARTICLE 6 : Monsieur le Maire de la commune de JARDRES,
Monsieur le président de la Communauté Urbaine de Grand Poitiers,
Monsieur le président du Conseil Départemental de La Vienne,
Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de ST JULIEN l'ARS/CHAUVIGNY
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Fait à JARDRES, le 29 octobre 2018,
Le Maire,
Jean-Luc Maerten
Ludmila POLO,
1^{ère} Adjointe

ARRETE N°39-2018
PORTANT MODIFICATION DES LIMITES DE L'AGGLOMERATION
SUR LA ROUTE DEPARTEMENTALE N° 951
EN AGGLOMERATION DE JARDRES
(carrefour de la gare)

LE MAIRE DE JARDRES,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2213.1 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.2, R 411.8 et R 411.25 à 28;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5^{ème} partie - signalisation d'indication ;

VU la demande de Monsieur le Président du Conseil Départemental de La Vienne du 8 août 2018 ;

VU l'avis favorable de la Direction des Routes du Conseil Départemental du 28 septembre 2018 ;

Considérant que la zone agglomérée située le long de la **Route Départementale n° 951** a été modifiée depuis l'aménagement du carrefour,

A R R Ê T E

ARTICLE 1 : Les limites de l'agglomération de **JARDRES**, sur la **RD 951** au sens de l'article R 110.2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit, par des panneaux EB 10 et EB 20 :

- Au PR 14+730 coté Poitiers
- Au PR 15+335 coté Chauvigny

ARTICLE 2 : La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5^{ème} partie - signalisation d'indication - sera mise en place par le Département.

ARTICLE 3 : Les dispositions définies par l'article 1^{er} du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

ARTICLE 4 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de JARDRES sur la RD 951, au carrefour de la Gare, sont abrogées.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de JARDRES.

ARTICLE 6 : Monsieur le Maire de la commune de JARDRES,
Monsieur le président de la Communauté Urbaine de Grand Poitiers,
Monsieur le président du Conseil Départemental de La Vienne,
Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de ST
JULIEN l'ARS/CHAUVIGNY

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent
arrêté.



Fait à JARDRES,
Le 2 octobre 2018,
Le Maire,


Jean-Luc Maerten



République Française
Département de la Vienne

Commune de JARDRES

ARRETE N°2/2004
PORTANT LIMITE D'AGGLOMERATION

Le Maire de JARDRES

Vu le Code de la Route et notamment les article R 1 et R 44,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 et L 2213-5,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,
Vu la délibération du conseil municipal 18 décembre 2003,

Considérant qu'au lieu-dit « la Carte », la voie communale N° 15 des Hautes Plantes dessert un espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis à usage artisanal ou commercial qui présentent physiquement l'aspect d'une zone de concentration,

ARRETE :

ARTICLE 1 :

Les limites de l'agglomération de JARDRES, au lieu-dit « la Carte » sont fixées ainsi qu'il suit :

- sur la RN 151, du rond point de Jardres à l'agglomération de Chauvigny,
- sur la voie communale n°15 des Hautes Plantes sur toute sa longueur.

ARTICLE 2 :

La signalisation sera conforme aux prescriptions en vigueur définies par l'instruction interministérielle et sera mise en place par la commune.

ARTICLE 3 :

Les dispositions définies à l'article 1 du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2.

ARTICLE 4 :

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlement en vigueur.

ARTICLE 5 :

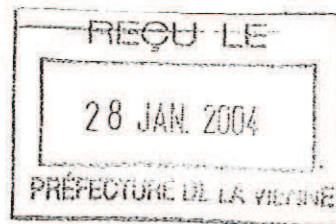
Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- M. le Préfet de la Vienne,
- M. le Subdivisionnaire de l'Equipeement de CHAUVIGNY,
- M. Le Commandant de Brigade de Gendarmerie,

chacun en ce qui le concerne, est chargé de l'exécution du présent arrêté.



Fait à JARDRES,
Le 20 janvier 2004,
Le Maire,
Daniel Vedrenne





ARRETE DU MAIRE

**FIXANT LES LIMITES D'AGGLOMÉRATION
SUR LA COMMUNE DE JAUNAY-MARIGNY**

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE JAUNAY-MARIGNY :

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

Vu le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8 et R 411-25 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I – 5^e partie - signalisation d'indication ;

Vu la création de la commune nouvelle de Jaunay Marigny ;

Considérant que les agglomérations de la commune nouvelle doivent être définies ;

Considérant qu'il convient pour toutes fins utiles et notamment la sûreté, la salubrité et l'esthétique des sites de matérialiser les limites d'agglomération de Jaunay-Marigny et de ses villages ;

ARRETE

Article 1 -

Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites d'agglomération des communes de Jaunay-Clan et de Marigny-Brizay sont abrogées

Article 2 – l'agglomération de Jaunay-Marigny comprend, le bourg de Jaunay Clan, le bourg de Marigny Brizay, Parigny, Chincé, Louneuil et St Léger la Pallu

Article 3 -

Les limites de l'agglomération de la commune de Jaunay Marigny au sens de l'article R 110-2 du code de la route sont fixées comme suit :

N° des voies	NOM	SITUATION	Points Kilométriques
RD 910	Avenue de Bordeaux Avenue de Paris	Jaunay Marigny Sens Poitiers - Châtelleraut	Entrée : PK 44 110 Sortie : PK 41 600
RD 910	Avenue de Paris Avenue de Bordeaux	Jaunay Marigny Sens Châtelleraut – Poitiers	Entrée : PK 41 600 Sortie : PK 44 610
RD 20	Rue de Parigny	Jaunay Marigny	PK 53 590
RD 62	Route de Neuville	Jaunay Marigny	PK 42 190
RD 20D	Avenue du parc du Futur	Jaunay Marigny	PK 1 610
RD 138	Rue de Bellevue	Jaunay Marigny	PK 2 285
RD 20	Chemin des Abordages	Jaunay Marigny (Pont sur le Clain)	PK 56 510
RD 15	Rue du Petit Bois	Parigny	PK 39 140
RD 15	Rue des Roses	Parigny	PK 39 915
RD 20	Rue des Acacias	Parigny	PK 51 750
RD 20	Avenue Beau village	Parigny	PK 52 875
RD 15	Rue Moulin Chapron	Chincé	PK 36 470
RD 15	Rue des Terres Rouges	Chincé	PK 37 720
RD 138	Rue de la Roche	Chincé	PK 0 625
RD 62	Rue des 4 vents	Louneuil	PK 39 700
RD62	Rue des 4 vents	Louneuil	PK 38 550
RD 20	Rue François Rabelais	Marigny Brizay	PK 49 160
RD 20	Rue Auguste Poulin	Marigny Brizay	PK 47 325
RD 21	Rue de Brizay	Marigny Brizay	PK 31 590

RD 21	Route des Vignes	Marigny Brizay	PK 31 300
RD 82	Rue Rodolphe Salis	Marigny Brizay	PK 0 310
RD 20	Rue Gaston Dribault	Saint Léger la Pallu	PK51 110
RD 20	Rue Jean Moulin	Saint Léger la Pallu	PK 51 750

Article 4 -

La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5^e partie - signalisation d'indication - sera mise en place à la charge de la commune.

Article 5 -

Les dispositions définies par l'article 1^{er} du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

Article 6 -

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de Jaunay-Marigny.

Article 7 -

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 8 -

M. le maire de la commune de Jaunay-Marigny, M. le directeur général des Services du département de la Vienne, le lieutenant-colonel commandant le groupement de Gendarmerie de la Vienne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée à M. le directeur départemental de l'Équipement de La Vienne.

Fait à JAUNAY-MARIGNY, le 19 octobre 2018

Le Maire de Jaunay-Marigny,

Jérôme NEVEUX



MAIRIE de LA CHAPELLE-MOULIERE

2, Place de la Mairie

86210 LA CHAPELLE-MOULIERE

Tél. 05 49 56 64 36

ARRETE N° 17/02 -

PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ROUTE DE LINIERS, RD1, au lieu-dit les Maillets, AGGLOMERATION DE LA CHAPELLE-MOULIERE

Le Maire de la Commune de LA CHAPELLE-MOULIERE (Vienne) ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983;

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2213-1, L. 2213-4

Vu le Code de la route et notamment les articles R 110-1, et suivants, R 411-2, R41-8 et R 411-25,

Vu le Code de la voirie routière et notamment les articles L115-1, L116-1, L141-11, R115-1 et suivants R141-12 et suivants.

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code rural ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, - livre I - 5ème partie-signalisation d'indication,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 9 janvier 2017, classant « les maillets » en agglomération de la Chapelle-Moulière,

Considérant qu'il incombe au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de Police de la circulation, de veiller à la sécurité des usagers de la voie publique;

Considérant qu'il est nécessaire pour des raisons de cohérence et au vu de la réglementation en agglomération, sur la RD1, aux « MAILLETS »,

ARRETE :

Article 1 : « les maillets » sont placés en agglomération (commune de la Chapelle-Moulière) dont la limite est fixée sur la RD1 du PR 36+925 au PR 37+410.

Article 2 : Les limites sont matérialisés sur place par l'installation de panneaux de signalisation de type EB 10 (entrée d'agglomération) et de type EB 20 (sortie d'agglomération)
La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle - livre I- 5ème partie- signalisation d'indication sera mise en place par la commune.

Article 3 : en lieu et place des 70 km/h actuels, la vitesse sera donc limitée à 50km/h,(installation d'un panneau 50 « rappel ») telle qu'elle est en agglomération.

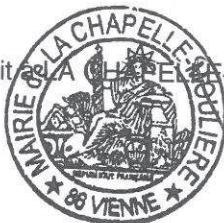
Article 4 : Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

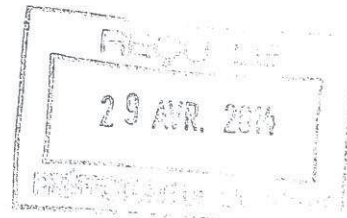
Article 4 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Colonel, Commandant du Groupement de la Gendarmerie de la Vienne,
- M. le Chef de Corps du centre de secours de Chauvigny
- Madame la Préfète de la Vienne,
- M. le Directeur Général des Services Départementaux
- Monsieur l' Adjudant Commandant la Brigade de Gendarmerie de Saint-Julien-L' Ars,

Sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et dont ampliation leur sera adressé,

Fait à LA CHAPELLE-MOULIERE, le 17 mars 2017,
Le Maire, Serge LEBOND,





ARRETE N°06/2014.
PORTANT MODIFICATION DES LIMITES DE L'AGGLOMERATION SUR LA RD 1

Le Maire de la Commune de LA CHAPELLE-MOULIERE (Vienne) ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983;

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2213-1, L. 2213-4

Vu le Code de la route et notamment les articles R 110-1, et suivants, R 411-2, R41-8 et R 411-25,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, - livre I - 5ème partie-signalisation d'indication,

Considérant qu'il incombe au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de Police de la circulation, de veiller à la sécurité des usagers de la voie publique;

Considérant que les panneaux d'agglomération respectivement de type EB 10 et EB 20 (entrée et sortie d'agglomération) le long de la RD1 ne sont pas au bon emplacement et qu'il convient de les déplacer au PR35.865,

ARRETE:

Article 1 : Les limites de l'agglomération de la commune de la Chapelle-Moulière sur la RD1, au sens de l'article R110-2 du Code de la Route, sont fixées ainsi qu'il suit:
-Entrée de la zone d'agglomération au PR35.865 et sortie au PR35.865

Article 2 : Les limites sont matérialisés sur place par l'installation de panneaux de signalisation de type EB 10 (entrée d'agglomération) et de type EB 20 (sortie d'agglomération)
La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle - livre I- 5ème partie- signalisation d'indication sera mise en place par la commune.

Article 3: Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

Article 4 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :
-Monsieur le Colonel, Commandant du Groupement de la Gendarmerie de la Vienne,
-M. le Chef de Corps du centre de secours de Chauvigny
-Monsieur le Préfet de la Vienne
-Monsieur le Directeur de l'Aménagement de l'Espace et de l'Environnement,
- Monsieur l' Adjudant Commandant la Brigade de Gendarmerie de Saint-Julien-L' Ars,

Sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et dont ampliation leur sera adressé,

Fait à LA CHAPELLE-MOULIERE, le 22 AVRIL 2014,
Maire, Serge LEBOND,



MAIRIE de LA CHAPELLE-MOULIERE

2, Place de la Mairie

86210 LA CHAPELLE-MOULIERE

Tél. 05 49 56 64 36

ARRETE N°12/10 -

PORTANT MODIFICATION DES LIMITES DE L'AGGLOMERATION SUR LA RD 86

Le Maire de la Commune de LA CHAPELLE-MOULIERE (Vienne) ;

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983;

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2213-1, L. 2213-4

Vu le Code de la route et notamment les articles R 110-1, et suivants , R 411-2, R41-8 et R 411-25,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,- livre I - 5ème partie-signalisation d'indication,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 26 mai 2012,

Considérant qu'il incombe au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de Police de la circulation , de veiller à la sécurité des usagers de la voie publique;

Considérant que les panneaux d'agglomération respectivement de type EB 10 et EB 20 (entrée et sortie d'agglomération) le long de la RD86 ne sont pas au bon emplacement et qu'il convient de les déplacer au PR5.350,

ARRETE :

Article 1 : Les limites de l'agglomération de la commune de la Chapelle-Moulière sur la RD86, au sens de l'article R110-2 du Code de la Route , sont fixées ainsi qu'il suit:

-Entrée de la zone d'agglomération au PR 5.0350 et sortie au PR 5.350.

Article 2 : Les limites sont matérialisés sur place par l'installation de panneaux de signalisation de type EB 10 (entrée d'agglomération) et de type EB 20 (sortie d'agglomération)

La signalisation réglementaire , conforme aux dispositions de l' Instruction Interministérielle - livre I- 5ème partie- signalisation d'indication sera mise en place par la commune.

Article 3: Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

Article 4 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Colonel , Commandant du Groupement de la Gendarmerie de la Vienne,
- M. le Chef de Corps du centre de secours de Chauvigny
- Monsieur le Préfet de la Vienne
- Monsieur le Directeur de l' Aménagement de l' Espace et de l' Environnement,
- Monsieur l' Adjudant Commandant la Brigade de Gendarmerie de Saint-Julien-L' Ars ,

sont chargés chacun en ce qui le concerne , de l' exécution du présent arrêté qui sera affiché et dont ampliation leur sera adressé,

Fait à LA CHAPELLE-MOULIERE, le 29 JUIN 2012,
Le Maire, Serge LEBOND,



REPUBLIQUE FRANÇAISE**DEPARTEMENT DE LA VIENNE****COMMUNE DE LA PUYE****LE MAIRE DE LA PUYE,****VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;**VU** le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.2, R 411.8 et R 411.25;**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5^{ème} partie - signalisation d'indication ;**VU** le décret du 13 décembre 1952 portant nomenclature des routes à grande circulation, modifié et complété par les textes subséquents ;**Considérant** l'évolution de l'urbanisation de la commune et la nécessité de redéfinir les limites de l'agglomération conformément à l'article R.110-2 du code de la route ;**ARRETE****ARTICLE 1** : Les limites de l'agglomération sur les voies d'accès à la commune de **LA PUYE** au sens de l'article R.110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit sur :

Sens du panneau	Nom de la voie	Repérage kilométrique et géographique
Sortie	Route de Paizay-le-sec	Parcelle AB 84 - Le Bourg
Entrée	Route de Paizay-le-sec	Parcelle A 426 – La Garenne
Sortie	Route de Chauvigny	Parcelle D 421 – 1 Chemin des Vignes
Entrée	Route de Chauvigny	Parcelle D 433 – La Rossignolerie
Sortie	Route de Saint Pierre de Maillé	Parcelle A 228 – La Maison Rouge
Entrée	Route de Saint Pierre de Maillé	Parcelle A 225 – Piogear
Sortie	D 83 – Direction Chauvigny Village de Cenau	Parcelle D 77 – Les Prés de Cenau

AR PREFECTURE

086-218602027-20191025-20191025_AR22-AR
Regu le 28/10/2019

Entrée	D 83 – Direction Chauvigny Village de Cenau	Parcelle AC 122 – 8 Route de Pleumartin
Sortie	D 83 – Direction Pleumartin Village de Cenau	Parcelle E 198 – Le Fossereau
Entrée	D 83 – Direction Pleumartin Village de Cenau	Parcelle E 199 – Le Fossereau
Sortie	Voie Communale n° 2 – Direction Archigny Village de Cenau	Pas de panneau de sortie de commune
Entrée	Voie Communale n° 2 – Direction Archigny Village de Cenau	Parcelle D 33 – Les Terres Fortes
Sortie	Voie Communale n° 2 – Direction La Puye Village de Cenau	Pas de panneau de sortie de commune
Entrée	Voie Communale n° 2 – Direction La Puye Village de Cenau	Parcelle E 503 – La Folie

ARTICLE 2 : La signalisation réglementaire (panneaux EB 10 et EB 20) sera mise en place aux emplacements indiqués à l'article ci-dessus, à la charge de la commune.

ARTICLE 3 : Les dispositions définies par l'article 1^{er} du présent arrêté prendront effet le jour de sa publication, sous réserve de la mise en place de la signalisation réglementaire destinée à les porter à la connaissance des usagers.

ARTICLE 4 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de LA PUYE sont abrogées.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune **LA PUYE**. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de POITIERS, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 6 : Madame le directeur général des services de la ville et Monsieur Le Maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A LA PUYE, le 25 octobre 2019.

Le Maire,

Monsieur Paul PUCHAUD
Maire de LA PUYE



AR PREFECTURE

086-218602027-20191025-20191025_AR22-AR
Regu le 28/10/2019

ARRETE FIXANT LES LIMITES D'AGGLOMERATION DE LA COMMUNE DE LAVOUX (VIENNE)

N° 02/2019

Le Maire de LAVOUX (Vienne)

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.2, R 411.8 et R 411.25 ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre I – 5^{ème} partie – signalisation d'indication ;

VU le décret du 13 décembre 1952 portant nomenclature des routes à grande circulation, modifié et complété par les textes subséquents ;

CONSIDERANT l'évolution de l'urbanisation de la commune et la nécessité de redéfinir les limites de l'agglomération à l'article R.110-2 du code de la route ;

ARRETE

Article 1 : les limites de l'agglomération sur les voies d'accès à la commune de LAVOUX au sens de l'article R.110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit sur :

Route Départementale	Nom de la voie	Repérage kilométrique
RD 1	Rue de Liniers, Rue de St Julien l'Ars	Du PR 41+055 au PR 42+500
RD 20	Rue de Jardres Route de St Georges	Du PR 70+540 au PR 71+230
RD 20	« Taupinet » rue de Jardres	Du PR 71+600 au PR 72+260
RD 139	Rue de Bignoux	PR 3+800

Article 2 : la signalisation réglementaire (panneaux EB 10 et EB 20) sera mise en place aux emplacements indiqués ci-dessus, à la charge de la commune.

Article 3 : Les dispositions définies par l'article 1^{er} du présent arrêté prendront effet le jour de sa publication, sous réserve de la mise en place de la signalisation réglementaire destinée à les porter à la connaissance des usagers.

Article 4 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de LAVOUX sont abrogées.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de LAVOUX. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Poitiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Les services compétents sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lavoux, le 16 juillet 2019

Le Maire,

Maguy LUMINEAU





42/2019

Mairie de LINIERS
2, rue des Linarois
86800 LINIERS
Tél : 05 49 56 64 12
contact@liniers.fr

ARRETE FIXANT LES LIMITES D'AGGLOMERATION DE LA COMMUNE DE LINIERS

LE MAIRE,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.2, R 411.8 et R 411.25;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5^{ème} partie - signalisation d'indication ;

VU le décret du 13 décembre 1952 portant nomenclature des routes à grande circulation, modifié et complété par les textes subséquents ;

Considérant l'évolution de l'urbanisation de la commune et la nécessité de redéfinir les limites de l'agglomération conformément à l'article R.110-2 du code de la route ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Les limites de l'agglomération sur les voies d'accès à la commune de **LINIERS**, au sens de l'article R.110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit sur :

	Nom de la voie	Repérage kilométrique et géographique
	Route départementale n°6	Du point de repère 41 + 205 au point de repère 41+860
	Route départementale n°1	Du point de repère 39 + 610 au point de repère 40+665

ARTICLE 2 : La signalisation réglementaire (panneaux EB 10 et EB 20) sera mise en place aux emplacements indiqués à l'article ci-dessus, à la charge de la commune.

ARTICLE 3 : Les dispositions définies par l'article 1^{er} du présent arrêté prendront effet le jour de sa publication, sous réserve de la mise en place de la signalisation réglementaire destinée à les porter à la connaissance des usagers.

ARTICLE 4 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de LINIERS sont abrogées.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de LINIERS. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de POITIERS dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 6 : Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Liniers, le 26.11.2019

Le Maire,



Dominique BROCAS

A handwritten signature in blue ink, which appears to be "D. Brocas", is written over the printed name "Dominique BROCAS".



ARRETE DU MAIRE

N° identifiant	2019-157-AG-0001	Titre	Modification des limites de l'agglomération de MIGNALOUX-BEAUVOIR
N° 73-2019		PJ	Agglomération

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2212-2 et L. 2213-1 à L. 2213-6

VU le Code de la voirie routière

VU le Code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.2, R 411.8 et R 411.25

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 5ème partie, signalisation d'indication, des services et de repérage

VU l'arrêté n° 59-2003 fixant les limites d'agglomération de la commune de Mignaloux-Beauvoir,

CONSIDERANT l'évolution de l'urbanisation de la commune et la nécessité de redéfinir les limites de l'agglomération conformément à l'article R 110-2 du code de la route,

ARRÊTE :

ARTICLE 1 Les limites de l'agglomération de MIGNALOUX-BEAUVOIR, au sens de l'article R 110.2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit ROUTE DE NOUAILLE (MIGNALOUX-BEAUVOIR) :

- sur le CD12 dit "route de Nouaillé", dans le sens Mignaloux-Beauvoir/Poitiers, les limites sont fixées au PR 3+160 au lieu du PR 3+760, soit entre le 253 et le 267 route de Nouaillé.

ARTICLE 2 La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication - sera mise en place à la charge de la commune.

ARTICLE 3 Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de MIGNALOUX-BEAUVOIR, ROUTE DE NOUAILLE, sont abrogées.

ARTICLE 4 Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le Maire dans le délai de deux mois à compter de sa notification, son affichage ou sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.
Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de la notification, de l'affichage ou de la publication de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

ARTICLE 5 Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

MIGNALOUX-BEAUVOIR, le - 2 JUL. 2019

Le Maire



Gérard SOL

Pour notification	
Date	
NOM - Prénom	
Signature	

Pour notification	
Date	
NOM - Prénom	
Signature	

Affichée le	
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	
Identifiant de télétransmission	

Nomenclature préfecture	
Nomenclature préfecture	

DIFFUSION:
Monsieur le Maire

Les informations recueillies pour établir cet arrêté sont enregistrées dans un fichier informatisé par Grand Poitiers Communauté urbaine pour assurer l'instruction de la demande. L'arrêté fera l'objet d'un archivage définitif. Conformément à la loi « Informatique et libertés », vous pouvez exercer votre droit d'accès aux données vous concernant et les faire rectifier en contactant le correspondant Informatique et libertés au secrétariat de la commune.

DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

Arrêté n°59/2003

Fixation des limites
d'agglomération de
la commune de
MIGNALOUX-
BEAUVOIR

Le Maire de Mignaloux-Beauvoir - 86550-

Vu la loi n°82.213 du 2 mars 1982 sur la décentralisation,

Vu le Code de la route et notamment les articles R110-2 et R.411-2,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes, ensemble les textes qui l'ont modifié et complété,

VU l'avis de la DDE en date du 10 décembre 2003,

Considérant qu'il est nécessaire de redéfinir clairement l'ensemble des entrées et sorties d'agglomération de la commune de Mignaloux-Beauvoir,

A R R E T E

Article 1 : Les limites de l'agglomération constituée par la commune de Mignaloux-Beauvoir telles qu'elles sont prévues par le Code de la Route, pour avoir les effets prescrits par ledit code, sont ainsi fixées :

A - Sur la route nationale n° 147

Dans le sens Poitiers - Limoges:

- Entrée d'agglomération à 180 m avant les feux tricolores du carrefour RN 147-CD 12
- Sortie d'agglomération à 360 m après le carrefour avec la route de la Gare

Dans le sens Limoges - Poitiers

- Entrée d'agglomération à 150 m avant l'Allée de Limoges
- Sortie d'agglomération à 190 m après les feux tricolores du carrefour RN 147-CD12

B - Sur la route nationale n° 151

Dans le sens Poitiers - Chauvigny

- Entrée d'agglomération à 10 m après le fil d'eau extérieur du giratoire sur la sortie vers Chauvigny
- Sortie d'agglomération à 360 m après le carrefour avec la rue du Curé Jacquet

Dans le sens Chauvigny - Poitiers :

- Entrée d'agglomération à 360 m avant le carrefour avec la route des Colombiers
- Sortie d'agglomération à 10 m avant le fil d'eau extérieur du giratoire sur la route de Chauvigny

C - Route de la Gare

- Entrée et sortie d'agglomération au niveau de la voie ferrée

D - Route du Château

- Entrée d'agglomération à 27 m avant le carrefour avec l'Allée Verte dans le sens RN 151-RN 147
- Sortie d'agglomération à 27 m après le carrefour avec l'Allée Verte dans le sens RN 147-RN 151

E - Route de Nouaillé

Dans le sens Poitiers - Nouaillé :

- Entrée d'agglomération à 10 m après le fil d'eau extérieur du giratoire sur la sortie vers Nouaillé
- Sortie d'agglomération à 45 m avant le carrefour Route de Nouaillé—Route des Groges à Saint-Benoît

Dans le sens Nouaillé - Poitiers :

- Entrée d'agglomération à 45 m avant le carrefour Route de Nouaillé—Rue des Groges à Saint-Benoît
- Sortie d'agglomération à 10 m avant le fil d'eau extérieur du giratoire sur la route de Nouaillé

Article 2 : Ces limites sont matérialisées par l'implantation de signaux de localisation portant le numéro de la route et l'indication du nom de la commune, du modèle fixé par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 susvisé.

Article 3 : Toutes les dispositions précédentes sont annulées et remplacées par les présentes.

Article 4 : Tous services de Police, de Gendarmerie et la Commune sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis pour avis à la Direction Départementale de l'Équipement et pour information à Monsieur le Préfet de la Vienne.

FAIT A MIGNALOUX-BEAUVOIR, le 12 décembre 2003.

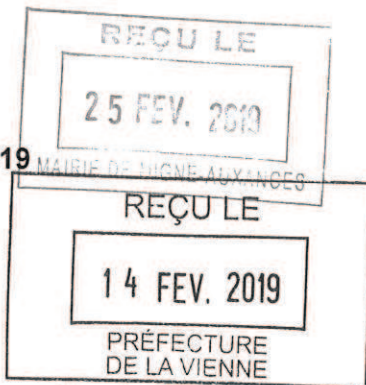
L'AUTORITE TERRITORIALE

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de la présente notification
- Parvenu en Préfecture (sous préfecture) le
- Notifié à l'intéressé (e)



Le Maire

Gérard SOL



Département de la Vienne
Commune de Migné-Auxances

Le Maire de MIGNE-AUXANCES,

- VU** Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213.6 ;
VU le Code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.2, R 411.8 et R411.25 ;
VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre I – 5^{ème} partie – signalisation d'indication ;
VU le décret du 13 décembre 1952 portant nomenclature des routes à grande circulation modifié et complété par les textes subséquents ;

Considérant l'évolution de l'urbanisation de la commune et la nécessité de redéfinir les limites de l'agglomération conformément à l'article R.110-2 du code de la route ;

- ARRÊTE -

ARTICLE 1 Les limites de l'agglomération sur les voies d'accès à la commune de Migné-Auxances, au sens de l'article R.110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit sur :

REF 1 - Rue de Richelieu – Route Départementale n° 757

- a) Entrée : située au PK 34,230
- b) Sortie : en face

REF 2 - Rue de Saumur

- a) Entrée : située à 200 ml avant l'axe du chemin du Marcou à droite en direction de Migné-Auxances centre
- b) Sortie : en face

REF 3 - Rue de Limbre – Route Départementale n° 87

- a) Entrée : située au PK 11,345
- b) Sortie : en face

REF 4 - Rue de la Croix de Limbre – Route Départementale n° 87

- a) Entrée : située au PK 11,980
- b) Sortie : en face

REF 5 - Rue de la Croix de Limbre – Route Départementale n° 87

- a) Entrée : située au PK 12,600
- b) Sortie : en face

REF 6 - Rue des Chilloux

- a) Entrée : située en face de la rue des Quarts à droite en direction du bourg de Limbre
- b) Sortie : en face

REF 7 - Rue de Vouillé – Route Départementale n° 30

- a) Entrée : située au PK 28,480
- b) Sortie : en face

REF 8 - Rue de la Galmanderie

- a) Entrée : située en face le chemin d'exploitation dit « des Ronces » à droite en direction du bourg de Moulinet
- b) Sortie : en face

REF 9 - Rue des Erondes

- a) Entrée : située au niveau du chemin rural de Rochecourbe à Montauban à droite en direction du bourg de Moulinet
- b) Sortie : en face

REF 10 - Rue de Beauvoir – Route Départementale n° 87

- a) Entrée : située au PK 13,863
- b) Sortie : en face

REF 11 - Rue de Moulinet – Route Départementale n° 30

- a) Entrée : située au PK 30,080
- b) Sortie : en face

REF 12 - Rue de Verneuil

- a) Entrée : située avant le n° 26 de la rue de Verneuil à droite en direction du bourg de Moulinet
- b) Sortie : en face

REF 13 - Rue de Monfleury

- a) Entrée : située 200 m avant le n° 4 de la rue de Monfleury à droite en direction de Migné-Auxances centre
- b) Sortie : en face

REF 14 - Rue des Rochereaux – Route Départementale n° 87

- a) Entrée : située au PK 8,750
- b) Sortie : en face

REF 15 - Rue de la Castouarde

- a) Entrée : située 20 m avant l'axe de la rue Paul Brault à droite en direction de Migné-Auxances
- b) Sortie : en face

REF 16 - Rue des Rochereaux – Route Départementale n° 87

- a) Entrée : située au PK 9,495
- b) Sortie : en face

REF 17 - Rue des Lourdines

- a) Entrée : située rue des Lourdines 40 m avant le chemin rural à droite en direction de Migné-Auxances
- b) Sortie : en face

REF 18 - Rue du Pont Chaussée

- a) Entrée : située avant le n° 9 à droite en direction de Migné-Auxances
- b) Sortie : en face

REF 19 - Rue du Pontrau – Route Départementale n° 87

- a) Entrée : située au PK 6,320
- b) Sortie : en face

REF 20 - Rue de la Longerolle

- a) Entrée : située rue de la Longerolle avant l'accès au Domaine de Malaguet à droite en direction de Chardonchamp
- b) Sortie : en face

REF 21 – Route de Chardonchamp – Voie Communale n° 9

- a) Entrée : située 40 ml avant l'entrée du 2 bis rue du Temps Perdu à droite en direction de Chardonchamp
- b) Sortie : en face

REF 22 – Rue de la Levée de Sainte Loubette

- a) Entrée : située en face du n°8 de la rue de la Levée de Sainte Loubette à droite en direction de Chardonchamp
- b) Sortie : située après le chemin d'exploitation n°39 à droite en direction de Poitiers

REF 23 – Route de Chardonchamp

- a) Entrée : située 5 ml après l'axe de la rue de la Péninguette à droite en direction de Migné-Auxances centre
- b) Sortie : en face

REF 24 – Bretelles échangeur Liaison Nord/Giratoire dénivelé de l'entrée de Migné-Auxances (côté Limoges)

- a) Entrée : située à droite sur la bretelle de sortie de liaison nord à 68 ml du cédez le passage du giratoire dénivelé
- b) Sortie : située à droite sur la bretelle d'accès à la liaison nord à 80 ml du giratoire dénivelé

REF 25 – Bretelles échangeur Liaison Nord/Giratoire dénivelé de l'entrée de Migné-Auxances (côté Nantes)

- b) Entrée : située à droite sur la bretelle de sortie de liaison nord à 115 ml du cédez le passage du giratoire dénivelé
- b) Sortie : située à droite sur la bretelle d'accès à la liaison nord à 18 ml du giratoire dénivelé

REF 26 – Rue de Saint Nicolas

- a) Entrée : située au niveau du chemin d'exploitation de la Bugellerie aux Champs de l'Erable à droite en direction de Migné-Auxances centre
- b) Sortie : en face

REF 27 – Avenue de la Loge – Route Départementale 757

- a) Entrée : située au PK 61,750
- b) Sortie : en face

REF 28 – Avenue de la Loge – contre allée côté ouest

- a) Entrée : située rue des Entreprises avant le chemin de Vaugrand à droite en direction de Migné-Auxances centre
- b) Sortie : en face

REF 29 – Avenue de la Loge – contre allée côté est

- a) Entrée : située au niveau du chemin d'exploitation à droite en direction de Migné-Auxances centre
- b) Sortie : en face

REF 30 – Rue Auguste Naudin

- a) Entrée : située au bout de l'ouvrage passant au dessus de la liaison nord à droite en direction de Migné-Auxances centre
- b) Sortie : en face

REF 31 – Avenue de Châtellerault – Route Départementale 910

- a) Entrée : située au PK 49,040
- b) Sortie : en face

REF 32 – Avenue de Châtellerault – Route Départementale 910

- a) Entrée : située au PK 49,865
- b) Sortie : en face

- ARTICLE 2** La signalisation réglementaire (panneaux EB 10 et EB 20) sera mise en place aux emplacements indiqués à l'articles di-dessus, à la charge de la commune.
- ARTICLE 3** Les dispositions définies par l'article 1^{er} du présent arrêté prendront effet le jour de sa publication, sous réserve de la mise en place de la signalisation réglementaire destinée à les porter à la connaissance des usagers.
- ARTICLE 4** Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de Migné-Auxances sont abrogées.
- ARTICLE 5** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Migné-Auxances. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.
- ARTICLE 4** Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Migné-Auxances, Madame le Maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.
- ARTICLE 5** Ampliation du présent arrêté sera adressé à :
- Madame la Préfète de la Vienne
 - Grand Poitiers Communauté urbaine – Service voirie
 - Archives Mairie.

A MIGNE-AUXANCES, le 12 février 2019



Le Maire,

Florence JARDIN



REPUBLIQUE FRANÇAISE
Département de la Vienne

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

Arrêté n° 97/2019

ARRÊTE PERMANENT FIXANT LES LIMITES D'AGGLOMERATION DE MONTAMISE

Le Maire de la Commune de MONTAMISE

VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment les article L 2213-1 à L 2213-6 ;

VU le Code de la Route et notamment les articles R 110-1, R 110-2, R 411-2, R 411-8 et R 411-25 ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre I – 5^{ème} partie – signalisation d'indication ;

CONSIDERANT l'évolution de l'urbanisation de la commune de MONTAMISE et la nécessité de redéfinir les limites de l'agglomération conformément à l'article R 110-2 du Code de la Route ;

CONSIDERANT la demande déposée par Grand Poitiers Communauté urbaine ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Les limites de l'agglomération sur les voies d'accès à la commune de MONTAMISE, au sens de l'article R 110-2 du code de la route, sont fixées comme suit :

- Route d'Ensoulesse (CD18) :

Entrée : au niveau de la parcelle AI 47

Sortie : au niveau de la parcelle AM 9

- Route de Fontaine (CD18) :

Entrée : au niveau de la parcelle AE 194 / Sortie : au niveau de la parcelle ZK 171 (Montamisé/St Georges)

Entrée : au niveau de la parcelle AA 95 (Chasseneuil/Montamisé) / Sortie : au niveau de la parcelle AE 182

- Route de Montamisé (CD18) :

Entrée : au niveau de la parcelle AA 1 (voie romaine)

Sortie : au niveau de la parcelle AA 413

- Rue des Mauprès :

Entrée : au niveau de la parcelle AE 156

Sortie : au niveau de la parcelle BK 138

- Rue de Sarzec :

Entrée : au niveau de la parcelle BE 46 / Sortie : au niveau de la parcelle AH 133 (sens Montamisé/Ensoulesse)

Entrée : au niveau de la parcelle BI 36 / Sortie : au niveau de la parcelle BE 319 (sens Ensoulesse/Montamisé)

- Rue du Prunier (CD87) :

Entrée : au niveau de la parcelle BE 77 / Sortie : au niveau de la parcelle BI 51 (Montamisé/Chasseneuil)

Entrée : au niveau de la parcelle BH 107 / Sortie : au niveau de la parcelle BE 69 (Chasseneuil/Montamisé)

- Rue de la Vallée de Lion (VC12) :

Entrée : au niveau de la parcelle BD 32

Sortie : au niveau de la parcelle BD 31

- Rue de Champ Berland (VC5) :

Entrée : au niveau de la parcelle BE 335 / Sortie : au niveau de la parcelle AX 71

Entrée : au niveau de la parcelle BC 124 / Sortie : au niveau de la parcelle BC 112

- Rue du Petit Nieul (VC6) :

Entrée : au niveau de la parcelle BB 243 / Sortie : au niveau de la parcelle BB 195

Entrée : au niveau de la parcelle BD 443 / Sortie : au niveau de la parcelle BD 107

- Rue de la Vallée (CD87) :

Entrée : au niveau de la parcelle BE 57

Sortie : au niveau de la parcelle BE 56

- Rue de Montrouge (CD18) :
Entrée : au niveau de la parcelle AW 50
Sortie : au niveau de la parcelle AX 59
- Rue du Prunella (CD85) :
Entrée : au niveau de la parcelle AH 62 (avant l'accès au cimetière de la Vallée Rang)
Sortie : au niveau de la parcelle D 98 (après l'accès au cimetière de la Vallée Rang)
- Rue de la Tonnelle (VC2) :
Entrée : au niveau de la parcelle AV 125
Sortie : au niveau de la parcelle AW 58
- Rue des Trois Barreaux :
Entrée : au niveau de la parcelle AO 78
Sortie : au niveau de la parcelle AV 149
- Route de la Forêt (CD3) :
Entrée : au PR 39+920 / Sortie : au niveau de la parcelle AR 105
Entrée : au PR 40+300 / Sortie : au niveau de la parcelle E 356
- Rue du Grand Chêne (VC7) :
Entrée : au niveau de la parcelle AR 129
Sortie : au niveau de la parcelle AS 20
- Rue de Moulière (CD3) :
Entrée : au niveau de la parcelle E 530 / Sortie : au niveau de la parcelle E 356 (sens Bonneuil Matours/Montamisé)
Entrée : au niveau de la parcelle F 851 / Sortie : au niveau de la parcelle BN 17 (sens Montamisé/Bonneuil Matours)
- Route de Bignoux (VC8) :
Entrée : au niveau de la parcelle BN 77
Sortie : au niveau de la parcelle F 1233

ARTICLE 2 : Ces limites sont matérialisées par l'implantation d'une signalisation réglementaire (déjà en place).

ARTICLE 3 : Les dispositions définies par l'article 1^{er} du présent arrêté prendre effet le jour de sa publication.

ARTICLE 4 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de MONTAMISE sont abrogées.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le Maire dans le délai de deux mois à compter de sa notification, son affichage ou sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de la notification, de l'affichage ou de la publication de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.


ARTICLE 6 : Le Maire de Montamisé ou son représentant, la Directrice Générale des Services, Le Responsable du Pôle Technique/Urbanisme de la Commune, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié dans les formes habituelles.

Fait à Montamisé, le 8 juillet 2019



LE MAIRE

Corine SAUVAGE

 VILLE DE Poitiers	N° 519	ARRETE DU MAIRE - AM -
	Titre : Limites d'agglomération sur les voies communales et départementales modifiées.	
	DIRECTION DE LA TRANQUILLITE PUBLIQUE ET DE LA REGLEMENTATION SERVICE REGLEMENTATION ET GESTION DE L'ESPACE PUBLIC Identifiant : 2009-0499	AFFICHE LE : 16 MAR. 2009

LE MAIRE DE LA VILLE DE POITIERS

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2212-2, L. 2213-1 à L. 2213-6 ;

VU le Code de la route et notamment l'article R. 417-10 II alinéa 10 ;

VU l'arrêté municipal du 10 Février 1959 modifié et complété portant réglementation du stationnement et de la circulation à Poitiers ;

VU l'arrêté municipal n° 93 du 10 juillet 2006 concernant les limites d'agglomération de Poitiers,

CONSIDERANT l'extension des zones bâties et les nouveaux aménagements de voirie sur la commune de Poitiers, **il convient de modifier certaines limites d'agglomération sur les voies communales et départementales,**

ARRETE :

ARTICLE 1 : AVENUE DE PARIS. RD 910

Entrée : située à 40ml après l'axe du carrefour giratoire formé par RD 910, la bretelle de sortie nord RN 147 et la bretelle d'accès à la station d'épuration, en direction de POITIERS Centre – **PR 50 + 512.**

Sortie : située à 65ml avant l'axe du carrefour giratoire formé par RD 910, la bretelle de sortie nord RN 147 et la bretelle d'accès à la station d'épuration, en direction de PARIS – **PR 50 + 552.**

RUE DE L'AERODROME. RD 910 – PR 55 + 198

Entrée : située à droite en direction de PARIS, au niveau de l'aérodrome de Poitiers-Biard.

Sortie : en face.

ROCADE OUEST. RD 910 – PR 58 + 560

Entrée : située à 75 ml avant l'intersection avec la rue de Chaumont à droite, en direction de l'avenue du Huit Mai 1945.

Sortie : en face.

RUE DE LA PAILLERIE. RD 162 – PR 9 + 150

Entrée : située à l'angle de la Rocade Est et de la rue de la Matauderie côté pair, en direction de la RD 910.

Entrée : SAINT BENOIT en face.

AVENUE DU 11 NOVEMBRE. D 162 – PR 5 + 104

Entrée : située 169 ml après l'intersection avec la route de Gençay, à droite en direction de la route de Nouaillé.

Entrée : SAINT BENOIT en face.

CENTRE ROUTIER

Entrée : située 364 ml après le pont de l'autoroute A10 à droite, en direction de POITIERS Centre.

Sortie : en face.

ROUTE DE CHARDONCHAMP

Entrée : située au niveau du carrefour giratoire à l'angle de la route de Chardonchamp et de la rue Victor Grignard.

Sortie : en face.

AVENUE DU PLATEAU DES GLIERES. RD 757

Entrée : située 111 ml avant l'axe du carrefour giratoire de la Loge à droite en direction de POITIERS Centre.

Entrée : MIGNE AUXANCES située 156 ml après l'axe du carrefour giratoire de la Loge à droite en direction de Migné Auxances.

ROUTE DE PARTHENAY. RD 30 – PR 0 + 655

Entrée : située à 197 ml avant l'intersection avec la RD 910 à droite, en direction de POITIERS Centre.

Sortie : en face.

RUE GEORGES GUYNEMER

Entrée : située à l'angle de la RD 910 et de la rue Georges Guynemer côté impair.

Sortie : en face.

RUE SANTOS DUMONT

Entrée : située rue Santos Dumont à l'angle de la RD 910, côté impair.

Sortie : en face.

ROUTE DE LA CASSETTE

Entrée : située route de la Cassette à la sortie du tunnel supportant la RD 910 à droite, en direction de POITIERS Centre.

Entrée : BIARD en face.

RUE DE CHAUMONT

Entrée : située 81,50 ml avant l'axe du carrefour giratoire de Chaumont, en direction de POITIERS Centre.

Sortie : en face.

RUE BLAISE PASCAL

Entrée : située à l'angle de la rue Blaise Pascal côté impair et de la rue de Vouneuil côté pair, à droite, en direction de POITIERS Centre.

Entrée : VOUNEUIL SOUS BIARD située 46 ml après l'intersection avec la rue des Rataudes à droite, en direction de VOUNEUIL SOUS BIARD.

AVENUE DU 8 MAI 1945. RD 910 – PR 59 + 750

Entrée : située 174 ml après l'axe du carrefour giratoire Porte Sud, en direction de POITIERS Centre.

Sortie : en face

RUE DELAUNAY

Entrée : située à l'angle de la rue de la Matauderie côté pair et de la rue Delaunay côté pair, à gauche, en direction de POITIERS Centre.

Entrée : SAINT BENOIT située à l'angle de la rue de la Matauderie et de la route de Ligugé, côté pair.

CHEMIN DE LA MATAUDERIE

Entrée : située à l'angle du Chemin de la Matauderie et de la rue des Hêtres côté pair, à gauche, en direction de POITIERS Centre.

Entrée : SAINT BENOIT située à l'angle du Chemin de la Matauderie et de la rue de Chantejeau côté pair.

RUE DU BOIS D'AMOUR

Entrée : située à l'angle de la rue du Bois d'Amour côté impair et de la rue de la Matauderie côté pair.

Entrée : SAINT BENOIT située à l'angle de la rue du Bois d'Amour côté pair et de la rue de la Matauderie côté impair.

RUE DU FAUBOURG SAINT CYPRIEN

Entrée : située à l'angle de la rue du Faubourg Saint Cyprien, côté impair et de la rue Jean de la Fontaine, côté pair.

Entrée : SAINT BENOIT située à l'angle de la rue du Faubourg Saint Cyprien, côté pair et de la rue du Clos Gaultier, côté pair.

RUE D'OSMOY

Entrée : située à l'angle de la rue d'Osmoy côté impair et de la rue de la Grand Maison côté pair.

Entrée : SAINT BENOIT – située à l'angle de la rue d'Osmoy côté pair et de l'avenue du 11 Novembre.

ROUTE DE GENÇAY

Entrée : située route de Gençay côté impair, en face des numéros impairs de la rue de la Grand Maison, en direction de POITIERS Centre.

Entrée : SAINT BENOIT située à l'angle de la route de Gençay côté pair et de la rue de la Grand Maison côté pair.

ROUTE DE NOUAILLE. D 12C – PR 4 + 270

Entrée : située à l'angle de la route de Nouaillé et la rue de Chantemerle.

Sortie : en face.

RUE DE LA GIBAUDERIE

Entrée : située 485 m avant l'intersection avec la rue de la Milétrie à droite en direction de POITIERS Centre.

Sortie : en face.

AVENUE JACQUES CŒUR

Entrée : située avant le carrefour giratoire formé par la rue Madeleine Bres, l'entrée du Centre Hospitalier Henri Laborit et l'avenue Jacques Cœur, en direction de POITIERS Centre.

Sortie : en face.

AVENUE DU RECTEUR PINEAU

Entrée : située en limite de commune à la clôture séparant le Centre Equestre du terrain de sports à droite, en direction de POITIERS Centre.

Sortie : en face.

VOIE ANDRE MALRAUX

Entrée : située 277,50 ml avant le pont situé sur l'avenue de Northampton à droite, en direction de POITIERS Centre.

Sortie : en face.

ROUTE DE BONNES. D 6 – PR 29 + 443

Entrée : située 60 ml après le n° 24 à droite, en direction de POITIERS Centre.

Sortie : en face.

ROUTE DE BONNES. D 6 – PR 29 + 889

Entrée : POITIERS/BREUIL MINGOT située 108 ml après le pont de la liaison nord RN 147 à droite, en direction du Breuil Mingot.

Sortie : POITIERS/BREUIL MINGOT : en face.

ROUTE DE BONNES D 6 – PR 30 + 402

Entrée : POITIERS/BREUIL MINGOT située 75 ml avant l'intersection avec l'allée de la Croix du Breuil à droite, en direction du Breuil Mingot.

Sortie : POITIERS/BREUIL MINGOT : en face.

RUE DE LA MINAUDERIE

Entrée : POITIERS/BREUIL MINGOT située 221 ml après l'intersection avec la route de Bonnes à droite, en direction du Breuil Mingot.

Sortie : POITIERS/BREUIL MINGOT : en face.

RUE DE LA GIREE

Entrée : POITIERS/BREUIL MINGOT située à la limite des propriétés entre le n° 29 et le n° 31 rue de la Girée.

Sortie : POITIERS/BREUIL MINGOT : en face.

RUE DU BOIS JALLAIS

Entrée : POITIERS/BREUIL MINGOT située 200 ml avant l'intersection avec la rue du Breuil Mingot à droite, en direction du Breuil Mingot.

Sortie : POITIERS/BREUIL MINGOT : en face.

RUE DU BREUIL MINGOT

Entrée : POITIERS/BREUIL MINGOT située 70 ml avant l'intersection de la rue des Coquelicots à droite, en direction du Breuil Mingot.

Sortie : POITIERS/BREUIL MINGOT : en face.

ROUTE DE BONNEUIL MATOURS. D 3

Entrée : située à l'angle de la rue de la Charletterie – **PR 33 + 460**

Sortie : située à 120 ml avant le carrefour giratoire formé par la rue du Haut Bois, la rue des Meuniers et la route de Bonneuil-Matours, en direction de BONNEUIL-MATOURS – **PR 34 + 850**

RUE DE LA CHARLETTERIE

Entrée : située à droite de l'entrée du n° 41 de la rue de la Charletterie.

Entrée : BUXEROLLES située rue du Pic Vert côté pair face au n° 41 rue de la Charletterie.

RUE PIERRE DE COUBERTIN

Entrée : située à l'angle de la rue Pierre de Coubertin côté pair et de la rue des Deux Communes côté pair.

Entrée : BUXEROLLES située à l'angle de la rue du Sentier côté Bassin d'Orage et de la rue des Deux Communes côté impair.

RUE DE NIMEGUE

Entrée : située au niveau du carrefour giratoire rue de Nimègue côté impair.

Entrée : BUXEROLLES située au niveau du carrefour giratoire avenue de la Fraternité, côté Stade de la Pépinière.

AVENUE WINSTON CHURCHILL

Entrée : située à l'angle de l'avenue Winston Churchill côté pair et de la rue des Deux Communes côté pair.

Entrée : BUXEROLLES située à l'angle de la Voie Romaine côté pair et de la rue des Deux Communes côté impair.

RUE HAUTE DES 4 CYPRES

Entrée : située à l'angle de la rue Haute des Quatre Cyprès côté pair et de la rue des Deux Communes côté pair.

Entrée : BUXEROLLES – située à l'angle de la rue des Deux Communes côté impair et de l'avenue des Castors côté pair.

RUE DES COURONNERIES

Entrée : située à l'angle de la rue des Couronneries côté pair et de la rue des Quatre Cyprès côté pair.

Entrée : BUXEROLLES située à l'angle de la rue des Mimosas côté pair et de la rue des Quatre Cyprès côté impair.

RUE DE LA VINCENDERIE. D 4 – PR 16

Entrée : située 29 ml avant le n° 90 à droite, en direction de POITIERS Centre.

Entrée : BUXEROLLES en face.

Article 2 : Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté municipal n°93 du 10 juillet 2006.

ARTICLE 3 Les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur dès la mise en place de la signalisation réglementaire par les services techniques de la Ville et/ou par la DAEE.

ARTICLE 4 Toutes infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlement en vigueur.

ARTICLE 5 Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Poitiers et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de la Vienne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

POITIERS, HOTEL DE VILLE, le 16 MAR. 2009

POUR LE MAIRE,
LE CONSEILLER MUNICIPAL DELEGUE


JEAN-CLAUDE BONNEFON

DÉPARTEMENT DE LA VIENNE

ARRONDISSEMENT DE POITIERS

COMMUNE DE POUILLÉ

ARRETE N° 2019.28.8.3
FIXANT LES LIMITES DE L'AGGLOMÉRATION DE POUILLÉ

Le Maire de la Commune de Pouillé, Vienne ;

Vu le Code Général des Collectivités territoriales notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 , R.110-2, R.411-8 et R.411-25 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 5^{ème} partie, signalisation d'indication ;

Vu le décret du 13 décembre 1952 portant nomenclature des routes à grande circulation, modifié et complété par les textes subséquents ;

CONSIDERANT l'évolution de l'urbanisation de la Commune et la nécessité de redéfinir les limites de l'agglomération conformément à l'article R.110-2 du Code de la Route ;

ARRETE

ARTICLE 1 - Les limites de l'agglomération sur les voies d'accès à la commune de Pouillé, au sens de l'article R.110-2 du Code de la Route, sont fixées ainsi qu'il suit sur :

	Nom de la voie	Repérage géographique
Entrée d'agglomération	Route de Jardres (RD153)	Au niveau de la parcelle n° A1323
Sortie d'agglomération	Route de Jardres (RD153)	A l'entrée de la VC27 Allée des Vignes
Entrée d'agglomération	Route de Chauvigny (RD2)	Au niveau du n° 1 Route de Chauvigny parcelle B375
Sortie d'agglomération	Route de Chauvigny (RD2)	Au niveau de la parcelle n° C741
Entrée d'agglomération	Rue de la Parelle (VC6)	Au niveau du n° 19 Rue de la Parelle parcelle C714 <i>Absence de panneau</i>
Sortie d'agglomération	Rue de la Parelle (VC6)	Au niveau de la parcelle n° C187 <i>Absence de panneau</i>
Entrée d'agglomération	Rue de la Boursaudière (VC22)	Au niveau de la parcelle n° C261
Sortie d'agglomération	Rue de la Boursaudière (VC22)	A la limite entre les parcelles n° C543 et n° C600
Entrée d'agglomération	Route de Tercé (RD2)	Au niveau de la parcelle n° C686
Sortie d'agglomération	Route de Tercé (RD2)	A la limite entre les parcelles n° D669 et n° D572
Entrée d'agglomération	Rue des Chaumières (VC20)	A la limite entre les parcelles n° D575 et n° D337
Sortie d'agglomération	Rue des Chaumières (VC20)	A la limite entre les parcelles n° A733 et n° A1083 <i>Absence de panneau</i>

ARTICLE 2 - La signalisation réglementaire (panneaux EB 10 et EB 20) est mise en place aux emplacements indiqués à l'article ci-dessus, à la charge de la Commune.

ARTICLE 3 - Les dispositions définies par l'article 1^{er} du présent arrêté prendront effet le jour de sa publication, sous réserve de la mise en place de la signalisation réglementaire destinée à les porter à la connaissance des usagers.

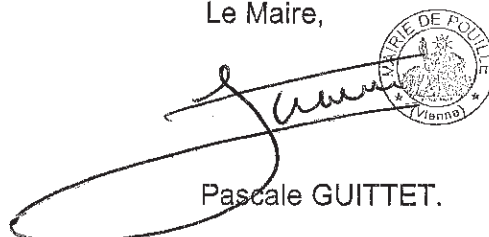
ARTICLE 4 - Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Pouillé. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 5 - Madame le Maire est chargée de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général des Services Départementaux ;
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Saint Julien L'Ars ;
- Monsieur le Chef de Corps du Centre de Secours de Chauvigny.

Fait à Pouillé, Le 10 octobre 2019

Le Maire,



Pascale GUITTET.

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.2, R 411.8 et R 411.25;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5^{ème} partie - signalisation d'indication ;

VU le décret du 13 décembre 1952 portant nomenclature des routes à grande circulation, modifié et complété par les textes subséquents ;

Considérant l'évolution de l'urbanisation de la commune et la nécessité de redéfinir les limites de l'agglomération conformément à l'article R.110-2 du code de la route ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Les limites de l'agglomération sur les voies d'accès à la commune de **Rouillé** au sens de l'article R.110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit sur :

	Nom de la voie	Repérage kilométrique et géographique
RD611	Rue Mélusine	Parcelle AN25
RD611	Rue de l'Atlantique	Parcelle AA230
RD21	Rue de la Résistance	Entre les Parcelles AM28 et AN1
RD26bis	Route de Venours	Entre les Parcelles A0 7 et AD 13
RD26	Rue de la Libération	Entre les Parcelles YP30 et YC129
RD26	Route de Sanxay	Entre les Parcelles Ab 17 et AM38

ARTICLE 2 : La signalisation réglementaire (panneaux EB 10 et EB 20) sera mise en place aux emplacements indiqués à l'article ci-dessus, à la charge de la commune.

ARTICLE 3 : Les dispositions définies par l'article 1^{er} du présent arrêté prendront effet le jour de sa publication, sous réserve de la mise en place de la signalisation réglementaire destinée à les porter à la connaissance des usagers.

ARTICLE 4 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de **Rouillé** sont abrogées.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune **Rouillé**. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 6 : Madame le directeur général des services de la ville, Monsieur le Garde Champêtre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A **Rouillé**, le 24 septembre 2019 ;
Le Maire,



**ARRETE DU MAIRE**

OBJET : ARRETE PERMANENT FIXANT LES LIMITES D' AGGLOMERATION DE SAINT BENOIT

Le Maire de la commune de SAINT BENOIT ;
Vu les articles L2211-1, L2212-1, A2212-5, L2213-1 à L 2213-5 et L2216-2 du Code Général des collectivités Territoriales ;
Vu les articles L130-5, L411-1 à L411-7, R110-1, R110-2, R411-1, R411-2 du Code de la route ;
Considérant l'évolution de l'agglomération de SAINT BENOIT ;
Considérant la demande déposée par le bureau de la Communauté d'Agglomération de Poitiers ;

ARRETE

Article 1 : Les limites de l'agglomération constituées par la commune de SAINT BENOIT sont déterminées comme suit :

- Rue DELAUNAY

Entrée : Située à l'angle de la rue de la Matauderie et de la route de Ligugé
A la hauteur de la parcelle AB 267.

- Rue du BOIS D'AMOUR

Entrée : Située à l'angle de la rue du Bois d'Amour, côté pair et de la rue de la Matauderie, côté impair
A la hauteur de la parcelle AD 129

- Rocade Est – D 162 – P.R. 9,150

Entrée : Située à l'angle de la rocade Est et de la rue de la Matauderie, côté pair en direction de SAINT BENOIT Bourg
A la hauteur de la parcelle AD 111

- Rue de Chantejeau – Chemin de la Matauderie

Entrée : Située à l'angle du chemin de la Matauderie et de la rue de Chantejeau, côté pair
A la hauteur de la parcelle AW 1

- Route de Ligugé – CD 4

Entrée : A la hauteur de la parcelle AV 31
Sortie : A la hauteur de la parcelle AV 46

- Route de Mon Repos

Entrée : A la hauteur de la parcelle AT 21
Sortie : Située à l'angle du chemin rural dit de Naintré à Fontaine et de la route de Mon Repos
A la hauteur de la parcelle AT 497

- Rue de Mauroc – CD 88
Entrée : Située à l'angle de la voie communale n°3 et du CD 88
A la hauteur de la parcelle AR 117
Sortie : A la hauteur de la parcelle AT 153
- Route de Gençay
Entrée : Située route de Gençay
A la hauteur de la parcelle AI 278 *AI 112*
Sortie : Située route de Gençay
A la hauteur de la parcelle AI 1273 - *AI 472*
- Chemin de la Cadoulière
Entrée : Située chemin de la Cadoulière - A la hauteur de la parcelle AP 147
Sortie : Située chemin de la Cadoulière - A la hauteur de la parcelle AP 173
- Route de Flée
Entrée : Route de Flée - A la hauteur de la parcelle AN 337
Sortie : Route de Flée - A la hauteur de la parcelle AO 117
- Route des Groges
Entrée : Située face au stop de la rue de la Berlonnière avec la route des Groges
A la hauteur de la parcelle AK 384
Sortie : Située route des Groges - A la hauteur de la parcelle AM 85
- Route de Nouaillé – CD 12
Entrée : A la hauteur de la parcelle AK 429
Sortie : A la hauteur de la parcelle AK 429
- Route de Nouaillé – CD 12
Entrée : A la hauteur de la parcelle AK 843
- Rue de Beaupré – Rue du Clos Marchand
Entrée : Rue de Beaupré - A la hauteur de la parcelle AK 705
- Avenue du 11 novembre – D.162 – P.R. 5,104
Entrée : Située 169 ML après l'axe de la route de Gençay, à gauche en direction de la route de Nouaillé
A la hauteur de la parcelle AK 338
- Route de Gençay
Entrée : Située à l'angle de la route de Gençay, côté pair et de la rue de la Grand'Maison, côté pair
A la hauteur de la parcelle AI 1008
- Rue Jean de la Fontaine – Rue d'Osmoy
Entrée : Située à l'angle de la rue d'Osmoy, côté pair et de l'avenue du 11 novembre
- Rue du Faubourg Saint Cyprien – Rue du Clos Gaultier
Entrée : Située à l'angle de la rue du Faubourg Saint Cyprien, côté pair et de la rue du Clos Gaultier, côté pair
A la hauteur de la parcelle AI 7

Article 2 : Ces limites sont matérialisées par l'implantation de signaux de localisation portant le numéro de la route et l'indication du nom de la commune, du modèle fixé par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967.

Article 3 : Tous services de police, de gendarmerie et la commune sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis pour avis à la Direction Départementale de l'Équipement et pour information à Monsieur le Préfet de la Vienne.

Fait à SAINT BENOIT, le 20 janvier 2004.

L'autorité territoriale

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.
- Parvenue en Préfecture le

Le Maire,

Dominique CLEMENT



REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

COMMUNE DE SAINTE RADEGONDE

ARRETE N°09/2019 FIXANT LES LIMITES DE L'AGGLOMERATION

LE MAIRE DE SAINTE RADEGONDE,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.2, R 411.8 et R 411.25;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5^{ème} partie - signalisation d'indication ;

VU le décret du 13 décembre 1952 portant nomenclature des routes à grande circulation, modifié et complété par les textes subséquents ;

Considérant l'évolution de l'urbanisation de la commune et la nécessité de redéfinir les limites de l'agglomération conformément à l'article R.110-2 du code de la route ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Les limites de l'agglomération sur les voies d'accès à la commune de « **SAINTE RADEGONDE** », au sens de l'article R.110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit sur :

	Nom de la voie	Repérage kilométrique et géographique
Entée d'agglomération	D2E Rue Principale	Parcelle B15
Sortie d'agglomération	D2E Rue Principale	Parcelle A 123
Entrée d'agglomération	D2E(Route d'Archigny)	Parcelle A 529
Sortie d'agglomération	D2E (Route d'Archigny)	Parcelle A 110

ARTICLE 2 : La signalisation réglementaire (panneaux EB 10 et EB 20) sera mise en place aux emplacements indiqués à l'article ci-dessus, à la charge de la commune.

ARTICLE 3 : Les dispositions définies par l'article 1^{er} du présent arrêté prendront effet le jour de sa publication, sous réserve de la mise en place de la signalisation réglementaire destinée à les porter à la connaissance des usagers.

ARTICLE 4 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de « **Sainte Radegonde** » sont abrogées.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune « **Sainte Radegonde** ». Il peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 6 : Monsieur le Maire, Monsieur le directeur général des services du département de la Vienne, le Commandant de la Gendarmerie de Chauvigny sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Sainte Radegonde le, 27/09/2019

Le Maire,

Claude FOUCHER



Arrêté municipal permanent portant sur la modification des limites d'agglomération de Saint-Georges-lès-Baillargeaux

Le Maire de la Commune de Saint-Georges-lès-Baillargeaux,

Vu le code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-6 ;

Vu le code de la route, notamment les articles R.110-1, R.110-2, R.411-2, R.411-8 et R.411-25 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre I - 5^{ème} partie - signalisation d'indication ;

Vu le décret du 13 décembre 1952 portant nomenclature des routes à grande circulation, modifié et complété par les textes subséquents ;

Considérant l'évolution de l'urbanisation de la commune et la nécessité de redéfinir les limites de l'agglomération conformément à l'article R.110-2 du code de la route,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Les limites de l'agglomération sur les voies d'accès à la commune de Saint-Georges-lès-Baillargeaux, au sens de l'article R.110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit sur :

- RD 4 - PR 6.780 et PR 7.630
- RD 20 - PR 56.490 et PR 58.550
- RD 85 A - PR 0.680
- Lieu-dit « Fontaine » RD 4 - PR 9.700
- Lieu-dit « Fontaine » RD 18 - PR 31.870
- Lieu-dit « Le Peu » RD 20 - PR 59.520 et PR 60.900
- Lieu-dit « Le Peu » RD 85 - PR 4.630 et PR 5.810
- Lieu-dit « Champ de Gain » RD 85 - PR 3.100 et PR 4.090
- Lieu-dit « Champ de Gain » RD 85A - PR 2.570

ARTICLE 2 :

La signalisation réglementaire mise en place aux emplacements indiqués sera à la charge de la commune.

ARTICLE 3 :

Les dispositions définies par l'article 1^{er} du présent arrêté prendront effet le jour de sa publication, sous réserve de la mise en place de la signalisation réglementaire destinée à les porter à la connaissance des usagers.

ARTICLE 4 :

Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de Saint-Georges-lès-Baillargeaux sont abrogées.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Saint-Georges-lès-Baillargeaux. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 7 :

- Madame la Préfète
- Monsieur le Président du Conseil Départemental
- Monsieur le Président de la communauté d'agglomération de Grand Poitiers
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Jaunay-Marigny
- Monsieur le Chef du centre de secours de Saint-Georges-lès-Baillargeaux

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Georges-lès-Baillargeaux,

Le 16 juillet 2019,

Le Maire

Jean-Claude BOUTET



Arr : 334/2015

Le Maire de la commune de Saint-Georges-lès-Baillargeaux,
Vu la loi N°82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;
Vu la loi N°83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2213.1 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.2, R 411.8 et R 411.25 à 28 ;
Vu l'Arrêté Interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;
Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière – livre I- 5^{ème} partie- signalisation d'indication et des services – approuvée par l'arrêté interministériel du 31 juillet 2002 modifié ;
Considérant que la zone agglomérée située rue de la Tonnelle, le long de la Route Départementale n° 20 de Mouterre- Silly à Chauvigny, s'est étendue, et a bien le caractère d'une entrée d'agglomération ;

ARRETE

Article 1 - Les limites de l'agglomération de Saint-Georges-lès-Baillargeaux, au sens de l'article R 110.2 du Code de la Route, sont fixées comme suit rue de la Tonnelle :

- Au droit de la limite de la parcelle AO 634 pour l'entrée d'agglomération,
- Au droit de la limite de la parcelle AO 373 pour la sortie d'agglomération.

Article 2- La signalisation réglementaire sera mise en place par les Services Techniques de la commune sur la voirie communale.

Article 3 - Monsieur le Secrétaire Général de la commune de Saint-Georges-lès-Baillargeaux, Madame la responsable de la Police Municipale de Saint-Georges-lès-Baillargeaux et Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale Autonome de Jaunay-Clan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affichée dans les panneaux d'affichage municipal de la commune.

Article 4 - Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Préfecture de la Vienne,
- Police Municipale,
- Brigade Territoriale Autonome de Jaunay-Clan,
- M. le Chef de corps des sapeurs-pompiers de Saint-Georges.



Saint-Georges-lès-Baillargeaux, le 16 juin 2015
Pour Le Maire et par délégation,
L'adjoint,
Jean-Claude NOGHEROT

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception.

Accusé de réception en préfecture
086-218602225-20150616-a334-15-AR
Date de télétransmission : 17/06/2015
Date de réception préfecture : 17/06/2015

N° identifiant	2019-244-AG-0003	Titre	Modification des limites de l'agglomération de SAINT-SAUVANT
		PJ	Agglomération

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2212-2 et L. 2213-1 à L. 2213-6

VU le Code de la voirie routière

VU le Code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.2, R 411.8 et R 411.25

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 5ème partie, signalisation d'indication, des services et de repérage

ARRÊTE :

- ARTICLE 1** Les limites de l'agglomération de SAINT-SAUVANT, au sens de l'article R 110.2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit :
- RUE DE BELLEROCHÉ (SAINT-SAUVANT) D26 au P.R. 16+660
 - RUE DES VERDOISIERES (SAINT-SAUVANT) au limite cadastrale entre le AC 91 et AC 92
 - RUE DU TEMPLE (SAINT-SAUVANT) D96 au P.R. 11+370
 - RUE DU FOUR (SAINT-SAUVANT) D29 au P.R. 2+825
 - RUE DU 8 MAI 1945 (SAINT-SAUVANT) D29a au P.R. 1+800
 - RUE DES BOUTTERIES (SAINT-SAUVANT) D26 au P.R. 14+815
 - ROUTE DE LUSIGNAN (SAINT-SAUVANT) C7 au limite cadastrale entre le XO 117 et XO 118
 - RUE DU 27 JUIN 1944 (SAINT-SAUVANT) D29 au P.R. 3+485
 - RUE DE LA PERCHETERIE (SAINT-SAUVANT) au limite cadastrale entre le AB 182 et AB 183
 - LIEU-DIT POUZEAU (SAINT-SAUVANT)
 - RUE DE L'HUILIER D26 P.R. 20+110 et P.R. 20+715
 - D26a au P.R. 0+090
- ARTICLE 2** La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication - sera mise en place à la charge de la commune.
- ARTICLE 3** Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de SAINT-SAUVANT, RUE DE BELLEROCHÉ, RUE DES VERDOISIERES, RUE DU TEMPLE, RUE DU FOUR, RUE 8 MAI 1945, RUE DES BOUTTERIES, ROUTE DE LUSIGNAN, RUE DU 27 JUIN 1944, RUE DE LA PERCHETERIE, LIEU-DIT POUZEAU RUE DE L'HUILIER et D26 A, sont abrogées.
- ARTICLE 4** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le Maire dans le délai de deux mois à compter de sa notification, son affichage ou sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de la notification, de l'affichage ou de la

publication de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

ARTICLE 5

Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

SAINT-SAUVANT, le
19/04/2019
Le Maire



Christophe CHAPPET

Pour notification	
Date	
NOM - Prénom	
Signature	

Pour notification	
Date	
NOM - Prénom	
Signature	

Affichée le	
Date de publication au Recueil des Actes Administratifs	
Date de réception en préfecture	
Identifiant de télétransmission	

Nomenclature préfecture	
Nomenclature préfecture	

DIFFUSION:
Monsieur le Maire

Les informations recueillies pour établir cet arrêté sont enregistrées dans un fichier informatisé par Grand Poitiers Communauté urbaine pour assurer l'instruction de la demande. L'arrêté fera l'objet d'un archivage définitif. Conformément à la loi « Informatique et libertés », vous pouvez exercer votre droit d'accès aux données vous concernant et les faire rectifier en contactant le correspondant Informatique et libertés au secrétariat de la commune.

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA VIENNE – ARRONDISSEMENT DE POITIERS
MAIRIE DE SAVIGNY L'EVESCAULT

REGLEMENTATION LES LIMITES DE LA
COMMUNE DE SAVIGNY L'EVESCAULT

N° 2018-28

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE SAVIGNY L'EVESCAULT

VU la loi modifiée n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.2, R 411.8 et R 411.25;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5^{ème} partie - signalisation d'indication ;

Considérant, que la zone agglomérée de Savigny l'Evescault s'est étendue ;

ARRETE

Article 1 -

Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de sur la RD n°1, RD n°89, VC n°3 et VC n° 01 sont abrogées.

Article 2 -

Les limites de l'agglomération, au sens de l'article R 110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit dans le tableau suivant :

Voie	Repères kilométriques et géographiques
RD n°1	la section comprise entre la parcelle D13 et la parcelle D592
RD n°89	la section comprise entre le carrefour des routes RD n° 89 / chemin des Brandes et 70 mètres après le carrefour RD n°89 / RD n°1 en direction de Tercé
VC n°3	carrefour des routes VC n°3 / chemin de Fontaine à Saint Julien l'Ars
VC n°01	parcelle C 640

Article 3 -

La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5^e partie - signalisation d'indication - sera mise en place à la charge de la commune.

Article 4 -

Les dispositions définies par l'article 1^{er} du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

Article 5 -

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de Savigny l'Evescault.

Article 6 -

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers. dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 7 -

Monsieur le Maire de la commune de Savigny l'Evescault, la Communauté Urbaine de Grand Poitiers, Monsieur le directeur général des Services du département, le commandant le groupement de Gendarmerie de Saint Julien l'Ars, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Savigny L'Evescault, le 16 octobre 2018
Guy ANDRAULT, Maire



ARRÊTE N° 23/2019

Arrêté permanent de fixation des limites d'une agglomération

Le Maire de Sèvres-Anxaumont,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2211-1, L2212-1, L2212-5, L2213-1 à L2213-5 et L2216-2 ;

Vu le code de la route et notamment les articles L130-5, L411-1 à L411-7, R110-1, R110-2, R411-1 et R411-2 ;

Considérant l'évolution de la commune de Sèvres-Anxaumont ;

Considérant la demande déposée par la Communauté urbaine de Grand Poitiers ;

ARRÊTE :

Article 1

Les limites de l'agglomération constituées par la commune de Sèvres-Anxaumont sont déterminées comme suit (voir plan en annexe) :

- Chemin du Chiron des 3 Fusées (RD18c)
 - o Entrée située à la hauteur de la parcelle cadastrée BY 71
 - (n° 01 sur le plan)
 - o Sortie située à la hauteur de la parcelle cadastrée B208
 - (Mignaloux-Beauvoir) (n° 01 sur le plan)
- Route du Petit Médoc
 - o Entrée située à la hauteur de la parcelle cadastrée BZ 10
 - (n° 02 sur le plan)
 - o Entrée située à la hauteur de la parcelle cadastrée BY 40
 - (n° 03 sur le plan)
 - o Entrée située à la hauteur de la parcelle cadastrée BS 17
 - (n° 04 sur le plan)
 - o Entrée située à la hauteur de la parcelle cadastrée BP 14
 - (n° 05 sur le plan)
 - o Sortie située à la hauteur de la parcelle cadastrée BT 04
 - (n° 04 sur le plan)
 - o Sortie située à la hauteur de la parcelle cadastrée AR 11
 - (n° 05 sur le plan)

- Route des Grangeries

- o Entrée située à la hauteur de la parcelle cadastrée BD 29
 - (n° 06 sur le plan)

- Chemin de la Croix l'Aiguère

- o Entrée située à la hauteur de la parcelle cadastrée BC 10
 - (n° 07 sur le plan)

- Route de Saint Julien l'Ars
 - o Entrée située à la hauteur de la parcelle cadastrée BA 28
 - (n° 08 sur le plan)
 - o Sortie située à la hauteur de la parcelle cadastrée BB 86
 - (n° 08 sur le plan)
- Route de Bignoux
 - o Entrée située à la hauteur de la parcelle cadastrée AS 42
 - (n° 09 sur le plan)
- Route d'Anxaumont
 - o Entrée située à la hauteur de la parcelle cadastrée AR 21
 - (n° 10 sur le plan)
 - o Entrée située à la hauteur de la parcelle cadastrée AL 30
 - (n° 11 sur le plan)
 - o Entrée située à la hauteur de la parcelle cadastrée AD 33
 - (n° 12 sur le plan)
 - o Sortie située à la hauteur de la parcelle cadastrée AT 31
 - (n° 10 sur le plan)
 - o Sortie située à la hauteur de la parcelle cadastrée AK 56
 - (n° 11 sur le plan)
 - o Sortie située à la hauteur de la parcelle cadastrée AM 01
 - (n° 12 sur le plan)

Article 2

Ces limites sont matérialisées par l'implantation de signaux de localisation portant le numéro de la route et l'indication de la commune, du modèle fixé par arrêté interministériel du 24 novembre 1967.

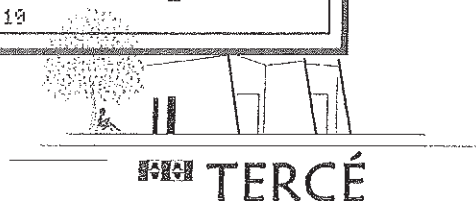
Article 3

Mme le maire de la commune de Sèvres-Anxaumont, les services de police et de gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée à la Direction Départementale de l'Équipement et la Préfecture de la Vienne.

Fait à Sèvres-Anxaumont,
Le 07 mars 2019.

Le Maire
Nicole MERLE





ARRETE N° AR2019_64

PORTANT SUR LES LIMITES D'AGGLOMÉRATION DE LA COMMUNE DE
TERCÉ

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.2, R 411.8 et R 411.25;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5^{ème} partie - signalisation d'indication ;

VU le décret du 13 décembre 1952 portant nomenclature des routes à grande circulation, modifié et complété par les textes subséquents ;

Considérant l'évolution de l'urbanisation de la commune et la nécessité de redéfinir les limites de l'agglomération conformément à l'article R.110-2 du code de la route ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Les limites de l'agglomération sur les voies d'accès à la commune de Tercé, au sens de l'article R.110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit sur :

Le point repère « 0 » correspond au rond-point du bourg à l'intersection de la RD 2, de la RD 89 et de la RD 18. Le plan de localisation des panneaux EB10 et EB20 est joint au présent arrêté, comme suit :

	Nom de la voie	Repérage kilométrique et géographique
	Route de Fleuré	750 mètres
	Route de Chauvigny	640 mètres
	Route de Savigny	500 mètres
	Route de Morthemer	380 mètres
	Route de Saint-Julien l'Ars	630 mètres
	Route de Saint-Martin la Rivière	875 mètres
	Rue des Petites Brandes	1 000 mètres

ARTICLE 2 : La signalisation réglementaire (panneaux EB 10 et EB 20) sera mise en place aux emplacements indiqués à l'article ci-dessus, à la charge de la commune.

ARTICLE 3 : Les dispositions définies par l'article 1^{er} du présent arrêté prendront effet le jour de sa publication, sous réserve de la mise en place de la signalisation réglementaire destinée à les porter à la connaissance des usagers.

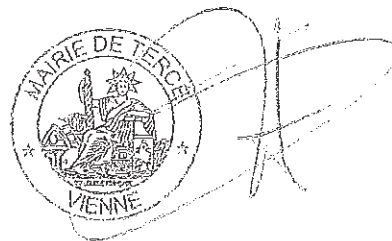
ARTICLE 4 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de Tercé sont abrogées.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune Tercé. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 6 : Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à TERCE, 23 octobre 2019

Le Maire,
Christian RICHARD



MAIRIE
DE
VOUNEUIL-SOUS-BIARD

86 - VIENNE

11/72
Le 10 AOUT 1972

A R R Ê T É

Téléphone 41.72.16

portant fixation des limites de l'Agglomération
dans les différents hameaux de la Commune

-0-0-0-

Vu le Code Municipal et notamment les articles 97 & 98
Vu le Code de la Route - notamment l'article R 225
Vu l'Instruction Générale sur la circulation routière en date
du 22/10/1963
Vu le règlement général sur les chemins départementaux du
13/12/1967
Vu l'article R 26/15 du Code Pénal
Vu l'avis de l'Ingénieur Subdivisionnaire des Ponts et
Chaussées chargé de la gestion des chemins départementaux
et Communaux
et, sur les propositions de M. le Directeur Départemental
de l'Équipement de la Vienne.

- A R R Ê T É -

Article 1er - Les limites des hameaux et de l'agglomération de
Vouneuil sous Biard, sont fixées ainsi qu'il suit :

N° du plan	N° et dénomination des chemins	POINT METRIQUE		OBSERVATIONS
		ORIGINE	F I N	
1	C.D.87 - de Moulinet à Fontaine le Comte	13.675	15.860	2 panneaux avec indication : POUZIUX-BEAUVOIR LA JARRIE
2	C.D.87 - CHANTELOUP à carrefour V.10	18.600	19.350	2 panneaux VOUNEUIL S/BIARD
3	C.D.12 - Limite de Quincy à limite Cne de Biard et Poitiers	9.680	11.500	2 panneaux POUZIUX-LAJJARI BEAUVOIR
4	C.D.12 - Hippodrome à I48bis (Larnay)	11.600		2 panneaux LA CADOUÉ
5	V.O.3 coté Champ de tir (Chanteloup) 200 mètres avant carrefour rue du Petit Bois et rue de la Cigallerie se termine à 150 mètres après le carrefour rue Anne JOLLY et rue de La Vallée en direction de la RNI48b.			2 panneaux LA JARRIE
6	V.O.9 Les Bournalières	C.D.12	limite Champ de tir	1 panneau LES BOURNALIERES
7	V.O.6 LA CADOUÉ - carrefour C.D.12/V06		limite champ de course coté RN I48b.	2 panneaux LA CADOUÉ
8	V.O.7 PRECHARAUX - carrefour avec C.D.3 limite avec A 10			1 panneau PRECHARAUX

Les panneaux du type E I seront mis en place sous le contrôle du Service
des Ponts et Chaussées



1/75

MAIRIE
DE
VOUNEUIL-SOUS-BIARD

86 - VIENNE

Le 5 OCTOBRE 1975

Téléphone 41.72.16

ARRÊTÉ

portant fixation des limites de l'Agglomération
dans les différents hameaux de la
Commune

-0-0-0-0-0-0-0-

Vu le Code Municipal et notamment les articles 97 & 98
Vu le Code de la Route, notamment l'article R 225
Vu l'Instruction Générale sur la circulation routière en
date du 22/10/1963
Vu le Règlement Général sur les Chemins Départementaux du
13/12/1967
Vu l'article R 26/15 du Code Pénal
Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 5/10/75
dema ndant la pose de panneaux de localisations

- A R R Ê T É -

Article 1er -- Les limites des hameaux et de l'agglomération de
Vouneuil sous Biard, sont fixées ainsi qu'il suit :

N° du plan	N° & dénomination des chemins	Point métrique		Observations
		origine	fin	
I	C.D.87 limite de la Commune côté Moulinet	13.675	15.860	2 panneaux POUZIUX & BEAUVOIR LA JARRIE
2	C.D.87 avant le cimetière de Vouneuil	18.600	19.350	2 PANNEAUX VOUNEUIL S/BIARD
3	C.D.I2 avant le carrefour avec le V.O. (Beauvoir) à 200 mètres après le carrefour avec le V.O.9 (Les Bournalières)	9.680	11.500	2 panneaux LA JARRIE-POUZIUX BEAUVOIR
4	C.D.I2 de l'hippodrome à la Tardiverie	-	-	2 panneaux LA CADOUÉ
5	V.O.3 EN DIRECTION R.N.I48bis la Cigallerie	200 ^m avant carr.V.O.3 Allée de	Extrémité lotissement Emeriault 50 ^m après le carr.avec la rue Anne Joly	2 panneaux LA JARRIE
6	V.O.9 LES BOURNALIERES	Carr.VO9 avec CDI2	Limite Champ de Tir	I panneau
7	V.O.6 LA CADOUÉ	Carr.VO6 CD I2	100m après la maison GERVAIS	2 panneaux LA CADOUÉ
8	V.O.7 PRECHARAUX	VO7/CD3	A/IO	I panneau

Des panneaux type AI seront mis en place sous le contrôle du Service
de l'Équipement (Subdivision n°7)

LE MAIRE





A R R E T E N°

en date du

fixant les nouvelles limites d'agglomération sur les CD 3 - 3d - 87 - 12 et les voies commmales n° 3 (Rue du Petit Bois - Rue de la Vallée) et n° 2 (Rue du Château d'eau)

LE MAIRE,

VU la loi n° 82.213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le Code des Communes et notamment les articles L 131.3 et L 131.4 ;

VU le Code de la Route et notamment l'article R 44 ;

VU le décret n° 86.475 du 14 Mars 1986 relatif à l'exercice de pouvoir de police en matière de circulation routière ;

VU l'accord du Conseil Général de la VIENNE ;

Considérant qu'il y a lieu de réimplanter les panneaux marquant les limites d'agglomération pour prendre en compte toutes les habitations.

A R R E T E

ARTICLE 1 - Les limites d'agglomération sont définies de la façon suivante :

Sur le CD 3 :

Vouneuil/Biard
"Les Rataudes" - aux PR 28.443 et 27.877

Vouneuil/Biard - Echangeur de la Rocade Ouest sur la bretelle de sortie côté Poitiers et à 100 m de la RN 10
- Echangeur de la Rocade Ouest sur la bretelle de sortie côté Sanxay et à 75 m de la RN 10

Vouneuil/Biard
Précharaux - d'une part face au panneau d'agglomération "Les Rataudes" c'est-à-dire au PR 27.877
- d'autre part après le Pont de l'Autoroute (direction Poitiers) PR 26.919

Vouneuil/Biard
La Gannerie - d'une part après le Pont de l'Autoroute (direction Sanxay) au PR 26.842
- d'autre part à l'emplacement actuel du panneau "La Grande Vallée" au PR 26.187

Sur le CD 3d :

Vouneuil/Biard
"La Gannerie" - A l'emplacement actuel du panneau "La Grande Vallée" au PR 0.266

Sur le CD 87 :

Vouneuil/Biard "Centre" - Aux emplacements actuels des panneaux d'agglomération c'est-à-dire aux PR 19.666 et 18.653

Vouneuil/Biard Pouzioux-la-Jarrie - Aux PR 15.980 et 13.880

Sur le CD 12

Vouneuil/Biard Pouzioux-la-Jarrie - aux PR 10.093 et 11.873

Sur la Voie Communale n° 3 :

Vouneuil/Biard Pouzioux-la-Jarrie - 1 - Rue du Petit Bois
Lorsque l'on se dirige vers le centre de Pouzioux, 107 m avant la Rue de Saint-Hilaire au niveau de la parcelle cadastrée AO 1
- 2 - Rue de la Vallée
Venant de la RN 149, 6 m avant le chemin d'exploitation n° 14 dit du "Champ-Meunier" ; au niveau de la parcelle cadastrée ZB 48

Sur la Voie Communale n° 2 - Rue du Château d'Eau

Vouneuil/Biard Beauvoir - Venant du CD 12
106 m avant la Rue du Clos-Bonnet et au niveau de la limite séparative entre les parcelles AC 55 b et AC 55 c.
- Venant de Moulinet
170 m après la limite avec la commune de Migné-Auxances et au niveau de la limite séparative entre les parcelles cadastrées AA 17 et ZA 7.

ARTICLE 2 - La signalisation sera déplacée sous contrôle de la Direction Départementale de l'Equipement - Subdivision de MIREBEAU.

ARTICLE 3 - Le Directeur Départemental de l'Equipement - Subdivision de Mirebeau,
Le Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie de la Vienne,
Le Commandant de la CRS 18 à POITIERS,
sont chargés chacun en ce qui le concerne du présent arrêté dont ampliation leur sera adressée ainsi qu'à :

- M. Le Secrétaire Général de la Préfecture,
- M. le Maire de la Commune de VOUNEUIL SOUS BIARD.

Fait à VOUNEUIL/BIARD, le - 9 SEPT. 1991

LE MAIRE,





ARRÊTE DU MAIRE

MAIRIE de
VOUNEUIL-sous-BIARD

10 SEP. 2001

ARRIVÉ

FIXANT LES LIMITES
D'AGGLOMERATION
DU BOURG

Le Maire de la Commune de VOUNEUIL-SOUS-BIARD,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-6,

VU le Code de la Route et notamment les articles R-1 et R-44,

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes, et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Les limites de l'agglomération du bourg de VOUNEUIL SOUS BIARD, telles qu'elles sont prévues par le Code de la Route, pour avoir les effets prescrits par ledit code sont ainsi fixées à la sortie du bourg :

- sur la Route Départementale n° 87, au PR 19+875, entrée et sortie,
- sur la Route Départementale n° 3D, au PR 0+043, entrée et sortie.

Article 2 : Ces limites sont matérialisées par l'implantation de signaux de localisation portant le numéro de la route et le nom de l'agglomération, conformément au modèle fixé par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 susvisé.

Fait à VOUNEUIL-SOUS-BIARD, le 31 août 2001

Le Maire

Jean-Pierre JARRY



MAIRIE DE VOUNEUIL-SOUS-BIARD

B.P. 1 - 86580 VOUNEUIL-SOUS-BIARD - Tél. 05 49 36 10 20 - Fax 05 49 36 10 21

REÇU LE

- 4 SEP. 2001

PREFECTURE DE LA VIENNE